



DERNIÈRE ÉDITION INTERNATIONALE

Malgré l'échec de la conférence internationale de Paris

Les dernières troupes vietnamiennes ont quitté le Cambodge

Les Khmers face à eux-mêmes

DEPUIS mercredi 27 septembre, il n'y a plus officiellement un seul soldat vietnamien au Cambodge. Les derniers « bodols » ont quitté mardi le pays où ils étaient entrés fin 1978 pour en chasser les Khmers rouges. Les États-Unis se sont félicités de ce retrait « apparent », dénoncé de Pékin comme factice par le prince Sihanouk, chef de la résistance khmère.

Ce retrait met théoriquement un terme à l'une des dernières crises héritées de la guerre froide. Le dernier point chaud en Asie demeure la 38^e parallèle séparant les deux Corées. Mais le conflit indo-chinois — qui perdure depuis plus de quarante ans — n'en est pas pour autant terminé. En dehors de la péninsule, la présence au Cambodge de « colons » vietnamiens ou de militaires déguisés en soldats khmers, un risque de guerre civile plane sur le pays. Les Khmers rouges tentent en effet de profiter du départ des Vietnamiens pour relancer l'offensive.

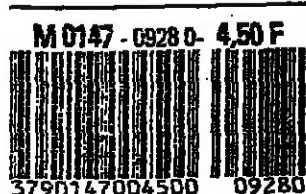
POUR le régime de M. Hun Sen, l'heure de vérité a sonné : il va devoir faire la preuve qu'il est plus que le « pantin » de Hanoi dénoncé par ses adversaires et qu'il est capable de résister au fanatisme des guérilleros khmers rouges. Il devra également accepter une libéralisation politique du régime, toujours dirigé par un parti unique communiste.

Si l'armée régulière de Phnom-Penh demeure, selon certains experts militaires, peu aguerrie et mal armée, l'exemple de l'Afghanistan montre qu'on ne saurait sous-estimer la capacité de résistance du pouvoir en place, surtout s'il continue de recevoir une importante aide militaire. D'autant que l'image des Khmers rouges est toujours aussi exécrable et que la résistance non-communiste du prince Sihanouk manque de crédibilité sur le terrain.

LES négociations de Paris ayant échoué en août, le départ des Vietnamiens n'a pu être accompagné d'un accord international garantissant l'indépendance du Cambodge et permettant à sa population de choisir ses dirigeants. L'intransigence des protagonistes n'a pas peu contribué à cette impasse, qui repousse toute perspective de paix à une date indéfinissable.

Toujours est-il que ce retrait du Cambodge constitue pour Hanoi un revers incontestable. Si presque tout le monde s'était réjoui — fut-ce discrètement — quand les Vietnamiens ont chassé les Khmers rouges, leur volonté de s'insérer chez leur voisin demeuraient condamnée par la communauté internationale. Soumis aux pressions de Moscou, confrontés à l'échec patent de leur politique intérieure, les dirigeants de Hanoi ont été contraints à partir.

Sentant le vent tourner, M. Hun Sen a déjà établi des liens étroits avec le gouvernement thaïlandais. Il s'efforce ainsi de reprendre la politique traditionnelle du Cambodge d'équilibre entre ses deux puissances voisines.



MOC-BAI (frontière khmère-vietnamienne) de notre envoyé spécial

Sur la route n° 1 qui relie Phnom-Penh à Ho-Chi-Minh-Ville, les postes-frontières entre le Cambodge et le Vietnam, ceux de Bavey et de Moc-Bai, sont distants d'environ 200 mètres. C'est dans ce no man's land que s'est tenue, mardi 26 septembre, la principale cérémonie marquant la fin officielle de plus de dix ans d'intervention militaire vietnamienne au Cambodge. En l'absence de contrôle international, ce ne fut donc qu'une petite fête, même quand il est évident que, pour Hanoi, une page d'histoire vient de se tourner.

Deux arches ont été élevées à la dernière minute, et une poignée d'officiers, généraux et autorités provinciales, se sont réunis sur une estrade de bois encadrée par des oriflammes. On a fait venir de l'ancienne Saïgon, pour distraire les soldats, des groupes de jeunes filles en tenue traditionnelle chargées de leur passer des guirlandes autour du cou, deux acteurs de théâtre populaire et des danseurs. Les convois de camions et de véhicules blindés amphibies sont ensuite, trois heures durant, passés sous les deux arches et ont pris la route de Ho-Chi-Minh-Ville, 60 kilomètres de bûme un peu défoncé.

JEAN-CLAUDE POMONTI Lire la suite page 6

Polémique sur les revenus de M. Calvet

Les grévistes de Peugeot durcissent leur position

Les révélations du « Canard enchaîné » du 27 septembre sur le salaire de M. Calvet et les premières lettres de licenciement contribuent à envenimer le conflit qui oppose, depuis plus de trois semaines, la présidence de PSA à ses salariés.



Lire nos informations page 27

Voyage dans la Chine profonde

A la veille du quarantième anniversaire de la République populaire, la province du Zhejiang poursuit, comme si de rien n'était, ses réformes économiques

HANGZHOU (Chine orientale) de notre envoyé spécial

Sur la brochure publicitaire de la zone de développement de Ningbo, l'un des deux ports de cette province qui se veulent en fièche dans l'ouverture sur le monde extérieur, deux photographies ont été grattées. Par-dessus, on a collé des photos modernes. Impossible de se faire confirmer que — comme on le soupçonne — les photos caviardées montraient le secrétaire général du parti communiste,

M. Zhao Ziyang, lors d'une visite en ces lieux, avant son limogeage. M. Zhao avait été l'artisan de l'ouverture du port, comme d'une quinzaine d'autres villes du littoral. Ailleurs en Chine, on a déjà obéi à l'ordre de Pékin : faire disparaître les photographies de l'ancien chef du parti.

Pourtant, plusieurs dizaines d'heures de rencontres avec les responsables de tous niveaux, dans cette province relativement bien lotie de Chine orientale, au

sud de Shanghai, donnent l'impression que de tels gestes sont les seules véritables concessions du pays profond au durcissement idéologique de Pékin. Un tel voyage, soigneusement organisé par les autorités centrales, ne permet pas de dire quel est le degré réel de confiance de la population en l'avenir. En revanche, il permet de jauger l'état d'esprit des autorités locales. Ce qu'on entend au Zhejiang est bien éloigné des préoccupations du gouvernement, obsédé par la reprise en main idéologique du

pays. A croire que la politique a disparu de l'univers mental de la Chine profonde.

Le « libéralisme bourgeois », pivot du discours du pouvoir central, est purement et simplement ignoré par les responsables locaux. Les vieux réflexes des organismes de base de l'administration, qui s'expriment de manière schématisée sur la propagande de Pékin, utilisant le jargon officiel pour des règlements de compte personnels, ne marche plus.

FRANCIS DERON Lire la suite page 22

Les petits pas de M. Chirac

Le président du RPR veut devenir, sans faire d'écarts, le fédérateur d'une opposition « tranquille », « unie », « ouverte »

M. Chirac ouvrira les journées parlementaires du RPR, vendredi 29 septembre à Arcachon, par un discours de politique générale. Il assistera ensuite à l'ensemble des débats, y compris lors des discours de clôture des deux présidents de groupe, MM. Pons et Pasqua, mais il ne devrait pas lui-même reprendre la parole. Le président du RPR, dont la plus récente intervention remonte à l'université d'été des jeunes de son parti, le 10 septembre à Saint-Cyprien, cherche à se donner un nouveau profil.

Celui-ci peut se caractériser par deux formules : être « dans l'opposition sans équivoque » et « Pour l'union sans restriction ».

Son ancrage dans l'opposition n'a évidemment pas besoin d'être confirmé, mais il doit désormais être géré en fonction de paramètres nouveaux. Celui de la durée, d'abord, puisque aucune échéance décisive ne devrait intervenir avant le printemps 1993. Il lui apparaît donc inutile d'entamer par un sprint la course de fond dans laquelle il s'inscrit. Celui du contenu même de son

opposition, d'autre part. Celle-ci, pour déterminée qu'elle soit, n'en doit pas moins être, en quelque sorte, « tranquille ».

Il bannit donc de son comportement les invectives, les foudres, pour tout dire l'agitation dont il était familier. Il ne veut pas non plus que son opposition apparaisse comme trop systématique. Et il illustre cette nouvelle tolérance en disant dans un sourire : « Par exemple, j'approuve

totallement l'interdiction de vente de l'alcool sur les autoroutes, comme le demande le secrétaire d'Etat chargé des stations-service ! »

M. Chirac veut surtout convaincre l'opinion qu'il existe une alternative à la politique inspirée par M. Mitterrand et conduite par M. Rocard.

ANDRÉ PASSERON

Lire la suite page 6

CAMPUS

Universités : le dégel Est-Ouest

Pour la première fois, une quinzaine de grandes universités de l'Europe de l'Est ont envoyé des représentants à la conférence annuelle des recteurs européens qui vient de se tenir à Durham, dans le nord de l'Angleterre. Ce n'était pas un déplacement de pure forme : participant activement aux débats, les universitaires de Prague, Moscou, Leningrad, Cracovie, Budapest, Sofia et Berlin-Est ont plaidé pour une coopération accrue avec les universités occidentales, notamment par l'accroissement des échanges d'étudiants et de professeurs.

De l'inspection à l'évaluation • Une boîte à outils philosophiques • Les médecins scolaires sont déprimés. pages 16 et 17

DÉBATS

Au courrier du Monde

« 1939-1940 : l'année terrible »

Notre feuilleton de l'été, 1939-1940 l'année terrible par Jean-Pierre Azéma — publié du 18 juillet au 2 septembre et qui vient de faire l'objet d'un numéro spécial de 40 pages — a suscité un volumineux courrier prouvant, s'il en était besoin, combien la mémoire de cette année charnière reste vivace dans la mémoire des Français.

Une seule lettre proteste : « Cesse dans ce pays de vivre au passé : les événements de 1939-1940 n'intéressent plus les Français — les vrais en tout cas » (signature illisible). La majorité des lecteurs expriment une grande satisfaction d'avoir pu lire cette mise au point historique sur des événements que beaucoup ont vécus sans avoir pu en être complètement informés. « J'ai beaucoup apprécié la synthèse des éléments présentés, la clarté et l'objectivité de votre commentaire » (Pierre Sudreau, Paris).

Des événements qu'un certain nombre n'ont ni vécus ni étudiés : « Moi qui n'ai jamais pu étudier à l'école la période de la seconde guerre mondiale, c'est avec passion que j'ai lu tout l'été, l'année terrible 1939-1940 l'année terrible. Je n'en ai pas manqué une seule et, dans mon entourage, j'ai bon nombre d'amis qui en ont fait autant. Alors, j'espère que ce genre de rubrique sera renouvelé, notamment pour la guerre d'Algérie » (R. Fougère, Boulogne). Bref : « Valait-il la peine d'en faire un des aspects de la presse et du journalisme dont vous parlez et dont nous pouvons avec vous nous enorgueillir » (M. Marot, Issy-les-Moulineaux). A beaucoup le ton leur a semblé satisfaisant : même sans forme.

Les Mosquitos et l'Olympia

On voit, de plus, s'esquisser un débat sur les qualités respectives des témoins et des historiens et sur leur droit à dire ce qui s'est passé : « Dans l'ensemble, votre récit me semble exact et nuancé. Mais, pour quelqu'un qui a vécu à chaud des événements — ceux-ci ou d'autres, — se pose une question qui n'est pas purement méthodologique : qui, de l'historien ou du témoin, peut le mieux rendre l'atmosphère ? » (G. Gujot, Paris). Brigitte Lebel, de Bihorel (Seine-Maritime), affirme : « Avoir vécu l'événement en donne une idée partielle et le travail de l'historien est salutaire ». Une opinion que ne partage pas J. M. Delétré, de Paris, qui, avant de formuler certains points de désaccord, exprime une impression de décalage : « J'ai admiré tout au long, outre vos connaissances, votre souci d'objectivité, celui de comprendre les opinions diverses, voire opposées, sans négliger pour autant de donner votre point de vue. Je n'ai pas de critique fondamentale à vous faire. Nos divergences éventuelles, je les situerais en me référant à Péguy : il avait reçu des jeunes, leur parlait de l'affaire Dreyfus... Il leur parlait de sa vie et eux entendaient une leçon d'histoire ».

Trois attentifs, de nombreux lecteurs ont relevé quelques inexactitudes : ainsi, les Mosquitos n'étaient nullement des avions italiens (et il est de surcroît fort peu vraisemblable que l'aviation italienne ait pu mitrailler des colonnes de réfugiés) ; l'Olympia, à Londres, n'était pas un cinéma mais un hall d'exposition ; les termes de marine ne sont pas toujours employés avec la rigueur convenable.

Notons que plusieurs lecteurs témoignent avoir entendu dans le discours de Pétain du 17 juin : « Il faut tenter de cesser le combat ».

Il aurait fallu expliquer que, dans un

premier temps, le nouveau président du Conseil a bien dit « Il faut cesser le combat », et que ce n'est qu'ensuite, sur l'intervention de l'état-major, que la formule originale a été modifiée. On peut d'ailleurs se demander si, pour les combattants, les deux formulations n'aboutissaient pas au même résultat.

Des lecteurs regrettent des lacunes que les limites de la page imposaient souvent : « J'ai été étonné et même choqué que vous ayez passé sous silence, dans les faits que Hitler a non seulement envahi la Belgique et les Pays-Bas, mais aussi le grand-duché de Luxembourg ! Certes le Luxembourg est un pays minuscule, sans grande importance sur l'échiquier

lycées nous enseignent des valeurs qui changeaient d'année en année (selon les convictions de chacun : un prof pétainiste, un autre gaulliste...) ; le salut au drapeau les fatras prononcées dans les mosquées... » (Doris Charabi, Crest, Drôme).

« Je voudrais exprimer le regret que vous n'ayez pas cru devoir rappeler qu'en même temps qu'à Vichy et ailleurs se transmettaient de pénibles intrigues sans avenir, en Afrique centrale, d'autres événements se produisaient, beaucoup plus porteurs pour le redressement de notre pays. Quelques lignes sur le ralliement de l'AEF Cameroun en août 1940, sur le surcroît qui s'y manifesta sous l'impulsion des envoyés du général de Gaulle auraient été les bienvenues ».

matériellement. Pour les dirigeants de l'époque, pour défer Hitler dont on avait nié l'ascension (Blum disait) pour vaincre le fascisme, il suffisait de défilé de la Bastille à la Nation. En travaillant moins, en « grévaillant » de temps en temps, en sabotant parfois, la France était tout naturellement engourdie pour ne pas dire plus. Alors que l'Allemagne mettait sur pied une armée qui, durant quatre ans, devait tenir tête au monde entier, les dirigeants politiques ou pouvoirs brillaient. Aux côtés pendant si longtemps pratiquaient le pacifisme à outrance (patrie humaine, syndicats divers, lutte contre les deux ans, etc.), eux qui pendant des années avaient refusé les crédits de la défense nationale, étaient totalement

du 3^e bataillon du 120^e RI (...). Ce repli se fit à travers la forêt (...). Le 15 au matin, un élément retardataire est toujours en place et rejoint, en milieu de journée, Yoncq où prend position un bataillon de la 1^{re} D.I.C. avec lequel il coopéra, etc. ; on ne peut appeler cela « se volatiliser » malgré l'usage de ce mot par quelques historiens qui se le sont passé de l'un à l'autre » (P.A. Lescot, Paris).

Symétriquement, de nombreux combattants font état de leur désarroi et de la pagaille dans laquelle ils se sont trouvés : « A Verson, on a tenu vingt-quatre heures avec les canonniers glorieux (...). Si nous avions été ravallés, nous aurions pu tenir bien davantage. Les Allemands qui nous voyaient à 150 mètres

moyens de feu sur place à ma disposition (...). On n'improvise pas une DCA, surtout si les munitions sont mesurées » (M. Michard, Cabourg).

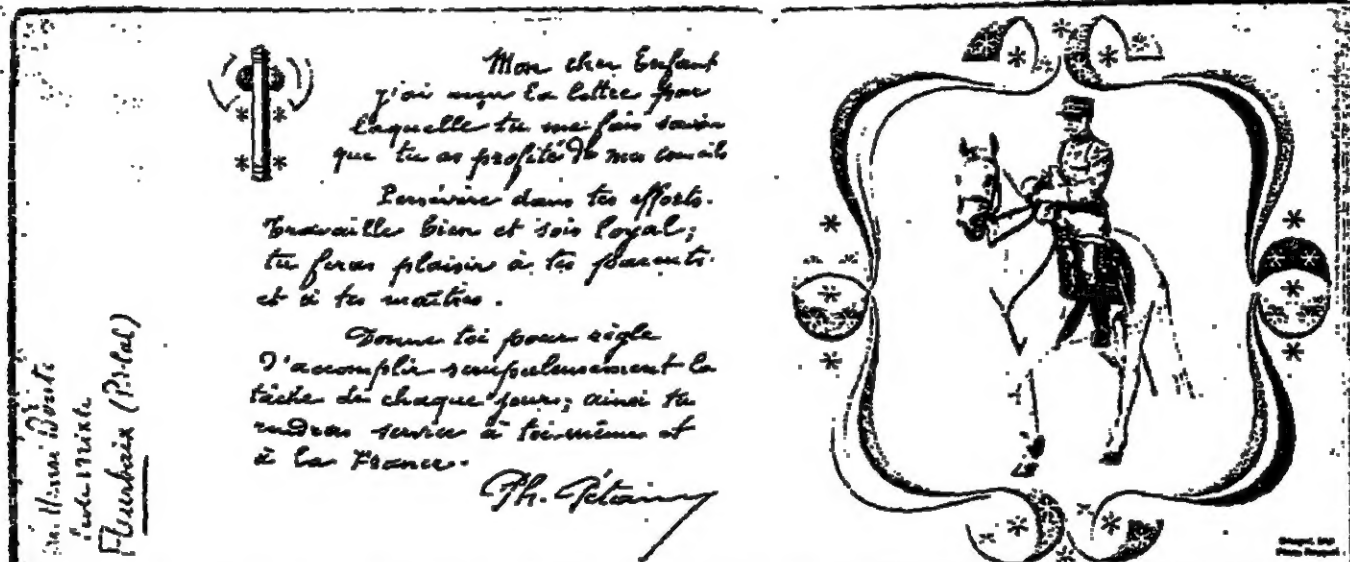
Comme on pouvait s'y attendre c'est l'appréciation portée sur le rôle de Philippe Pétain (car nous n'avons reçu à propos de France Laval qu'une seule lettre), en particulier dans la signature de l'armistice, qui suscite les plus vives remarques : « Quand il disait aux Français : « Suivez-moi mais ne dépassez pas », quand dans le message qui eut un grand retentissement en notre libre — en nous occupant les Allemands en l'interdisant la diffusion, — il parlait de « la demi-liberté qui m'est laissée », nous comprenons que le maréchal Pétain ne pouvait pas dire tout ce qu'il aurait voulu dire, ne pouvait pas faire tout ce qu'il aurait voulu faire ; mais que les paroles, les actes, qui lui étaient arrachés et qui lui faisaient mal plus qu'à tout autre Français, étaient la contrepartie, la concession douloureuse mais indispensable pour mener à bien, malgré l'ennemi, la politique qu'il estimait nécessaire pour la France » (P. Durand de Fontenay, Castries, Hérault).

Et à propos de la révolution nationale : « N'était-ce pas l'air du temps, plutôt qu'une conception personnelle du maréchal ? » (M. Boissouvier, Alençon). Sans oublier les pétainistes de 1940 : « Peut-être pourrait-on dire à ce sujet que — sans parler bien sûr du cours ultérieur pris par les événements — les outrances des hagiographes du maréchal et le caractère infantile de la propagande vichyste (la même la jeunesse nous telle à l'heure actuelle, car il ne faut pas oublier qu'à l'époque, son impact était considérable) ont contribué à occulter aux yeux de la postérité le patriotisme tout à fait sincère et respectable des meilleurs parmi les pétainistes de 1940 » (J.H. Duraffourg, Saint-Claude).

Enfin, un grand nombre de lecteurs ont adressé de simples témoignages en exprimant le souhait que leurs épreuves ne tombent pas dans l'oubli : qu'ils sachent que — sans contredire de leur part — ils seront versés à un fonds d'archives et donc mis à la disposition de la communauté historique. Pour donner le dernier mot à ceux qui souhaitent avant tout que l'on n'oublie pas, citons le témoignage de cet ami de celui qui édite clandestinement Pontagnac, qui rappelle qu'il s'appelle Raymond et non Robert Deas et qui ajoute : « Homme d'une culture innée, grand linguiste (...), joueur de piano (...), éditeur de musique (...), c'est lui qui créa et rassembla le fameux « groupe des cinq » (Auric, Milhaud, Fougère, Honegger, Taillefer). Soucieux de perfection, il s'est consacré à l'Europe pour trouver les plus beaux caractères d'imprimerie. Pontagnac sortait (...). Il avait même l'audace d'aller le matin dans la boutique de la Propaganda Staffel, juste en face de chez lui... Le journal devenait une œuvre d'art, Raymond disait : « N'oubliez pas à l'heure de plus en plus beaux caractères de la machine à Cologne. Deux des ouvriers de son imprimerie participèrent son sort atroce. Mais, parce qu'il ne soutenait aucun clan, y compris les gaullistes, il n'a jamais été honoré à sa mesure. Aidez, je vous en prie, à ce qu'il ait enfin sa rue, sa rue, sa petite place dans Paris. Il n'en a pas. Il est vrai qu'il était aussi par qu'indépendant. Ce n'est pas juste » (R. Catin, Sèvres).

Précisons. — Dans notre brochure « 1939-1940, l'année terrible », nous avons omis de signaler que les documents présentés étaient M. Zucca et Seebarger appartenant à la collection de la Bibliothèque historique de la ville de Paris.

« Mon cher enfant »



L'abbé Henri Boute, professeur au lycée privé Baudouin, à Arras, nous a transmis la photocopie d'une lettre que lui avait adressée le maréchal Pétain alors qu'il était lui-même écolier. L'abbé Boute raconte : « Tous les élèves de ma classe avaient dû rédiger une lettre [à Pétain] et c'est moi qui l'ai envoyée [la seule pour mon école]. Quand j'ai reçu la réponse je n'en ai parlé à personne, craignant d'être traité de collaborateur. Heureusement, je n'ai pas détruit cette lettre, qui figure maintenant dans mes souvenirs d'enfance ; j'en ai gardé une copie ».

Voici la réponse du maréchal : « Mon cher enfant, j'ai reçu la lettre par laquelle tu me fais savoir que tu as profité de mes conseils. Persévère dans tes efforts. Travaille bien et sois loyal ; tu feras plaisir à tes parents et à tes maîtres. Donne-toi pour règle d'accomplir scrupuleusement la tâche de chaque jour ; ainsi tu rendras service à toi-même et à la France ».

de la politique mondiale, mais il convient pourtant de signaler dans un article historique cette flagrante violation de la neutralité luxembourgeoise, d'autant plus que le grand-duché a beaucoup souffert sur le plan matériel et surtout physique des conséquences de cette invasion » (Paul Lesch, grand-duché du Luxembourg).

« Deux victoires ont considérablement ramené le moral des Français et montré que les forces de l'Axe n'étaient pas invincibles : 1. L'offensive du désert de novembre-décembre en Egypte et en Cyrénaïque par l'armée britannique du général Archibald Wavell comportant des éléments de Français libres (...) qui a capturé l'armistice italien du général Graziani. 2. La résistance grecque à l'attaque italienne en novembre-décembre 1940 » (J. Feigelson, Paris).

L'image de l'armée belge

« Les « autochtones » (comme on les appelait alors) de l'Empire français ont vécu eux aussi cette année terrible — mais comment ? L'affaire du Massilia, je l'ai vécue gamini. Quantité de faits historiques ont été interprétés avec une façon cocasse : les parlementaires anti-Vichy venant « demander aide et protection au salun » (sic) ; les tickets de rationnement auxquels n'avaient pas droit les Marocains ; l'affaire des juifs protégés par les musulmans ; les professeurs de

(général de division Ph. Duplay, CR). Tous ces points seront prochainement exposés dans une étude plus détaillée faite à partir de ces articles et qui paraîtra prochainement aux Editions du Seuil.

Enfin, plusieurs lettres contestent ou nuancent non point tant les informations données par ces articles — auxquelles nous sommes très attachés — que la précision et l'exactitude de la documentation — que les interprétations. Quelques lettres contestent la présentation qui a été faite de l'attitude du PCF : « Ecrire l'histoire de ces jours sans tenir compte — ou en ignorant — les conditions dramatiques dans lesquelles les dirigeants du PCF ont dû assumer leurs responsabilités ne peut permettre à qui que ce soit de bien informer son lecteur » (Raymond Delidier, Paris).

Un plus grand nombre de lecteurs belges protestent contre l'image qui a pu être donnée de leur armée : « Pourquoi donc mettre l'accent sur la perte de 50 kilomètres de front fatidique aux Alliés ? L'état-major allié était parfaitement informé des intentions de l'état-major belge et savait pertinemment que la puissance de l'armée allemande était telle que la résistance des Belges ne pouvait offrir son bouclier protecteur aux B.E.F. (British Expeditionary Forces) qui refusaient vers Dunkerque, que pour quelques dizaines d'heures » (M. Le Haeu, Bruxelles). Les mêmes estiment contestable la présentation de l'attitude du roi Léopold : « Aucun parallèle ne peut être dressé entre cette attitude et celle du maréchal Pétain en juin 1940. En effet le roi Léopold n'a signé aucune convention d'armistice ; il n'a fait que demander un cessez-le-feu et la reddition de l'armée belge s'est faite sans conditions. Il s'est en outre solidarisé avec son armée en se couvrant de ses premiers contacts avec les représentants du haut commandement allemand, comme un prisonnier de guerre » (J. Cleereemans, Bruxelles).

Un certain nombre de lecteurs soulignent nuancer l'attribution des responsabilités de la débâcle.

« La France a été engagée dans la guerre désarmée moralement et

déphasée devant les nouvelles responsabilités. Sauf, sans doute, Paul Reynaud » (J.-L. Maison-neuve Falgoux, Cantal).

La faute à « Quai des brumes »

« Le régime parlementaire et le Front populaire ne peuvent être pour rien dans une défaite qu'il convient en sacrifiant à une seule politique d'attribuer exclusivement au haut commandement et même, assez curieusement au régime, postérieur, de Vichy. Mais qui a choisi le haut commandement, en particulier le général Gamelin, dont les options politiques étaient bien connues ? Qui a approuvé le choix d'une stratégie aussi, comme vous le mentionnez fort bien, sur la ligne Maginot et la notion de front continu, zéro les mêmes gouvernements qui ont pratiqué la capitulationisme personnel, de la réoccupation de la rive gauche de Rhin en dépit de la Tchecoslovaquie, après celui, beaucoup plus absurde et directement de leur fait, de l'Austro-Hongrie en passant par Munich ? » (Philippe Maland, Paris).

« Vous auriez dû (...) citer une réaction qui courut après la défaite : « C'est la faute à Quai des brumes ». J'ai revu le film récemment (...) en même temps que des bandes d'actualités de l'époque : défilés militaires allemands, revue de la flotte allemande... Le héros du film est un déserteur, un des rares personnages sympathiques (le patron de l'hôtel sur la folle) est anarchiste... (J.-M. Delettrez, Paris).

« Je crois que, dans la catastrophe de 1940, tout le monde avait sa part : les militaires, les hommes politiques — les bons budgets sont arrivés trop tard... la nation » (G. Destrammeu, Paris).

Beaucoup de lettres veulent témoigner des actions héroïques accomplies par les soldats de 1940. Un lecteur conteste en tout cas de façon précise une assertion dans la page « Les Français passent la Meuse » : « La 7^e D.I. ne s'est pas « volatilisée ». Dans la nuit du 14 au 15, le commandement (à quel échelon, je ne sais) décide le repli

n'étaient pas chauds pour se froter aux Sénégalais. Que de nouvelles souvenirs, quelle honte restera-t-elle ! Et ces bons Sénégalais qui, après Verson, ne disent à leur manière : « Ce n'est ce qu'on leur a mis ! quand est ce qu'on attache ? » (G. Girard, Toulon). Plusieurs témoignages confirment le courage des troupes sénégalaises et s'inquiètent de leur sort. Un lecteur nous apprend même que les retraites et positions militaires qui leur sont versées ne sont pas les services qu'ils ont rendus » (Jean Dhommeaux, Rennes).

Les messages de Pétain

Si de très nombreux témoignages soulignent l'incapacité du haut commandement, les analyses de l'historien n'ont pas convaincu ceux qui se souviennent d'avoir eu un matériel tout à fait inadéquat lors de la campagne de France : « J.-P. Azéma, une fois de plus, fait trop confiance aux statistiques et veut faire trop précis (...). A quel peuvent servir des chars B, effectivement excellents, s'ils n'ont pas reçu leur lunette de tir, encore en fabrication à Bourges ? » (Ph. Le Bourgeois, Paris).

« Peu m'importait à moi les dépôts de Cherbourg ou de Limoges : je combattais si j'ai des

Le Monde

Edité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Corédacteur en chef : Claude Sales

Administrateur général : Bernard Wourts

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08

Tél. : (1) 42-47-37-27

Tél. MONDOPAR 650572 F ; Télécopieur : (1) 45-23-06-51

36 15
I MLe service télématique
expert de l'emploi des cadres

سكنا ن الامل

ÉTRANGER

... Le Monde • Jeudi 28 septembre 1989 3

RDA : à condition de rentrer d'abord au pays

Les réfugiés est-allemands de Prague sont assurés de pouvoir émigrer légalement

Les quelque douze cents réfugiés est-allemands qui occupent actuellement l'ambassade de la République fédérale à Prague ont reçu l'assurance que, s'ils rentraient en RDA, ils ne seraient pas inquiétés et pourraient obtenir une autorisation d'émigration légale vers la RFA d'ici six mois.

BONN

de notre correspondant

Cette nouvelle disposition est le résultat de négociations très ardues qui se sont déroulées dans les locaux de l'ambassade entre le secrétaire d'Etat ouest-allemand aux affaires étrangères, M. Jürgen Schröder, et l'avocat est-allemand M. Wolfgang Vogel, l'homme de confiance de M. Erich Honecker pour les « questions humanitaires ». Mardi 26 septembre, en fin d'après-midi, environ deux cents de ces réfugiés ont quitté l'ambassade et sont allés dans des camps de réfugiés dans leur pays.

Pour l'instant, la majorité des occupants semblent décidés à ne pas

bouger, dans l'espoir qu'une solution « à la hongroise » leur permette, s'ils restent fermes, de quitter les lieux directement vers un pays occidental. L'expérience de ces dernières semaines leur a montré que les choses peuvent évoluer en leur faveur grâce à leur opiniâtreté. A la fin du mois d'août, en effet, M. Vogel, qui avait déjà fait le voyage de Prague, se leur promettait que l'immunité, pas qu'ils pourraient quitter la RDA.

L'avocat est-allemand doit maintenant se rendre à Varsovie pour essayer de convaincre les quelques trois cents réfugiés de RDA d'accepter une solution de ce type.

Alors que le flot d'émigration de citoyens est-allemands vers la RFA, via la Hongrie et l'Autriche, se maintient à un rythme de plusieurs centaines par jour, les voix se multiplient en RDA pour demander au gouvernement d'accomplir des réformes. Après la manifestation de Leipzig, qui a réuni huit mille personnes dans le centre-ville pour la reconnaissance du mouvement d'opposition Nouveau Forum, c'est l'écrivain Stefan Hermlin, membre du SED (Parti

communiste), qui formule de très vives critiques envers le fonctionnement du régime, dans un entretien accordé mardi matin à la radio ouest-allemande. S'il n'a pas personnellement signé l'appel à la création de Nouveau Forum « parce que n'y figurait pas le mot socialisme », il estime cependant que les membres de ce groupe sont des « personnes sincères » et non des « éléments hostiles à l'Etat », comme l'affirme le communiqué du ministère de l'Intérieur rejetant la légalisation de Nouveau Forum.

L'écrivain a reconnu l'échec du système éducatif de la RDA qui n'a pu empêcher le départ massif de jeunes gens vers l'Ouest. « C'est, estime-t-il, la faute des éducateurs, parents et enseignants, d'avoir laissé se développer un double langage, l'un officiel et conforme, l'autre privé et critique. » Stefan Hermlin s'est prononcé pour une démocratisation de la vie politique en RDA qui devrait se traduire, selon lui, par la sortie des partis satellites du SED « de leur existence fantomatique ».

LUC ROSENZWEIG

TCHÉCOSLOVAQUIE : répression

Le dissident Petr Cibulka risque à nouveau une lourde peine

La justice tchécoslovaque devrait achever cette semaine à Brno, en Moravie, l'instruction ouverte il y a maintenant près d'un an contre le dissident Petr Cibulka, trente-neuf ans, en détention provisoire depuis le 14 octobre 1988. A l'approche de son procès, prévu pour le début octobre, sa mère a lancé dans une lettre un appel à l'opinion internationale, attirant l'attention sur l'état de santé déplorable de M. Cibulka, qui en est à son quatrième emprisonnement en dix ans.

Le cas de M. Cibulka est symbolique de l'acharnement du régime communiste tchécoslovaque contre des opposants qui, sans jouer de rôle un premier plan dans la dissidence, ont en revanche une importante influence au niveau local ou

suprême de secteurs particuliers de l'opinion. M. Cibulka est membre de la Charta 77 et du VONS, le comité de soutien présentement en politique, mais il est surtout connu pour ses activités sur la scène culturelle de Brno.

Proche de la Section jazz, il a contribué à diffuser des œuvres musicales et littéraires de la culture parallèle. Il est poursuivi pour activité économique illicite, chef d'accusation qui a valu, au début de l'année, deux ans et demi de prison à l'éditeur de revues parallèles Frantisek Starek et un an de prison avec sursis à sa femme.

Le nombre des prisonniers politiques dans les prisons tchécoslovaques est actuellement d'une trentaine. Parmi eux figurent des gens comme M. Ivan Jerous (condamné à seize mois de prison pour une lettre ouverte mettant en cause la responsabilité des autorités pour la mort, en prison, du dissident Pavel Vokna), ou encore M. Sacha Vondra, l'un des trois porte-parole de la Charta 77, qui purge deux mois de prison pour avoir pris part aux commémorations de la mort de Jan Palach en janvier dernier.

Les autorités hésitent à traduire en justice les dissidents les plus connus, de peur des réactions en Occident, mais aussi maintenant dans les autres pays de l'Est et préférent les soumettre à de constants harcèlements administratifs.

H. de B.

L'aide à la Pologne

Les Occidentaux n'ont encore pris aucune décision

Les représentants des vingt-quatre pays de l'OCDE, qui étaient réunis mardi 26 septembre à Bruxelles, ont accueilli favorablement le nouveau plan d'action pour une aide coordonnée à la Pologne et à la Hongrie qui leur était présenté par la Commission européenne.

BRUXELLES

(Communautés européennes)

de notre correspondant

Il semble donc acquis que, au cours des mois à venir, les pays occidentaux arrêteront les uns et les autres un programme de soutien allant très au-delà des mesures d'urgence — principalement l'aide alimentaire — décidées à la suite du sommet de l'Arche. Cependant, lors de la réunion de Bruxelles, personne n'a été en mesure de réagir aux propositions relatives à la portée de l'effort budgétaire à accomplir en 1990. L'objectif bruxellois suggérait que la Commission et ses Etats membres mobilisent 300 millions d'écus (2,1 milliards de francs) et les douze autres pays également 300 millions d'écus.

Le plan de la Commission transmis la veille n'avait pu être étudié dans les capitales. Il apparaît en outre que plusieurs pays représentés à Bruxelles souhaitent garder les mains libres et éviter une coordination trop « directive » de la part de la Commission européenne.

An reste, la déclaration adoptée mardi par le groupe des Vingt-Quatre à l'issue de la réunion est rédigée en termes à la fois généraux et prudents. Le délégué des Etats-Unis s'est félicité de l'initiative de la Commission, mais il a immédiatement expliqué qu'il son avis il ne faudrait pas figer dans des chiffres l'engagement de l'Occident car, ajoute-t-il, l'efficacité des dépenses pourrait conduire à faire bien davantage que de ce propose maintenant l'exécutif bruxellois. Une raison irréprochable pour rester dans la vague ! Il observa ensuite que la répartition proposée par la Commission (50 % pour la CEE, 50 %

pour les douze autres, dont les Etats-Unis) ne pouvait être qu'indicative et certainement pas engager l'avenir.

Le délégué japonais prononça quelques bonnes paroles sur les bienfaits de la démocratie mais resta également parfaitement imprécis. En revanche, plusieurs délégués européens (ceux des pays scandinaves et de l'Autriche) annoncèrent des mesures supplémentaires pour un total de l'ordre de 120 millions d'écus (840 millions de francs).

La France, qui préside les travaux des Douze, annonce que le plan d'action de la Commission serait examiné par les ministres des affaires étrangères dès leur réunion du 3 octobre à Luxembourg. La Communauté doit en effet agir sans tarder si elle veut inscrire, comme l'y invite la Commission,

200 millions d'écus supplémentaires (1,4 milliard de francs) dans son budget pour l'année 1990. Les Vingt-Quatre ont aussi fait le point sur l'aide alimentaire d'urgence à la Pologne. Selon la déclaration qu'ils ont adoptée, les livraisons déjà faites représentent une valeur de 271 millions de dollars.

Une nouvelle réunion de coordination au niveau des fonctionnaires aura lieu « au plus tard dans la deuxième moitié de novembre » : l'opportunité de tenir ensuite une réunion des Vingt-Quatre au niveau ministériel, comme le recommande la Commission, ne fait pas l'unanimité. Certains, dont les Américains, se demandent apparemment si le retentissement politique d'un tel rendez-vous ne risquerait pas finalement d'être contre-productif.

PHILIPPE LEMAITRE

An Conseil de l'Europe

Critiques contre la Roumanie...

L'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (qui réunit vingt-trois pays européens), en session à Strasbourg, a invité les pays membres, mardi 26 septembre, à prendre « toutes les sanctions qui s'avèrent nécessaires » envers le gouvernement roumain, en raison des « violations des droits de l'homme ».

Les parlementaires ont également condamné « de la manière la plus énergique » les « agissements » de la police politique roumaine, notamment à l'encontre des minorités hongroise et tzigane, et ont réaffirmé leur opposition au plan de « systématisation » du territoire du président Ceausescu.

L'Assemblée a, en outre, préconisé la mise en place d'un programme d'aide alimentaire des vingt-trois pays membres à la population roumaine et une assistance au gouvernement hongrois pour l'accueil des réfugiés roumains.

Après le débat, un parlementaire hongrois (la Hongrie, la Pologne, l'URSS et la Yougoslavie ont obtenu en mai dernier le statut

d'invités spéciaux) a souligné que « la question des minorités n'est que le sommet de l'iceberg des violations des droits de l'homme en Roumanie ».

... et la Bulgarie

L'Assemblée parlementaire a, par ailleurs, invité la Bulgarie à « mettre immédiatement un terme à sa politique d'assimilation forcée », « cause principale de l'exode actuel » des musulmans, et appelé les autorités turques à éviter d'inclure « tout élément de propagande » dans les informations qu'elles transmettent à la minorité turque de Bulgarie.

Selon le rapport présenté aux parlementaires, le nombre d'immigrants musulmans arrivés en Turquie depuis le début de l'exode, en mai dernier, a dépassé le nombre de trois cent mille. Vingt mille seraient aujourd'hui retournés en Bulgarie. Le texte adopté mardi invite les Etats membres à promouvoir l'ouverture de négociations entre les deux pays. — (AFP.)

URSS : levée partielle du blocus

Les Azeris laissent passer des trains vers l'Arménie

Après un mois de blocus total imposé par l'Azerbaïdjan, les trains ont recommencé à arriver mardi 26 septembre en Arménie. M. Mikhail Gorbatchev avait menacé, lundi, devant le Soviet suprême, de faire prendre des « mesures concertées » si la situation ne se normalisait pas dans les vingt-quatre heures.

L'agence Tass a annoncé que dix-sept trains avaient pu franchir la frontière entre les deux républiques avec du ciment, des matériaux de construction, des pièces détachées, du bois et du fer. Selon la télévision, la majeure partie des marchandises n'a cependant pas pu être déchargée, faute de carburant. La télévision a aussi montré une caravane de pommes de terre arrivées après avoir passé plus de trois semaines au soleil d'Azerbaïdjan.

Le blocus avait été imposé par les Azeris pour obliger l'Arménie à céder dans la querelle qui les oppose depuis plus d'un an au sujet du statut du Haut Karabakh, enclave à majorité arménienne en Azerbaïdjan : 85 % de l'approvisionnement de l'Arménie soviétique transitent par l'Azerbaïdjan.

Le blocus reste, en revanche, total autour du Haut Karabakh, où les incidents armés se sont multipliés ces dernières semaines malgré la présence des forces de sécurité soviétique. La Pravda a annoncé mardi qu'une unité motorisée des troupes dépendant du ministère soviétique de l'Intérieur avait été dépêchée sur place pour renforcer les quatre mille hommes déjà sur place. — (AFP, Reuters.)

□ M. Mitterrand en Belgique, en Italie et en Islande. — Poursuivant sa tournée des pays de la CEE, M. Mitterrand devait se rendre mercredi 27 septembre à Bruxelles pour rencontrer M. Martens, premier ministre. Le président de la République sera à Venise le 5 octobre pour le sommet annuel franco-italien ; le 17 octobre il se rendra d'autre part en Islande pour rencontrer M. Jon Baldvin Hannibalsson, ministre des affaires étrangères, qui préside l'ABE.

GRÈCE : après l'assassinat d'un député conservateur

Athènes est frappée de stupeur

Le climat politique grec, déjà chargé par l'examen des divers scandales survenus sous l'ancien gouvernement socialiste s'est encore alourdi, mardi 26 septembre, avec l'assassinat, à Athènes, du porte-parole du parti conservateur (Nouvelle Démocratie), Pavlos Bakoyannis (le Monde du 26 septembre). Ebranlée par la nouvelle, tous les dirigeants politiques ont condamné avec vigueur l'attentat commis quarante jours avant des élections anticipées prévues le 5 novembre.

ATHÈNES

de notre correspondant

Député depuis juin dernier et genre de M. Constantin Mitsotakis, président du parti conservateur, Pavlos Bakoyannis était l'une des étoiles montantes de la Nouvelle Démocratie et partisan du rapprochement spectaculaire entre les conservateurs et les communistes qui ont formé un gouvernement provisoire en juillet pour épurer les scandales.

Pour la Nouvelle Démocratie, première formation politique du pays depuis les législatives du mois de juin, la porte de cet homme de dialogue est au « coup dur », a souligné M. Mitsotakis. L'assassinat a été revendiqué par le mystérieux groupe terroriste grec du 17 novembre, responsable, en quatorze ans d'existence, de quatorze assassinats. Considéré par le Pentagone comme l'une des organisations terroristes les plus dangereuses du monde, il tire son nom de la révolte des étudiants grecs contre la dictature militaire (1967-1974), réprimée dans le sang à l'Ecole polytechnique d'Athènes, le 17 novembre 1973. Le groupe a fait sa première apparition en tant que le 28 décembre 1975, le chef d'antenne de la CIA, Richard Welch.

Depuis, 17 novembre, dont aucun membre n'a jamais été arrêté, compte notamment parmi ses victimes un capitaine de vaisseau et un attaché militaire américain, deux industriels grecs, un propriétaire de journal, un procureur et des policiers grecs.

En mai dernier, le groupe a tenté d'assassiner M. Georges Petros, ancien ministre socialiste des transports et de l'ordre public, qui échappa de justesse à l'attentat. 17 novembre » lui reprochait d'être « corrompu » et d'avoir touché des pots-de-vin de la part de Georges Koskotas, le banquier qui est au centre d'un plus gros scandale politico-financier depuis la dictature.

« La Catharsis a commencé »

Mardi, dans sa revendication intitulée « La catharsis (épuration) a commencé », le groupe terroriste a accusé M. Bakoyannis d'avoir eu des liens privilégiés avec M. Koskotas. Ancien journaliste, ex-directeur de la Radio-télévision grecque, le député assassiné avait créé, en 1983, l'hebdomadaire ENA et fondé le groupe de presse Grammi dont Koskotas devait prendre le contrôle deux ans plus tard. Les socialistes ont reproché à plusieurs reprises à Pavlos Bakoyannis ses rapports avec le banquier, mais le député a toujours affirmé qu'à l'époque, M. Koskotas était un homme d'affaires reconnu et qu'il n'avait rien d'un escroc.

On attendait beaucoup l'intervention de P. Bakoyannis, mardi au parlement, lors de la discussion sur l'éventuelle citation, devant un tribunal spécial, de M. Andréas Papandréou et de quatre anciens ministres socialistes. Durement secoués par l'assassinat, les députés ont néanmoins choisi de ne pas reporter le débat afin que le « terrorisme ne masquât pas la démocratie ». Devant le siège vide du parlementaire assassiné, recouvert d'une gerbe de roses rouges, le premier ministre, M. Tsanis Tsanis, a affirmé que le gouvernement « allait barrer la route aux terroristes ».

Tous les courants politiques ont également condamné l'assassinat. Le président de la Coalition de gauche et du progrès (dominée par les communistes), M. Harilaos Florakis, a souligné les risques de division nationale « à un moment critique pour le pays ». Il a lancé un appel pour soutenir « les évolutions démocratiques ».

DIETHE KUNZ

ITALIE : l'énigme de la disparition d'un DC-9 en 1980

Le colonel Kadhafi a peut-être été la cible d'un attentat

ROME

de notre correspondant

Quelqu'un a-t-il voulu tuer le colonel Kadhafi le 27 juin 1980 ? Qui, ce soir-là, a tiré et manqué l'avion du « Guide » de la Jamahiriya, détruisant, par erreur, un DC-9 civil avec quatre-vingt-un passagers innocents à bord ? Neuf années après l'une des plus mystérieuses catastrophes aériennes de l'après-guerre, la justice italienne, servie, le mardi 26 septembre, par deux révélations, commence enfin à lever un coin du voile.

Premier élément nouveau : le soir du drame, le colonel Kadhafi, à bord du Tupolev à destination de Varsovie, survolait la région de la Méditerranée où le DC-9 civil devait peu après s'abîmer. C'est un sous-officier italien, chargé d'identifier ce soir-là l'appareil libyen quand il traverserait l'espace aérien sous son contrôle, qui a révélé au juge la présence du « Guide » — ce qui donne évidemment une nouvelle dimension à toute

l'affaire. D'autant que, selon le témoin, alors que l'appareil venant de Tripoli s'approchait de la zone sous observation radar, « le vol VIP code 36 a brusquement changé de route, se dirigeant vers Malte ».

L'accident d'un Mig libyen

Seconde révélation de cette journée d'audience chez le juge d'instruction Buccarelli : l'adjudant Luciano Carro, opérateur radar à la station militaire de Marsala, au sud-ouest de la Sicile, affirme avoir observé la trace du DC-9 civil jusqu'à sa disparition des écrans, vers 20 h 50. « J'ai immédiatement donné l'alarme à mes supérieurs », a ajouté le militaire. Normal, penserez-vous. Mais voilà, les plus hautes autorités de l'armée de l'air italienne ont toujours affirmé, pour leur part, avoir été prévenues de la catastrophe vers 21 h 15 par la station civile de Ciampino, près de Rome.

L'hypothèse, largement évoquée par la presse, selon laquelle l'état-

major italien « couvrirait » ceux qui, le 27 juin 1980, ont tiré un missile sur l'appareil civil est de nouveau considérée car, contrairement aux affirmations des militaires, c'est bien un missile qui a — les experts sont formels — causé la mort de quatre-vingt-une personnes.

Rappelons, entre autres « étranges », que l'armée de l'air a toujours certifié que, entre 20 h 45 et 21 h 15, les enregistreurs radar de la station de Marsala étaient, comme par hasard, débranchés « pour un exercice de simulation ». Enfin, quelques jours après la catastrophe, un Mig libyen avait été retrouvé non loin de là, écrasé dans les montagnes de Calabre avec le cadavre d'un pilote à l'intérieur. Celui-ci protégeait-il le Tupolev du colonel Kadhafi ou a-t-il cherché, au contraire, à l'abattre ?

PATRICE CLAUDE

L'HISTOIRE

LA SAINT-BARTHELEMY QUI EST RESPONSABLE ?

N° 126
28F
octobre 1989

SACCO ET VANZETTI : AUTOPSIE D'UNE AFFAIRE

par Pierre Milza

QUI EST RESPONSABLE DU MASSACRE DE LA SAINT-BARTHELEMY ?

par Janine Garisson

VARENNES 1791 : LE DIVORCE DU ROI ET DE LA NATION

par Michel Winock

CE QUE LES GRECS NOUS ONT LÉGUÉ

avec Jean-Pierre Vénard

QUAND HITLER A DÉCIDÉ LA SOLUTION FINALE

par Hélène Coulonjou

ETC.

L'ouverture et la réforme « comme avant »...

Suite de la première page

Quarante ans après la fondation de la République populaire, on dirait que le ressort idéologique s'est épuisé, du moins temporairement.

A quelques jours de ce quarantième anniversaire, rares sont ceux qui prennent soin de mentionner l'événement. Les accomplissements de quatre décennies de régime socialiste sont passés sous silence. Le seul véritable point de référence, c'est la dernière décennie, celle des réformes économiques et de l'ouverture. Le nom de M. Deng Xiaoping, leur promoteur, est rarement prononcé. Cette politique est de toute évidence entrée dans les mœurs. Sa poursuite ne paraît plus dépendre d'un seul à un individu au sommet. Point de culte de la personnalité ici.

L'autre grand absent est Mao Zedong. Quand on cite son nom, ce qui est rare, c'est hors de propos : pour expliquer le taux de croissance presque nul de la population placée sous son autorité, un responsable affirme que Mao a prêté « des 1956 » au contrôle sévère des naissances. A l'époque, au contraire, le « Grand Timonier » limogea les conseillers qui tentaient de lui faire admettre la nécessité du planning familial. Absente, enfin, la « lutte des classes », même si Pékin s'efforce de la ressusciter.

Une petite agitation

« La construction économique, c'est de la politique ». Le gouverneur de la province, M. Shen Zulum, coupe court, par ces mots, aux interrogations sur les nouvelles priorités politiques. Pourtant, il joue son poste. Le pouvoir central est décidé à remettre au pas les pouvoirs locaux éclorent à minimiser le retour en force des mots d'ordre idéologiques. Déjà M. Liang Xiang, gouverneur de l'île de Hainan, dans le sud du pays, a été limogé. Officiellement pour corruption, mais surtout parce

qu'il était très proche de M. Zhao, Pékin cherche ainsi à neutraliser le puissant gouverneur de Canton, M. Ye Xianping. Sa gestion de la province la plus riche de Chine est caractérisée par un quasi-refus d'obéissance.

Mais M. Shen, nommé au Zhejiang en février 1988, alors que la politique de développement des zones côtières était vigoureusement encouragée par M. Zhao, entend bien continuer sur la voie qu'il s'était tracée. Développer la province au mieux des intérêts de ses 41 millions d'habitants par l'ouverture aux capitaux étrangers. Aussi ne peut-il s'empêcher d'insister : « En développant l'économie, nous acquiesçons de notre tâche politique ». A quelque niveau de responsabilité qu'on s'adresse dans la province, on entend ce leitmotiv : l'ouverture et la réforme continuent comme avant la « rébellion contre-révolutionnaire » de Pékin. Rien n'est changé.

Non pas que le Zhejiang ait été épargné par les troubles. Il y a eu une petite agitation. Sans graves incidents, mais suffisante pour bloquer une partie de l'activité économique. L'ancienne université provinciale — qui se vantait avant 1949 d'être le pendant méridional de l'université de Pékin — a été marquée en quatre institutions distinctes. Un millier d'étudiants de la principale d'entre elles, l'université de Hangzhou — un huitième des effectifs du campus — ont défilé dans les rues.

Le monde ouvrier n'a guère été touché. Si des ouvriers ont participé aux manifestations, aucune entreprise n'y était représentée de manière organisée, assurent les autorités. Un seul chef d'entreprise — une usine de tissage de la soie dont les métiers Jacquard semblent sortir d'un roman de Zola — admet qu'un « petit nombre » de ses employés ont manifesté : des ouvriers temporaires, « très jeunes, entre dix-huit et vingt ans, originaires de la campagne ». Ils sont toujours au travail, ont droit à une éducation idéologique renforcée. Le problème, au reste, n'était pas si grave : « Ils ont surtout manifesté en dehors des heures de travail ».

Un qui n'était pas du tout content, alors, est M. Shen Zhongxian, friseur privé au marché de Wuyangzao à Ningbo. Pour un peu, M. Shen, se verrait le cousin de ces grands magnats capitalistes du monde chinois d'outre-mer dont Ningbo se targue d'être la métropole. Pendant les événements, « mon chiffre d'affaires a chuté de 60 % », grogne-t-il. Pendant un mois, d'ailleurs, il a dû fermer son commerce à l'entrée de Hangzhou, j'ai dû porter mes colis moi-même... J'avais peur d'être délesté des grosses sommes que je transportais en espèces... Il en rajoute sans doute un peu devant les envoyés de Pékin quand il assure : « Lorsque les étudiants sont venus au marché pour distribuer des tracts, nous les avons éconduits et nous avons jeté leur propagande ». Mais sa réputation des faiseurs de troubles somme juste : il appartient à cette majorité silencieuse pour qui la dissidence pékinoise rappelle trop la révolution culturelle.

Déclarations contradictoires

Un haut responsable de l'économie de la province le dit à sa façon : « Un jour, pendant l'agitation à Pékin, un étudiant m'a affirmé que trois de ses condisciples venaient d'être tués dans la capitale. Quelques jours plus tard, ces trois-là réapparaissent à Hangzhou... C'est ce genre de rumeurs, ce flou dangereux, qui m'a fait craindre le pire, comme au début de la révolution culturelle. Tout le monde se met à dire n'importe quoi, et tout peut arriver... »

A force de minimiser les troubles et leurs conséquences, certains responsables en arrivent à des déclarations contraires à la ligne officielle. Le directeur du port de Beilun, près de Ningbo, se félicite de ce que la Banque mondiale n'ait pas interrompu ses versements financiers pour la construction de ses nouvelles installations. Cela veut-il dire que les sanctions économiques de l'Occident pour la répression de l'agitation ne sont que paroles en l'air ? « Exactement ! » Et le directeur d'annoncer ses négociations en cours avec des investisseurs australiens pour la suite de la modernisation du port. Un fonctionnaire de Pékin se voit contraint de rectifier le tir : « En fait, les mesures prises par l'Occident ne sont pas des paroles en l'air, elles ont un effet très sensible, croyez-moi ». A la municipalité de Hangzhou ou au gouvernement de la province, on insiste sur le caractère provisoire de la casse, y compris dans le secteur touristique, pourtant durement touché.

Pékin craint avant tout qu'avec les capitaux occidentaux les idées « bourgeois » fassent leur chemin. Ceux qui émettent l'ouverture aux échelons de base sont plus nuancés. Le directeur de la zone de développement de Ningbo, où 60 millions de dollars ont déjà été investis pour la fabrication de produits destinés à l'exportation, reconnaît : « La coopération, c'est un échange. Il est inévitable que l'on échange aussi des idées ». Mais on est déjà trop enquis, les pour faire demi-tour. Pour espérer désamorcer les critiques de Pékin, on affiche une parfaite confiance dans le jugement des « masses » : « Grâce à l'éducation fournie par le gouvernement, nos ouvriers ont des idées très claires et unifiées qui leur permettent de reconnaître ce qui est libéral-bourgeois et ce qui est socialiste ». L'homme, en chemise-cravate, aime à citer : « un ami américain » selon qui « nous ne coopérons pas dans la fabrication de produits politiques, nous coopérons dans la fabrication de produits qui visent à améliorer la vie du peuple ». Fin de la discussion.

Hormis dans cette usine textile où l'on avait aussi enregistré une petite agitation, les questions sur le renforcement de l'éducation politique sont ignorées. « Chez nous, l'éducation politique se fait durant les heures de loisir, pas pendant le travail », dit le directeur d'une usine de broderie sur soie à Jiaojiang, un autre port qui rêve sur le monde occidental. Pourquoi ? « Parce qu'ici, nous nous occupons avant tout de production... ». Il faut insister pour avoir une idée du temps consacré à l'étude des textes politiques. Deux heures par mois pour les ouvriers, cinq heures pour les cadres.

Même statu quo à l'université de Hangzhou. Les cours de politique ont lieu, comme d'habitude, le

Le gouverneur de la province de Zhejiang, M. Shen Zulum, est formel : « En développant l'économie, nous nous acquiesçons de notre tâche politique. » Une affirmation mise en pratique dans trop de difficultés dans les entreprises, peu touchées par les troubles ici, dans une usine d'électronique.



samedi après-midi. On en profite pour régler également des « affaires administratives ». Aucun étudiant n'a été arrêté. Aucun n'est mort à Pékin. Personnel, intellectuel ou étudiant, n'est envoyé à la campagne. Le président de l'université, M. Shen Shanzhong, historien de la culture et de la philosophie chinoises, refuse de condamner en termes trop sévères la célèbre série télévisée Heshang, dont les auteurs, réfugiés en France, sont devenus les têtes de turc de Pékin. Le débat sur Heshang a déjà eu lieu l'année dernière entre intellectuels de la province. L'éminent professeur n'est pas d'accord avec le film, mais considère visiblement le dossier comme clos.

Qu'en est-il de M. Zhao Ziyang ?

Mais alors, qu'en est-il du proche tuteur à M. Zhao sur le plan économique. Et des intentions de recentralisation prêtées à M. Li Peng, le premier ministre ? La réponse est évasive dans la plupart des cas. Un responsable provincial dit bien : « Cette stratégie de développement des zones côtières lancée par Zhao n'était pas gérée. La province souffrait d'un manque de gestion. Voilà ce qui va changer ». Certes. Mais au niveau inférieur,

personne ne veut entendre parler de restructuration.

Les entreprises rurales — surtout ces fermes qui épongeaient l'excédent de main-d'œuvre des campagnes et exportent des produits manufacturés bon marché — nient être le ferment de l'inflation qui menace le pouvoir d'achat des citadins. Partout, on vous démontre que si d'autres pêchent par mauvaise gestion, gaspillant l'énergie ou les matières premières, ce n'est certes pas le cas ici.

L'impression s'impose que le sort de ces industries dépend avant tout de l'évolution des mentalités. De jeunes paysans totalement dépourvus de qualification, tout juste sortis du premier cycle de l'enseignement secondaire, parviennent à y obtenir des revenus décents pour les conditions locales. Comme ces 1 500 employés, surtout des femmes, qui assemblent des guirlandes électriques cliquetisantes pour le compte de deux firmes américaines, dans le district de Huangyan.

L'usine appartient aux autorités locales. Ces nouvelles « prolétaires » gagnent en moyenne 220 yuans (390 francs) par mois, et gagnent annuellement, à l'aide de machines acquises à Taiwan, plus de 5 millions de dollars américains. Outre son personnel fixe, la fabrique emploie 12 000 jeunes paysans sur contrats temporaires dans la région. Les conditions de sécurité vont, selon les ateliers, de

pire au correct. Le directeur a le droit de mettre ses employés à la porte pour violation de la discipline. Le parti, les grands principes socialistes ? On n'en parle guère ici, entre ces murs propres mais austères. La rétribution au rendement a remplacé depuis 1980 le vieux système égalitaire. « Il n'y a ni plafond, ni seuil minimum de revenu ici », dit sans ambages M. Qu Hancheng, le patron. « Il n'y a que l'efficacité qui compte ».

La fabrique crée de l'emploi. Elle dépense une partie des bénéfices dans des projets sociaux. Elle a ainsi augmenté notablement le niveau de vie général du district, une région plutôt pauvre de la province. Raison pour laquelle, à ce niveau élémentaire de développement, on imagine le chaos qui résulterait d'une révision complète de la politique de réforme économique sous prétexte de considérations orthodoxes marxistes.

La politique de Pékin peut-elle, dans ces conditions, changer celle des localités engagées dans l'ouverture ? Ce jeune maire d'une municipalité du Zhejiang répond par un jugement qui lui aurait valu, il y a encore peu, la prison pour longtemps : « Vous verrez. Même s'il y a des désaccords au niveau de la direction, les masses et les cadres de la base ont quand même acquis leur propre liberté de choix ».

FRANCIS DERON

Une « ferme » sans paysans...

XIAOSHAN

de notre envoyé spécial

A bien des égards, la « ferme » de Hongshan, à Xiaoshan, près de Hangzhou, est exceptionnelle. Ne serait-ce que parce que l'on a grand peine à y trouver un œuf, une poule, ou... un fermier. Le directeur de la ferme, M. Chen Zhongmin, préviendrait de prime abord : la population, à 90 %, vit de l'industrie, du commerce à 3 % ; un tout petit 7 % n'a pas encore abandonné la terre. Sur près de quatre mille habitants, c'est peu.

C'est encore moins si l'on considère les productions : l'agriculture ne représente plus que 2 % de la valeur totale produite par la ferme. Ancienne salière, cette bizarre entreprise tient plus, aujourd'hui, du collectif industriel que de l'exploitation agricole. On voit bien, certes, un paysan gratter la terre dans un verger à l'aide d'une binette face au jardin d'enfants. Mais ce qu'on visite, ce sont les ateliers de fabrication de pièces de mécanique lourde, ceux, climatisés, de tissage, aux métiers relativement modernes, et autres installations bien éloignées, de la culture ancestrale.

Le résultat est évidemment surprenant sur le plan du revenu individuel : de 270 yuans par an (40 F par mois) il y a dix ans, il est passé au début de la décennie à 300 F par mois. Certaines familles à revenus multiples empochant aujourd'hui de 12 000 à 13 000 yuans

(21 600 F à 23 200 F) par an. Les plus surpris sont peut-être les fonctionnaires de Pékin, face au logement de ces curieux « paysans ». Ces gens humbles, qui profitent tellement de l'industrie qu'ils n'ont plus d'intérêt à tricher avec le contrôle des naissances, vivent mieux que le bureaucrate de haut rang installé à Pékin : 160 mètres carrés pour une famille de quatre à cinq personnes, c'est pour ainsi dire le chez-soi d'un ministre.

Paradoxe des réformes introduites par M. Deng Xiaoping à la campagne... Ces « paysans » n'ont nulle envie d'être catalogués comme ouvriers, ce qu'ils sont. Ils y perdraient de l'argent et des avantages en nature. Du coup, la « ferme » peut s'offrir le luxe de regrouper les terres plus vite que le reste du pays. La polémique ouverte à ce sujet il y a quelques années a fait long feu, et Hongshan a pu ainsi commencer à mécaniser sérieusement sa production.

Peut-être plus révélateur encore est le fait que le contrôle des esprits ne fonctionne plus comme avant. Nous devons « inviter » à déjeuner chez M. Chen — qui, en fait de paysan, est directeur d'une cimenterie appartenant à la « ferme ». Il se vit demander qu'il avait eu l'intention de cette invitation. Au lieu d'assurer avec enthousiasme, comme il l'aurait fait il y a encore quelques années, qu'il avait eu personnellement cette idée, il eut un grand silence avant de regarder le cadre, du parti, puis lâcha : « Je n'ai rien à répondre à cette question ».

F. D.

PARIS-LONDRES

1990^F en classe affaires ? Si j'avais su j'aurais invité ma femme.

Il y a deux types d'hommes d'affaires. Ceux qui ne savent pas et ceux qui savent qu'avec Air Europe ils seront vraiment traités en businessmen, d'un bout à l'autre de leur voyage.

• Dès l'aéroport : salon privé, enregistrement 10 minutes avant le départ.

• A bord : cabine « Business Class » séparée, fauteuils espacés, breakfast complet, excellente cuisine, bar gratuit, hôtesses jeunes et charmantes, avions de moins de deux ans.

• Après le vol : liaison directe Gatwick-Victoria Station tous les quarts d'heure, en 30 minutes.

Et ce n'est pas tout : à partir du 29 octobre Air Europe augmente ses fréquences, vous propose 6 vols aller-retour par jour et les meilleurs prix du marché (Classe Affaires : 1990 F aller-retour). So what... ne dites plus « Si j'avais su ! ».

Consultez votre agence de voyages ou Air Europe : (1) 49 22 91 00.

air europe

La Business Class de ceux qui savent.

ASTF

la Chine profonde

La province du Zhejiang



Dans la province de Zhejiang, en Chine orientale, un seul leit-motiv : la continuation de l'ouverture et de la réforme, comme avant la « rébellion contre-révolutionnaire » de Pékin.

Au bénéfice du peuple

*Cinq jours de travail par semaine, six heures par jour, un mois de congés payés par an :
une fabrique de chaussures pas comme les autres.*

HUANGYAN (Zhong)
le notre envoyé spécial

La fabrique de chaussures s'intitule Au bénéfice du peuple. Le patron la gère un peu comme jadis était géré Au bonheur des dames. Mais il jure ne pas s'inspirer de méthodes occidentales pour faire travailler ses mille employés à un rythme largement supérieur à celui du salarié d'entreprise d'Etat. Ses idées, il les a trouvées, dit-il, dans... Confucius, et chez l'autre grand philosophe chinois, Mencius. M. Chi Youzhang, cinquante-trois ans, l'un des plus jeunes dirigeants des entreprises des réformes. On le met en avant pour montrer que celles-ci contiennent après la répression du printemps.

Personnage déconcertant. Sa grande innovation : cinq jours de travail par semaine, six heures par jour, un mois de congés payés par an. « Nous sommes résolument contre le vieux système dans lequel les ouvriers ne sont que des bêtes de somme. » Mais, prévient-il : « Nous n'avons pas copié l'Occident. Cette réforme est une création orientale. » M. Chi se veut un super-patriote. Ses ouvriers sont bien payés : leur revenu peut aller jusqu'à 600

yuans (1 070 F) par mois. Plus du double d'un ouvrier du secteur d'Etat. Logement gratuit, nourris au déjeuner, et une éducation gratuite pour les enfants.

Dans les ateliers, l'hymne national est affiché au mur. « Tous nos ouvriers doivent apprendre à le chanter ». L'usine a une air de casernes avec ses bureaux, ses dortoirs, bâtiments sans étage réguliers, ment espacés qu'une démentent pas les deux vigiles de l'armée postés aux grilles. Pour le sixième jour de présence, les ouvriers sont tenus d'assister au récitif donné par un acteur local des hauts faits - de tous les grands héros de l'histoire de Chine -. Le programme va durer plusieurs années.

Quiconque utilise plus de cuir que prévu est puni. Non sans fierté, l'homme raconte avoir eu « une grave dispute » avec son personnel : il s'agissait de réduire de 10 % la quantité de cuir pour un modèle particulier. Il obtint gain de cause en exigeant qu'on essaie, en vertu du principe « *recherchons la vérité dans les faits* » (inscrit en grands caractères dans les ateliers). Victoire. A défaut, il avait proposé de faire « *une autopsie sincère* ».

Écrivain à ses heures de loisirs, il est un des animateurs d'une association d'amitié peu usuelle en Chine : elle rassemble littérateurs et entrepreneurs privés dans la province. C'est à l'aide de son « imagination d'écrivain » qu'il a « combiné un peu de philosophie chinoise, Confucius et Mencius » avec les impératifs de la gestion moderne, à l'en croire. Evidemment, aucun ouvrier de l'usine n'a participé à l'agitation du printemps. Certains l'auraient-ils fait ? M. Chi les aurait « mis à la porte. Tout ».

Il avait treize ans à la fondation de la Chine populaire, presque au début de la révolution culturelle. Dans le même district, M. Shi Kuanhua, directeur d'une fabrique de jouets en bois qui perce sur le marché de l'exportation, est né deux ans après le régime. Il était tout juste en âge d'être « petit garde rouge » en 1966. Il ne se raccroche pas à des concepts abstraits.

Seules références : le marché, l'efficacité, la gestion moderne, l'inspiration lion. Ce nouveau monde à apprendre en Allemagne fédérale, au Japon et dans tous les livres que nous avons pu rassembler. ».

cinquante-trois ans, est exposé depuis la création de l'entreprise, en 1972. Il émane de ses vues un funet énoncé d'engagement du personnel évocateur des idées de la révolution culturelle, dont il est le fruit directement le produit : « L'ouvrier est véritablement le maître dans son pays que s'il aime véritablement son entreprise. » Seuls les moyens diffèrent avec l'idéal de Mao Zedong. M. Feng est un ferme partisan de l'autoritarisme et du contrôle, mais il est aussi un partisan de la technique des ouvriers, *doit être combinée à une gestion rigoureuse* qui permette de distribuer des avantages matériels supérieurs à ceux d'autres entreprises. - Ici aussi, le logement, le repas du travail, les soins médicaux, l'éducation des enfants, tout cela est gratuit, et les salaires élevés.

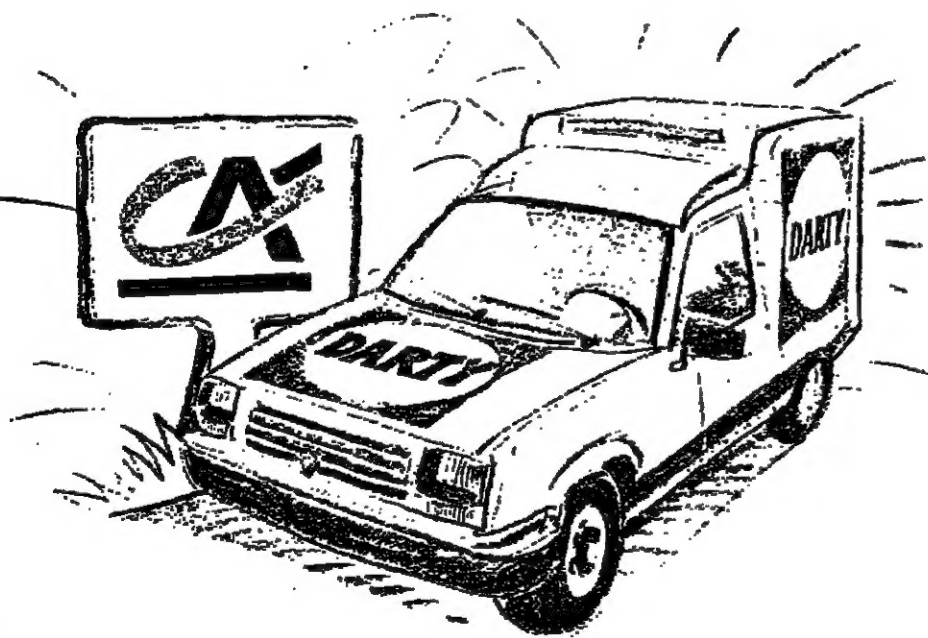
Le prix ? Il se paye le matin au pointage, ultramoderne. Un système de vidéo couplé à un ordinateur. L'informatique enregistre les cartes individuelles de chaque employé lorsqu'il passe le portillon. Les retards sont inscrits au dossier de l'intéressé. M. Feng rêve d'un système de télévision en circuit fermé qui permettra de « faire tourner l'usine à distance ».

De l'égali-tarisme maoïste, ce patron «anti-look» a cependant conservé une préoccupation : ne pas créer d'antagonisme entre le personnel et la direction. « J'ai le droit de mettre des employés à la porte, mais je préfère ne pas en user. J'aime mieux la persuasion. Trois employés ont été licenciés, mais j'ai pu leur offrir un voyage du personnel, cela génère de l'hostilité. » Aux « grands-messes » des stances d'éducation politique, M. Feng préfère « le travail à la base. S'il y a un problème dans un atelier, c'est là qu'il faut le régler ». Pourquoi aucun ouvrier n'est-il venu lui rendre visite ? « Les étudiants. » Outre l'éducation politique, c'est parce qu'ils sont contents des avantages matériels. »

Ces usines-modèles d'un type nouveau posent un problème : comment les avantages matériels supérieurs à ceux du secteur d'Etat qu'elles offrent au personnel, elles vont à l'encontre des réformes que voulait M. Deng Xiaoping. Il s'agit avant de commercialiser les bénéfices non industriels de l'Etat-providence socialiste de manière à attirer les industries d'Etat à l'entreprise, condamnée à la surenchère dans les dépenses à caractère social, fabriquant de l'inflation. Et aucun responsable ne semble en mesure de répondre à la question qui se pose : qu'advient-il de la fois que la hausse des prix et le dévot appauvrissement des salaires, qui auraient amené ou réduit à néant le traitement de faveur qu'elles sont aujourd'hui en mesure d'offrir à leurs employés ?

F. D

Quel est le point commun entre Darty et le Crédit Agricole ?



Ne cherchez plus. Seule la nature de la mission que chacun nous a confiée les rapproche.

Et si les plus grandes entreprises nous confient des missions immobilières, ce n'est pas par hasard.

Elles savent que notre force est dans notre esprit d'équipe, de mobilisation, de concertation : chez Bourdais 250 personnes s'engagent à leurs côtés pour trouver la solution la plus adaptée, la plus créative, la plus rentable.

Elles savent qu'elles peuvent tout attendre de nous : choisir une localisation, rationaliser un réseau d'implantation, évaluer, valoriser un patrimoine. Avec nos 35 ans de métier et nos 10 services

spécialisés, nous faisons autorité dans tous les domaines de l'immobilier d'entreprise

Elles savent qu'avec nous elles peuvent voir bien au-delà de leurs besoins du moment et bien au-delà de l'hexagone : notre présence internationale est unique dans notre profession.

Et surtout, elles savent que pour nous, la vraie, la seule priorité, c'est l'entreprise que nous réunissons ensemble et qui porte leur nom.

Des noms qui parlent pour nous.

Conseil en Immobilier d'Entreprise
160/166, Boulevard Haussmann
75008 Paris - Tél. (1) 45 62 51 32

**Chez Bourdais,
le numéro 1 c'est vous.**

IN BEAL'S LOCAL FACTORIES AND DISTRIBUTION MAGAZINES, PAPER, TRANSACTIONS, CO-OPERATION, EXPERIENCE, FINANCE, STRATEGY AND OTHERS

U.S.A.: (Landstar Inc.) - Atlanta - Chicago - Houston - Los Angeles - New York - Santa Ana - West Palm Beach - Europe: Amsterdam - Brussels - Düsseldorf - Geneva - Luxembourg - London - Madrid - Milan - Stockholm - Sweden: Augsburg - Rotterdam - Eindhoven - Groningen - La Rochelle - Lille - Lyon - Marseille - Montpellier - Nantes - Paris - Orleans - Paris - Pau - Pau - Sarrebourg - Strasbourg - Toulouse - France: (S.A. de Transport) - Bordeaux - Nantes - Paris - Pau - Pau - Sarrebourg - Strasbourg - Toulouse

Des ouvrières heureuses

Les ouvrières (90 % du personnel) peignent des poupées de bois aux accents de mélodies chinoises et occidentales jouées à la guitare. Pas un slogan aux murs. Le profit est le seul mobile : 300 francs par mois en moyenne pour ces employées de vingt-quatre ans d'âge moyen. Hasard ou trait révélateur ? Les petites fabricantes de jouets ont l'air heureuses. Les ouvrières du fabricant de chaussons font la moue quand on leur demande ce qu'elles pensent de leur salaire.

Depuis plus longtemps, le directeur de l'usine numéro deux de produits pharmaceutiques chinois de Hangzhou dit vouloir mettre en pratique de « nouvelles méthodes de gestion de personnel ». M. Feng Gensheng,

I.T.S. Langues

**LES PROFESSEURS
ENSEIGNENT
LEUR LANGUE
MATERIELLE**

**ANGLAIS - ESPAGNOL
PORTUGAIS - BRÉSILIEN**

NOS OBJECTIFS : donner au stagiaire une bonne maîtrise de la langue ainsi que des codes propres au pays avec lequel il sera en relation.

PARIS-LONDRES

Des hôtesse
de moins
de trente ans?
“Si j’avais su
j’aurais changé
de compagnie
plus tôt.”

[illegible]**air europe**

- La Business Class de ceux qui savent

ASIE

PHILIPPINES

Deux Américains ont été tués dans une embuscade

Deux anciens soldats américains ont été tués dans la soirée de mardi 26 septembre, au cours d'une embuscade. Les deux hommes, qui travaillaient pour la société Ford Aerospace dans la base d'O'Donnell, dans le nord de l'archipel, seraient les victimes de membres de la Nouvelle Armée du peuple (NAP, communiste). Le vice-président américain Dan Quayle, en visite à Manille, a dénoncé l'attentat, déclarant que « ces agissements méprisables servent seulement à renforcer notre détermination à vouloir soutenir le peuple philippin dans son désir de vivre en liberté et en démocratie ».

MANILLE
correspondance

C'est une visite choc autant qu'éclair qu'effectue actuellement le vice-président américain au pays de M. Cory Aquino. Un important dispositif de sécurité a été mis en place, et les Philippines ont tout fait pour éviter le moindre accro.

Mardi 27 septembre, dans une Manille débarrassée de ses manifestations « anti-américaines », qui, la veille encore, tenaient le haut du pavé jusqu'à devant l'ambassade des Etats-Unis, M. Quayle a remis à M. Aquino une courte lettre signée de M. Bush dans laquelle celui-ci demande l'ouverture de négociations sur les

bases militaires américaines aux Philippines.

M. Bush propose que « nos représentants respectifs se rencontrent en décembre, afin de commencer à parler de la forme future de nos relations de sécurité mutuelle, y compris sur l'utilisation par les Etats-Unis des facilités offertes aux Philippines, alors que nous approchons de l'échéance ultime de l'accord de 1947 ». Mais les pourparlers — si M. Aquino accepte d'y donner suite — risquent fort d'être difficiles. En 1988 déjà, alors qu'il ne s'agissait que de réactualiser le protocole régissant les trois dernières années de l'accord de 1947, on avait frotté la rupture : le ministre des affaires étrangères philippin,

M. Raul Manglapas, avait affiché une attitude « dure » sur les compensations pour l'utilisation des bases.

Le président des Etats-Unis a donc voulu redonner aux relations bilatérales un nouvel esprit de cordialité. Mais la présidence philippine doit prendre en considération une hostilité aux bases de plus en plus forte. Naturellement, l'extrême gauche et la gauche « nationaliste » ont depuis longtemps fait connaître leur refus de la présence militaire américaine, perçue comme un « instrument d'intervention impérialiste dans les affaires intérieures du pays » et comme une source de turpitudes sociales — prostitution et sida.

Plus inquiétant pour M. Aquino, cette opposition se

fait entendre au sein même de la coalition au pouvoir. Une majorité de sénateurs (douze sur vingt-trois) s'est prononcée par écrit pour le retrait pur et simple de la présence militaire américaine.

Si un récent sondage indique qu'une majorité de Philippines restent favorables au maintien de cette présence, c'est à la condition, cependant, que celle-ci soit « procure des avantages financiers certains pour le pays ». Actuellement, les Etats-Unis déboursent environ 250 millions de dollars (1,6 milliard de francs) par an en espèces et plusieurs centaines de millions en assistance indirecte, et les bases font vivre quelque soixante mille Philippines.

KIM GORDON-BATES

Après la création de la Fédération pour la démocratie en Chine

Paris réfute les accusations chinoises

La France a réfuté les accusations du gouvernement chinois selon lesquelles elle soutiendrait les activités des dissidents chinois (le Monde du 27 septembre) — si indigne, mardi 26 septembre, le Quai d'Orsay. Ces précisions ont été apportées, le 22 septembre dernier, à l'ambassadeur de Chine, M. Zhou Jie, par le directeur d'Asie, M. Claude Martin. « Les informations selon lesquelles le gouvernement français soutiendrait les activités de la Fédération pour la démocratie en Chine sont sans fondement », a déclaré M. Martin. La France, traditionnellement terre d'asile, a accueilli des démo-

crates chinois, et n'avait pas de motif pour faire obstacle à leurs activités, tant que celles-ci ne dépassent pas certaines limites.

Mardi, cependant, le ministre chinois des affaires étrangères est revenu, à Tunis, sur ces accusations, reprochant à la France de n'avoir pas tenu ses promesses. « Quand j'étais à Paris, fin juillet, à l'occasion de la conférence sur le Cambodge, j'avais souligné auprès de M. Roland Dumas que le geste de la France constituait une violation des relations internationales et une ingérence dans les affaires intérieures de la Chine », a déclaré

M. Qian Qichen. M. Dumas n'avait assuré que donner suite à des Chinois ne signifiait pas que la France les autorisait à mener des activités hostiles à la Chine. Mais il parait, d'après les derniers développements, que la France n'a pas tenu sa promesse.

Pendant ce temps, Taiwan a approuvé, mardi, des nouvelles élections permettant d'accroître l'asile aux membres du mouvement démocratique chinois, en particulier au champion de natation Yang Yang, actuellement détenu à Hongkong. — (AFP, Reuters, AP.) (Lire pages 4 et 5 notre enquête « Voyage en Chine profonde ».)

CAMBODGE

Les dernières troupes vietnamiennes ont quitté le pays

Suite de la première page

Simultanément, d'autres troupes franchissent la frontière en quatre autres points.

L'accord vietnamien a ainsi regagné ses engagements pour solder une nouvelle épreuve, beaucoup plus pacifique, celle de la réduction drastique de ses effectifs. Mais, faute d'un accord à Paris sur le Cambodge, la communauté internationale a boudé un événement qui s'est donc déroulé sans grande pompe. Pourtant, cette expédition militaire a été fort coûteuse et explique, en grande partie, l'isolement du Vietnam dans le monde. La guerre du Cambodge a reporté d'autant la reconstruction et la modernisation d'un pays qui a ainsi pris un retard considérable sur ses principaux voisins.

L'assistance
chinoise

Les Vietnamiens avaient mis fin aux attaques des Khmers rouges sur la frontière commune entre les deux pays le jour de Noël 1978 et s'étaient emparés de Phnom-Penh le 7 janvier suivant, provoquant un tollé international en dépit du fait qu'ils avaient ainsi éliminé l'un des régimes les plus barbares de ce siècle.

L'Occident a, depuis, exercé de fortes pressions, notamment économiques, sur le Vietnam pour l'engager à retirer ses troupes et à accep-

ter un compromis politique. La Chine a offert, de son côté, une aide militaire substantielle aux Khmers rouges repliés sur la frontière thaïlandaise.

Dix ans plus tard, aucun accord n'ayant pu se conclure, les Khmers rouges sont toujours présents, en embuscade, sans qu'on sache pour autant ce dont ils sont capables. Mais la seule idée de leur retour terrorise les Cambodgiens. Le retrait vietnamien, dont on assure ici qu'il est définitif, ne signifie donc pas la paix. Au contraire, on s'interroge sur le degré d'intensité d'une guerre civile jugée inévitable surtout si les Khmers rouges continuent de recevoir une assistance chinoise à travers la Thaïlande.

Les préoccupations du Vietnamien moyen sont différentes. Ces deux dernières années, le dispositif militaire vietnamien au Cambodge s'était suffisamment allégé pour que l'opinion publique, au Vietnam, commence à oublier une guerre impopulaire. En outre, les difficultés de la vie quotidienne sont encore telles qu'elles expliquent en partie l'indifférence dans laquelle s'est déversé le dernier acte officiel de cette intervention militaire. Enfin, faute d'un accord international, les Vietnamiens ne s'attendent pas à un plan international pour les aider à reconstruire leur économie dévastée par un demi-siècle de crises et de guerres.

JEAN-CLAUDE POMONTI

DIPLOMATIE

Les débats à l'Assemblée générale de l'ONU

Faut-il conserver une « dissuasion chimique minimale » ?

M. Chevardnadze a salué dans son discours les propositions faites la veille sur les armes chimiques par le président George Bush. Chacun se voulant toujours plus désarmeur que l'autre, le ministre soviétique des affaires étrangères place la barre un peu plus haut et demande aux Etats-Unis d'aller un peu plus loin.

NEW-YORK
(Nations unies)

de notre envoyée spéciale

L'URSS, dit en substance M. Chevardnadze, est prête, elle aussi, à progresser sur la voie du désarmement chimique avant l'achèvement des négociations multilatérales très complexes actuellement en cours à Genève, qui visent à l'éradication totale des armes chimiques de la planète. Des négociations bilatérales pourraient ainsi s'ouvrir au plus vite : les deux Grands se disent prêts à commencer à détruire leurs stocks respectifs d'armes chimiques ; ils envisagent même une coopération technique, les opérations de destruction étant technologiquement complexes et les Etats-Unis possédant dans ce domaine une avance considérable ; ils s'apprêtent enfin à élaborer de concert des mesures de vérification.

Toutefois, l'objectif annoncé par M. Chevardnadze n'est pas exactement le même que celui de M. Bush. Dans son discours de lundi, le président américain n'était guère allé au-delà des obligations auxquelles le tenait déjà le Congrès, à savoir la destruction de vieux stocks. Il n'avait pas exprimé l'intention d'interrompre la production de nouvelles armes chimiques, les armes binaires. Pas question, répliqua la partie soviétique, de commencer à détruire les stocks tant que les Américains produisent. L'URSS a déjà arrêté sa production d'armes chimiques, les Américains doivent faire de même ; « Je fais référence aux armes binaires », a précisé M. Chevardnadze.

D'autre part, le ministre soviétique se garde bien de souscrire à

l'idée de M. Bush selon laquelle la destruction totale des armes chimiques américaines ne pourra intervenir que lorsque tout pays susceptible de produire de telles armes aura ratifié la future convention internationale les interdisant.

M. Bush ne s'est engagé, lundi, que jusqu'à 98 % de l'arsenal américain, rejoignant ainsi une idée

pouvait laisser à n'importe quel petit pays producteur potentiel d'armes chimiques la possibilité de bloquer un accord d'éradication totale entre les deux Grands.

En fait, les 2 % que garde en réserve le président américain correspondent à l'idée plus générale de la « dissuasion minimale », que l'URSS récuse en ce domaine.



qu'avait défendue la France, favorable au maintien pendant une certaine période de ce qu'elle appelait des « stocks de sécurité ». Cette idée française avait toujours eu l'appui du Pentagone, qui envisageait mal de renoncer totalement à l'arme chimique tant que Cuba, la Libye ou d'autres restent des producteurs potentiels. L'URSS, en revanche, s'y opposait, de même que plusieurs pays européens, dont l'Allemagne, ce qui avait conduit M. Mitterrand à renoncer à cette idée il y a un an.

L'objectif, a dit mardi M. Chevardnadze, doit être la réduction radicale — ou « l'élimination totale » par les deux Grands de leur arsenal chimique. Il n'a donc pas tranché d'emblée, et l'on peut en déduire que l'URSS ne fait pas de cette question un préalable à l'ouverture de négociations avec les Etats-Unis. Cependant, commentant la position soviétique, M. Viktor Karlov déclarait peu après que son pays était prêt à une destruction de 100 % si les Etats-Unis suivaient. Il a aussi estimé qu'on ne

comme en d'autres, en particulier le nucléaire.

Le discours de M. Chevardnadze a néanmoins été accueilli favorablement par les Américains. Une négociation bilatérale devrait donc prochainement s'ouvrir, sans que l'on sache très bien encore quelle en sera la portée, et sans que soit encore très claire la façon dont elle s'articulera avec la négociation de Genève.

C. T.

SC.PO
La première préparation de France depuis 1957

- d'été
- annuelle
- par correspondance

CEPES
57, rue Charles Laffitte
92200 NEUILLY SUR SEINE
47 45 09 19 - 47 22 94 94

M. Chevardnadze s'est inquiété du « revanchisme » allemand

NEW-YORK
(Nations unies)

de notre envoyée spéciale

Lorsqu'il a à sa disposition la tribune de l'ONU, le ministre soviétique des affaires étrangères ne bécote pas la communauté internationale de paroles vagues. Le discours très serré qu'a prononcé, mardi 26 septembre à New-York, M. Chevardnadze, s'il ne prétendait pas passer en revue tous les maux dont souffre la planète, donne en revanche une image assez précise des préoccupations et des objectifs de la diplomatie soviétique.

C'est l'Allemagne qui a inspiré à M. Chevardnadze ses paroles les plus énergiques. « Le nazisme est né du revanchisme », a-t-il dit. Alors que les forces revanchistes connaissent un regain d'activité et essaient de détruire les réalités de l'après-guerre en Europe, il est de notre devoir de mettre en garde ceux qui, volontairement ou involontairement, les encouragent.

Cette charge contre le « revanchisme » est un élément traditionnel de la propagande soviétique, qui à maintes reprises s'est servie de nostalgies d'une petite partie de la droite ouest-allemande à propos des frontières du Reich. Mais c'est à l'ensemble des Occidentaux que semblaient s'adresser très sérieusement, mardi, M. Chevardnadze pour les mettre en garde contre toute tentation de revivre, ou de laisser revivre, par la République fédérale la « question allemande », c'est-à-dire celle de la réunification. Dans l'entretien qu'il avait eu la veille avec M. Roland Dumas, le ministre avait déjà fait part des soucis qu'engendreraient à Moscou certains discours récents prononcés en RFA et qui, selon lui, des accents d'avant-guerre.

La Pologne
et la « tolérance »

Le ton utilisé à la tribune des Nations unies, sur ce sujet, tranchait en tout cas avec la façon habituelle et même humoristique dont M. Chevardnadze évoque les événements de Pologne. « Que la défaite électorale des communistes polonais n'ait pas déclenché notre enthousiasme n'est un secret pour personne », dit-il. Mais nous ne voyons pour autant rien de menaçant dans le fait qu'un gouvernement de coalition ait été constitué selon les vœux du peuple polonais. Nous n'avons aucun préjugé contre ce gouvernement. Nous lui souhait-

ons de réussir et sommes prêts à coopérer avec lui.

Le temps des affrontements idéologiques est donc révolu. L'URSS est entrée dans l'ère de la « tolérance ». M. Chevardnadze demanda à chacun de faire de même, envers des pays comme Cuba par exemple, et il se fit rire lui-même, sous les applaudissements de la salle, en posant à l'honorable assistance cette question incongrue : « S'il a été possible qu'un non-communiste devienne premier ministre dans un pays socialiste, pourquoi l'arrivée d'un communiste à la tête d'un gouvernement occidental devrait-elle être considérée comme une hérésie ? »

M. Chevardnadze avait articulé toute la partie politique de son discours autour de l'idée qu'aux traditionnels conflits entre Etats se substituent aujourd'hui des conflits entre mouvements nationaux, qu'il faut faire le partage entre les aspirations nationales légitimes et celles qui ne le sont pas, parce qu'elles ont recours au terrorisme ou à la violence en partie qu'elles menacent le voisin. Les droits des nations sont comme ceux des individus, dit en substance M. Chevardnadze : ils s'arrêtent là où ils menacent les droits des autres ; ils supposent l'exercice d'une responsabilité.

L'intervention
de M. Roland Dumas

Après avoir répondu aux propositions Bush sur les armes chimiques, M. Chevardnadze a fait un exposé fort nettement antimilitariste des positions soviétiques sur les différents volets du désarmement. Il a relancé la proposition, déjà faite par M. Gorbatchev, d'un sommet réunissant les pays détenteurs de l'arme nucléaire et ceux où elles sont stationnées ; il a repris la critique, déjà faite elle aussi, de l'idée occidentale de « dissuasion minimale » et appelé de nouveau à l'ouverture « urgente » de négociations sur les armes nucléaires tactiques.

M. Roland Dumas est, cette semaine à New-York, le représentant du pays qui préside la Commission européenne et cela n'a pas que des avantages. Le discours fleuve que le ministre a prononcé mardi au nom des Douze, qui avait été pesamment, complété et édulcoré dans onze capitales, était un exemple achevé de ce que peut produire à la fois de plus lisse et de plus exhaustif la coopération politique.

CLAIRE TRÉAN

A TRAVERS LE MONDE

COLOMBIE
Nouvel attentat à Bogota

L'explosion d'un engin déposé dans un supermarché de la capitale colombienne a légèrement blessé cinq personnes mardi 26 septembre. Bogota est ainsi devenue le centre de la « guerre totale » livrée par les « barons » de la cocaine contre le gouvernement de M. Virgilio Barco, après que celui-ci ait décidé de réagir vivement à l'assaut, vers la mi-août, de plusieurs personnalités politiques, judiciaires et policières. Il semblerait que le « conseil de Medellín » ait décidé, en revanche, de mettre fin à la violence dans « sa » propre ville, dans l'espoir de démontrer aux autorités que celles-ci ont intérêt à négocier, comme les en pressent de hautes instances dans le pays.

Le chef de l'Etat, qui doit s'entretenir avec le président George Bush à l'occasion d'un déplacement le 27 juin à l'ONU, a pourtant assuré mardi, dans un message à la nation mardi 26, qu'il poursuivait la lutte. Cependant, un juge colombien vient de lever l'inculpation pesant sur deux des principaux « patrons » de la drogue, M. Pablo Escobar et Gonzalo Rodríguez Gacha, accusés d'être les instigateurs de l'assaut, début 1988, du procureur de la République Carlos Mauro Hoyos et de l'enlèvement, peu avant, du maire de Bogota, M. Andrés Pastrana. — (AFP, Reuters, UPI.)

CUBA
Prochaine visite de M. Chevardnadze

Le ministre des affaires étrangères soviétique, M. Edouard Chevardnadze, se rendra à Cuba début octobre, après une escale d'une journée au Nicaragua, a annoncé, mardi 26 septembre, l'agence Tass. En avril, M. Mikhaïl Gorbatchev, avait accompli une visite officielle de trois jours à La Havane, démentant les rumeurs de divergences insurmontables entre les deux pays.

M. Chevardnadze, quant à lui, devrait surtout s'entretenir avec M. Fidel Castro de l'évolution de la situation en Amérique centrale. Moscou s'est récemment engagé à favoriser un retour négocié à la paix dans la région, assurant, contrairement à ce que pensent certains à Washington, que ces envois d'armes au Nicaragua appartiennent au passé.

Par ailleurs, la justice cubaine s'apprête à juger trois dissidents qui déclaraient dans un tract que les droits des quatorze officiers récemment condamnés pour trafic de drogue avaient été bafoués. — (AFP, Reuters, UPI.)

سكنا من الامم

PLANTU

PROCHE-ORIENT

L'offensive diplomatique de M. Mubarak

Le raïs s'efforce d'amorcer le dialogue israélo-palestinien

Le président égyptien Hosni Mubarak a quitté mercredi 27 septembre Le Caire pour Paris, première étape d'une tournée qui le mènera à l'ONU et aux États-Unis. Lors de son passage en France, le chef de l'Etat égyptien devait discuter principalement des relations bilatérales, de la situation au Liban, des questions africaines et notamment de la médiation qu'il a entreprise en sa qualité de président de l'OUA, en vue de réconcilier le Sénégal et la Mauritanie.

LE CAIRE

de notre correspondant

On présente ici la tournée du raïs comme une « offensive diplomatique » dont le but essentiel est de faire démarrer le dialogue israélo-palestinien. En vue de réaliser son objectif, M. Mubarak compte principalement sur l'entrevue qu'il aura le 2 octobre, après son discours devant l'Assemblée générale de l'ONU, avec M. Bush.

Le président égyptien, qui, depuis sa dernière visite aux États-Unis, a obtenu la réintégration de son pays dans la Ligue arabe et son élection à la tête de l'OUA, dispose d'un atout majeur. M. Mubarak, qui a rencontré le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, à la veille de son départ du Caire, serait porteur d'une liste de noms de personnalités palestiniennes proposées pour l'ouverture d'un dialogue avec Israël.

Le second atout du raïs est son initiative de paix en « dix points », baptisée outre-Atlantique, « plan Mubarak ». Ces dix points sont les conditions posées pour rendre acceptable par les Palestiniens le plan Shamir prévoyant la tenue d'élections en Cisjordanie et à Gaza. La dernière partie importante, c'est l'accord implicite de M. Yasser Arafat obtenu par le raïs malgré le rejet des dix points par le comité exécutif de l'OLP.

Le président égyptien rencontrera, par ailleurs, aux États-Unis M. Shimon Pérès, le chef du Parti travailliste israélien, et M. Moshé Arens, le chef de la diplomatie de Jérusalem. C'est d'ailleurs pour tenter de rapprocher les points de vue que le secrétaire d'Etat améri-

cain, M. James Baker, a proposé la tenue d'une réunion des chefs de la diplomatie d'Égypte, d'Israël et des États-Unis.

Le second volet des entretiens de M. Mubarak sera d'ordre économique. Le Caire veut, en effet, obtenir le soutien des États-Unis en vue de parvenir à un accord avec le FMI. Les négociations entre l'Égypte et le Fonds perdurent depuis des mois, ce dernier estimant insuffisants les efforts égyptiens pour réduire le déficit budgétaire et l'unification des taux de change de la livre égyptienne. Selon les cas, 1 dollar peut valoir 1,1 livre (taux sur lequel sont calculés les importations de produits de première nécessité) ou 2,5 livres à la banque ou enfin 2,65 livres sur le marché parallèle. En cas de signature d'une lettre d'intention avec le FMI, l'Égypte pourra obtenir le rééchelonnement de près de 8 milliards de dollars de dettes qui auraient dû être versés entre juillet 1988 et juin 1990. Le raïs cherchera enfin à régler la question de la dette militaire égyptienne aux États-Unis (4,5 milliards de dollars) dont les intérêts annuels se montent à 500 millions de dollars.

ALEXANDRE BUCCIANI

ISRAËL : M. Shamir ayant réaffirmé son refus du plan égyptien

Une nouvelle menace plane sur le gouvernement de coalition

Le ton chaque jour plus déterminé, le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, tempête contre l'initiative de paix du président égyptien Hosni Mubarak et laisse planer la menace d'une rupture du gouvernement d'union nationale si les travaillistes ne rentrent pas dans le rang.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Le chef du Likoud s'est fait encore plus pressant, mardi 26 septembre, à quelques jours de l'échéance qui mobilise toute la classe politique : c'est en principe au milieu de la semaine prochaine que le gouvernement Likoud-travailliste devrait se réunir pour répondre à la proposition égyptienne de convoquer au Caire une conférence israélo-palestinienne devant débattre du projet israélien d'élections dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza. S'adressant à un groupe d'hommes d'affaires, M. Shamir a réaffirmé son opposition catégorique à la démarche du raïs et appelé tous les ministres à s'en tenir strictement

au projet adopté par le gouvernement au printemps dernier.

Le premier ministre n'ignore pas que le président américain, M. George Bush, et le secrétaire d'Etat, M. James Baker, avaient la veille encore commenté positivement l'initiative égyptienne. « En dépit de cette réaction des États-Unis, Israël rejette les propositions (du Caire) », a poursuivi M. Shamir, ajoutant, à l'intention des travaillistes, qu'il n'y avait pas de place au sein du gouvernement pour ceux qui entendent souscrire (à ces propositions) ».

Pas question d'accepter — comme le suggèrent les Égyptiens avec l'approbation des travaillistes — que des nationalistes de l'extérieur, donc indirectement agréés par l'OLP, se joignent à une délégalisation de Palestiniens des territoires pour discuter de l'organisation d'un scrutin en Cisjordanie et à Gaza. « Ils arriveraient en triomphateurs, ce serait une reddition », cela reviendrait à « négocier avec l'OLP, alors que notre projet d'élections vise au contraire à libérer les résidents des territoires de l'emprise de l'OLP », a commenté le premier ministre. M. Shamir a défini sa ligne : attendre que les résidents des territoires acceptent

tel quel le projet du gouvernement avant de songer à négocier plus avant.

Sans le nommer, M. Shamir s'en est pris au chef travailliste et ministre des finances, M. Shimon Pérès, qui séjourne actuellement aux États-Unis où il a réaffirmé le soutien de son parti à l'initiative égyptienne. Le groupe parlementaire du Likoud a réclamé le retour immédiat à Jérusalem de M. Pérès et dénoncé la « diplomatie parallèle » que conduiraient les travaillistes aux États-Unis au moment même où le ministre des affaires étrangères, M. Moshé Arens (Likoud), se trouve lui aussi outre-Atlantique.

Impression de déjà vu et de déjà entendu, relève la presse qui constate que la diplomatie israélienne « parle à nouveau à deux voix » — une ligne Likoud, une ligne travailliste — comme ce fut le cas tout au long du précédent gouvernement d'union nationale. Faut-il y voir un pas de plus vers la crise et l'éventuel éclatement de l'union nationale ? Les commentateurs restent prudents et font valoir que plusieurs formules de compromis sont déjà à l'étude qui pourraient retarder, sinon désamorcer, l'affrontement.

ALAIN FRACHON

Après les exécutions de La Mecque

Le Hezbollah menace de s'en prendre aux intérêts saoudiens, koweïtiens et américains partout dans le monde

Des représentants du Hezbollah pro-iranien affirmant être implantés en Arabie saoudite et au Koweït ont menacé, mardi 26 septembre, de s'en prendre aux intérêts saoudiens, koweïtiens et américains partout dans le monde, à la suite de l'exécution, jeudi à La Mecque, de seize chérites koweïtiens.

Au cours d'une conférence de presse improvisée dans un grand hôtel du secteur musulman de Beyrouth, sous contrôle syrien, quatre membres du Hezbollah-Hedjaz (Arabie saoudite) et du Hezbollah-Koweït ont affirmé que les « combattants de l'islam saoudien » se vengeraient.

Les quatre intégristes ont affirmé que « des dizaines de croyants » ont été arrêtés durant les dix-huit derniers mois en Arabie saoudite, notamment « plusieurs ingénieurs travaillant pour la compagnie pétrolière américaine Aramco et quatre dignitaires religieux ». Ils ont, en outre, mis en cause les autorités koweïtiennes qui, ont-ils dit, « ont demandé au régime saoudien de commettre ce crime, pour se débarrasser de ces militants chérites ».

On apprend par ailleurs à Paris que l'ayatollah Mohamed Bakr el Moussawi, le chef spirituel des chérites koweïtiens, a été arrêté à Koweït vendredi dernier à la suite des « aveux télévisés » de l'un des accusés de La Mecque, qui aurait indiqué avoir agi sur les instructions de son chef spirituel.

L'ayatollah Mohamed Bakr el Moussawi, qui est âgé de quarante et un ans, a fait ses études théologiques à Najaf en Irak, où il a été l'élève de l'ayatollah Mohamed Bakr el Sadr, chef spirituel des chérites irakiens, exécuté sommairement par les autorités de Bagdad en avril 1980. Après plusieurs années de séjour à Qom, il a regagné le Koweït en 1986 pour succéder à son père, l'ayatollah Abbas el Moussawi, chef spirituel des chérites koweïtiens, décédé en 1984.

Considéré comme un modéré, l'ayatollah Mohamed Bakr est le chef de file des intellectuels chérites koweïtiens « de première catégorie », c'est-à-dire installés dans l'émirat bien avant l'indépendance du Koweït. Selon ses proches, il a toujours milité en faveur d'une meilleure compréhension entre la population chérite de l'émirat et le reste de la population d'obédience sunnite.

L'ALBUM 89
PLANTU
est paru

AFRIQUE

SOMALIE : les incidents frontaliers avec le Kenya

Quand Nairobi voit des Libyens partout...

La Libye. Encore elle. La presse kenyane vient de monter au créneau pour dénoncer les mauvais desseins du colonel Kadhafi lors des récents affrontements à la frontière somalienne. Selon les autorités de Nairobi, ces « activités belliqueuses » ont déjà provoqué l'afflux, sur leur territoire, de quatre mille cinq cents réfugiés.

A les en croire, les soldats de Mogadiscio, lancés à la poursuite des rebelles du Mouvement patriotique somalien (MPS), ont tué plusieurs centaines de personnes dans le village somalien de Doble et fait plus grave aux yeux de Nairobi quatre policiers kenyans dans le village kényan de Libi.

Or des « Arabes » ont été vus, mêlés aux soldats somaliens, affirme le Kenya Times, le quotidien gouvernemental. « Aucun pays arabe, hormis la Libye, écrit-il, ne dispose de troupes et de conseillers militaires au sein de l'armée de Mogadiscio ». La preuve serait donc apportée que Tripoli a trouvé un nouveau terrain pour semer le désordre dans la région et déstabiliser le régime occidental de M. Daniel Arap Moi.

Déjà, en 1987, au plus fort de la « guerre des mots » avec l'Ouganda voisin, M. Moi avait reproché au gouvernement « socialiste » de M. Yoweri Museveni une amitié trop affichée avec la Libye. Les autorités de Nairobi, elles, avaient fini, en décembre, par rompre leurs relations diplomatiques avec le colonel Kadhafi qui, à leur goût, tournait un peu trop la tête des étudiants kenyans. Certains furent alors condamnés pour « espionnage ».

Aujourd'hui, la « main » du colonel Kadhafi repasse du côté de Mogadiscio où, il est vrai, le régime du général Siyad Barre, qui célébrait, fin octobre, le vingtième anniversaire de son arrivée au pouvoir, se cherche désespérément des alliés pour faire face à une situation quasi anarchique. Le chef de l'Etat somalien n'a-t-il pas honoré de sa présence, début septembre à Tripoli, les fêtes du ving-

tième anniversaire de la révolution libyenne ? La menace la plus sérieuse vient du nord où le Mouvement national somalien (MNS), qui recrute en majorité ses partisans parmi les Libas, ne bénéficie plus — du moins officiellement — depuis la signature, en avril 1988, d'un accord de paix entre Addis-Abeba et Mogadiscio — du soutien de l'Éthiopie voisine. Ces rebelles n'en maintiennent pas

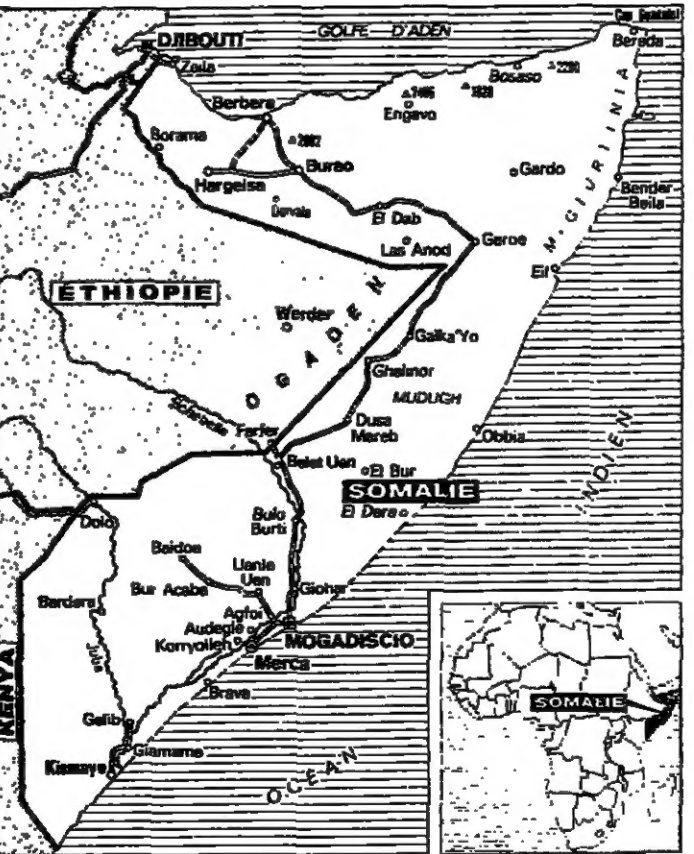
moins une forte pression sur les principales villes de la région, notamment Hargessa, Borama, Burao et Berbera, et contrôlent de très larges zones rurales.

D'un clan à l'autre
Quant au MPS, qui rassemble des détracteurs de l'armée régulière, membres pour la plupart du clan Ogaden, il contrôlerait, depuis quelques mois, dans le sud du pays, la région située à l'ouest de la rivière Juba, sauf le port de Kisumu. Dans le centre, enfin, le régime du général Barre est contesté par le Front d'action de la Somalie, composé, lui, de membres de la tribu Hawiye.

En définitive, aux ordres du clan Marchan, l'armée gouvernementale ne garde que la forme contrôlée de la capitale — le 14 juillet, la répression de violences émeutes s'y est soldée par la mort de plus de trois cents personnes, selon des estimations dignes de foi — et de ses environs. La Somalie est ainsi écla-

tée : chaque clan cherche à se créer son propre territoire. « Il est impossible de dire qui dirige le pays, étant donné que tout le monde affirme être au pouvoir », constatait, récemment, avec crânement mais sagacité, le président kenyain.

Quoi qu'il en soit, après l'« agression » somalienne en territoire kenyain, Nairobi a demandé des explications à Mogadiscio, qui



affirme avoir riposté à des tirs venus de l'autre côté de la frontière. Cette attaque risque de rouvrir un différend qui a envenimé pendant plus de vingt ans les relations entre les deux États.

L'armée kenyane a, en effet, combattu, dans le nord-est du pays, les shifas (bandits) soutenus par Mogadiscio, qui revendiquait alors le rattachement d'une partie du territoire kenyain habité par des tribus d'ethnie somalienne, cela dans le cadre d'une « grande Somalie » qui incluait aussi la province éthiopienne de l'Ogaden. Il faut attendre 1984 pour que le général Barre renonce à ses prétentions et que cesse l'état de guerre.

Récemment, des incursions de militaires et de breconniers somaliens en territoire kenyain ont, de nouveau, mis les autorités de Nairobi sur le qui-vive. M. Moi, en sa qualité de chef des armées, a invité ses troupes à exercer leur droit de représailles et à « battre l'ennemi sur son territoire ». L'ennemi libyen aussi s'il s'y trouve.

JACQUES DE BARRIN

ANGOLA : le congrès extraordinaire de l'UNITA

M. Savimbi souhaite un « dialogue direct » avec le gouvernement de Luanda

M. Jonas Savimbi, chef de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), a défendu l'idée de l'envoi en Angola d'un contingent africain chargé de veiller à l'instauration d'un véritable cessez-le-feu dans ce pays. « Ce cessez-le-feu doit présenter la garantie que personne ne pourra unilatéralement prendre les armes, et pour cela nous ne pouvons faire confiance ni au MPLA (Mouvement populaire de libération de l'Angola), le parti unique au pouvoir au Luanda, ni à l'UNITA », a-t-il expliqué au cours du deuxième congrès extraordinaire que son mouvement tient, depuis lundi 25 septembre, à Jamba, au quartier général de l'UNITA, dans le sud-est du pays.

M. Savimbi a précisé que ce contingent devrait être composé de forces de « pays amis des deux parties qui s'affrontent », notamment le Maroc et le Nigeria, ainsi que le Portugal, ancienne puis-

sance coloniale qui a, selon lui, « une connaissance militaire sans pareille » de l'Angola.

M. Savimbi a, d'autre part, manifesté le souhait de reprendre les négociations avec Luanda « le plus vite possible ». « Tous nos morts depuis le 22 juin (date de l'accord de cessez-le-feu conclu à Gbadolite, au Zaïre) pèsent sur la conscience du MPLA et de l'UNITA, plus que tous les autres morts pendant les quatre années de guerre civile », a déclaré le chef du mouvement rebelle.

A cet égard, il a souhaité un « dialogue direct » avec le gouvernement de Luanda, ne préconisant qu'un « rôle limité » pour le maréchal Mobutu, le chef de l'Etat zaïrois qui a servi de médiateur dans ce conflit. « Il faut surtout faire appel à la conscience des Angolais », a ajouté M. Savimbi, auquel les États-Unis ont récemment renouvelé leur confiance. — (AFP.)

ALGÉRIE : présentant son programme devant l'Assemblée

Le nouveau premier ministre critique l'action de ses prédécesseurs

ALGER
de notre correspondant

Le nouveau premier ministre, M. Mouloud Hamrouche, a présenté son programme de gouvernement aux députés de l'Assemblée populaire nationale (APN), comme l'exige la Constitution algérienne depuis le référendum du 3 novembre 1988. En guise de préambule, M. Hamrouche a brossé un tableau négatif de l'action de ses prédécesseurs, insistant sur la relance de la croissance par l'investissement, fer de lance du programme de M. Kasdi Merbah, qui ne « s'est pas concrétisée ». M. Hamrouche a déploré que le « programme d'action de choix de politique économique interne et externe » décidé en septembre 1988, suivi par « l'élaboration d'un projet global de réformes politiques », n'ait pas été appliqué, privant le pays d'une amélioration rapide du « marché intérieur ». Les tensions sociales ont servi de « faux alibi » pour retarder « la mise en place des dispositifs de transformation effective des entreprises, d'organisation nouvelle des marchés commerciaux et financiers et de réorganisation de l'administration centrale », a relevé le chef du gouvernement en constatant qu'ont été développées « des démarches de rationnement administratif, de recherche régulière de facilités externes sans examen de leur coût et de leur poids sur l'avenir ».

Autant de facteurs qui ont conduit « à accélérer l'érosion du dinar, à étouffer les initiatives des agents économiques et à entamer la crédibilité générale », provoquant « la démotivation des gestionnaires, l'incompréhension de

l'opinion et l'expectative prudente de l'étranger », a estimé M. Hamrouche. Ceux qui reprochaient au projet Merbah, en novembre 1988, « son caractère général, le défaut d'échéancier, le manque de chiffres précis et l'insécurité d'objectifs à atteindre » (Le Monde du 19 novembre 1988), applaudissent aujourd'hui au caractère « global », pour reprendre le terme d'un député au micro de la radio algérienne, du programme de M. Hamrouche. Cent sept députés s'étaient inscrits pour le débat en séance plénière, mardi après-midi. Une séance de nuit n'a pas suffi à épuiser les interventions, et les débats ont repris mercredi.

Le programme de gouvernement du premier ministre est articulé autour de deux axes principaux : l'économique et le social. « Justice sociale », une expression largement utilisée au cours de l'année écoulée a rejoint aux oubliettes le mot « socialisme » banni depuis longtemps du vocabulaire politique algérien. Le programme de M. Hamrouche consacre cependant une large part aux réformes éducatives, à la politique de l'emploi, à la protection sociale, à la construction et à la gestion foncière.

Le programme d'action du gouvernement a, fermement indiqué M. Hamrouche, « doit convaincre la population qu'un dispositif réel de sortie de crise est en route ». Cette préoccupation est soutenue en filigrane tout au long des vingt pages du projet gouvernemental par le souci de redonner confiance aux Algériens épuisés par les années d'impitoyable austerité.

FREDERIC FRITSCHER.

POLITIQUE

Après l'élection du nouveau président du groupe UDF de l'Assemblée nationale

MM. Millon et Léotard tentent de calmer les esprits

Comme toujours, le calme après la tempête. Au lendemain de la chute brutale de M. François Léotard, les journées parlementaires UDF de Vichy se sont achevées dans une certaine torpeur. A peine une vingtaine de députés restés sur place répétant sur tous les tons, comme pour mieux s'en persuader, qu'en cette rentrée parlementaire leur groupe se devait d'affirmer à l'Assemblée nationale « une présence forte ». Ce spectacle-là avait, aussi, un aspect surréaliste.

VICHY

de notre envoyé spécial

Chacun s'est employé, depuis lundi soir, à mettre de l'eau de Vichy dans l'environnement de la revanche ou de la forlanterie. Comme si chacun avait subitement la révélation que le suicide collectif n'est pas en politique la méthode la plus adaptée. M. Charles Millon, le premier, s'est évertué à passer les plaques, selon la formule consacrée, le nouveau président du groupe UDF a répété à qui voulait l'entendre qu'il serait « le président de tous les députés UDF », que si M. Léotard avait été son concurrent d'un jour, il ne serait pas son adversaire de demain, bref qu'il entendait au plus vite dépasser les querelles de personnes pour engager d'une façon dynamique et réfléchie le groupe UDF sur la

ligne droite de l'alternance. M. Millon sait, en fait, qu'il devra faire vite. « J'ai maintenant trois mois pour réussir », confie-t-il. Trois mois pour évacuer les états d'âmes, pour faire progresser le fonctionnement du groupe UDF de façon significative et ainsi d'assurer sa réélection en avril 1990.

Une « péripétie »

La consigne chez les Léotardiens est également de calmer le jeu. Les incartades de M. Gérard Longuet ramenant sur-le-champ la garde rapprochée ont, semble-t-il, été mal appréciées par M. Léotard lui-même, lequel voudrait se défaire au plus vite de l'image de mauvais perdant qu'on lui colle. Attendre et voir, tel semble être le mot d'ordre dans son état-major. Pas question donc de pousser plus loin la menace de scission. Ceux qui réclamaient la tête de M. Millon en vertu du fait qu'un militant du PR n'aurait pas le droit de s'opposer à son président sont prêts de se taire.

Ceux qui voulaient régler le sort de M. Alain Madelin, ministre des transports, d'un côté, et de M. Jean-Pierre Peltan, ministre de l'Énergie, d'un autre, ont été déçus. Le numéro un, sont également incités au calme. La Lettre du PR, du mercredi 27 septembre, va même jusqu'à considérer cette affaire comme « une péripétie ». Après avoir souligné l'importance stratégique, politique, voire historique pour l'opposition, de l'arrivée de M. Léotard à la présidence de ce groupe UDF, voici l'affaire banalisée du jour au lendemain et les responsabilités rejetées une fois de

plus sur le dos de la presse : « Ce ne sont plus des commentaires c'est une mise à mort. Il faudrait peut-être savoir raison garder. Laurent Fabius a échoué pour prendre la tête du PS. Il a fait un score médiocre aux européennes. En quoi cela l'empêche-t-il d'être le pivot du congrès de Rennes ? ».

Les Léotardiens en appellent donc aujourd'hui « sinon à la paix des braves, du moins à la paix des ménages ». « Mardi, M. Madelin tenait à faire passer le message selon lequel il était prêt à toutes les réconciliations, « que toute division profonde [était] absurde » et qu'il y avait « des doses à ne pas dépasser ». Tous ces propos consensuels ne dispenseront certainement pas le Parti républicain de devoir rapidement faire le point sur son fonctionnement interne, ses rivalités entre giscardiens, léotardiens et barristes et aussi sur sa place dans l'UDF.

Les proches de M. Léotard disaient recevoir, depuis lundi soir, le Parti, « un véritable tollé antigiscardien ». S'ils croient « qu'une sorte d'amitié » continuera de lier toujours M. Léotard et M. Millon, cette réaction militante laisse penser aux Léotardiens qu'avec M. Giscard d'Estaing « l'éponge ne sera pas facilement passée ».

M. Giscard d'Estaing, précisément, fait comme si rien ne s'était passé. Il s'envole pour la Pologne et convoque à son retour un bureau politique UDF le 4 octobre. Comme M. Chirac, il ne désire point découler de la cour de récréation. Son projet d'« états généraux de l'opposition » est

menée bon train sous la direction de MM. Madelin et Sarkozy (RPR). Des locaux viennent d'être loués boulevard Raspail à Paris, une campagne publicitaire sera engagée en octobre, les premières conventions pourront démarrer à la fin de l'année.

M. Giscard d'Estaing aurait tort...

M. Giscard d'Estaing aurait cependant tort de se réjouir trop vite : il vient de se faire de M. Léotard un ennemi irréductible et M. Millon n'a jamais été l'un de ses admirateurs. D'instinct, M. Giscard d'Estaing a tenté de le séduire, lui expliquant qu'il ne lui faisait aucun grief de ses attaques menées contre lui. M. Millon compte assister la semaine prochaine au bureau politique UDF, mais ne semble guère disposé à la moindre concession. Sur les projets de relance de l'UDF, de réaffirmation de sa place au centre, MM. Léotard, Millon et Pierre Méhaignerie ne sont pas si éloignés.

Inutile d'insister non plus sur les liens d'amitié entre le député de l'Ain et le président du CDS, consolidés dans l'épreuve barriste, sur le terrain du centre et de la rénovation. S'il ne parvient pas à distiller entre eux le poison de la division, M. Giscard d'Estaing peut se retrouver avec eux, devant un mur...

DANIEL CARTON

Le « testament » de M. Gaudin

VICHY

de notre envoyé spécial

On l'avait un peu oublié dans la tourmente des événements vichyssois, mais l'arrivée à la tête du groupe UDF de M. Charles Millon, c'était aussi le départ de M. Jean-Claude Gaudin qui assurait cette présidence depuis plus de huit ans. L'après-midi du lundi, c'est donc « Gaudin simple sénateur », comme il le précisait lui-même, qui ouvrit le débat de politique générale des journées parlementaires, livrant à ses amis quelques réflexions sur l'avenir de l'UDF. Un exposé en sept points qu'il ne voulut pas trop « testamentaire », car, précisait-il, « je ne me sens ni un retraité de la politique ni un ancien combattant de l'opposition ».

Après les onze travaux d'Hercule de M. Michel Rocard, on est donc droit aux « sept piliers d'une nouvelle sagesse de l'opposition » par Jean-Claude Gaudin : « patience, vigilance, modération, réflexion, rénovation, union et chance ». La « chance », parce qu'elle serait la seule voie de salut si l'opposition se présentait à d'éventuelles élections anticipées dans son état actuel. Le « patience », parce que la politique entre maintenant dans une « hibernation électorale de trois ans » et que l'urgence est aujourd'hui de « s'adapter à cette lenteur obligée » et d'« explorer les nouveaux horizons du débat politique ». D'autant, expliqua M. Gaudin, que le gouvernement actuel bénéficie des faveurs de l'opinion publique qui, « à tort ou à raison, a le sentiment qu'avec la méthode Rocard, elle bénéficiera à la fois des avantages d'une gestion réaliste et de ceux du socialisme, autrement dit le beurre et l'argent du beurre ».

L'opposition se doit aussi d'être « vigilante » face aux débordements du PS. Mais elle doit

s'accompagner de modération pour « enlever à nos adversaires une certaine politesse : celle qui leur permettrait de différencier la bonne et la mauvaise opposition ». Cinquième pilier : la réflexion, parce que, observe-t-il, « la société française a continué de changer sans nous. Elle ne reconnaît ni ses angoisses dans nos disputes ni ses coups de cœur dans nos exhortations ».

Enfin, cela ne pourra pas se faire sans « l'union » de l'opposition. M. Gaudin s'est déclaré favorable à l'idée de « primaires » au sein de l'opposition libérale pour l'élection présidentielle future. Enfin, dernier pilier, celui de la « rénovation » pour éviter que « les prochaines élections ne soient une reconstitution historique de nos derniers « Bérézina » sous le patronage du musée Grévin ».

Mardi, au petit matin, la tête pleine des confidences des uns, des regrets des autres, l'opposition tout juste constituée, M. Jean-Claude Gaudin regagnait Paris pour remplir au Palais du Luxembourg « les formalités de tout jeune sénateur », avant de troquer une écharpe et une valise pour une autre, l'ex-président de l'UDF confiant : « J'ai fait le tampon toute la journée, maintenant je les laisse se débrouiller. Ils sont grands ». Ce fut son seul commentaire sur l'étrange ambiance qui régnait lundi dans le grand casino de Vichy. Mais une image parla pour lui. Au cadeau que lui offrirent les députés de son groupe — un bicyclette en argent et en bronze réalisé par un orfèvre parisien — M. Valéry Giscard d'Estaing, venu le soir participer au dîner, en ajouta un autre qui ne se voulait sans doute que d'« artisanat local » : quelques copeaux de pierre, fémurément signés.

PASCALE ROBERT-DIARD

Les décisions du groupe UDF

● Impôt de solidarité sur la fortune (ISF). — L'UDF est toujours divisée sur l'opportunité de l'ISF. N'hésitant pas à souligner la démagogie de certains de ses collègues — « tous ceux qui prennent position pour l'ISF recueillent l'adhésion de 54 900 000 électeurs » — M. Michel d'Ornano a dénoncé « l'imbécillité » d'un impôt qui « frappe les plus honnêtes et les plus consciencieux » des gens riches et touche essentiellement l'immobilier parisien. M. d'Ornano s'est déclaré personnellement favorable à un impôt sur la plus-value, qui taxe le capital au moment de sa vente. Pour M. Philippe Vasseur, il ne faut surtout pas négliger « la portée psychologique considérable » de l'ISF. M. Vasseur a précisé qu'il ne pouvait « qu'approuver le principe de faire payer les riches pour donner aux pauvres ». Il revient à l'UDF, a expliqué M. Vasseur, « de dire qu'elle est « pour » un impôt sur le patrimoine. Ça aurait de la gueule qu'un groupe comme le nôtre prenne l'initiative d'un tel impôt et d'une remise à plat du système fiscal ».

● Financement des partis politiques. — Là encore, le groupe UDF ne parle pas d'une seule voix. Pour MM. Pierre-André Wiltzer et Pierre Lequiller, ce projet de loi, hors sa disposition d'amnistie, présente des avancées importantes en matière de réglementation des dépenses des campagnes électorales et des partis politiques. Tous deux se sont déclarés hostiles à la position radicale du RPR, qui estime ce projet inconstitutionnel au nom du principe de la liberté des partis. Un argument « juridiquement contestable et politiquement indéfendable devant l'opinion », selon M. Wiltzer. M. Alain Madelin, comme M. Pascal Clément ont souligné leur désaccord avec « l'hypocrisie » de cette loi. Pour M. François d'Aubert, la question de l'amnistie « serait un bon moyen de tester l'intergroupe » (1).

● Code pénal

M. José Rossi, porte-parole de son groupe sur le projet de réforme du Code pénal, a indiqué que s'il était « un texte sur lequel (l'UDF) pouvait adopter une attitude constructive, c'est celui-là ». Comme sur le financement des partis politiques, M. Rossi a relevé

« de plus grandes convergences » avec les centristes qu'avec le RPR, qui conteste l'opportunité même du texte. « Si nos amendements sont acceptés, nous serions amenés à vous demander de voter pour ce texte », a précisé M. Rossi.

● Crédits militaires. — Les députés UDF ont décidé, à l'unanimité, mardi 26 septembre, de voter contre le projet de loi de réactualisation de la loi de programmation militaire. Ce texte doit venir en discussion à l'Assemblée nationale le mardi 3 octobre. Le porte-parole de l'UDF dans ce débat, M. Mestre, estime en effet que le gouvernement, en baissant les crédits militaires, a rompu les consensus sur la défense.

(1) Répondant aux questions posées sur la messagerie du Parti socialiste, (lire par ailleurs) mardi 26 septembre, M. Michel Rocard a indiqué pour sa part que « l'amnistie électorale (était) tout sauf certaine ».

Les petits pas de M. Chirac

Suite de la première page

M. Chirac compte réaliser cela par petites touches, en abordant les principaux sujets de l'action gouvernementale, pour démontrer que sa contestation a des fondements. L'idée générale qui guidera cette mise en cause est celle de la lutte contre la « médiocrité » dans laquelle le pays serait en train de s'enfoncer en raison de l'action de ses dirigeants actuels, une action qu'il juge « superficielle » et « équivoque ».

D'ailleurs, bien peu de domaines échappent à sa critique de fond. Qu'il s'agisse du budget, de l'emploi, de la sécurité, de la défense nationale, des relations Est-Ouest, du rôle de l'État ou de l'administration « trop politisée », M. Chirac n'accorde guère de circonstances atténuantes à une politique qui « manque de souffle ».

Pour réagir à cela, il faut, selon M. Chirac, « mobiliser les Français autour d'une ambition » dont il commencera à défi-

nir les différents aspects dans son discours d'Arcachon. Pour atteindre cet objectif, l'opposition doit donc être « unie et ouverte », c'est-à-dire cohérente et accueillante. Ce souhait, M. Chirac l'exprime depuis plusieurs années déjà sans être parvenu à le concrétiser totalement.

d'âme », visant ainsi, sans le dire explicitement, davantage l'UDF et l'UDC que le RPR. Et il attend surtout que des positions politiques communes soient adoptées par les trois groupes.

Ce sera là le test d'une véritable volonté d'union de l'opposition qui doit ainsi présenter à chaque initiative du gouvernement des contre-propositions crédibles et clairement perceptibles.

Le président du groupe sénatorial, qui avait semblé fort réticent envers l'évolution du mouvement, perçu par lui comme une dérive, incarne une sensibilité éloignée de celle des certains rénovateurs, et il plaide pour une opposition plus dynamique et un RPR plus soudé. Ses craintes, comme celles de M. Bernard Pons, président du groupe de l'Assemblée nationale, seront-elles apaisées par les attitudes

Règlements de comptes en Polynésie française
Deux contrariétés en deux jours pour M. Léontieff et sa majorité (écorchée)

Le président du gouvernement de la Polynésie française, M. Alexandre Léontieff, député non inscrit, et ses partisans locaux, viennent d'enregistrer en deux jours deux contrariétés qui suscitent sur le territoire un regain de tension entre la majorité et l'opposition.

PAPEETE

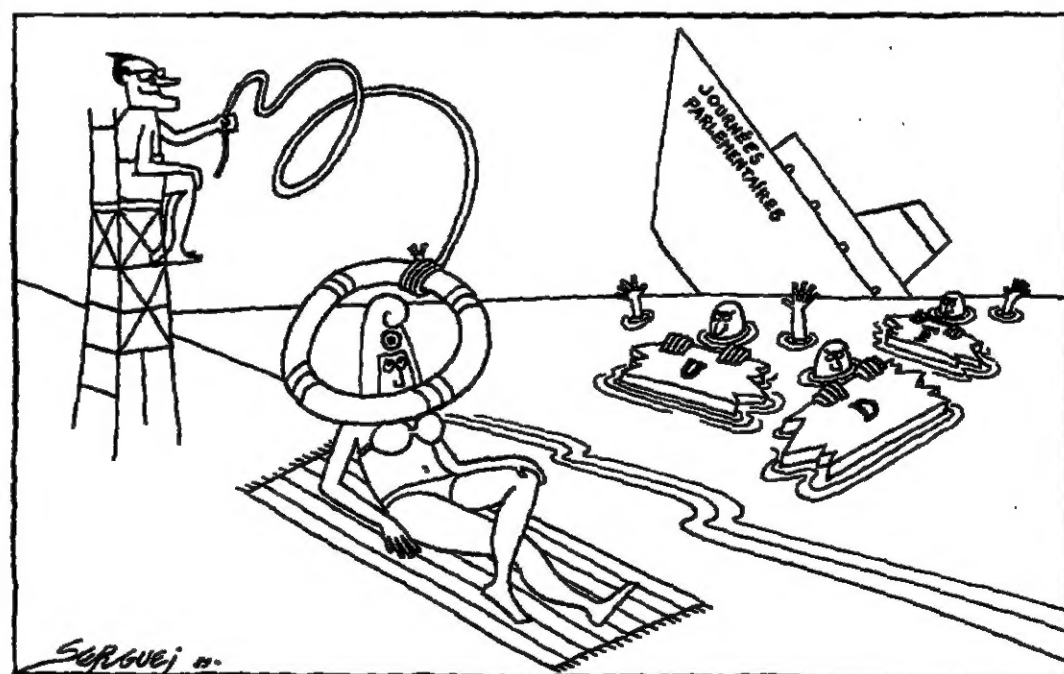
de notre correspondant

Aux sénatoriales, dimanche, le sénateur centriste sortant, M. Daniel Millaud, soutenu par l'opposition, a été réélu grâce à un renfort de suffrages venus... de la mairie de Papeete alors que le candidat soutenu par M. Léontieff et sa majorité, M. Jean-Baptiste Trouillet (div. g.), n'était autre que le premier adjoint au maire de Papeete, M. Jean Juvenia, président de l'Assemblée territoriale. Ce résultat a provoqué une vive déception dans le camp de M. Léontieff.

Or, dès le lendemain, lundi 25 septembre, celui-ci a connu une autre contrariété avec l'élection à la présidence du Syndicat pour la pro-

tection des communes de Polynésie française, contre toute attente, du maire de Bora-Bora, M. Gaston Tong Sang, qui n'est autre... que le suppléant sénatorial de M. Millaud et l'un des amis les plus proches de l'ancien « patron » du territoire. M. Gaston Flosse, ancien député et ancien secrétaire d'État, des deux tiers des membres de cette association ont préféré le candidat de l'opposition au président sortant, M. Guy Raury (div. g.), maire de la commune marquisienne de Hiva-Oa. Ce dernier a dénoncé l'existence de « manœuvres politiques » en visant la présence, dans la salle où avait lieu la réunion, de MM. Millaud et Flosse, lesquels assistaient aux débats alors qu'ils n'appartiennent pas à cet organisme. Dix-neuf démissions ont aussitôt été enregistrées, ainsi que l'annonce, par les amis de MM. Léontieff et Raury, de la création d'un autre rassemblement d'élus locaux, l'Association des communes de Polynésie. Tout cela sur fond de procès après l'inculpation de M. Flosse consécutive aux plaintes pour « ingérence » déposées par M. Léontieff (le Monde du 23 septembre).

MICHEL YIENGKOW



Sans doute trop mêlé à l'action quotidienne, trop concerné par la vie partisane, trop impliqué dans la direction du RPR, il n'a pas jusqu'ici réussi à donner à la droite la cohésion qu'il souhaitait.

Tout en demeurant formellement président du mouvement qu'il a fondé le 5 décembre 1976 — il sera même réélu à cette fonction au début de 1990, M. Chirac ne veut plus se mêler directement du fonctionnement de son parti. Il fait pour cela une totale confiance à M. Alain Juppé, tout en demeurant informé. De même, il ne souhaite pas être personnellement engagé dans les relations avec les autres formations politiques de l'opposition. Cela aussi relève du domaine des secrétaires généraux et... des autres présidents de partis. Il demande donc à l'opposition tout entière de mettre fin à « son auto-critique, à son masochisme, à ses états

Car, au sein de son propre mouvement, M. Chirac estime que la rénovation est contenue. Il veut voir dans les luttes d'influence des rivalités de personnes plutôt que des conflits doctrinaux. Il estime que le prurit rénovateur du printemps dernier a pu s'apaiser sans renoncer à exister, mais en évitant de faire implorer l'ensemble du mouvement.

M. Chirac se garde bien de porter tout jugement sur les déchirures de l'UDF. Mais cette discrétion volontaire ne l'empêche pas de mettre en valeur, par contraste, la cohésion maintenue et la diversité acceptée dans les rangs du RPR. De même, il se félicite ouvertement des succès remportés par les candidats de son mouvement aux élections sénatoriales — même si c'est au détriment des centristes — et il a accepté de coprésider avec M. Pasqua, vendredi soir à Arcachon, le dîner des sénateurs RPR.

que prendra M. Chirac à Arcachon, lorsqu'il affirmera sa volonté de préparer l'alternance ? Les deux hommes ont, successivement, pris récemment un repas en tête à tête avec M. Chirac. Des explications franches auraient permis une clarification.

Il est ainsi acquis que, contrairement aux rumeurs, M. Pons demeurera à la présidence du groupe RPR de l'Assemblée nationale à laquelle il a, d'ailleurs, été élu en 1988 pour toute la législature, et que convoité, avec de réels soutiens, M. Giraud, ancien président du conseil régional d'Ile-de-France.

Enfin, le groupe RPR et le président du mouvement vont tout faire pour éviter de donner à la presse, qui assistera à leurs débats, un spectacle analogue à celui, offert à Vichy qu'ont leurs alliés de l'UDF.

ANDRÉ PASSERON

POLITIQUE

Les journées parlementaires du Parti socialiste

M. Mermaz : « Nous avons dix-huit mois pour agir »

Les députés et les sénateurs socialistes sont réunis à Chartres, mercredi 27 et jeudi 28 septembre, pour les journées parlementaires du PS. Outre les ministres responsables du budget - MM. Bérégovoy et Charasse - les parlementaires socialistes doivent entendre M. Rocard, qui s'adressera à eux jeudi après-midi, de même que M. Delors, président de la Commission européenne, et le premier secrétaire du PS, M. Mauroy.

Le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, M. Louis Mermaz, a ouvert la réunion, mercredi matin, en évoquant le conflit Peugeot, à propos duquel il a dénoncé « une farouche volonté patronale de refuser le dialogue ». Les parlementaires socialistes devaient exprimer leur solidarité avec les grévistes par le vote d'un texte et l'envoi d'un don. M. Mermaz a souligné, d'autre part, que l'on s'illustre aussi « jusqu'au bout du dialogue » dans le conflit des inspecteurs des impôts.

M. Mermaz a observé que le fait de ne disposer que d'une majorité relative à l'Assemblée nationale impose au gouvernement de dialoguer avec le groupe majoritaire et d'avoir aussi, un dialogue « utile » avec les autres groupes. Il a rappelé que le recours à l'article 49, alinéa 3 de la Constitution, est normal « lorsque toutes les voies de la concertation et de la négociation ont été épuisées ». Il a insisté sur le fait que cette procédure ne doit pas être utilisée par le gouvernement « contre sa propre majorité ». Le député de l'Eure a donné « acte » au premier ministre de sa « faculté d'écoute » et il a cité tous les textes que le groupe socialiste avait pu infléchir.

Le président du groupe estime que dans la période nouvelle marquée par l'installation durable des socialistes au pouvoir, il convient

d'inaugurer une nouvelle pratique des institutions. Cela passe, a-t-il dit, par une amélioration des méthodes de travail des députés socialistes, notamment afin que soit assuré le suivi de l'application des lois.

M. Mermaz estime que « l'écart entre les moyens dont disposent [le Parlement et le gouvernement] n'a cessé de s'accroître au fil des ans ». Il souhaite que les groupes parlementaires puissent avoir un meilleur accès aux informations dont dispose le ministère des finances et qu'ils puissent commander des études soit au gouvernement, soit au Conseil économique et social, soit aux universités. M. Mermaz juge nécessaire, aussi, d'organiser au temps utile des débats d'orientation sur le budget ou sur la protection sociale.

M. Mermaz a déclaré, au sujet du projet de budget pour 1990, que sa préparation suscite, chez les parlementaires, de nombreuses « frustrations », car ils sont conscients que, malgré les mesures prises en faveur des plus démunies, « ils n'ont pas réduit, pour autant, la fosse des inégalités », lesquelles, au contraire, « se sont creusées ». Le président du groupe a annoncé le dépôt d'amendements visant à « plus de justice fiscale ». Il a suggéré à ce sujet, de demander au gouvernement « une véritable audit » de la fiscalité en matière d'imposition des patrimoines et des différentes « dépenses fiscales » de l'Etat en faveur des entreprises.

« Il ne dépend pas des seuls socialistes de donner à l'institution parlementaire force et vigueur », a déclaré M. Mermaz, mais, a-t-il ajouté, « nous pouvons faire beaucoup ». « C'est dans les dix-huit mois qui viennent, a-t-il souligné, que seront préparées ou engagées les actions qui seront déterminantes pour l'échéance de 1993. En fait, nous avons dix-huit mois pour entreprendre les réformes que la conjoncture rend désormais possibles et qui constitueront notre bilan et pour 1993 et pour 1994 ».

Invité du « 3614, code PS »

M. Michel Rocard fait l'éloge du « pacte de croissance »

Après M. Pierre Mauroy, la semaine dernière, M. Michel Rocard était, mardi 26 septembre, l'invité du service télématique du PS, « 36-14, code PS ».

Une bonne partie de ces questions portait sur la politique sociale du gouvernement, ce qui a donné l'occasion à M. Rocard de rappeler avec insistance sa proposition de « pacte de croissance ». On a pu distinguer quelques opérations de « lobbying » de la part de diverses catégories d'agents de l'Etat. Par ordre d'importance : les psychologues scolaires, qui avaient jusqu'à ces derniers jours un vieux problème de reconnaissance de leur statut (le Monde du 26 septembre) ; les agents des finances en grève ; les postiers touchés par le rapport Prévoit sur l'avenir des PTT.

Voici un échantillon de cet échange télématique.

« Ne pensez-vous pas que la majorité actuelle risque de payer le prix de la politique de rigueur ?

« C'est possible, mais je sais qu'elle paierait - et les Français plus durement encore - un prix beaucoup plus élevé en cas de laïcisme.

D'origine féminine : « Je gagne 5 500 F par mois. Une augmentation de salaire est impossible d'après vous. Pouvons-nous ne donner un budget type pour m'aider à mieux vivre ? J'ai un enfant de dix ans.

« Certes non. Mais il y a d'autres moyens que les augmentations de salaire pour améliorer les conditions de vie. Par exemple, vous vivez en Ile-de-France : si le chantier que j'ai ouvert aboutit, vous pourrez peut-être travailler plus près de chez vous, dépenser moins de temps et d'argent en transport, avoir un loyer raisonnable, etc.

« Je suis pour les socialistes. Je suis travailleur ou SMIC, je travaille chez Cors Hypermarché. Le directeur est un RPR convaincu. Qu'est-ce qu'il faut pour le privé, comme ça ? On est exploités, le directeur renvoie à tout vent, alors ?

« M. Jean-Pierre Soisson a engagé des négociations pour lutter contre la précarité des emplois. Cela, ajouté aux efforts de formation, peut seul faire avancer le privé quand il n'avance pas tout seul. Cela prend du temps, mais donne de bons résultats.

« Quelle sera l'attitude du gouvernement dans les conflits sociaux actuels, plus spécialement Peugeot ?

« En ce qui concerne d'abord ses propres salariés, le gouvernement entend donner une priorité absolue à la négociation. Le « pacte de croissance » est en discussion au ministère de la fonction publique, de même que la réduction des carrières techniques de la catégorie B. Chaque ministre chef d'administration discute avec ses syndicats des problèmes qui lui sont propres. Pour Peugeot, la priorité devrait aussi être au dialogue.

« On vous définit souvent comme étant à l'alle droite du PS. Etes-vous d'accord avec ce point de vue ? Ou vous révoltez-il ?

« Cela m'amuse. Il y a en effet deux définitions de la gauche : l'une par référence à la bourgeoisie de l'Etat et à l'organisation centrale de la société. L'autre définition de la gauche est démocratique, anti-autoritaire, régionaliste, de tradition libertaire. Je suis à gauche dans ce deuxième critère. A vous de choisir le vôtre.

POINT DE VUE

Etre ministre ou être de gauche ?

par Julien Dray

L'AN dernier Jacques Chirac était sacré en grande pompe PDG de l'année pour son redressement réussi de PSA, quasi mortifère cinq années plus tôt. Si ça avait été la fin de son règne, il aurait eu droit à une médaille de réprobation - justifiée, est-il besoin de préciser - pour son refus catégorique de faire participer ses salariés, pourtant artisans comme lui de ce sauvetage brillant, aux bénéfices dégagés : 8 milliards en 1988, plus de 10 milliards en 1989. Et, de la gauche non gouvernementale (normale) à la droite (plus surprise) chacun de s'indigner en « découvrant » qu'on peut avoir quinze ou vingt ans d'ancienneté chez Peugeot et ne gagner que 5 500 francs par mois. Et je serais prêt à parier que si la question leur était posée, au moins cinq cents des cinq cent cinquante-dix-sept députés qui s'apprêtent dans quelques jours à débiter du budget de la République, trouveraient justifiée la revendication de 1 500 francs d'augmentation des grévistes.

En revanche, combien d'entre eux, « patrons » théoriques des agents de la fonction publique, de gauche comme à droite, seraient prêts à soutenir la même demande émanant de fonctionnaires pourrains payés, eux aussi, au SMIC ?

Etre ministre aujourd'hui c'est d'abord, semble-t-il, apprendre à faire taire l'homme de gauche qui sommeille en soi. Un ministre, on s'en souvient à la rigueur (droite d'expression) pour parler de « justice sociale », de « partage », de « solidarité » et de « pacte de croissance », mais si on ne veut pas démissionner, ça doit la boucher devant des salariés agitant leur fiche de paie sur laquelle les grands mots lancés depuis huit ans n'ont pas fait fleurir beaucoup de zéros.

Il n'y a guère, c'était la faute à la crise. Aujourd'hui c'est à cause de l'Europe et du déficit de la balance commerciale. Celui-ci nous oblige à réduire le consommateur, donc le pouvoir d'achat, de ceux qui auraient tendance à vouloir améliorer leur qualité de vie, c'est-à-dire les salariés les moins bien payés. Celle-là nous contraint, par ailleurs, à alléger la fiscalité du capital pour nous aligner sur les pays les plus amicaux de la Communauté, tel le Luxembourg. Tout se passe comme si, Europe oblige, le gouvernement français se voyait contraint de renoncer à des pans entiers de sa panoplie fiscale et, du coup, se retrouvait sur la seule arme encore à sa disposition : la contrainte et la ponction des salaires.

Une fiscalité archaïque

Je dis qu'aujourd'hui en France il est indigne d'oser employer les mots de justice sociale avec la fiscalité archaïque, inégalitaire et inadaptable que nous avons. Une évidence que le PS avait traduit avant d'arriver au pouvoir, en termes programmatiques. Depuis... On sait pourtant bien que sur les salaires pèsent à la fois l'essentiel de l'effort demandé aux Français au nom de la « rigueur » et des « grands équilibres », et l'essentiel de la contribution fiscale. Il est vrai, je l'ai dit, que les pauvres, étant depuis toujours plus nombreux que les riches, ils restent d'un meilleur rendement. Renverser cette fatalité, ne serait-ce pas la tâche prioritaire d'un gouvernement se disant de gauche et disposant à la fois du temps nécessaire et d'une popularité comptée large dans les sondages ?

Retour d'Union soviétique

M. Marchais assure que le PCF est « partie prenante de la perestroïka »

Après une visite de six jours en Union soviétique à la tête d'une délégation du PCF, M. Georges Marchais a regagné Paris mardi 26 septembre. Le secrétaire général rendra compte de ses cinq heures d'entrevue avec M. Mikhaïl Gorbatchev aux membres du comité central dont une réunion est prévue les 12 et 13 octobre.

Il n'y a pas eu de communiqué commun à la suite de la rencontre entre les deux secrétaires généraux. Avant de quitter Moscou, M. Marchais a reçu à l'ambassade de France les correspondants de la presse française pour leur expliquer que ce genre de rencontre ne donnait plus lieu à un communiqué commun comme dans le passé. C'est sans doute pourquoi l'« Humanité » a successivement publié, samedi 23 septembre et lundi 25 septembre, un article d'un de ses deux correspondants à Moscou, donnant la version française de la rencontre au sommet, et un compte rendu de l'agence Tass donnant la version soviétique de la même entrevue. La différence d'appréciation fondamentale entre les deux textes porte sur le rôle de la perestroïka dans l'évolution du parti (pour le PCUS) et dans l'évolution de la société (pour le PCF). Il s'agit d'un enjeu d'importance pour les deux partis qui tiendront, l'un prochainement, un congrès.

Dans l'« Humanité » du mercredi 27 septembre, M. Marchais donne un entretien qui est une sorte de préface à son intervention - bilan de la rencontre avec M. Gorbatchev - qu'il fera lors de la prochaine session du comité central. Rappelant « le soutien total des communistes français à la perestroïka », le dirigeant du PCF précise : « Jamais nos deux partis n'ont enregistré une convergence d'approche et de sensibilité aussi féconde ».

Indiquant que « les adhérents et les amis de notre parti attendent beaucoup » de la visite de la délégation du PCF, M. Marchais souligne qu'« elle intervient au moment

où la campagne sur la « mort du socialisme » se déchaîne, bien sûr. Mais aussi, ajoute-t-il, parce que beaucoup de questions bien légitimes nous posent pour nous, communistes français, qui sommes en quelque sorte partie prenante de la perestroïka ». Et M. Marchais ajoute aujourd'hui : « Nous savons que la réussite de la perestroïka dépend de la réussite du socialisme, tel qu'il doit être, c'est-à-dire moderne et démocratique ».

Une seconde révolution

Le secrétaire général déclare que les dirigeants soviétiques qu'il a rencontrés - à Moscou et en Biélorussie - lui ont parlé de la perestroïka « en termes de lutte. Lutte pour la libération des immenses potentialités du socialisme : lutte contre les conservateurs et ceux qu'ils appellent les « démagogues », ceux qui souhaitent le retour au capitalisme ».

Soulignant que les rapports entre le PCUS et le PCF « sont fondés sur l'indépendance totale et la non-ingérence », M. Marchais affirme : « Nous vivons en France dans un pays moderne et démocratique que nous voulons rendre socialiste : et les communistes soviétiques vivent dans un pays socialiste qu'ils veulent rendre moderne ». Le dirigeant français se garde de tirer « toutes les conclusions » de son voyage avant la réunion du comité central, mais il exprime « les deux principales impressions » qu'il a eues avec ses camarades, MM. Maxime Gromet, Alain Bocquet et Jean-François Gau. La première est que « la démocratisation de toutes les sphères de la société - économiques, sociales, politiques, culturelles - est l'arme absolue de la perestroïka ». La seconde est que « cette seconde révolution est une tâche immense, titanesque. Les difficultés sont énormes, c'est une lutte épre qui se mène en Union soviétique », mais « le PCUS a les moyens de gagner le peuple soviétique à l'engagement actif dans la perestroïka. Et c'est la clé du succès ».

Le renouvellement triennal du Sénat

La candidature de M. Poher suscite de sérieuses réticences

Il y a six groupes parlementaires au Sénat. Trois se sont déjà réunis au surlendemain du renouvellement du 24 septembre : les socialistes, le RPR et l'Union des républicains et indépendants.

Première formalité commune aux trois groupes : la réélection de leur président. MM. Claude Estier, Charles Pasqua et Marcel Lucotte ont été réélus, par acclamations. Deuxième préoccupation : la présidence du Sénat qui, elle, n'est pas dévolue par acclamation, mais par vote à bulletin secret. Dire que l'annonce par M. Alain Poher de solliciter à quatre-vingts ans, le renouvellement de son mandat qu'il a acquis pour la première fois en 1968, en gène plus d'un, et en satisfait bien peu, est un euphémisme.

Les conversations commencent mardi 26 septembre, à midi, autour de la table dressée dans un des salons du restaurant du Sénat avec les membres du groupe de l'Union des républicains et indépendants. Les sénateurs qui ne se représentaient pas sont là avec ceux qui les ont remplacés. Les anciens se voient remettre une médaille souvenir. Une petite larme d'émotion qui tranche avec les rires qu'a suscité, un peu plus tôt, la vision du dessin publié par le Monde daté 24-25 septembre sur l'alternative « le Sénat ou l'hospice ».

Les débats reprennent dans la salle Léon-Bourgeois, lieu habituel des réunions des Indépendants. Chacun y va de ses doutes, de ses interrogations, de ses soucis. En un mot, de ses réticences sur la reconduction de M. Poher. Du coup, la décision est prise de ne pas décider et de mandater M. Lucotte pour qu'il prenne contact avec les autres groupes sur la meilleure manière de trouver une solution alternative. Une façon comme une autre de signifier aux centristes, qui, eux, se réunissent mercredi, que la responsabilité leur revient de faire des propositions.

L'« Est-ce-voilà » de l'UDC s'est bien retrouvé, mardi soir, pour un dîner au Plessis-Trévise (Val-de-Marne), mais il n'a rien décidé, ni avant que M. Poher n'y arrive ni après qu'il reparte. Que faire ? La question reste posée. M. Jean Lecanuet propose une réponse : que les sénateurs UDF se prononcent à bulletin

seul et sans débat, et que les socialistes se prononcent à bulletin secret. M. Poher, avant le 2 octobre.

M. Charles Pasqua aurait sans doute bien aimé que, justement, cette question soit le plus rapidement possible évacuée. Dans l'ancienne bibliothèque des pairs, lieu des cogitations, lui aussi devenu traditionnel, le RPR le président du groupe répète tout l'intérêt qu'il y a à voter pour M. Poher. Un jour, explique-t-il, le RPR aura la présidence, mais pas maintenant ; il faut attendre et, en attendant, il faut voter Poher. Le premier à contester ce propos est M. Charles Descoeurs, élu de l'Eure et réputé rénovateur, qui ne comprend pas pourquoi le RPR - le groupe le plus nombreux - ne présenterait pas l'un des siens au moins au premier tour. M. Hélène Missoffe, sénateur du Val-d'Oise, s'oppose ; d'autres le font aussi. Quelques voix se font entendre en sens inverse, dont celle de M. Paul d'Ornano, un « fidèle » de M. Pasqua, et de M. Amédée Bonquerel, qui en appelle à ses anciens compagnons.

L'ancien ministre de l'Intérieur interrompt le débat pour rappeler la nécessité de préserver l'unité du groupe, pour observer que chacun est libre de voter comme il l'entend, certes, mais qu'il est fortement conseillé de ne pas le dire. Les socialistes n'ont pas eu ce genre de débat, et pour cause : leur président, M. Estier, sera leur candidat au perchoir. Leur réunion, salle Léon-Gambetta, s'est déroulée en présence du ministre chargé des relations avec le Parlement, M. Jean Poperen, qui leur a donné quelques indications sur le calendrier de la session. Quant à la réforme du mode de scrutin, certains ont regretté que les socialistes n'en aient pas parlé avant le scrutin, alors que leur réflexion était déjà bien avancée. Du coup, un document écrit depuis trois mois va être plus largement diffusé. Reste qu'à lire la réponse faite par M. Michel Rocard aux questions posées sur le minuté du PS (lire ci-dessus) mardi 26 septembre, une réforme du mode de scrutin sénatorial n'apparaît guère comme des plus prioritaires : « Je ne suis pas sûr, a-t-il dit, que l'on puisse qualifier le mode de scrutin d'antidémocratique, même s'il ne traduit pas forcément les évolutions du suffrage universel ».

Julien Dray est député (PS) de l'Essonne.

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LES FEMMES EN MARCHÉ

Avec notamment des articles de : Yvette ROUDY, Ségolène ROYAL, Benoîte GROLLET, Elisabeth BADINTER, Colette AUDRY.

Envoyer 80 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Denis, 75014 Paris, en ajoutant le dossier demandé au 150 F pour l'abonnement annuel (50 F d'économies, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro).

EUROPE 93

Face aux risques de marginalisation

La Suisse cherche une position vis-à-vis de la Communauté

L'Europe pose problème à la Suisse à mesure que se rapproche l'échéance du grand marché unique de 1993. La Confédération a beau évoquer sa neutralité et son particularisme pour ne pas se laisser entraîner en marge de la Communauté, elle ne peut plus se permettre d'ignorer la dynamique engagée chez ses principaux voisins et partenaires.

BERNE

de notre correspondant

Signe d'une inquiétude latente, les relations avec l'Europe sont en passe de devenir un thème récurrent dans l'actualité helvétique. Comme un leitmotiv, il revient régulièrement dans les discours des responsables politiques et économiques. Même lointaine, l'éventualité d'une adhésion de la Suisse à la Communauté n'est plus un sujet tabou, et le débat divise autant le gouvernement que les partis que la population.

A en juger par de récents sondages et discussions parlementaires, trois tendances, de force plus ou moins égale, se dessinent aujourd'hui dans le pays. Entre partisans résolus et adversaires déclarés de l'adhésion, les adeptes d'une troisième voie se rallient à la politique des petits pas en direction de Bruxelles, amorcée par M. Jean-Pascal Delamuraz, président de la Confédération et chef du département de l'économie publique.

Ayant manqué le coche de l'intégration, la Suisse restera, d'une manière ou d'une autre, à la traîne. A partir de ce constat, le gouvernement estime qu'il importe avant tout de limiter les dégâts. Avec son pragmatisme habituel, il entend déjà d'accorder la législation helvétique à l'ordre juridique de la CEE et de se conformer au principe de la réciprocité. Nouveau pas en ce sens, il annonçait, le 18 septembre, la création d'un comité

interministériel chargé de suivre l'évolution de l'intégration.

La Suisse doit être en mesure d'adhérer à tout moment pour éviter de se trouver dans l'obligation de la faire : ainsi pourrait se résumer la position actuelle de Berne, selon M. Franz Blankart, secrétaire d'Etat et directeur de l'Office fédéral des affaires économiques extérieures. En d'autres termes, la Confédération a intérêt à « être compétitive et compatible avec l'Europe ».

Artisans des quelque cent trente accords bilatéraux signés en une vingtaine d'années avec Bruxelles, M. Blankart ne désespère pas de jeter de nouvelles passerelles pour mieux amarrer son pays à l'Europe des Douze. Il s'y sent encouragé par l'accord paraphé fin juillet avec la CEE, après dix-sept ans de négociations, sur les assurances, à l'exception de l'assurance-vie.

Rapprochement à petits pas

« La politique européenne de la Confédération est sur les rails. C'est un train qui roule lentement mais vingt-quatre heures sur vingt-quatre », aime à répéter M. Blankart. Il est vrai que la Suisse dispose de certains atouts dans ses pourparlers avec la CEE. Arrivant au deuxième rang après les Etats-Unis pour les investissements, elle est aussi le deuxième client de la Communauté, accusant avec l'ensemble de la zone un déficit commercial de 15 milliards de francs suisses pour 1988. Elle lui fournit aussi un million d'emplois (600 000 en Suisse même et 400 000 à travers les filiales d'entreprises helvétiques établies dans la Communauté).

Berne souhaiterait donc poursuivre son rapprochement avec Bruxelles par l'extension des accords bilatéraux. Il en faudrait cependant des milliers, et M. Jacques Delors a quelque peu tempéré les ardeurs helvétiques en répétant qu'on était dans le club communautaire ou en dehors.

Pour l'heure, les responsables helvétiques tablent sur l'idée d'espace économique européen, forme d'association élargie entre les Douze et les Six (Autriche, Finlande, Islande, Norvège, Suisse et Suède) de l'AELE (Association économique de libre-échange). Berne rechigne cependant à renforcer la cohésion de la petite Europe, quitte à provoquer des frictions avec ses quatre partenaires scandinaves, qui lui reprochent de faire cavalier seul.

Aux réserves institutionnelles s'ajoutent d'autres obstacles. Avec déjà 15 % d'étrangers, la Suisse aurait du mal à se conformer au principe de la libre circulation des personnes.

Elle n'est pas prête non plus à sacrifier une agriculture protégée ni à renoncer à sa politique agricole autonome. Autre pierre d'achoppement : le dossier des transports, la Suisse s'obstinant à s'opposer au transit des camions de plus de 28 tonnes sur son territoire, alors qu'elle propose, en contrepartie, une nouvelle liaison ferroviaire transalpine.

En outre, avant de se rallier au programme européen de reconnaissance mutuelle des diplômes, la Suisse devrait d'abord arriver à une meilleure harmonisation chez elle ; il faudrait qu'un brevet d'avocat de Genève soit également valable à Lausanne et que l'équivalence des diplômes entre les cantons soit admise.

Evolution des mentalités

Le gouvernement ne saurait ignorer que la décision finale reviendra au peuple. C'est lui qui se prononcera, par référendum, pour ou contre l'adhésion de la Confédération à la CEE. Or le corps électoral a jusqu'ici systématiquement refusé l'introduction de la TVA, en vigueur chez les Douze, et le Conseil se souvient d'avoir été désemparé naguère, lorsqu'il avait tenté de faire entrer la Suisse aux Nations unies.

Si de farouches résistances subsistent, l'accroissement des événements pousse à une évolution des mentalités. Selon un récent sondage, 37,5 % des Suisses se montreraient favorables à l'adhésion dans un proche avenir, la proportion s'élevant à près de 50 % parmi les francophones.

Alors que leur pays se situe au cœur du continent, nombre de Suisses découvrent soudain que l'Europe est en train de se faire sans eux et commencent à craindre de devenir des Européens de seconde catégorie. Il suffit parfois de petits détails pour le leur rappeler. Le fait de suivre la file des non-Européens — et non celle des ressortissants de la Communauté — aux douanes des aéroports de la CEE en est un exemple.

Les Suisses voient aussi se multiplier les tracasseries pour s'installer dans la Communauté ou simplement pour y poursuivre leurs études. Menaces également de marginalisation culturelle, la Confédération risque de devenir un « grand Monaco ». Le passeport rouge à croix blanche n'excuse plus le même attrait, surtout parmi les jeunes, qui se sentent de plus en plus à l'étranger. Certains d'entre eux s'efforcent par tous les moyens d'obtenir une double nationalité, tandis que les enfants d'immigrés tendent de plus en plus à garder leur passeport d'origine.

« Une révolution silencieuse »

Même tardif, ce réveil est aussi perceptible au Parlement, où presque plus personne ne se laisse à rejeter catégoriquement l'éventualité d'une adhésion. Les organisations patronales plaident aussi en faveur d'une adaptation aux mutations en cours. D'ailleurs, comme les grandes banques, nombre d'entreprises helvétiques ont déjà des filiales dans les pays de la CEE, tandis que d'autres s'apprêtent à s'y implanter.

Le dernier carré des anti-Européens se réduit à l'alliance des écologistes et des nationalistes. « L'Europe des Douze nous donne des boutons », s'exclame M. Laurent Rebond, député écologiste de

Genève. Les Verts ne veulent pas d'un super-Etat-nation, truffé d'autoroutes et de chemins de fer express. Etant à la pointe de la lutte de la sauvegarde de l'environnement, la Suisse « perdrait son âme en se ralliant à cette Europe du capitalisme sauvage, fondé sur la croissance et la grandeur ».

A l'opposé, d'autres ne voient pas d'autre solution qu'une adhésion pure et simple pour éviter les risques de satellisation. L'un des plus fervents partisans de cette thèse est M. Guy Olivier Segond, ancien maire de Genève et député radical au Conseil national. A ses yeux, le processus est irréversible : « Ce n'est pas l'Europe qui dépend de la Suisse, c'est nous qui dépendons de l'Europe. La Suisse est un pays obsédé par la recherche de la sécurité et il semble qu'elle préfère être assurée de perdre que prendre le risque de gagner. A long terme, l'adhésion est inévitable et le maintien de la souveraineté helvétique, illusoire ».

Sans aller aussi loin, le président de la Confédération, M. Delamuraz, admet que son pays n'a guère d'autre choix que de se préparer à l'option de l'adhésion. En fait, pour certains politologues, la politique médiane du gouvernement constitue en soi « une révolution silencieuse » dans un pays qui aurait dû être une préfiguration de l'Europe mais qui est resté pris au piège de ses propres pesanteurs.

JEAN-CLAUDE BUIHRE

Le Monde
DES LIVRES

PUBLICATION JUDICIAIRE

Par arrêt de la Cour d'appel de Paris en date du 25 septembre 1989, il a été interdit aux organisateurs du spectacle de patinage artistique qui doit se dérouler au Palais des congrès à partir du 27 septembre 1989 de faire usage du terme « Bolchoï ».

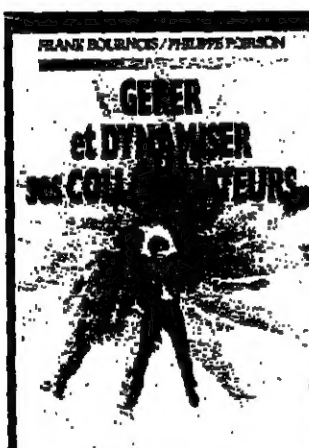
GUY SORMAN



420 pages
120 F

Une bibliothèque vivante. Véritable panorama des connaissances et des différentes interprétations de notre univers et de notre histoire à l'aube du troisième millénaire.

FAYARD



GÉRER ET DYNAMISER SES COLLABORATEURS

par F. Bourma et Ph. Poirson

248 pages 170 F

Les « vainqueurs » des années 90 seront les entreprises qui sauront le mieux gérer leurs ressources humaines, mobiliser les énergies et développer la créativité de leur personnel. Voici un ouvrage original qui allie les dimensions concrètes du terrain à la rigueur de pensée. Vous y trouverez des points de repères théoriques qui vous permettront de ne pas avoir tout à apprendre « sur le tas », ainsi que des conseils, illustrés par de nombreux exemples vécus.

EYROLLES

61, boulevard Saint-Germain,
75240 PARIS Cedex 05.
Tél (1) 46-34-21-99

Dans Télérama cette semaine

La télé publique contre-attaque.

Et si le temps était venu pour A2 et FR3 de mener cette révolution qu'on attend depuis (trop) longtemps ? Philippe Guillaume, le super PDG de la télé publique, et Eve Ruggieri, la nouvelle directrice des programmes d'A2 dévoilent cette semaine leurs projets dans Télérama. Dans le même numéro, Jacques Lévi explique comment depuis 2000 ans la Chine vit sous le même régime impérial. Gregory Peck raconte son dernier film, Alain Resnais commente les images de sa vie et Jean Delumeau évoque les Croisés de l'intolérance.



Télérama : l'intelligence des plaisirs.
Chaque mercredi chez votre marchand de journaux.

صحنه من الامل

12 La fuite de méthane à Chemery
— Des coupes dans le budget de la défense

13 Les revendications du personnel pénitentiaire
14 M. Hervé Bourges à la tête de la SOFIRAD

18 M. G.-F. Hirsch nommé à l'Opéra-Bastille
18 Championnats du monde de gymnastique.

Grâce à un test mis au point par le professeur Boué

Les deux tiers des cas de mongolisme pourraient être dépistés avant la naissance

Un test de dépistage indirect de la trisomie 21 a été mis au point par le professeur Boué (directeur de l'unité 73 de l'INSERM). Ce test, le « HT 21 Kit », qui sera prochainement commercialisé par la société Clonotec, pourrait permettre, s'il était proposé systématiquement aux femmes enceintes, de dépister environ deux tiers des cas de mongolisme avant la naissance.

La médecine prédictive ne cesse de progresser. Bénéficiant des avancées spectaculaires de la biologie moléculaire, elle a permis, grâce aux méthodes de diagnostic anténatal (amniocentèse, en particulier), de prédire la survenue d'anomalies génétiques. Ces techniques, qui concernent avant tout le dépistage des anomalies chromosomiques, sont de plus en plus perfectionnées : en 1980, 2 759 diagnostics chromosomiques prénatals ont été réalisés en France ; en 1987, ce chiffre est passé à 13 783.

Sachant que le risque d'une anomalie chromosomique (en particulier la trisomie 21) augmente avec l'âge de la mère, ces diagnostics sont, le plus souvent, réalisés sur des femmes dites à risques, parce qu'âgées de trente-cinq ans ou plus (en 1987, 12 114 amniocentèses ont été faites sur des femmes de cette classe d'âge). Cependant, bien que le nombre de diagnostics réalisés du fait de l'âge des femmes enceintes a été multiplié par six en sept ans, le taux de couverture de cette population à risques (les femmes âgées de trente-cinq ans ou plus) n'a été multiplié que par 3,7 en sept ans. En effet, pendant la même période, alors que le nombre total de naissances n'a subi que de faibles variations, le nombre de grossesses dans ce groupe à risques a considérablement augmenté, passant de 15 000 à 23 000 (soit de 1,87 à 3,06 % de l'ensemble des grossesses).

D'autre part, on commence à manquer, en France, à la fois d'infrastructures et, surtout, de médecins cytogénéticiens capables de faire un tel diagnostic. Dans de telles conditions, et parce que près des trois quarts des enfants atteints de trisomie 21 naissent d'une mère jeune, à peine un quart de ces anomalies chromosomiques sont diagnostiquées avant la naissance (on compte actuellement en France un nouveau-né trisomique 21 pour sept cents naissances).

Dès lors, quelles solutions trouver pour mieux dépister ce type d'anomalie (1) ? Abaisser l'âge limite de l'amniocentèse à trente-cinq ans ? On compte en France

24 000 naissances données par des femmes de trente-cinq ans et plus et 45 000 données par des femmes âgées de trente-cinq à trente-neuf ans, explique le professeur Boué. Sachant que, dans ce dernier groupe, la fréquence de la trisomie 21 est de l'ordre de 0,5 %, on est en droit de s'interroger sur la rentabilité d'une telle politique de dépistage. « Et, de toute manière, cela ne résoudrait pas le problème des femmes plus jeunes, de moins de trente-cinq ans, qui donnent naissance aux trois quarts des enfants mongoliens. »

L'échographie alors ? Pratiquée à vingt-deux semaines de grossesse, donc tardivement, elle permet, effectivement, de détecter de grosses anomalies. L'an dernier, 3 000 à 4 000 diagnostics anténatals ont été pratiqués du fait d'anomalies observées à l'échographie. Dans ce groupe, environ 15 % d'anomalies chromosomiques ont été ainsi retrouvées. Mais la plupart des trisomies 21 échappaient à ce type de dépistage.

L'idée de nombreux chercheurs fut alors de repérer une espèce de marqueur sanguin de la trisomie 21, facilement identifiable au moyen d'un simple test. En septembre 1986, le comité de rédaction de la revue *Prenatal Diagnosis* reçoit un article d'une équipe de chercheurs américains, dirigée par le docteur Mark Bogart (université de San Diego, Californie), qui affirmait avoir établi une corrélation entre le risque d'apparition d'une trisomie 21 et le taux sanguin d'une hormone, l'hCG. Plus le taux est élevé, écrit-il, plus le risque est grand. Aucune explication n'était donnée à ce qui apparaissait alors comme une simple coïncidence. L'article ne parut qu'en novembre 1987 et passa complètement inaperçu. Enfin, presque : dans son laboratoire du Centre international de l'enfance, le professeur Boué fut intrigué. Il décida de reproduire les travaux américains et, en février 1988, il lui parut évident que le docteur Bogart disait vrai.

Restait alors à trouver une explication au phénomène et à mettre au point un test fiable et facile à réaliser. Pour ce qui est de l'explication, le professeur Boué apporte un début de réponse : grâce à ses travaux sur les anomalies chromosomiques, observées à la suite d'avortements, il avait pu montrer que, sur environ huit trisomies 21 conçues, une seule va à terme. Plus encore, il avait observé anatomiquement que les embryons trisomiques 21 qui avaient avorté n'avaient pas de lésions létales. En revanche, il existait un important retard de croissance du placenta, pouvant être responsable de l'avortement spontané, de fait d'une insuffisance de sécrétions hormonales d'origine placentaire. « Les trisomies 21 allées à terme, ajoute le professeur Boué, béné-

Un marqueur d'infirmités

ficiant donc de conditions physiologiques expliquant le maintien de la grossesse et le taux élevé de hCG dans ces grossesses pourrait jouer un rôle. »

Quant au test, le professeur Boué l'a mis au point en collaboration avec la firme française Clonotec. De type Elisa et baptisé « HT 21 Kit », il est extrêmement sensible. Il doit être réalisé lors de la quinzième ou seizième semaine d'aménorrhée (retard de règles). Différentes études ont confirmé sa fiabilité (2). « Le principe de ce dépistage, explique le professeur Boué, est la sélection d'un groupe de grossesses à risque accru de trisomie 21. Ce risque est déterminé par le taux d'hCG justifiant une analyse chromosomique des cellules fœtales obtenues par amniocentèse, réalisée à seize-dix-sept semaines d'aménorrhée. En ne considérant que les 5 % de femmes ayant les taux hCG les plus élevés, on arriverait à ne sélectionner que des femmes ayant un risque équivalent à celui d'une grossesse chez une femme de quarante ans. Si l'on considérait, non plus 5 %, mais 30 % des femmes ayant les taux de hCG les plus élevés, on arriverait à dépister, grâce à une amniocentèse ultérieure, 100 % des trisomies 21. »

On n'est pas là, et sans doute faudra-t-il se contenter, dans un premier temps, d'un test systématique pour toutes les femmes enceintes et d'une amniocentèse pour les 5 % ayant les taux de hCG les plus élevés. « Avec une telle méthode, affirme le professeur Boué, environ deux tiers des trisomies 21 seront dépistées in-utero ». Un problème, pour l'instant, n'est pas réglé : celui des faux positifs, extrêmement nombreux avec ce test. Dans ces conditions, il serait abusif de parler de la découverte d'un marqueur de la trisomie 21.

Peu onéreux (on parle de 25 francs), ce test devrait, à terme, induire un doublement du nombre d'amniocentèses pratiquées en France. Le jeu en vaut sans doute la chandelle. A condition cependant que les infrastructures soient suffisantes et qu'il y ait assez de cytogénéticiens pour les faire.

FRANCK NOUCH

(1) Pour plus d'information, on pourra se reporter à l'ouvrage *Médecine prénatale. Biologie clinique du fœtus*, réalisé sous la direction du professeur Boué. Éditions Flammarion, 300 F.
(2) Ces résultats feront l'objet d'une publication du professeur Boué et du docteur Françoise Muller, à paraître dans la revue *Prenatal Diagnosis*.

Des examens sans tarif

Les progrès de la recherche sont une chose ; leur mise en pratique en est une autre. Le 22 avril 1988, le *Journal officiel* publiait un arrêté et une circulaire concernant la réglementation de la pratique des diagnostics anténatals. Ces actes (que la Caisse nationale d'assurance-maladie prend en charge à 100 %), devaient, selon ces textes, être réservés à des laboratoires figurant sur une liste dressée par le ministère de la santé, après avoir obtenu l'agrément de la commission permanente de biologie médicale.

La liste des laboratoires agréés vient d'arriver sur le bureau de M. Evén, le ministre de la santé, qui ne devrait plus tarder à la rendre publique. Mais rien n'est fixé en ce qui concerne la nomen-

clature de ces actes diagnostics, on leur laisse leurs coûts. Seul le principe de leur cotation serait acquis.

Verra-t-on, dans ces conditions, des laboratoires autorisés à effectuer des examens dont ils ne connaissent pas le prix ? Le système aujourd'hui en vigueur — c'est le Fonds national de prévention qui, par l'intermédiaire d'une association qu'il subventionne, le finance — pourra difficilement faire face à la demande de plus en plus importante de diagnostics anténatals. D'autant que, faute de perspectives suffisamment attractives, trop peu de médecins se destinent à une carrière de cytogénéticiens.

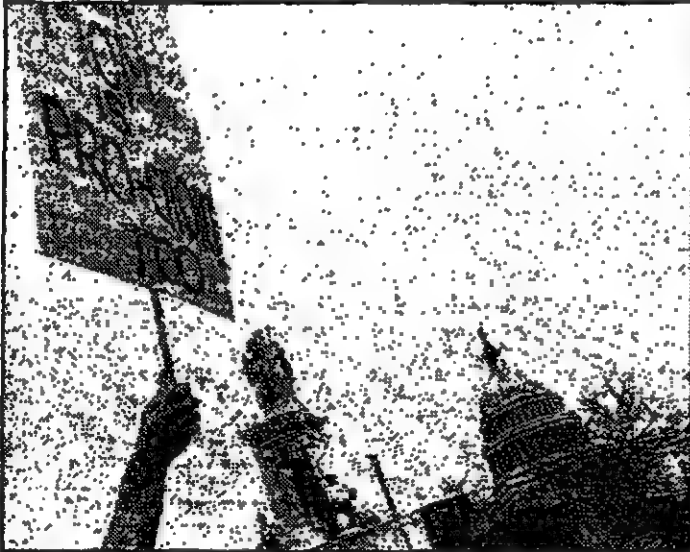
F. N.

Avec l'attribution du prix Lasker au professeur Baulieu

La pilule abortive obtient une reconnaissance internationale

Le prix Albert Lasker de médecine 1989, considéré comme la récompense la plus prestigieuse après le prix Nobel, a été décerné, mercredi 27 septembre, à New-York, dans le domaine clinique, au professeur Etienne-Emile Baulieu, chef du service de biochimie hormonale de l'hôpital Bicêtre (Val-de-Marne), qui a obtenu ce prix de 15 000 dollars pour ses recherches sur le contrôle de la fertilité et le développement du RU 486, la pilule abortive.

Le groupe pharmaceutique Roussel-Uclaf peut être satisfait. Moins d'un an après avoir envisagé de renoncer à la distribution du RU 486 et avant même sa commercialisation qui doit intervenir dans les prochains jours (1), la pilule abortive a indéniablement le vent en poupe. En France, où 30 000 femmes y ont déjà eu recours, le RU 486 est actuellement utilisé dans 30 % des interruptions volontaires de grossesse.



Aux Etats-Unis, où le produit n'est pas distribué, il n'en est pas moins célèbre.

C'est un destin peu banal que celui de cette molécule, synthétisée dans les années 80 par un groupe de chimistes de Roussel-Uclaf travaillant sous la direction du professeur Baulieu.

Un biochimiste très médiatique

Lorsque, tout jeune docteur en médecine, Etienne-Emile Baulieu se lance dans des études de biochimie, il ne se doute pas que sa double formation le mènera, quelque quarante ans plus tard, dans le club très fermé des lauréats du prix Lasker. Ni qu'il deviendra à vingt-neuf ans le plus jeune Français agrégé de biochimie. Ce sont pourtant ces deux spécialités qui le conduiront à découvrir en 1959 l'existence d'hormones stéroïdes solubles dans l'eau, puis, dans les années 60 à isoler le récepteur de la progestérone, l'hormone clé de la grossesse, découverte qui ouvre la voie à la mise au point du RU 486.

Son passé de militant communiste lui ferme un temps les frontières des Etats-Unis, mais c'est véritablement sa rencontre à Boston avec Gregory Pincus, le père de la « pilule », qui orien-



Gregory Pincus

tera, au début des années 60, le chercheur français vers le domaine de la contraception.

C'est le même Pincus qui introduira Etienne-Emile Baulieu à l'Organisation mondiale de la santé où il siègera au comité de la contraception. Nommé en 1969 directeur de l'unité 33 de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), spécialisée dans l'étude des communications hormonales, le professeur Baulieu est alors l'un des premiers universitaires à collaborer avec l'industrie pharmaceutique.

A soixante-trois ans, ce chercheur dont tous les pairs s'accordent à reconnaître l'influence et le brio, a par ailleurs de solides ennemis. Ses positions tranchées et son rôle dans le débat sur l'avortement, allié à un talent médiatique certain, lui ont valu la haine des militants pro-vie et quelques innombrables ténacés dans les milieux scientifiques.

B. B.

Roussel-Uclaf, était retiré de la distribution puis remis en circulation quarante-huit heures plus tard. La décision de Roussel-Uclaf était alors, on le sait aujourd'hui, à des menaces de boycottage émanant d'adversaires de l'avortement, notamment sur le marché américain des produits Hoechst, société qui détient la majorité du capital de Roussel-Uclaf. Ces menaces semblaient avoir eu d'autant plus d'effet que la commercialisation d'un produit abortif se heurtait à de vives oppositions au sein même du directeur de Hoechst.

L'antichambre du Nobel

La pilule abortive s'est imposée cette année comme une alternative médicamenteuse à l'aspiration, la technique chirurgicale habituellement utilisée pour les interruptions volontaires de grossesse.

Médecinalement, son principe est simple : il s'agit d'une anti-hormone qui s'oppose à l'action de la progestérone, hormone indispensable au développement et au maintien de la grossesse. Associé à des progestatifs, qui stimulent les contractions de l'utérus, le RU 486 (ou mifépristone) déclenche chez les femmes enceintes de moins de sept semaines l'expulsion de l'œuf avec un taux d'efficacité qui atteint 96 %.

En pratique, en dépit d'un délai relativement court, des limites imposées par la loi de 1975 et par un circuit de distribution très contrôlé, mis en place en janvier 1989, le RU 486 peut effectivement être considéré comme une étape vers la simplification de l'avortement. Mieux encore, explique le professeur Baulieu dans un article paru dans le magazine hebdomadaire américain *Science* (daté 22 septembre 1989), « le RU 486 et le débat public dont il fait l'objet pourraient amener de nombreuses femmes à mieux comprendre le processus complexe de la conception. Quant au médicament proprement dit, il pourrait constituer pour les femmes une possibilité supplémentaire de contrôler et de prendre en charge leur propre fertilité ». De telles thèses ne peuvent évidemment que heurter les adversaires de l'avortement.

Le RU 486 est aussi le symbole d'une victoire politique contre les

liges anti-avortement. Aux Etats-Unis où la limitation de la liberté de l'avortement fut l'un des thèmes de la campagne électorale du président Bush la Cour Suprême vient de restreindre la liberté de l'interruption volontaire de grossesse (le *Monde* du 5 juillet).

Peu connu du public français, mais très convoité par les scientifiques, le prix Lasker est considéré comme l'antichambre du prix Nobel. Il semble donc que l'élite scientifique américaine ait voulu, quelques semaines à peine après l'arrêt de la Cour suprême, exprimer sa position libérale en matière d'avortement. Un choix particulièrement audacieux si l'on considère que la découverte du RU 486 est relativement récente et que le recul dont disposent les scientifiques avec cette molécule est encore limité.

Chez Roussel-Uclaf, on ne s'attendait pas à obtenir avant cinq ans l'approbation de la Food and Drug Administration qui ouvrirait au RU 486 les portes du marché américain. Certains scientifiques espèrent

peut-être, avec le prix Lasker, accélérer le processus d'autorisation du produit aux Etats-Unis.

BÉATRICE BANTMAN

(1) En attendant l'attribution d'un prix de vente par le ministère de la santé, le RU 486 est actuellement distribué gratuitement aux centres d'orthographe qui en font la demande aux laboratoires Roussel-Uclaf.

Les autres lauréats

Le prix Lasker a également été décerné aux professeurs Michael Berridge (département de zoologie, université de Cambridge, Grande-Bretagne), Alfred Gilman (département de pharmacologie, université du Texas), Edwin Krebs (département de pharmacologie, Howard Hughes Medical Institute, Seattle, Etat de Washington) et Yasutomi Nishizuka (département de biochimie, Kobe University, Japon) pour la recherche fondamentale.

Le Monde

NUMERO HORS-SERIE

40 ANS
DE CHINE
POPULAIRE

48 PAGES - 28 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

SOCIÉTÉ

L'incident dans la plus grande réserve d'Europe

Cinq millions de mètres cubes de méthane se sont échappés du réservoir de Chémery

La fuite de gaz continuait mercredi matin 27 septembre à Chémery (Loir-et-Cher). Elle avait commencé lundi 25 septembre au cours d'une opération de maintenance. Les spécialistes de Gaz de France et M. Joe Bowden le « consultant » américain habituel de GDF, ont commencé le 28 septembre vers 13 heures des travaux dont ils espèrent qu'ils permettraient de colmater la fuite dans la journée du 27 septembre.

BLOIS

de notre correspondant

A 2 kilomètres de distance le site-fleuve strident vrille déjà les tympans. A 200 mètres, une fois franchis les barrages dressés par la gendarmerie, le port du casque antibruit devient obligatoire. Les jumelles également pour discerner le bout de tuyau dérisoire par lequel le plus grand réservoir souterrain de gaz d'Europe se vide comme une bouteille de champagne. Au rythme de plus de 100 000 mètres cubes de gaz éjectés à l'heure, il faudrait tout de même plusieurs années pour que cette fuite vienne à bout des cinq

milliards et demi de mètres cubes de méthane entassés dans un antillan au sous-sol à 1 000 mètres de profondeur.

Depuis le lundi 25 septembre à 11 heures la réserve « artificielle » de gaz de Chémery (Loir-et-Cher) connaît son premier incident grave. C'est en France la seconde fois qu'un phénomène de ce type se produit sur l'un des treize réservoirs de stockage souterrains du territoire national (la première fuite avait eu lieu il y a plus de trente ans). Le sort a voulu que le plus important d'entre eux qui s'étend sur une trentaine de kilomètres carrés dans une couche aquifère du sous-sol, soit le siège de

l'incident actuel. Le plus grand réservoir d'Europe était justement en phase de remplissage en prévision de la distribution nécessaire pendant l'hiver.

« Le mode opératoire n'est pas en cause », affirme M. Eric Daudreuil, chef d'exploitation de Chémery, ainsi que M. Paul Blondeau, chef du groupe gazier transport Ouest. Les deux agents qui travaillaient lundi matin sur le puits d'exploitation numéro 13 procédaient effectivement à une opération de routine. Il s'agissait de remplacer la crépine, sorte de filtre métallique situé à l'extrémité intérieure du tuyau qui permet d'injecter ou de soulever du gaz. Mais pour extraire cette fameuse crépine, il faut enlever la vanne de sécurité. Et pour contenir la formidable pression du gaz (150 bars), une boue de densité élevée est injectée dans le forage le temps de procéder à l'opération. Une intervention ordinaire.

Les risques d'inflammation — et non d'explosion — existent bien en revanche. De sévères mesures de sécurité ont été prises : accès boudés par la gendarmerie, lances d'incendie en batterie, ambulances, SAMU et hôpital de campagne. Le survol aérien du site sur l'axe Châteauneuf-Blois a été interdit car la concentration de méthane au-dessus du puits est suffisante à basse altitude pour éventuellement s'enflammer.

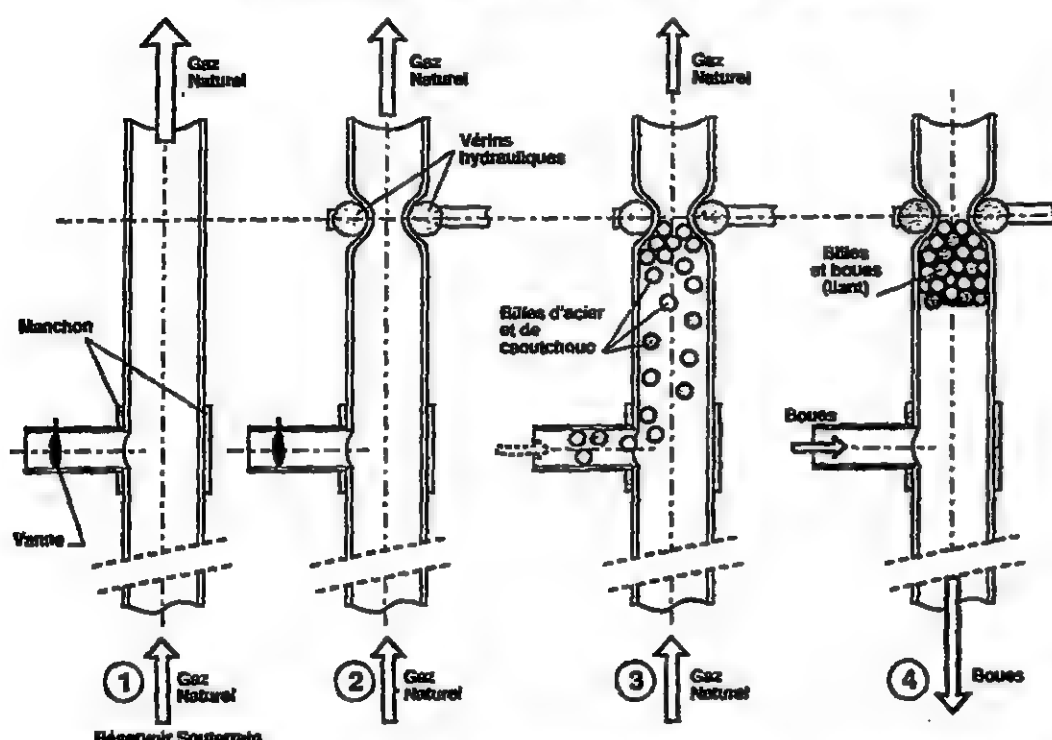
Au pied du derrick, en revanche, le danger d'inflammation est pratiquement nul. C'est même la cigarette aux lèvres que M. Joe Bowden, le spécialiste américain des incidents sur derricks pétroliers, préparait le matériel d'intervention mardi matin dans un hangar voisin.

Ancien lieutenant de Red Adair, le fameux « pompier volant » américain, Joe Bowden était arrivé dans la nuit à l'appel de GDF, qui a signé il y a quelques années un contrat permanent pour ce type d'opération délicats avec la firme texane Wild Well Corporation.

Après quarante-huit heures « d'échappement libre » ce sont près de 5 millions de mètres cubes de gaz qui se sont envolés dans l'atmosphère. Une perte de l'ordre de 2,5 millions de tonnes.

BRUNO GOUPILLE

La technique de neutralisation de la fuite



1. Puits en éruption, mise en place par taraudage du tube de manœuvre et d'un branchement latéral muni d'une vanne en position fermée. 2. Mise en place de vérins hydrauliques pour pincer le tube de manœuvre. 3. Injection de billes d'acier et de caoutchouc et de boues pour le branchement latéral. Diminution du débit de gaz naturel. 4. Injection de boues de densité adaptée par le branchement latéral. Contrôle de l'éruption. Puits neutralisé.

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.E. : prix moyen du repas - J.-H. : concert jusqu'à 1 heure

DINERS

RIVE DROITE

JOHN JAMESON 10, rue des Capucines, 2^e 40-15-00-30/40-15-08-08 T.L.J. Au 1^{er} ét., le premier restaurant de Paris, déj., dîner, spécial. de saison finées et primes d'été, menu dégust. à 95 F net. Au 2^e ét. ch. KITT O'SHEAS : « Le vrai pub irlandais », ambiance à la fois exotique et musicale. Le plus gr. choix de whiskys du monde. Jusqu'à 2 h du mat.

LE SARLADAIS F. sam. midi et dim. 2, rue de Vienne, 8^e 45-22-23-62 Déj., dîner, 22 h CASSOLET, CONFIT, FOIE GRAS, cèpes, moules. Dîner PÉRIGORDIN : 130 F a.c. avec spécialités. Carte 200-250 F. OUV. SAM. SOIR.

AU PETIT RACÉE 47-70-68-68/47-70-36-50 F. dim. Dîner 180 F. Soirée particulière : dîner d'été et fruits de mer toute l'année. 25, rue La Fayette, 9^e

LE RELAIS DE L'ÉPIQUEUR Brasseur d'été 47-00-44-10 T.L.J. jusqu'à 1 heure du matin. Entrées et fruits de mer toute l'année. 6, place de la République, 11^e

BRASSERIE LUNEAU 5, rue de Lyon, 12^e 43-43-90-85 A dîner pas de la part de Lyon. Accueil tous les jours de 11 h à 1 h du matin. De succulentes CHOUCROUTES ALSACIENNES et une CUISINE TRADITIONNELLE. Menu 130 F TTC + carte.

CLOSERIE SARLADAISE 94, bd Diderot, 12^e 43-46-58-07 T.L.J. Dîner 180 F. Soirée particulière : dîner d'été et fruits de mer toute l'année. 6, place de la République, 11^e

YVONNE F. ven. soir et sam. 13, rue de Basse, 16^e 47-20-98-15 Vieille Cuisine de Tradition. Spéc. de POISSONS, Huîtres et Ombres au saumon. Foie gras frais, confit de canard. Carte 250/300 F. Diplômé Club P. Montargis. Ouvert dim.

LE GOURMAND CANINE 43-30-01-41 6, pl. Maréchal-Léon, 17^e (pl. Pénitence) Cuisine traditionnelle française personnalisée, menu bourgeois 195 F. Soirée particulière de 8 à 45 personnes. Tous les jours sauf samedi midi et dimanche.

RIVE GAUCHE

RESTAURANT THOUVENOT 47-05-49-75 79, rue Saint-Dominique, 7^e Spécialités de confit de canard et de cassolette au confit de canard. Service jusqu'à 22 h 30. OUVERT TOUTS LES JOURS, Y COMPRIS LE DIMANCHE.

SOUPERS APRÈS MINUIT

LA TOUR D'ARGENT

HUITRES TOUTE L'ANNÉE POISSONS DU MARCHÉ Plats traditionnels - Vins à découvrir. Dîner : « Brasserie de L'An » T.L.J. de 11 h 30 à 2 heures du matin. 6, place de la Bastille, 43-42-90-32.

DES RESTAURANTS OUVERTS 24 heures sur 24

CONGRÈS MAILLOT

Porte Maillet : 80, av. de la Grande-Armée HUITRES, COQUILLAGES toute l'année POISSONS, VIANDES à l'assaisonné 45-74-17-24 - Ouvert T.L.J.

DÉFENSE

L'armée de terre abandonne son programme de défense antiaérienne de la force d'action rapide

Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a décidé d'abandonner le programme Santal, de défense antiaérienne mobile contre des avions ou des hélicoptères attaquant à basse altitude. Cette décision a été prise en accord avec l'état-major de l'armée de terre, qui prévoyait de commander quatre-vingt-dix à cent pièces de tir et deux mille cinq cents missiles pour les besoins de la protection antiaérienne de la Force d'action rapide (FAR).

Ce sont des raisons d'économie budgétaire qui sont à l'origine de l'abandon du programme Santal. L'état-major de l'armée de terre étudie actuellement comment organiser à moindre frais la protection antiaérienne de ses unités.

Conçu pour la défense antiaérienne à très courte portée (environ 3 kilomètres) face aux menaces d'avions de combat subsoniques (à une altitude inférieure à 2 000 mètres) ou d'hélicoptères armés à très basse altitude, le système était principalement composé de six missiles sol-air Mistral montés sur des blindés légers du type ERC Sagné de Panhard ou VAB de Renault. La source humaine était couverte par un radar Rodéo 2 de la société Electronique Serge Dassault, qui détecte l'agression et désigne l'objectif aux mis-

siles conçus sous la maîtrise d'œuvre industrielle du groupe Matra. L'avantage du système est également de permettre, à partir de ce véhicule, de donner des ordres à des équipes mobiles de tir, puisque le missile Mistral peut être lancé, de façon autonome, par deux hommes porteurs d'un poste de tir sur trépied et de la munition correspondante. Dans ce cas, le Mistral fonctionne comme le missile Stinger que les Américains avaient fourni aux maquisards afghans pour lutter, avec le succès que l'on sait, contre l'aviation soviétique.

Après l'abandon du programme Santal, l'état-major recherche des solutions de substitution pour la défense antiaérienne de la FAR. Il pourrait s'agir d'établir un réseau maillé qui coordonne les tirs à partir d'une camionnette portant un radar et domine ses informations à six pièces.

De leur côté, les industriels concernés pourraient proposer de monter le radar Samantha de Thomson-CSF sur des véhicules Peugeot J4 ou sur des véhicules blindés légers VBL de Panhard porteurs d'un affût léger de deux missiles Mistral. Ce nouveau système, dit Albi, serait conçu pour les besoins de l'armée de terre française. A l'exportation, ces mêmes industriels continueraient de proposer le système Santal, dont ils sont sur le point d'achever le développement. Le nouveau système Santal serait monté sur des véhicules blindés de construction nationale dans le pays client.

RELIGIONS

Evêque de Grenoble

Mgr Matagrin prend une retraite anticipée

Evêque de Grenoble et figure marquante de la hiérarchie catholique depuis vingt ans, Mgr Gabriel Matagrin, soixante-dix ans, a démissionné sans attendre l'âge prévu par le droit canon (soixante-quinze ans). Il veut ainsi laisser à son successeur, Mgr Louis Dufaux, nommé mardi 26 septembre par le

pape, la liberté d'appliquer les conclusions du synode diocésain qui est sur le point de s'achever. Mgr Dufaux était déjà coadjuteur (Le Monde du 11 mars 1988).

Il se leve toujours au milieu de la nuit et, jusqu'à 9 heures, il lit et écrit. « C'est le seul moment où un évêque peut travailler », confie-t-il. Travail intellectuel, s'entend. Esprit vif, curieux de tout, passionné par le mouvement des idées, Mgr Matagrin a longtemps été la tête chercheuse d'un épiscopat toujours menacé par les tâches d'urgence et l'analyse superficielle des événements.

Il a participé à trois sessions du concile Vatican II (1962-1965). Son action d'évêque auxiliaire de Lyon, puis, à partir de 1969, d'évêque de Grenoble, restera définitivement marquée par cette ouverture de l'Eglise au « monde de ce temps ». Dans les années soixantes de l'après-concile, il sera perçu comme l'un des évêques les plus avancés, devenant même la tête noire des traditionalistes.

C'est à partir de 1970, comme président de la Commission sociale de l'épiscopat, que Mgr Matagrin donne toute sa mesure. Son œuvre majeure est la déclaration « Eglise, politique et foi. Pour une pratique chrétienne de la politique », qu'il fait adopter en octobre 1972 par l'Assemblée plénière de l'épiscopat à Lourdes. Ce texte tourne une page des rapports de l'Eglise de France avec la politique. Pour la première fois, il reconnaît le pluralisme des options politiques — engagement militant et vote — des chrétiens.

En vice-président de la Conférence épiscopale en 1975, Mgr Matagrin est frappé dès l'année suivante par une maladie qui freine son action. Il continue pourtant d'apporter à l'épiscopat sa compétence sur les questions économiques et politiques. C'est une moraliste de la vie sociale, plus qu'un doctrinaire.

« Un monde s'effondrait quand le concile a commencé. Un autre monde commençait quand le concile s'achevait », a l'habitude de dire l'évêque de Grenoble, dont la fidélité au pape n'empêche pas la liberté d'analyse et l'exigence intellectuelle. Et s'il s'inspire parfois des distances prises par l'Eglise de Jean-Paul II avec le concile, il ne le cite pas, comme certains, sur les toits.

H.T.

REPÈRES

AIDE HUMANITAIRE Des concerts pour les « Restos du cœur »

Pour la cinquième année consécutive, les « Restos du cœur » préparent leur campagne d'hiver d'aide alimentaire aux plus démunis. Cinq grands noms de la variété Jean-Jacques Goldman, Johnny Hallyday, Véronique Sanson, Michel Sardou et Eddy Mitchell ont décidé de participer ensemble à une « tournée d'enfants » du 8 au 14 novembre, à Paris (le 13 au Zénith) et en province, et de reverser les bénéfices aux « Restos du cœur ». Fondés par Coluche, ces derniers ont distribué 25 millions de repas-repas au cours de l'hiver 1988-1989 et secouru 376 000 personnes.

ENVIRONNEMENT

Un programme de recherches sur les « boues brunes » de l'Adriatique

Un programme international de recherches a été lancé pour déterminer les causes de la pollution des rives de l'Adriatique par une « boue brune » composée d'algues microscopiques, a annoncé le ministre italien de la mer, pêche et tourisme. Des chercheurs italiens, français, espagnols et ouest-allemands participeront à cette étude, financée à 50 % par la CEE, qui débutera dès octobre prochain et durera trois ans. Les avis des scientifiques divergent sur les origines de cette pollution catastrophique pour le tourisme local. Certains incriminent les effluents industriels et agricoles apportés par les eaux du Pô, d'autres estiment qu'il s'agit d'un phénomène naturel causé par le temps exceptionnellement chaud

CIVISME Des bus pour aller aux urnes

Cinq associations viennent de se regrouper pour lancer l'opération « zéro en politique » dans l'intention de « réconcilier le citoyen avec la politique ». France Plus, Le club Forum, Objectif Tolérance, Plus jamais ça et le Club Citoyenneté et Intégration, ont demandé à plusieurs municipalités de permettre chacune un « bus civique » qui aura pour mission d'encourager les jeunes à s'inscrire sur les listes électorales. Nice, Dreux et Marseille ont déjà répondu favorablement à cette initiative qui débutera le 15 octobre. Tous les « bus civiques » se rassembleront à Paris le 15 mars 1990 pour la remise du Trophée du civisme à la ville qui aura augmenté le plus le nombre des inscrits sur ses listes électorales en proportion de ses habitants.

IMMIGRATION La loi Joxe réexaminée

M. Harlem Désir, qui a été reçu mardi 26 septembre par le ministre de l'Intérieur, a déclaré, à l'issue de cette rencontre : « M. Pierre Joxe n'a pas voulu réintroduire l'article 10 de sa loi sur les étrangers dans le prochain débat parlementaire ». Selon le président de SOS-Racisme, l'objectif serait de rétablir « la notion de recours suspensif », mais « devant une juridiction autre que judiciaire ». En juillet dernier, l'article 10, qui prévoyait une possibilité de recours devant les tribunaux judiciaires — et non administratifs — contre les arrêtés préfectoraux de reconduite à la frontière, avait été rejeté par le Conseil constitutionnel.

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Le mouvement revendicatif des personnels pénitentiaires

M. Arpaillange va recevoir « collectivement » les syndicats de surveillants de prison

Lors d'une visite, le 26 septembre, à Montpellier, au cours de laquelle il a été pris à partie par des fonctionnaires de justice, M. Pierre Arpaillange a annoncé qu'il était prêt à recevoir « collectivement » les syndicats des personnels pénitentiaires le lundi 2 octobre. Malgré cette ouverture, qu'elle juge « tardive », l'intersyndicale a maintenu son mot d'ordre pour un mouvement de revendications illimité à partir du 27 septembre — le troisième en un an — qui vise à « paralyser l'appareil judiciaire ». Dans certains établissements pénitentiaires, comme à Rennes (lire ci-dessous), la base a parfois anticipé en commençant, dès les 25 et 26 septembre, à manifester son mécontentement par le blocage des extractions ou l'organisation d'une grève du zèle.

Dans un communiqué diffusé mardi par la chancellerie, M. Arpaillange, après avoir rappelé que les personnels de surveillance de l'administration pénitentiaire ont transmis au ministère, « à compter du 13 septembre, une série de revendications », « confirme sa volonté de discussion avec l'ensemble de leurs organisations syndicales. Il invite à cet effet celles-ci à le rencontrer, à la chancellerie, lundi 2 octobre à 10 heures, en vue d'examiner l'objet de ces revendications. Conformément au souhait des syndicats, ajoute le communiqué, le ministre les recevra collectivement et rappelle à cet égard qu'il n'a jamais refusé le dialogue avec quelque organisation que ce soit ».



Les syndicats ont pris connaissance de l'invitation du ministre en écoutant la radio et en recevant, dans l'après-midi de mardi, par porteur spécial, une copie du communiqué. Alors que, depuis dix jours, ils demandent à être reçus ensemble par le garde des sceaux, et non syndicat par syndicat, ils obtiennent partiellement satisfaction. Mais le mouvement n'en a pas, pour autant, été suspendu. Les syndicats estiment cette ouverture de dernière minute (le coup d'envoi du mouvement était prévu depuis la veille pour le 27), « tardive et inégale ».

Dans certains établissements, la base avait même anticipé : dès le lundi 25 septembre à Rennes, les surveillants avaient commencé à bloquer les extractions et, le 26, les forces de l'ordre ont dû intervenir. À l'hôpital des prisons de France, à Lyon, Dijon, Grenoble, Poissy, le mouvement avait déjà commencé.

Dans la soirée du 26, de nombreuses réunions ont eu lieu dans les prisons, les surveillants souhaitant définir eux-mêmes localement la forme que prendrait cette protes-

tation : blocus total des entrées et des sorties (mais pas d'entraves aux libérations de détenus) ; interruption des parloirs avec les familles ; grève du zèle ; occupation des locaux ; manifestations à l'extérieur ; sit-in dans les palais de justice... Les modalités se décident au coup par coup et l'on ne devait connaître l'ampleur du mouvement que dans le courant de la journée de mercredi.

L'insécurité des chefs d'établissement

Les chefs d'établissement sont inquiets, car ils n'ont pas reçu d'autres consignes du ministère que celles, renouvelées, qui leur avaient été transmises au mois de février dernier : informer le parquet de leur ressort du blocage de l'établissement ; le parquet devant alors requérir, s'il le juge nécessaire, le concours des forces de l'ordre pour dégager les accès des prisons. On se rappelle les images de rodéo autour, par exemple, de Clermont-Mérignac, où les gendarmes, dégageant la voie menant à l'établissement à coups de grenades

larmyogènes pour y faire pénétrer les cars transportant les détenus.

« On ne sera aucune stratégie de la part de la chancellerie, se plaignent les directeurs d'une importante maison d'arrêt. Je vais me trouver dans la cour de ma prison avec des types qui refusent de bouger, et qu'est-ce que je fais ? J'ai l'air d'un con, c'est tout. » Démobilisés, lassés du rôle de tampon qu'ils ont joué entre les surveillants et le ministère, les directeurs, qui avaient tenté de mettre de l'huile dans les rouages, se sentent, pour beaucoup, « lâchés ». « Annoncez la veille du mouvement qu'on accepte de se plier au souhait des syndicats ; accepter de les recevoir ensemble, c'est irresponsable lorsqu'on fixe le rendez-vous cinq jours plus tard. C'est cinq jours de trop. Entre-temps, que se passera-t-il si les surveillants bloquent les parloirs avec les familles ? Les détenus ne pourront pas ne pas réagir. »

Certains syndicats, en particulier la CGT et la CFDT — cette dernière a rejoint le mouvement — sont hostiles à ce que les surveillants s'en prennent à la population pénale : pas uniquement pour des raisons de commodité, mais aussi pour des raisons morales, car ils estiment que les détenus ne doivent pas être utilisés pour faire monter la pression et ne doivent pas servir d'otages. Seront-ils entendus ? Ce n'est pas sûr.

L'exemple des gendarmes et celui des policiers échauffent les esprits : « Eux, au moins, ont des ministres qui se débrouillent. Arpaillange a du souci à se faire », dit ce responsable pénitentiaire. On a beau, au cabinet du garde des sceaux, afficher une certaine sérénité et réaffirmer que la ligne, c'est « l'ouverture, le dialogue, les discussions autour de tous les problèmes », les jours à venir vont être décisifs.

AGATHE LOGEART

Premières escarmouches à la maison d'arrêt de Rennes

RENNES
de notre correspondant

C'est avec quarante-huit heures d'avance sur le mot d'ordre national lancé par l'intersyndicale que les surveillants de la maison d'arrêt de Rennes (320 détenus) ont commencé, lundi 25 septembre, à 7 heures, un mouvement revendicatif. La décision avait été prise lors d'une assemblée générale réunie le 19 septembre à l'appel des trois syndicats représentés à Rennes (CGT, FO, SNAPP). « L'ultimatum adressé au garde des sceaux le 7 septembre pour obtenir l'ouverture de négociations expirait le 25. Nous ne voyons pas pourquoi il aurait fallu reporter l'action de deux jours », souligne Jean-Paul Hulin, responsable régional CGT, selon qui le mouvement est suivi par 80 % des 24 surveillants de la prison Jacques-Cartier.

A Marseille

M. Tapie condamné pour diffamation envers M. Gaudin

La 8^e chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Marseille a condamné, le 26 septembre, M. Bernard Tapie, pour diffamation envers M. Jean-Claude Gaudin, à une amende de 10 000 F. M. Tapie devra verser, en outre, 30 000 F de dommages et intérêts à M. Gaudin et faire publier le jugement dans trois quotidiens et un hebdomadaire.

L'affaire remonte aux dernières élections municipales. M. Tapie avait tenu des propos considérés comme déshonorants sur le candidat de la droite à la mairie de Marseille dans une interview accordée à l'événement du jeudi. M. Tapie mettait en doute la capacité de M. Gaudin à gérer la mairie et imaginait Marseille en « capitale de la drogue et du chômage ». Dans des termes très violents, il avait mis en cause le financement de la campagne de M. Gaudin.

Un piquet composé d'une quinzaine de surveillants en repos bloque l'entrée de la maison d'arrêt et interdit les entrées comme les extractions. Les portes s'ouvrent seulement pour le médecin, les avocats, les détenus libérés ou ceux dont l'état de santé nécessite une hospitalisation.

Mardi, en début d'après-midi, les policiers de la section d'intervention de la sûreté urbaine sont intervenus pour permettre l'extraction de huit détenus. Il s'en est suivi une petite bousculade, « mais juste pour la forme. Il n'est pas question de nous battre avec les gardiens de la paix », assure un gardien de prison.

Aux revendications avancées à l'échelon national s'ajoute, à Rennes, celle relative au paiement des heures supplémentaires effectuées ces derniers jours en moyenne par agent en mois d'août) et pour lesquelles les crédits sont épuisés.

CHRISTIAN TUAL

Vienne vous fait une scène D'HIVER

A présent le journal de Vienne est diffusé chez vous. Gratuitement. Pour que rien ne vous échappe. Que ce soit musique et théâtre, comédie musicale et exposition, shopping et cafés. Retirez le journal de Vienne auprès d'Austrian Airlines et à l'Office National Autrichien du Tourisme, 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris ou téléphonez tout simplement au (1) 47427857. Vienne ne laissera cet hiver personne indifférent. Servus, Bienvenue en Autriche!



TERRORISME

En attendant des examens approfondis

Aucune preuve de la présence de SEMTEX dans les débris du DC-10 d'UTA

Aucune preuve formelle de l'existence de SEMTEX dans l'engin explosif qui a détruit le DC-10 de la compagnie UTA n'a pour le moment été constatée par les enquêteurs chargés de procéder aux investigations sur les débris de l'appareil. Si des prélèvements et des expérimentations rapides ont bien été faits, sur les lieux mêmes de la catastrophe, par les enquêteurs du laboratoire central de la préfecture de police, rien ne permet pour le moment, indique-t-on dans les milieux concernés, d'en déduire la présence de SEMTEX.

D'origine tchécoslovaque, le SEMTEX, souvent utilisé par les groupes terroristes, est considéré comme étant l'explosif qui a détruit au-dessus de Lockerbie, en Ecosse, en décembre 1988, le Boeing de la Pan Am faisant la liaison Londres-New-York. Il avait fallu aux enquêteurs de longues semaines pour arriver à cette conclusion, tant les prélèvements et les analyses s'avèrent délicats lorsqu'il faut travailler sur les débris d'un avion dispersés sur plusieurs kilomètres carrés. Il en va de même pour les débris de l'avion d'UTA dont quelques éléments ont été rapportés à Paris et qui sont actuellement examinés en laboratoire.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

POLICE

M. Joxe récompense les fonctionnaires « méritants »

Remaniement dans la haute hiérarchie policière

Le ministre de l'intérieur vient de procéder à un important mouvement de promotions et de nominations, concernant vingt-trois hauts responsables policiers. Trois secteurs sont particulièrement concernés : la sécurité publique, avec la promotion de

policiers ayant eu un rôle actif dans les cérémonies du Bicentenaire et du sommet des Sept ; les renseignements généraux (RG), où le poste de directeur parisien était vacant depuis l'été ; la police judiciaire. On retiendra, notamment, les nominations de

MM. Claude Bardon à la direction des RG de la préfecture de police de Paris, Patrick Riou comme chef de la brigade criminelle du 36 quai des Orfèvres, et Roger Lejeune à la tête de la police de l'air et des frontières (PAF).

Tout mouvement de responsables policiers est un savant dosage entre la promotion de fidèles, le souci de l'efficacité et le dégageant précautionneusement de cadres qui ont fait leur temps. Celui-ci n'échappe pas à la règle, avec notamment six promotions dans l'emploi de contrôleur général de la police nationale et cinq dans celui d'inspecteur général, les deux grades les plus élevés de la police. Toutefois, on y retrouve une cohérence opérationnelle avec l'ascension de responsables ayant fait leurs preuves sur le terrain, soit dans la lutte antiterroriste pour les RG, soit dans le succès des cérémonies de juillet dernier pour la sécurité publique.

La sécurité publique

M. Yves Guillot, contrôleur général, adjoint au directeur de la sécurité publique à la préfecture de police de Paris, est promu inspecteur général. Il atteint ainsi les sommets de la carrière à un âge relativement jeune : né le 16 octobre 1944, M. Guillot n'a pas quarante-cinq ans. La mission de cette faveur est simple : ayant fait toute sa carrière dans les polices urbaines de province, puis à la sécurité publique parisienne, il est destiné à succéder à M. Jacques Spinolet, actuel directeur parisien de la sécurité publique, qui devrait prochainement partir en retraite.

M. Jean-Paul Copie, commissaire divisionnaire, chef d'état-major de la direction de la sécurité publique à la préfecture de police, est promu contrôleur général. Tout comme M. Guillot, et sous ses ordres, M. Copie fut aux premières

ligues de la « bataille du Bicentenaire ».

M. Marcel Vincenich, commissaire principal, conseiller technique au cabinet du préfet de police, est chargé du service de presse et de communication du préfet, en remplacement de M. Paul Roche. M. Vincenich a coordonné auprès du préfet de police, M. Pierre Verbrugghe, l'organisation des manifestations de juillet.

M. Jean Hanot, contrôleur général, quitte la direction départementale des polices urbaines des Hauts-de-Seine pour devenir chef de la coordination des services de l'inspection générale de la police nationale (IGPN), en étant lui-même promu inspecteur général. C'est sur le « territoire » de M. Hanot que s'est tenu, à la Défense, le sommet des sept pays industrialisés. M. Hanot est remplacé dans les Hauts-de-Seine par M. Jean Trouillet, contrôleur général.

Les renseignements généraux

M. Claude Bardon, inspecteur général de la police nationale, est nommé directeur des RG de la préfecture de police de Paris. Jusqu'ici, M. Bardon était directeur central adjoint des RG. Après plusieurs mois d'hésitation, le poste parisien sera donc occupé par un homme de la direction centrale après le départ de M. Michel Lacarrière à la DGSE. Les RG sont, désormais, le lieu de carrière atypique : M. Bardon venait de la police judiciaire avant d'obtenir d'excellents résultats contre Action directe au sein des RG ; M. Lacar-

rière venait de la DST avant d'arriver aux RG parisiens, qu'il a donc quittés pour la DGSE.

M. Jean-Claude Bonchoux, chef d'état-major aux RG parisiens, est nommé directeur adjoint, « second » de M. Bardon avec le grade de contrôleur général. M. Bonchoux est remplacé, comme « numéro deux » de la direction centrale, par M. Yves Bertrand, jusqu'ici sous-directeur des affaires administratives à la DCRG, poste auquel le remplace M. Jean-Paul Mary. Enfin, M. Gérard Mary, sous-directeur des informations générales à la DCRG, est promu contrôleur général, tandis que M. Claude Bejard, commissaire divisionnaire, devient sous-directeur des Services généraux et des jeux aux RG parisiens.

La police judiciaire

M. Patrick Riou quitte la direction de la brigade des stupéfiants et du proxénétisme (BSP) du quai des Orfèvres pour prendre la tête de la brigade criminelle, la plus prestigieuse des unités de la PJ parisienne. Il y remplace M. Jean Dufour, affecté au cabinet du préfet de police. La BSP est, désormais, partagée en deux unités : une brigade de répression du proxénétisme (BRP) confiée à M. Martin Montell, commissaire principal, et une brigade de répression du trafic illicite de stupéfiants et de la toxicomanie, confiée à M. Michel Bouchet. M. Montell était l'adjoint de M. Riou à la BSP. M. Bouchet était chef du service départemental de police judiciaire de Seine-Saint-Denis. Enfin, M. Jean-Marc Bloch est nommé chef de la brigade de recherche et

d'intervention (BRI), en remplacement de M. Pierre Cavin, nommé à la tête de la brigade de répression du banditisme (BRB) en juillet.

La police de l'air et des frontières

Inspecteur général, chargé de la coordination des services de l'IGPN, M. Roger Lejeune est nommé chef du service central de la police de l'air et des frontières. M. Lejeune avait été chargé d'assurer la coordination des mesures de sécurité des manifestations du Bicentenaire et du sommet des Sept.

Ces nominations s'accompagnent de promotions sans changement de fonctions. M. Jacques Genthial, directeur central adjoint de la PJ, est nommé inspecteur général. MM. Bernard Gravat, chef de l'office central de répression du trafic illicite des stupéfiants, et Raymond Mertz, sous-directeur à la PJ parisienne, sont promus contrôleurs généraux.

E. P.

RECTIFICATIF. — C'est un ancien ministre gaulliste, et non communiste comme nous l'avons écrit par erreur dans le Monde du mercredi 27 septembre, Edmond Michelet, qui serait intervenu lors de la libération anticipée, en 1960, du résistant Victor Dujda. Les deux hommes s'étaient connus en camp de déportation. C'est dans des circonstances analogues que Victor Dujda rencontra Marcel Paul, qui fut, lui, ministre communiste à la Libération, et qui devait également lui venir en aide par la suite.

COMMUNICATION

La politique audiovisuelle extérieure de la France

M. Hervé Bourges nommé président de la SOFIRAD

Le conseil des ministres devait nommer, mercredi 27 septembre, M. Hervé Bourges à la présidence de la SOFIRAD, cette société holding gérant les participations de l'État dans le secteur privé de l'audiovisuel. M. Bourges - qui cumule « pour un temps » cette nouvelle fonction avec son poste de directeur général de Radio Monte-Carlo (RMC) - succède à M. Antoine Schwarz sous la houlette duquel l'activité du holding a été réorientée de France vers l'étranger.

La SOFIRAD que M. Bourges est aujourd'hui appelé à présider, est profondément différente de celle qu'il avait trouvée, il y a seulement trois ans. Longtemps instrument de tutelle des radios périphériques, la société s'est presque entièrement réorientée vers l'action audiovisuelle extérieure. Le signal de ce recentrage est venu, à la fin 1985, du président de la République, qui émet alors le souhait de voir l'État se retirer de ces radios privées. Trois mois plus tard, le holding cède au groupe Hachette, le contrôle d'Europe 1-Communication.

La cohabitation et l'arrivée de M. Antoine Schwarz à la tête de la SOFIRAD - proposée en juillet 1986 par le gouvernement libéral de M. Jacques Chirac - sociétaires encore le processus. En quelques mois, le holding vend ses participations dans Sud-Radio, RMC-Audiovisuel et France-Animation, VDM et Radio-Caribbean Internationale (RCI). Ce désengagement massif ne connaît qu'un « rité » - de taille, il est vrai : plus d'un an de tergiversations et d'atermoiements ne permettent pas d'aboutir à la privatisation de l'ensemble Radio Monte-Carlo, Télé Monte-Carlo (RMC-TMC). On en attribue généralement l'échec « à un désaccord politique sur le choix des acquéreurs », raconte aujourd'hui

M. Schwarz. « L'explication est encore plus simple : les différents ministères intéressés et la SOFIRAD n'ont jamais réussi à s'entendre pour fixer une méthode de vente ».

Mais l'heure n'est plus aux privatisations. RMC restera dans le giron de l'État et c'est à sa tête que le gouvernement trouve même le successeur de M. Schwarz. Malgré les résultats profondément décevants de sa filiale TMC, la radio affiche une « bonne santé » : 184 millions de francs propres et 40 millions environ de bénéfices prévus cette année. La prise de contrôle récente du réseau Radio-Nostalgie qui dispose de cent trente stations affiliées et réalise 5,1 % de part d'audience (presque autant que RMC) grâce à un montage financier rondement mené par M. Bourges sans bonne dédite, lui donne une assurance sérieuse sur l'avenir. La SOFIRAD n'a donc pas forcément à se plaindre de la privatisation avortée.

Les principales capitales européennes

A l'international, l'action du holding n'est pas toujours aussi heureuse. Son existence pourtant n'est jamais remise en cause car le gouvernement comprend l'intérêt de conserver une structure pouvant, comme l'explique M. Schwarz « se marier à toutes sortes d'intérêts, publics ou privés, en France comme à l'étranger. Ni RFI, ni Radio-France, ni les chaînes de télévision publiques n'ont les mêmes aptitudes ». Une constatation qui conduit le ministre de la francophonie, M. Alain Decaux, « à proposer de confier à la SOFIRAD un rôle central dans l'action audiovisuelle extérieure ».

Aussi, en plus de ses trois grandes radios générales (RMC-Moyen-Orient, Méditerranée et Afrique) et de son entrée sur le marché publicitaire international avec la prise de contrôle de HMI (Havas Media International), la SOFIRAD

participe-t-elle au lancement de 2MI - une nouvelle télévision du royaume chérifien - et à celui du Canal France International (CFI). La création de cette banque de programmes à destination de l'Afrique (et qui devrait s'étendre un jour au reste du monde) a d'ailleurs provoqué quelques tensions avec les partenaires de la France dans la chaîne francophone par satellite TV 5, inquiète d'un éventuel changement de stratégie de Paris.

Ce sont deux dossiers radios que M. Bourges devrait être amené à traiter en priorité. La naissance, début septembre, de Radio Paris-Liberte devrait être le prétexte à l'implantation dans les principales capitales européennes de radios FM commerciales, bilingues et bilingues dans la SOFIRAD serait l'initiative ou un partenaire naturel. Oslo et Berlin en seraient les étapes suivantes, avant celles de Madrid, Barcelone, Rome, Athènes et - pourquoi pas ? - Moscou...

Reste le dossier le plus difficile : RMC-Moyen-Orient (SOMERA). La crise n'y date pas d'hier, puis, cette station commerciale de droit monégasque, dont la SOFIRAD détiendrait 90 % des parts, a vu ses recettes publicitaires chuter, en cinq ans, de 3 millions de francs à 3,5 millions. Un effondrement que se viennent compenser ni la location partielle de son émetteur chypriote à Radio-France Internationale ni celle de temps d'antenne à Transworld Radio (pour des émissions religieuses américaines) ou à des États arabes. Bref, la station perd aujourd'hui 20 millions de francs, malgré un auditoire estimé à dix millions de personnes, de l'Égypte à l'Irak, en passant par la Jordanie et le Liban.

Le désir de son nouveau directeur, M. Jacques Taquet, de relancer la station, d'en changer la régie publicitaire (jusqu'ici filiale de la SOFIRAD), d'accroître la proportion de programmes français au détriment de celle d'émission en arabe et surtout de modifier le contenu même d'une information qu'il estime trop liée aux régimes

du Proche-Orient, vient de provoquer une crise d'une ampleur exceptionnelle dans la station. Six licenciements économiques dont celui du directeur de l'information Antoine Nofal - très proche des milieux chrétiens maronites - irritent les ambassadeurs des pays arabes à Paris ainsi que certains cercles politiques français. M. Schwarz désapprouve sévèrement la politique de M. Taquet qu'il a pourtant nommé. Et deux administrateurs de la SOMERA, MM. Fouad Benhalla et Bernard Lanci, viennent d'en démissionner. M. Bourges devra trancher.

PIERRE-ANGEL GAY

Première réunion des conseils d'administration d'A 2 et de FR 3

Jour J pour l'audiovisuel public. Les conseils d'administration d'Antenne 2 et de FR 3, devaient se réunir, mercredi matin 27 septembre, le nouveau partage des responsabilités entre le président commun aux deux chaînes, M. Philippe Guilhemme, et ses deux directeurs généraux. Un partage particulièrement attendu par les professionnels et la classe politique. MM. Jean-Jack Queyranne et Bernard Schreiner, députés socialistes et représentants du Parlement aux conseils d'administration, n'ont-ils pas récemment réitéré avec force leur souci de voir préserver « l'autonomie » et « l'identité » de ces deux chaînes, comme l'avait exigé l'Assemblée nationale ? (Le Monde du 13 septembre).

Le schéma retenu, explique-t-on dans l'entourage de M. Guilhemme, est conforme à celui de nombreuses sociétés classiques. Il est demandé aux conseils d'administration de déléguer au président commun les pouvoirs respectifs de ses deux prédécesseurs, MM. Contamine (ex-PDG d'A 2) et Han (ex-PDG de FR 3). Et les deux directeurs généraux - nommés mandataires sociaux pour respecter la loi - devraient se voir attribuer des pouvoirs identiques à ceux du super-PDG, « mais sous son autorité ». Enfin, il revient également aux conseils d'entériner les noms des personnalités pressenties par M. Guilhemme, pour occuper ces dernières fonctions : M. Jean-Michel Gaillard à A 2 et M. Dominique Alduy à FR 3.

« Tout devrait se dérouler sans heurts », commentait-on, mardi, dans les aléas du pouvoir, persuadés que « chacun jouera le jeu » (les représentants de l'État sont particulièrement nombreux dans les conseils). Mais l'arrivée de M. Gaillard et de M. Alduy dans ces deux chaînes, ainsi que celles, déjà annoncées de M. Yves Ruggieri et de M. Jean-Marie Cavada, comme responsables de l'antenne et des programmes, a toutefois commencé à provoquer des bouleversements dans l'organisation des deux sociétés. C'est ainsi qu'il a été mis fin aux fonctions de M. Francis Brun-Buisson et Jean Rouilly, tous deux directeur général adjoint d'A 2, sans que l'on puisse encore préciser s'ils quitteront ou non la société. Et M. Jean Rozat, venu du Centre national du cinéma (CNC), a été nommé directeur délégué à la production de cette chaîne.

A FR 3, M. Jacques Goujat a également été nommé directeur général de la chaîne. Mais ni le sort de M. Yves Jaqui, directeur des programmes, ni celui des deux plus hauts responsables de l'information, MM. Christian Bernadac et Gérard Decq, ne sont encore scellés. M. Michelle Vallon, en revanche, a été nommée directrice déléguée à la production.

A. Co. et P.-A. G.

Le sort des actions des mutuelles agricoles

Le tribunal de commerce arbitre entre les actionnaires de la Cinq

Le tribunal de commerce de Paris devait rendre, mercredi 27 septembre, son jugement sur la demande du groupe Hénant de faire geler les actions détenues par les mutuelles agricoles (Pargéco). Des actions convoquées en toute hypothèse par les Chargeurs de M. Jérôme Seydoux, dans l'optique d'un renversement de présidence de la chaîne. Des actions déjà même achetées par les Chargeurs, selon M. Robert Hénant, qui accuse les mutuelles d'avoir délibérément pégé de faire jouer le droit de préemption dont devraient normalement bénéficier l'ensemble des actionnaires de la chaîne. Le président de la Cinq a même invité par écrit ses partenaires à faire connaître leurs souhaits avant le 23 octobre (Le Monde des 24 et 25 septembre)... ce que les mutuelles n'ont guère apprécié, décidées, comme elles le précisent au patron de la Cinq dans une lettre du 25 septembre, à juger par elles-mêmes du moment opportun d'une telle vente.

La décision du tribunal est donc fondamentale qui jugera si l'échange de lettres entre les Chargeurs et les mutuelles au sujet de la vente des actions Pargéco constitue ou non un engagement de vente (au mépris du droit de préemption) et si la réunion du conseil d'administration, reportée par deux fois par M. Robert Hénant, peut enfin avoir lieu.

La société Télé-Métropole Inc., contrôlée par le groupe canadien Vidéotron, a confirmé de son côté à Montréal, mardi 26 septembre, son intention de demeurer actionnaire de la Cinq, tout en demandant à nouveau à M. Hénant de faire « modifier, pour la protection de son investissement dans la Cinq, la gestion de cette société ». Télé-Métropole souligne dans un communiqué qu'elle soutient l'action entreprise par les autres actionnaires (Chargeurs, Pargéco, Retaitalia) « en vue d'effectuer les changements appropriés à la gestion de l'entreprise et d'en assurer ainsi la viabilité et la rentabilité ».

DU 27 SEPTEMBRE AU 2 OCTOBRE 1989

6 JOURS FOUS CITROËN



Jusqu'au 2 octobre, Citroën vous offre tous les modèles de sa gamme véhicules particuliers pour 0 franc par mois pendant 12 mois. Vous possédez une voiture ? Laissez-la chez Citroën et si elle couvre l'apport initial de votre location avec option d'achat, vous pourrez repartir au volant de la Citroën neuve de votre choix sans rien payer de plus pendant 1 an.

* L.O.A. sur 60 mois sous réserve d'acceptation du dossier par Crédipar. Exemple pour 10.000 F T.T.C. hors assurances : 1^{er} loyer de 2.500 F, suivi de 12 loyers à 0 F, puis 47 loyers à 200 F, option d'achat en fin de location : 1.875 F converties en partie par le dépôt de garantie. Coût total en cas d'acquisition : 13.775 F.

* Coût total en cas d'acquisition : 109,96 % si vous décidez d'interrompre votre L.O.A. en cours de contrat, au bout de 12 mois.

CITROËN CITROËN présente TOTAL

90 jours mensualité à 90 jours. RIEN AU COMPTANT. Pour circuler en AX et BX neuves, Citroën vous propose, sur tous les modèles de sa gamme, un crédit de 41 mois, sans apport initial, première échéance à 90 jours. T.E.G. 17,75 % hors assurances, sous réserve d'acceptation du dossier par Crédipar.

Exemple pour 10.000 F empruntés, hors assurances : 1^{re} échéance de 357,42 F, 90 jours après livraison, suivie de 38 échéances du même montant. Coût total du crédit : 3938,99 F (perception forfaitaire incluse).

ARGUS + 5000 F ou 5000 F minimum. Pour tout achat d'une AX neuve, reprise aux conditions Argus* + 5000 F ou 5000 F T.T.C. minimum quel que soit l'état de votre véhicule si votre carte grise est à votre nom.

ARGUS + 7000 F ou 7000 F minimum. Pour tout achat d'une BX neuve, reprise aux conditions Argus* + 7000 F ou 7000 F T.T.C. minimum quel que soit l'état de votre véhicule si votre carte grise est à votre nom. Offres réservées aux particuliers dans la limite des stocks disponibles.

* Valeur de reprise au cours moyen du jour modifiée en fonction du kilométrage, déduite des frais éventuels de remise en état et de 15 % du prix professionnel.

769 F modèle SAN REMO. Autoradio Blaupunkt. PRIX 6 JOURS FOUS. La route en musique à des prix d'attaque. Modèle Méros : autoradio/cassette Blaupunkt stéréo. Modèle Saxo : autoradio à recherche manuelle. Modèle Saxo : autoradio/cassette Blaupunkt stéréo. Affichage numérique 15 présélections à recherche électronique.

200 000 cadeaux Autoradio Blaupunkt 539 F modèle MERAN. Des milliers de T-shirts, des aspirateurs auto, 10 AX IMAGE, 1 BX 16 SOUPAPES... Voici un aperçu de ce que vous pouvez gagner aux 6 jours fous Citroën. Pour jouer, c'est très simple. Remplissez et détachez la carte grise ci-dessous et rendez-vous dans tous les points de vente Citroën affichant l'opération. Toutes les cartes grises sont gagnantes. Le grand jeu Citroën est ouvert à tous les mordu de la route de plus de 18 ans et sans obligation d'achat. Les 6 jours fous Citroën : c'est tout ça, avec en plus le choix d'un financement. Il faudrait être vraiment fou pour y résister. Relations clientèle 05.05.24.24 (appel gratuit) ou minitel 36 15 Citroën.

CARTE GRISE 12 septembre au 2 octobre 1989. Nom, Prénom, Adresse, Ville, Code postal, Téléphone, Date, Signature.

SPECIMEN

صكنا من الاموال

Le Monde CAMPUS

Le dégel universitaire Est-Ouest

Les universités des pays de l'Est ont fait une entrée remarquée à la Conférence des recteurs européens. Elles veulent convaincre les Occidentaux que l'Europe ne peut se faire sans elles.

DURHAM
de notre envoyé spécial

E PITOGES au vent, plastrons et hermines à la parade, frontalement de toges noires, bleues, jaunes ou pourpres, lochements de couvre-chefs académiques : en ce sombre après-midi de septembre, dans le nord de l'Angleterre, sous l'immense voûte romane de la cathédrale de Durham, l'Europe des universités avance à pas lents, majestueusement accompagnée par les grandes orgues. La cérémonie d'ouverture de la neuvième assemblée plénière de la CRE (Conférence permanente des recteurs, présidents et vice-chanceliers des universités européennes) rassemble tout ce que l'Europe compte de hauts lieux des arts, des sciences et des lettres. Sur les quatre cents universités membres de la Conférence, plus de deux cents sont représentées : Londres et Göteborg, Bologne et Salamanca, Athènes et Uppsala, Delft et Dublin, Vienne, Louvain, Fribourg et Barcelone, sans oublier Malte et Istanbul. Même les Français se sont déplacés, après s'être, il est vrai, quelque peu fait tirer l'oreille.

L'étonnant n'est pas dans ce cérémonial solennel et désuet, dont raffolent scrupuleusement les universitaires. Pas davantage dans la présence du maire de la ville, au rude accent des mineurs du Nord, entouré de ses adjoints en perruque. Ni même dans celle de David Jenkins, brillant évêque de Durham. Après tout, l'université a poussé depuis des siècles dans ce terrain fertile de l'église et de la cité.

L'étonnant est plutôt dans la présence, au sein de cette assemblée et en ce lieu de prière, des présidents et recteurs des universités de l'autre Europe. Prague et Moscou,

Leningrad et Cracovie, Budapest, Sofia et Berlin : une quinzaine de grandes universités de l'Est ont envoyé, pour la première fois, leurs plénipotentiaires.

Le fil avait été renoué à Varsovie l'an dernier. Après des décennies de glaciation, à laquelle seules la Pologne et, pour d'autres raisons, la Yougoslavie avaient échappé, les universités des pays communistes sont donc, à leur tour, gagnées par le vent de la réforme et de l'ouverture à l'Ouest, bref, par le dégel. De contacts en petits pas, de voyages d'étude en rencontres prudentes, la « maison commune » universitaire retrouve, peu à peu, tous ses occupants. Et tout avait été fait, à Durham, pour faciliter ces retrouvailles. A commencer par le thème proposé à la conférence pour ses cinq journées de travail : « L'université et la communauté ». On ne pouvait imaginer terrain plus favorable à des disputes de bon aloi, des assauts d'érudition, de vertigineux concours de dialectique et de grandes rasades de trinités. Tout cela ne manqua d'ailleurs pas dans cette amicale de recteurs et de présidents.

Le savoir et le marché

Pourtant, même les débats les plus académiques ne parvinrent pas à gonfler les problèmes académiques. Celui, par exemple, des rapports entre le savoir et le marché, entre les universités et leur « nouvelle clientèle », selon l'expression de Ladislav Cerych, directeur de l'Institut européen d'éducation, qui agaçait bon nombre de ses collègues. Joseph Brical, recteur de l'université de Barcelone, devait brillamment poser le problème : « La question fondamentale consiste à savoir si l'université se conçoit comme une communauté de savoir, service public s'attachant au bien-

être collectif, ou bien si elle se comprend comme une entreprise prestataire de services. Dans ce cas, le débat sur la responsabilité de l'université face au gouvernement change de sens, car les questions importantes portent alors sur l'efficacité du marché pour guider l'affectation des ressources ; sur la valeur d'un modèle d'éducation supérieure en libre concurrence ; sur les résultats de l'université ou sur la viabilité — et donc la fermeture possible — des institutions académiques perçues comme non rentables. » Des propos qui, dans l'Angleterre de M^{rs} Thatcher, ne manquent pas d'actualité.

Hunrich Seidel, président de l'université de Hanovre, président de la Conférence des recteurs allemands et qui, au terme de cette assemblée plénière, a succédé à Carmine Romanzi à la présidence de la CRE, prolongeait ce débat par une mise en garde : « Toutes les préoccupations sont aujourd'hui centrées sur la technologie. La société qui paye pour les universités et qui attend des résultats a le droit de nous demander de former des scientifiques et des ingénieurs. Mais nous devons lutter pour la défense de la pluridisciplinarité et des humanités. Les universités ont aussi la responsabilité de montrer que la société doit faire plus et autre chose que le développement scientifique. Difficile message à faire passer auprès de ceux qui décident. » Pour lui, comme pour bien des participants de l'assemblée de Durham, la communauté universitaire doit donc être capable de donner à la Communauté économique européenne, trop étroitement engoncée dans ses enjeux économiques et technologiques, ce « supplément d'âme » que Jacques Delors, le président de la Commission de Bruxelles, appelle de ses vœux.

Université et liberté

Beaucoup plus brûlante fut la seconde grande question qui a traversé les débats de la Conférence : celle des rapports entre Université et liberté. Là encore, derrière les grands principes, émergent vite des clivages d'autant plus vifs que l'attitude des pays de l'Est — ou à leur égard — était contrastée. Peut-on utiliser les mêmes mots pour analyser les processus démocratiques en cours en Europe de l'Est et la situation à l'Ouest ? Quelle peut être la place de l'université dans ces mutations ? La liberté académique doit-elle être totale et sans limite, comme le revendiquaient les Britanniques ? Doit-elle aller jusqu'à inscrire ouvertement l'étude et l'apprentissage des droits de l'homme dans ses missions comme l'invitaient vigoureusement les Hongrois ?

On bien faut-il s'en tenir à une vision plus classique, moins militante de son rôle, définie, par exemple, par Michel Cusin, président de l'université Lyon-II : « On ne peut pas dire que la fonction des universités est de générer des valeurs démocratiques ; c'est du ressort de la citoyenneté. En revanche, dès que l'université joue à fond son rôle d'espace de liberté critique, elle peut induire des processus et des attitudes démocratiques ; elle impose la reconnaissance ou le rejet de ces valeurs. » Distinction subtile et pertinente sans doute, mais qui fit passer quelques anges dans un débat aussi intense qu'inconfortable... et qui n'avait alors plus rien d'académique.

En filigrane se dessinent en effet deux attitudes à l'égard des pays de l'Est et de leurs universités. Celle, prudente et pragmatique, du président Seidel, bien représentatif de la majorité des membres de la CRE. « Il est évident que l'Europe ne s'arrête pas aux Douze de la Communauté. Depuis dix ans, nous avons développé un vrai réseau de relations avec les universités de l'Est. La confiance née de cette coopération commence à porter ses fruits, car le contexte général a changé. » Il est donc essentiel, à ses yeux, de poursuivre et de multiplier ces contacts, mais en ménageant les susceptibilités, sans heurter personne ni brûler les étapes.

Et en s'appuyant, souligne Andris Barblan, secrétaire général



de la CRE, sur l'autonomie croissante des universités de l'Est, dont témoigne, par exemple, la création, le 2 octobre à Moscou, d'une association des universités soviétiques, regroupant, dans un premier temps, les dix-sept principaux établissements d'enseignement supérieur pluridisciplinaire d'URSS. Comme le dit sobrement Viktor Sadovnichy, vice-recteur de l'université de Moscou et qui s'intéresse de très près à l'organisation des relations Université-industrie dans les pays de l'Ouest : « Comme tout le monde, nous avons des problèmes en matière d'éducation. Or les expériences des autres pays sont toujours très instructives. En adhérant à la CRE, nous répondons à un désir profond de notre communauté universitaire. »

Les initiatives hongroises

Mais certains, au contraire, comme Ladislav Cerych, trouvent bien timorée l'attitude des Occidentaux : « Si on n'apporte pas un soutien très sérieux aux pays de l'Est, tous les processus de démocratisation en cours risquent de capoter. On devrait notamment avoir avec eux des stratégies différenciées. » L'expérience du programme communautaire Erasmus, bâti sur des accords à la base entre universités, pourrait être, estime-t-il, appliquée sur une assez grande échelle avec les pays qui sont le plus demandeurs. Une idée chaleureusement accueillie par le recteur de Cracovie, qui a suggéré que la CRE promue le relais d'Erasmus et de la CRE, pour favoriser la mobilité Est-Ouest des étudiants et des professeurs.

Les Hongrois ont pris les devants, dans ce domaine comme dans bien d'autres. Comme l'explique avec fougue Tamas Lajos, vice-recteur de l'université technique de Budapest : « Nous sommes européens et nous avons une très ancienne tradition universitaire. Nous voulons reformer la parenthèse de cinquante ans que nous venons de connaître et renouer les fils de l'histoire. » Pour former de

nouvelles générations d'ingénieurs tournés vers l'Europe, mais aussi pour « leur apprendre la démocratie et la tolérance », l'université de Budapest a multiplié les conventions internationales avec trente-cinq universités d'Europe de l'Ouest. Elle a, d'autre part, introduit, depuis 1983, des cours en langue étrangère (principalement en anglais, mais aussi en russe, allemand et français) qui représentent maintenant une part non négligeable des cursus normaux. Enfin, elle s'est fixé comme objectif d'envoyer peu à peu ses étudiants, au moins pour un ou deux semestres, dans une université étrangère. Environ 10 % des élèves-ingénieurs de Budapest ont déjà bénéficié de ces séjours à l'étranger organisés par le Centre pour la mobilité des étudiants.

Et Tamas Lajos envisage l'avenir avec réalisme : « Nous ne craignons pas que ces étudiants restent quelques années à l'étranger. Cela leur donne un but et leur permet d'attendre que notre économie soit assez développée pour leur

offrir un travail hautement qualifié en Hongrie. Quand ils reviendront, ils seront capables de devenir les opérateurs de joint-ventures européennes. C'est un pari risqué. Mais nous ne pouvons plus nous permettre de stagnier avec une autre Europe aussi forte à notre porte. Nous n'avons pas d'autre issue que d'être compétitif avec l'Ouest. » Et il regrette le manque de souplesse des pays européens en matière d'échanges d'étudiants, alors que « c'est aussi l'intérêt de l'Ouest de coopérer avec nous. Vous ne pouvez pas vivre dans un immeuble aussi riche avec quelques voisins aussi pauvres ».

« Bruxelles est, à l'évidence, le moteur de la dynamique européenne, devait souligner Andris Barblan. En parallèle, en complément, la CRE peut devenir le ferment de la politique universitaire de la Grande Europe. » Vaste et complexe chantier en perspective. Et qui nécessitera plus que de la bonne volonté.

GÉRARD COURTOIS

De l'inspection à l'évaluation

évaluation, ouverture, indépendance... Telle est la devise que voudrait bien graver sur son fronton l'inspection générale de l'éducation nationale, au moment où débute la réforme de ce corps prestigieux, décidée par M. Jospin. Ses cent quarante membres n'inspecteront plus individuellement les professeurs, cette tâche étant désormais confiée aux inspecteurs pédagogiques régionaux (le Monde du 13 juin). Ils se consacreront désormais presque exclusivement à l'évaluation des différents rouages du système éducatif. L'éducation nationale souhaite en effet disposer d'un instrument capable de l'informer systématiquement des réalités du terrain et de l'application de ses décisions.

Le décret qui doit doter l'inspection générale d'un statut précisant son mode de fonctionnement ne devrait être publié que courant octobre, après avoir été examiné par le Conseil d'Etat. Mais, dès le 12 juillet dernier, le ministre a communiqué aux intéressés un ambitieux programme de travail pour l'année 1989-1990. Dès cette année, les inspecteurs évolueront les pratiques de l'éducation nationale dans trois domaines : les innovations pédagogiques — par exemple, l'expérience d'enseignement des langues vivantes à l'école élémentaire ou le rôle de l'informatique pour l'aide aux élèves en difficulté ; la formation des personnels — celle des nouveaux chefs d'établissement entre autres ; et le fonctionnement du système.

C'est dans ce troisième champ que le travail de l'inspection générale sera sans doute le plus attendu, en particulier par les usagers du système scolaire, puisque le principe de la publication des rapports est désormais de règle. L'opération d'évaluation

des connaissances des élèves de CE 2 et de sixième, qui a lieu cette semaine, devrait ainsi être... elle-même évaluée, ainsi que la mise en œuvre des programmes de seconde, classe sur laquelle se concentre l'essentiel des difficultés des lycées.

On questionnera avec un intérêt tout particulier le résultat des investigations qu'une équipe d'inspecteurs généraux doit mener cette année dans cent lycées, soit environ trois par académie. Cette première étude sur les politiques scolaires locales, menée sur une grande échelle, devrait faire date, au moment où beaucoup estiment que « l'effet établissement » est un facteur important de la réussite ou de l'échec des élèves.

Pour préparer ses collègues à leurs nouvelles tâches, le nouveau doyen de l'inspection générale, M. Georges Lefebvre, a organisé un séminaire de trois jours. Si l'éducation nationale a fourni nombre d'orateurs pour cette réunion (notamment des représentants de la direction de l'évaluation et de la prospective, de celle des affaires financières, et de l'Institut national de la recherche pédagogique), elle a aussi fait appel à l'extérieur, avec des interventions d'inspecteurs généraux d'autres administrations, de chercheurs universitaires et d'experts étrangers.

Ce colloque s'est opportunément tenu, mercredi 27 septembre, sur l'annonce par le doyen de la création... d'un groupe permanent de réflexion sur l'évaluation, où les inspecteurs côtoieraient tout ce que l'administration et l'université française, mais aussi les ministères et centres de recherche européens, comptent de spécialistes de la question.

PHILIPPE BERNARD

BAC, BAC + 2
4 ANNEES D'ETUDES
EN FRANCE, EN EUROPE
ET AUX USA :

- Une Ecole Internationale de Commerce et de Gestion
- 12 mois d'études en Europe et aux USA ; 18 mois de stages dans des entreprises françaises et étrangères
- Des débouchés professionnels dans la finance, l'exportation, le marketing.

Concours d'entrée 1989 : 11 octobre

INSTITUT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES
24, rue Léon Frot - 75011 PARIS - Tél. : 43 79 45 29
Etablissement Privé d'Enseignement Supérieur

CAMPUS

Les médecins scolaires sont déprimés

Alors que leurs missions se multiplient, ils ont de moins en moins de moyens.
Une relance de ce service est à l'étude. Mais on en ignore encore les modalités

POINT n'est besoin de stéthoscope pour écouter grandir l'inquiétude des médecins scolaires. Ces femmes et ces hommes, qui sont environ mille deux cents à veiller sur la santé des écoliers français, s'alarment de voir leur profession s'affaiblir. Le congrès de l'Union européenne d'hygiène et de médecine scolaire et universitaire, qui s'est tenu à Paris du 18 au 21 septembre, leur a donné l'occasion d'expliquer l'importance de leurs travaux. Si la contestation n'était pas le but de ce colloque scientifique, l'ampleur des besoins n'en est pas moins nettement apparue au fil des communications.

La prévention des maladies sexuellement transmissibles, le dépistage des handicaps ou la prise en charge des troubles psychiques font partie des missions ordinaires des médecins scolaires. Les travaux de recherche présentés au cours du colloque mettent en évidence la lourdeur des tâches à accomplir dans ce domaine. En matière de sida, par exemple, les médecins s'efforcent d'informer les adolescents pour les inciter à la prudence. Une enquête réalisée à Rouanne auprès de 1 659 élèves de terminale, BEP et CAP par deux médecins scolaires montre que les lycéens paraissent intéressés par les campagnes d'information. Cinq mois après une première sensibilisation, 78 % des garçons et 63 %

des filles interrogés se déclaraient prêts à utiliser les préservatifs.

La modification des habitudes est une autre affaire, comme en témoigne une autre enquête effectuée au cours de l'année 1988-1989 dans le Nord. Sur les treize mille élèves de quatorze à dix-sept ans touchés par l'opération, seuls 5 % avaient changé leur comportement, quelques mois après avoir été sensibilisés. D'où la conclusion du docteur Marie-France Le Gal, responsable de l'étude : « Connaissance s'entraîne pas forcément changement de mode de vie. Il faut parler d'information plutôt que d'éducation ».

Ce type d'actions demande toutefois une mobilisation que les médecins scolaires, trop peu nombreux et surchargés, ne sont pas toujours à même d'assurer. Un chiffre illustre l'hémorragie : entre 1983 et mars 1989, 244 postes de médecins ont disparu, les personnes parties à la retraite ou démissionnaires n'étant pas remplacées. Depuis dix ans, l'Etat ne recrute plus, à l'exception de quelques embauches à titre dérogatoire. Les médecins scolaires se trouvent ainsi à la tête de secteurs souvent désertés et d'effectifs d'autant plus importants que la population scolaire ne cesse d'augmenter. « Actuellement, il y a un médecin pour 10 000 à 12 000 enfants dans les zones urbaines », constate

M^{me} Solange Garnier, responsable de l'Association française pour la santé scolaire et universitaire.

Cette situation, qui ne peut être sans conséquences sur l'état sanitaire des enfants, suscite le mécontentement de très nombreux médecins. « Eux qui doivent, théoriquement, veiller sur la santé de tous les élèves et jouer un rôle de conseil en cas d'échec scolaire, ne savent plus comment faire. Il y a dix ans, nous arrivions à voir tous les enfants au moins une fois dans leur scolarité », souligne un médecin de Charentes-Maritimes. Aujourd'hui, nous devons nous limiter à la visite obligatoire en cours préparatoire, aux orientations en lycée professionnel et en cas d'échec scolaire les plus graves.

Problèmes de statut

Les permanences d'accueil et d'écoute dans les collèges et lycées deviennent de plus en plus difficiles à assurer, tout comme les actions de prévention, pourtant indispensables. Le phénomène est aggravé par une diminution générale des moyens disponibles. « Autrefois, je pouvais compter sur une équipe permanente composée d'une secrétaire, d'une assistante sociale et d'une infirmière. Maintenant, je dois travailler avec une infirmière et une secrétaire, toutes

deux à mi-temps », constate un autre médecin.

Beaucoup se contentent de parer au plus pressé, en espérant ne pas laisser trop d'éclopées derrière eux. Cette politique de l'urgence engendre une grande insatisfaction chez tous ceux qui envisagent la médecine scolaire sous un angle de santé publique collective. « Nous manquons d'objectifs clairs », estime M^{me} Pierrette Szilagyi, membre du Syndicat autonome des médecins de la santé publique. De plus, il existe des problèmes de statut, car une grande majorité de médecins scolaires sont contractuels ou vacataires, et cela rend les choses très floues.

Le ministère de l'éducation nationale, responsable des missions des médecins (le ministère de la santé se chargeant de leur gestion), semble conscient de ces difficultés : « Le service de santé scolaire et universitaire est instauré », a déclaré au cours du colloque M. Jean Rey, conseiller technique au cabinet de M. Lionel Jospin. Un transfert de la totalité du service vers le ministère de l'éducation nationale est envisagé, mais on ignore encore quelles en seraient les modalités. En tout état de cause, le recrutement ne reprendra pas avant que la situation ne soit stabilisée. En attendant, les médecins se consacrent à d'innombrables tâches dont la prise en charge nécessite plus que de la bonne volonté.

RAPHAËLE RÉROLLE

BIBLIOGRAPHIE

Paysans de l'Est

LES mouvements sociaux des campagnes polonaises sont plus insperqués à l'étranger que les grèves de Gdansk, et, pour percevoir l'ampleur des luttes des paysans contre l'Etat, il fallait, comme Marie-Claude Maurel, pénétrer dans les fermes, dans les bureaux de l'administration communale et les coopératives, connaître le poids de la tutelle tatillonne et du contrôle rapproché qui se sont exercés sur les paysans. On prend alors la mesure des stratégies d'adaptation et de contournement qui se sont patiemment élaborées. Dans ce pays où l'agriculture paysanne occupe 75 % des surfaces, et où seulement une exploitation sur cinq atteint le seuil de 10 hectares, les revendications économiques s'inscrivent dans une revendication politique. Elle est résumée en 1981 par le président de « Solidarité rurale », Jan Kulaj : « Faire du paysan un homme qui a des droits civiques », en protestant notamment contre les « clés de répartition », qui régissent les élections aux conseils communaux et aux conseils des coopératives.

Si une multitude d'exploitations familiales ont pu se maintenir, malgré un système étatique qui était censé réguler toutes les relations avec le marché, c'est qu'on fait la pratique de l'auto-provisionnement a été encouragée par l'administration. Dans les petites exploitations à temps partiel du sud du pays, la moitié de la production est consommée par les ménages d'agriculteurs. Mais encore, malgré le désir des jeunes de quitter l'agriculture, la politique de collectivisation des terres a entraîné un gel des transactions foncières, et même un morcellement des exploitations entre les enfants d'une même famille pour éviter de tomber sous le coup de la loi. La micro-exploitation à temps partiel esquivait les contraintes étatiques, et le projet d'élimination de la petite paysannerie, notamment par le verrouillage de l'accès au crédit,

aboutit ainsi à bloquer les processus de reconstruction. Avec des coûts de production sensiblement inférieurs à ceux du secteur socialisé, les exploitations paysannes ont pourtant, selon Marie-Claude Maurel, une production brute à l'hectare qui lui est supérieure de 12 %, et la productivité du travail progresse au même rythme dans les deux secteurs depuis une dizaine d'années.

Les perspectives sont, malgré tout, préoccupantes : l'accroissement des charges d'exploitation est insupportable, et la course à la modernisation des exploitations familiales porte les germes d'un renforcement des différenciations sociales, comme ce fut le cas dans les années 60 dans les pays occidentaux. L'introduction de la mécanisation a délogé les anciens réseaux de relations, car les propriétaires de tracteurs (un exploitant sur cinq actuellement), deviennent indépendants à la fois du réseau d'entraide villageois et du système coopératif.

Le général et le local

L'atomisation de la société a été renforcée par le maillage administratif, qui est volontairement différent des paroisses, afin de renforcer le contrôle territorial de l'Etat central. Pour se développer, souligne Marie-Claude Maurel, « le renouveau démocratique devrait s'inscrire d'abord dans un processus de reterritorialisation ». C'est sur cette mutation de la logique des pouvoirs que Jean Radvanyi et Violette Rey ont rassemblé les textes d'une vingtaine d'auteurs sur les « régions et pouvoirs régionaux en Europe de l'Est ». Si quelques-uns de ces textes, sur l'Albanie par exemple, s'échappent pas à la vieille servilité des géographes vis-à-vis du pouvoir d'Etat, Jean Radvanyi et Violette Rey posent avec pertinence la question de la portée du pouvoir local face au « centra-

lisme démocratique » : la manipulation des découpages territoriaux n'est-elle pas une façon d'esquiver le problème des prérogatives à accorder aux représentants de ces territoires ? N'y aurait-il là qu'une invention pour éviter le pire et pour dévier les contradictions et les conflits trop dangereux ?

Lorsque chaque décision du pouvoir central est présentée comme d'« intérêt général », la notion se dévalue, note Maria Hakamska, qui affirme, non sans humour, que le principe déclaré de la « conciliation des intérêts locaux et généraux » se transforme en principe de domination de l'intérêt général sur l'intérêt local, et que c'est là « le premier principe systématique qui détermine les conditions du pouvoir local en Pologne ».

A l'intérieur de ses propres frontières, la Yougoslavie offre un modèle réduit de ce système territorial, qui ne parvient à réaliser ni la démocratie locale ni la coopération économique. Selon Michel Roux, la structure de l'appareil productif y est soumise à l'Etat. On s'accroche à des sites d'extraction minière peu rentables et à de vieux centres textiles. Les groupes industriels ne font pas le poids à l'échelle mondiale et investissent peu en dehors de « leur » république, en utilisant parfois des technologies incompatibles. Enfin, la faible mobilité interrégionale du capital rend problématique le développement du Sud.

Bernard Barbier pense que c'est par le biais de l'éologie que l'opposition peut obtenir un pouvoir. Dans les Carpates, la voïvodie de Nowy Saz refuse l'industrie pour garder son image de « paradis du tourisme » : la Pologne est la première à entrer dans cette ère « post-industrielle », et ce n'est pas un hasard si l'Académie des sciences est en train d'y édifier, dans une version bilingue, polonaise et anglaise, un Atlas du milieu naturel et des menaces de dévalorisation.

YVES GUERMOND

► Marie-Claude Maurel : « Les Paysans contre l'Etat » (le rapport de forces polonais). L'Harmattan.
Jean Radvanyi et Violette Rey : « Régions et pouvoirs régionaux en Europe de l'Est et en URSS », Masson.
Institut de géographie de l'Académie des sciences (Varsovie) : « Atlas de Ressources Values, and Degradations of Poland's Geographical Environment ». En cours de parution par fascicules.

La Pluralité des mondes

par Steven J. Dick

D'où est venue l'idée que nous publions, n'est pas étroitement définie. Pourquoi le concept d'intelligence extraterrestre est-il apparu pour la première fois dans la Grèce antique, puis à nouveau aux XVII^e et XVIII^e siècles ? En vertu de quelle logique s'est-il imposé ? Astronome et historien des sciences, membre de l'US Naval Observatory, Steven J. Dick étudie, sur une période qui va du V^e au XVIII^e siècle, comment l'idée d'autres mondes et d'une vie extraterrestre « est passée du stade d'hérésie à celui de dogme orthodoxe ».

► Actes Sud, 278 p., 160 F.

Introduction biologique aux sciences de l'homme

par Henri Verron

Cet ouvrage explore les grands domaines des sciences de la vie qui ont marqué les sciences humaines, de l'anthropologie à la philosophie. Les préconceptions d'après la création de l'être vivant et le rôle de ses composants, puis la nature biologique de l'humanité et les mécanismes relatifs à l'activité des gènes et formation des caractères. Il s'attache enfin aux travaux plus récents, où l'être vivant est appréhendé comme un système auto-organisé. Cinq thèmes sont ainsi étudiés : la culture, la théorie de l'évolution des espèces, le développement de l'embryon, la génétique mendélienne et moléculaire, le cerveau et la pensée.

► Hachette, collection « Histoire et philosophie des sciences », 322 p., 148 F.

Projets d'équipe et discernement

par D. Astor, C. Bernadot, M. Lout, M. Nélon

Cet ouvrage, à l'usage des instituteurs des classes maternelles, traite des pratiques de coopération pédagogique permettant « d'assurer à l'enfant une cohérence dans son enseignement, et une continuité dans sa vie scolaire ». Les auteurs, pédagogues ou conseillers pédagogiques, présentent plusieurs expériences, à travers les arrangements et les activités pédagogiques qu'elles induisent. Dans la même collection, « Pratiques pédagogiques », viennent de paraître : « Pour un apprentissage structuré de l'écriture (maternelle-CF) : la Construction des nombres (maternelle-CF) ; Concevoir sa classe, une aide aux apprentissages (maternelle) ; ► Armand Colin, collection « Pratiques pédagogiques », 119 p.

(Publicité)

DEUXIÈME COMPÉTENCE INFORMATIQUE ET NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION POUR DIPLOMÉS NON SCIENTIFIQUES

en sciences humaines et sociales, lettres, droit, économie, etc.

Niveau requis : bac + 4 ou 5
Formation à plein temps d'octobre à juin
2 options : « Correspondant informatique » et « Formateur »
Réaménage possible

FORMATION PERMANENTE DE L'UNIVERSITÉ PARIS-VI
4, place Jussieu - Tour 15 - 1^{er} étage - 75252 PARIS Cedex 05
Tél. : 46-33-10-32, 43-29-02-63 et 43-36-25-25 (poste 48-47)

(Publicité)

UNIVERSITÉ PARIS-NORD
av. J.-B. Clément, 93340 Villetaneuse

ouverture de 2 stages de formation de formateurs

1. - PROBLÉMATIQUE INTERCULTURELLE
700 heures entre janv. 1990 et juillet 1990
validation : diplôme universitaire 3^e cycle

2. - LUTTE CONTRE L'ILLETTRISME
600 heures entre fév. 1990 et juin 1990
validation : diplôme universitaire 1^{er} cycle

Sélection sur C.V. et entretien
Téléphoner : 49-40-32-22.

ISTH INSTITUT DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES DEPUIS 1954.

"Aux étudiants BACHELIERS, en TERMINALES ou en UNIVERSITÉ, HK"

qui se destinent à l'entrée en AP de SCIENCES PO ISTH propose deux nouvelles formules de préparation méthodologique adaptées en "COURS DU SOIR" à dater du 15 novembre prochain.

RÉUNIONS D'INFORMATION ET DE CONSEILS PERSONNALISÉS

les 4, 9 octobre et 7 novembre au Centre AUTEUIL
6, avenue Léon-Henry, 75018 Paris à 18 h 15
Tél. pour participer à 45.85.59.35 et 42.24.10.72

LE CENTRE AUTEUIL

● Formation continue Audiovisuelle
● l'Ecole du Cinéma et de la Télévision

Contactez-nous au : (1) 30 69 00 17

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINÉMA FRANÇAIS

pour devenir **assistant-réalisateur scripte monteur-monteuse**

Cours directs (1^{re} et 2^e années)
Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)

CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris. Tél. : (1) 48.74.65.94
Depuis 1963, établissement d'enseignement technique supérieur, agréé par le Ministère de l'Éducation Nationale.

CARRIÈRES INTERNATIONALES

Enseignements juridiques, diplomatiques, économiques et linguistiques.
Durée des études : 4 ans - Statut étudiant
Préparation aux concours des affaires étrangères (concours A)

INSTITUT D'ÉTUDE DES RELATIONS INTERNATIONALES
Établissement d'enseignement supérieur libre

12, rue des Saints-Pères - 75007 PARIS - Tél. (1) 42-96-51-48

(Publicité)

TECHNICIENS SUPÉRIEURS

L'Université Pierre-et-Marie-Curie au centre de Paris

vous offre : des enseignements promotionnels (diplôme d'ingénieur à temps partiel, licence, maîtrise, DESS, DEA, dans le domaine des sciences pour l'ingénieur)

Pour préparer avec succès ces formations, remettez-vous en forme avec le **diplôme de Mathématiques générales III** hors temps ouvrable

Renseignements et inscriptions : **FORMATION PERMANENTE**
Tél. : 46-33-10-32 ou 43-29-02-63

L'ALBUM 89

PLANTU

est paru

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

L'ANGLAIS POUR TOUS

Pour moins de 250 F

vous pouvez apprendre l'anglais ou vous perfectionner avec

LES COURS DE LA BBC

Deux cassettes et un livre avec exercices en français

Documentation gratuite : ÉDITIONS BBC OMNIVOX (M)
8, rue de Berri, 75008 Paris
Tél. (1) 43-59-80-05

SPORTS

GRS : championnats du monde à Sarajevo

Chrystelle Sahuc, rubans et faveurs

Habituellement dominé par les Bulgares et par les Soviétiques, les championnats du monde de gymnastique rythmique et sportive (GRS) se tiennent du 27 septembre au 1^{er} octobre à Sarajevo. Les Françaises suivront les progrès de Chrystelle Sahuc, quatorze ans.

154 centimètres de hauteur, 34 kilos de gracilité : Chrystelle Sahuc est le grand espoir de la GRS. A quatorze ans, elle vient d'intégrer l'équipe de France seniors et concurrencera déjà les « anciennes ». Stéphanie Cottel ou Aurore Retuerto qui n'ont pas encore vingt ans.

Chrystelle Sahuc est un petit phénomène. Cette jeune fille blonde aux allures d'écolière sage et timide est devenue en décembre dernier la plus jeune championne de France en titre tous sports olympiques confondus. Elle n'était encore âgée que de treize ans et avait triomphé des seniors dans l'épreuve de ballon, l'un des cinq « engins » qui constituent la panoplie de la GRS (les autres sont le cerceau, le ruban, la corde et les massues).

Dans ce sport où la grâce et l'agilité sont plus importantes que la force physique la GRS n'a pas encore cédé à la mode des gymnastes miniatures, comme la gymnastique sportive, sa sœur aînée, il y a quinze ans. Chrystelle Sahuc est sans doute plus une exception que le symbole d'une évolution allant dans ce sens. La discipline, olympique depuis l'an dernier, reste dominée par des jeunes filles

slancées, en général bulgares ou soviétiques.

Si Chrystelle Sahuc en est déjà la - c'est-à-dire aux championnats du monde seniors - c'est le résultat de dix ans de pratique. Ce n'est pas tant Chrystelle qui a choisi la GRS que la GRS qui est venue à Chrystelle : la famille de la jeune gymnaste habite près d'Evry (Seine-et-Marne), dans la région parisienne, l'un des fiefs de la gymnastique rythmique puisque le centre national d'entraînement de cette discipline y est installé. Elle n'avait que quatre ans quand sa mère l'inscrivit dans le club local. Très vite, elle a intégré le système sportif-études dès la classe de sixième. Depuis, elle vit à toute vitesse, entre sa chambre d'enfant, le collège où elle est en troisième et la salle d'entraînement encadrée dans le béton de la ville nouvelle d'Evry.

Drôle de vie : avec une semaine de vacances à Noël, quatre durant l'été, Chrystelle Sahuc vit au rythme d'un adulte. Et elle ne peut même pas compter sur les week-ends puisqu'il est bien rare que ses dimanches ne soient pas occupés par une compétition ou par ses devoirs d'écolière.

Son existence n'est cependant pas un enfer : la gymnaste a conscience de vivre quelque chose d'exceptionnel. Elle réussit dans ce qu'elle a entrepris et, avec les années, elle a pris goût à la compétition. L'an dernier, elle a terminé quatrième du Cerceau d'or, concours renommé qui se dispute en Bulgarie, pays où la GRS a rang de sport vedette. Il y a trois mois, elle a pris la neuvième place des championnats d'Europe juniors.

Alors, à l'âge des premières surprises-parties, Chrystelle com-

mence à penser en terme de palmarès, nait à l'ambition et avoue qu'une *Marsellaise* jouée pour elle lors d'une compétition internationale la mènerait au bord des larmes : « Ce serait la plus belle chose qui puisse m'arriver », confie-t-elle.

Corps d'enfant, vie d'adulte. La pratique sportive de haut niveau au plus jeune âge ne risque-t-elle pas d'avoir des conséquences négatives ? « Il ne faut pas croire que les très jeunes filles, notamment les gymnastes et les nageuses, souffrent de l'hyperactivité à laquelle elles sont soumises dans les centres d'entraînement », affirme Marc Lévesque, psychologue spécialisé dans le sport. Elles ont conscience de bénéficier de conditions exceptionnelles qui leur permettent de s'adonner à leur sport. Des problèmes psychologiques peuvent cependant surgir et entraîner des problèmes physiques, comme l'effet de chronocirculation qui consiste en une grande lassitude déclenchée par la répétition d'efforts de caractère peu ludique.

Chrystelle Sahuc ne se soucie pas de cela. Elle estime mener une existence « privilégiée », qui la distingue des filles de son âge, d'autant qu'elle n'est pas interne, comme les autres jeunes espoirs de l'équipe de France, qui n'ont pas la chance d'avoir leur famille à Evry.

La petite Chrystelle vit donc une expérience unique, sans trop se demander où cela pourra la mener. « Plus tard, je serai contente de raconter à mes enfants et à mon mari les voyages et les compétitions auxquelles j'aurai participé. Rien de plus. »

GILLES VAN KOTE

VOILE : Course autour du monde

L'expérience d'un capitaine All Black

Steinlager, le maxi-ketch du Néo-Zélandais Peter Blake, était attendu, mercredi 27 septembre, à Punta-del-Este (Uruguay), où il devrait remporter la première étape (6 280 milles) de la Course autour du monde en équipage dont le départ avait été donné le 2 septembre à Southampton (*le Monde* du 2 septembre).

Avec ses 92 kilos pour 1,83 mètre, le Néo-Zélandais Peter Blake avait fait un solide. All Black. Sa participation à la première course autour du monde en équipage, en 1973, à bord du voilier britannique *Barton-Carter*, en a décidé autrement. Des quatre trois cents concurrents présents à Southampton, ce « Tabarly des mers du Sud » était le seul à avoir pris le départ des quatre précédentes éditions de la Whitbread.

À défaut d'y connaître la réussite jusqu'à ce jour, Peter Blake a acquis une expérience de cette course qui lui avait permis, dès 1981, de convaincre ses compatriotes de lui armer un

bateau pour la troisième édition. Désigné par un dévoué nommé Bruce Farr, devenu depuis le plus célèbre des architectes navals, *Carmichael*, avait décliné dans la première étape, mais les deux hommes ont su tirer les leçons de cette première expérience commune.

Déjà de tout son budget grâce à un confortable budget octroyé par Steinlager, le premier brasseur néo-zélandais, pour la construction d'un trimaran (avec lequel il a gagné le Tour d'Australie en 1988), du maxi de la Whitbread et d'un futur monocoque pour l'attaque à des records transocéaniques, Peter Blake disposait à Southampton du voilier le plus puissant : le plus long (25,62 mètres), le plus lourd (35 tonnes) et le plus toilé (830 mètres carrés au portant).

Le programme de prédiction de vitesses, établi par Bruce Farr à partir des relevés météorologiques enregistrés ces dernières années sur le nouveau parcours de la Whitbread, modifié pour éviter l'écueil du Cap en Afrique du Sud, a incité Peter Blake et son ancien second Grant Dalton (Fisher-and-Paykel) à opter pour des ketchs (deux mâts). Ces bateaux, pénalisés par le poids et le grément du mât d'artimon lors des remontées au près, bénéficient d'un surcroît de voile (150 mètres carrés de plus que les sloops *Merrill* ou *Corbière*) aux allures portantes, largement dominantes (près de 75 %) dans cette course.

Cette option s'est révélée la plus judicieuse lors de la première étape si on considère que les trois ketchs, le néo-zélandais *Steinlager* et *Fisher-and-Paykel* et le sloop *The Cat*, occupaient respectivement, mercredi 27 septembre, les premières, deuxième et cinquième places de la flotte de vingt-trois unités.

En tête de cette flotte des premiers jours, *Steinlager* a pu profiter d'une météo clémente - et un escape quelques coups de vent de cinquante nœuds à la sortie du golfe de Gascogne - pour mener grand train (près de 10,5 nœuds) cette étape de 6 280 milles (11 630 kilomètres). Les deux sloops néo-zélandais ont surtout fait le meilleur choix de route (300 milles de plus à l'ouest que *Steinlager* et 50 milles de plus que *Merrill*) pour bien négocier le « pot au noir » et toucher les premiers les alizés.

Merrill, attendu à la deuxième place à Punta-del-Este, devrait compléter le « tiercé gagnant » de l'architecte Bruce Farr à l'arrivée de la première étape. Le skipper suisse Pierre Felbermond, qui a le mieux préparé cette navigation sur son maxi-sloop, redoutait surtout des problèmes de grément après avoir dû changer son mât juste avant le départ. La casse de l'un des deux rails de fixation du tangon lui a donné raison en rendant défectueux les empenages lors du sprint final.

GÉRARD ALBOUY

FOOTBALL :

Les Coupes d'Europe

Monaco et Sochaux qualifiés

L'AS Monaco s'est qualifié pour les huitièmes de finale de la Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe en dominant, mardi 26 septembre, en Principauté, l'équipe portugaise de Belenenses (3-0). Les Monégasques avaient obtenu le match nul (1-1) lors de la première manche au Portugal. En Coupe de l'UEFA, Sochaux s'est qualifié pour les seizièmes de finale, victorieux lors du match aller (7-0) en France-Comté, les Sochauxiens se sont imposés au Luxembourg (5-0) face à Esch. Mercredi 27 septembre, l'Olympique de Marseille devait affronter les Danois de Brøndby (Coupe des champions), Auxerre les Albanois d'Apollonia Fier et le Paris SG les Finlandais de Lahti (Coupe de l'UEFA).

Les autres résultats

COUPE DES COUPES
Valencia (Esp.) bat Hamrun Spartans (Mal.), 1-0 (0-5) ; Dinamo Brest (Rus.) bat Dinamo Tirane (Alb.), 2-0 (0-1) ; Grasshoppers Zurich (Sui.) bat Slaven Belija (Cro.), 4-0 (0-3).

COUPE DE L'UEFA
Hibernian (Ecos.) bat Vicocton (Hon.), 3-0 (1-0) ; Real Saragossa (Esp.) bat Vitoša Sofia (Bul.), 4-3 (0-0) ; First Vienna (Aut.) bat FC La Vallette (Malte), 5-0 (4-1).
(Les clubs qualifiés sont en caractères gras. Entre parenthèses les résultats des matches aller.)

AUTOMOBILISME : Mansell suspendu pour le Grand Prix d'Espagne. - Le Conseil mondial de la Fédération internationale du sport automobile (FISA), réuni le 26 septembre à Paris, a décidé de suspendre, pour le Grand Prix d'Espagne de Formule 1 (1^{er} octobre), le pilote Nigel Mansell qui n'avait pas quitté la piste après présentation du drapeau de disqualification au Grand Prix du Portugal (*le Monde* du 26 septembre). C'est la première fois que la FISA prend une telle mesure depuis la suspension pour deux courses de l'italien Riccardo Patrese impliqué dans l'accident mortel du Suédois Ronnie Peterson en 1978. Ferrari a fait appel de cette décision, mais l'affaire ne devrait pas être émise avant la course pour laquelle l'écarter italien a décidé de ne pas remplacer le pilote britannique, comme le règlement l'y autorisait.

TENNIS : Leand et Leconte qualifiés à Bordeaux. - Ivan Lendl et Henri Leconte se sont qualifiés, mardi 26 septembre, pour le deuxième tour du Tournoi de Bordeaux (200 000 dollars), en battant respectivement leurs compatriotes Karel Nováček (7-6, 6-7, 6-1) et Armand Geisler (6-2, 6-2).

CULTURE

M. Georges-François Hirsch nommé à l'Opéra-Bastille

Le directeur du Théâtre des Champs-Élysées complète l'équipe de Pierre Bergé

Le conseil des ministres du mercredi 27 septembre devait annoncer deux importantes nominations à l'Association des théâtres de l'Opéra de Paris, sur proposition du président, M. Pierre Bergé : celle de M. Jean-Albert Cartier comme administrateur général du palais Garnier, officieuse depuis le printemps, et celle de M. Georges-François Hirsch comme administrateur général de l'Opéra-Bastille.

L'équipe de l'Opéra-Bastille est enfin au complet. Après la démission de René Gonzalez en juillet, c'est un vrai professionnel qui vient rejoindre Dominique Meyer, directeur général des Opéras de Paris, et Myung-Wan Chung, le directeur musical.

Georges-François Hirsch a de quoi tenir ; il est le second d'une « dynastie », puisque son père a dirigé la Réunion des théâtres lyriques nationaux pendant neuf ans, à une époque où ce n'était pas un métier plus facile qu'aujourd'hui ; violemment critiqué, il n'en a pas moins fait entrer au palais Garnier des œuvres telles que *Bolivar*, *Jeune au bâcher* ou les *Dialogues des cornettes*.

Son fils a été de tous les métiers du théâtre, de machiniste à directeur, en passant par metteur en scène, et surtout administrateur de la danse au palais Garnier pendant quatre ans ; il connaît donc parfaitement l'esprit, les qualités (et les défauts) d'un personnel qu'il tient en haute estime.

Au Théâtre des Champs-Élysées, il a montré pendant six ans son amour du théâtre lyrique, mon-

tant avec une grande audace, en collaboration avec des opéras de province et de l'étranger, nombre d'œuvres qui ont renouvelé amplement le paysage musical parisien : ainsi la *Tétralogie* montée par Messiaen, *Ariadane*, *Guère et Paix*, *l'Orphée*, *l'Otello* de Rossini, la *Pie voleuse*, *Guillaume Tell*, *Noces de sang*, la *Sonnambule*, etc.

Cette audace avait coûté un peu cher à la Caisse des dépôts et consignations, propriétaire du théâtre (*le Monde* des 20 et 21 juin), qui avait cependant consenti un énorme effort financier pour rénover les installations scéniques, et elle a coûté... sa place à Georges-François Hirsch, ce qui sera peut-être considéré plus tard comme une aubaine pour l'Opéra-Bastille. Il assurera cependant jusqu'en août 1990 la direction du théâtre des Champs-Élysées, où il a préparé une très importante saison (1).

Il quittera avec tristesse son beau théâtre de l'avenue Montaigne, mais c'est, nous a-t-il dit, avec joie qu'il participera à la plus grande aventure de l'Opéra en France depuis cinquante ans avec une équipe d'amis (il a suffisamment d'ennemis ailleurs). Il a la certitude que la Bastille est un formidable instrument, et la volonté de tout faire pour, avec l'ensemble d'un personnel hautement qualifié, ouvrir comme prévu le 17 mars 1990.

Dans quinze jours, le président révélera, dans le détail, l'ensemble des deux prochaines saisons.

L'ouverture - c'est un secret de Polichinelle - verra très probablement la première représentation intégrale des *Trois Troyens* de Berlioz à Paris, ce qui fut de tout temps le vœu de Pierre Bergé.

JACQUES LONCHAMPT

[Georges-François Hirsch est né à Paris le 5 octobre 1944. Il est le fils de Georges Hirsch (1895-1974) qui fut administrateur de la RTLN de 1946 à 1951 et de 1956 à 1959.]

Tout d'abord, le jeune homme, qui avait fait des études de lettres et de musique (piano et direction), se passionna pour le théâtre : à seize ans, il est médiateur au Théâtre des Capucines, puis régisseur au Théâtre de la culture de l'Île-de-France, organisme de décentralisation lyrique.

En 1969, Marcel Landowski, directeur de la musique au ministère de la culture, le nomme directeur du Théâtre de Limoges, où il a quatre cent cinquante personnes sous ses ordres, des chanteurs, un orchestre, un ballet, et même cinq ou six productions par an. Il y reste jusqu'en 1974 et réalise ensuite des mises en scène, notamment aux États-Unis.

Bernard Lefort l'appelle à l'Opéra comme administrateur de la danse en 1979 et, après la démission de Lefort, en 1982, il participe avec Paul Fourny, Alain Lombard et Jean-Pierre Lécuyer, à l'équipe dirigeante de la RTLN.

En 1983, il prend la direction du Théâtre des Champs-Élysées, où il développe une importante programmation lyrique, et où son contrat doit s'achever en août 1990.]

(1) Dès le 5 octobre, il présente *le Chevalier à la rose*, dans une mise en scène de Jean-Louis Martinoty avec l'orchestre... de l'Opéra.

M. Lang veut développer le rock français

De l'aide aux débutants à la création de petites salles cinq mesures pour professionnaliser les artistes

Le ministre de la culture, M. Jack Lang, a présenté mardi 26 septembre, un plan d'action pour le rock et les variétés lors d'une conférence de presse au Palais national, club rock parisien. Le ministre a défini cinq axes autour desquels l'Etat entend aider la création ainsi que la professionnalisation des artistes. Dans cette perspective, le budget consacré au rock et aux variétés augmentera de 50 % en 1990.

Les artistes et groupes débutants - « le premier maillon de la chaîne » - seront aidés grâce au programme FAIR (Fonds d'action et d'initiative rock) au cours d'une opération baptisée « A fond la caisse » : il s'agit d'apporter pendant deux ans un soutien logistique (frais de tournée) à quinze groupes parmi ceux qui auront répondu à un appel de candidatures. D'autre part, en liaison avec le secrétariat d'Etat à la formation professionnelle, un enseignement de manager devrait rapidement être mis en place.

Le programme d'équipement de petits lieux de spectacle doit connaître une impulsion nouvelle. M. Lang a écrit à tous les

maires de villes de plus de vingt mille habitants en leur proposant l'aide de son ministère dans la construction ou la rénovation de salles de deux cents à quatre cents places. Le ministre a fait remarquer que, pour l'instant, la France ne comptait pas plus d'équipement de ce type que les Pays-Bas. En outre, la construction de bâtiments de type Zénith se poursuivra ; la prochaine ville à en être équipée sera Tours.

En janvier 1990, 4 millions de francs seront débloqués à l'intention des petits labels discographiques. Pour Bruno Lion, chargé de mission sur le rock et les variétés au ministère, il s'agit de les aider à trouver un modèle de développement pour surmonter les difficultés de gestion et de trésorerie, qui accompagnent un développement rapide. Toutefois ces crédits ne seront pas réservés à la seule production rock.

Face à la disparition de nombreuses émissions de télévision consacrées au rock, 1 million de francs seront consacrés à la réalisation de pilotes qui seront ensuite proposés aux chaînes.

Enfin, le Centre d'information qui, vient de publier l'édition

1990 de l'Officiel du rock, éditera désormais un mensuel d'informations professionnelles, *Yaourt*. C'est également le CIR qui gèrera le programme FAIR.

Le suivi de ces initiatives dans leur ensemble sera assuré par une commission consultative sur le rock et les variétés, composée de professionnels de tous les métiers de la musique (artistes, producteurs, éditeurs, managers) et présidée par Yves Bigot, journaliste à Europe 1 et *Libération*.

Une fois que le ministre eut quitté la scène, la seconde partie de la soirée a été assurée par les VRP, groupe satirique et minimaliste.

T. S.

RECTIFICATIF. - Une erreur a été commise à la fin de l'article consacré à la fin de la saison de la *Benvenuto Cellini* au Festival de Lyon (*le Monde* daté 24-25 septembre) nous a fait omettre quelques-uns des principaux responsables de cette production : le décorateur Christian Katz, l'orchestre national de Lyon, et surtout le chef d'orchestre John Nelson, maître d'œuvre de cette réussite.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Edité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Berne-Méry, fondateur.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437 ISSN : 0395-2037

Recommandations sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-99-61.

Imprimé en France par Le Monde, 12, rue de la Harpe, 75001 PARIS

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composée 36-15 - Tapez LEMONDE

ou 36-15 - Tapez LM

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

ABONNEMENTS

BP 597 05

75427 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

BULLETIN

D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐6 mois ☐1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

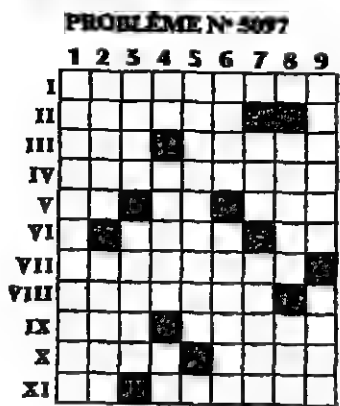
Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

AGENDA

MOTS-CROISÉS



HORIZONTALEMENT

1. Certaines d'entre elles étaient bien placées pour remonter aux sources. — 2. Qui est simple, certes, mais pas forcément facile. — 3. Antidote à la diffusion. — 4. Susceptible de nous conduire à passer la main. — 5. Les quatre saisons. Fait appel d'un auditeur. — 6. Un homme qui est aux ordres. Préposition. — 7. Incitant à taper et à frapper. — 8. Ceux qui s'y intéressent n'aiment pas les mauvais tours. — 9. Choisis pour « jouer ». Est « tenue » à l'écart. — 10. Justifient maints départs. Vraiment pas éloigné. — 11. Révéché. Conduit à reconduire.

VERTICALEMENT

1. Crie ! Boum ! Hue ! — 2. Ne craint pas de se faire jeter à la poubelle. Permet à certains d'apporter leurs pierres à l'édifice. — 3. Antidote aux événements. S'agit au bien ou alors victime du mal. — 4. Suit son cours : Nous en a fait voir de toutes les couleurs. Pronom. — 5. Nombreux sont ceux qui craignent ses réactions. — 6. Tiré d'une fiole. Département. — 7. Qui a donc attiré le regard. Se fait mettre en boule. — 8. On y suspend des filets. A passé beaucoup de temps à jouer. — 9. Pas forcément du plus mauvais goût. Contribue à faire du bon travail d'équipe.

Solution du problème n° 5896

Horizontalement
I. Chevelure. — II. Olive. Un. — III. Nœud. Oit. — IV. Troènes. — V. Trent. — VI. Guipure. — VII. RA. — VIII. Edienne. — IX. Une. — X. Sarc. Fil. — XI. En. Revenu.

Verticalement
1. Contagieuse. — 2. Hier. Onan. — 3. Essoriller. — 4. Vile. Or. — 5. Aventureuse. — 6. Le. Errant. — 7. Osée. Née. — 8. Nul. Félin. — 9. Entâtée. Éu.

GUY BROUTY

PARIS EN VISITES

JEUDI 28 SEPTEMBRE
« Hôtel et église de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Saint-Paul (Réaumur) du passé.
« La Tour de la Bastille et la nouvelle Opéra », 14 h 30, 23, rue de Sévigné.
« Notre-Dame, son trésor, son mobilier », 15 h, portail central de la cathédrale.
« La querelle de la Bastille et le nouvel Opéra », 14 h 30, place de la Bastille, devant la Tour d'Argent (P.-Y. Jost).
« Une journée pour la Louvre », 10 h, inscription au 42-55-06-88 (M. Heger).
« L'UNESCO », 14 h 30, entrée de l'UNESCO, place de Fontenay (Paris et son histoire).
« Cycle peinture française : la destruction de la France », 14 h 30, Palais-Royal, sortie Place Collette (Paris et son histoire).
« Le Palais de justice au travail », 14 h 30, devant les grilles du Palais (M. Polin).
« Pouvoirs et symboles inconnus des Champs », 15 h, métro Temple (H. Hauser).
« L'Église et les hôtels de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Saint-Michel, sortie boulevard Henri-IV (E. Romani).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* des lundi 25 et mardi 26 septembre :
DES DÉCRETS
N° 89-693 du 21 septembre 1989 instituant la médaille du tourisme.
N° 89-694 du 20 septembre 1989 portant application de dispositions du code de l'urbanisme particulières au littoral et modifiant la liste des catégories d'aménagements, d'ouvrages ou de travaux devant être précédés d'une enquête publique.
DES ARRÊTÉS
Du 18 septembre 1989 relatif à la frappe et à la mise en circulation de pièces commémoratives de 10 F.
Du 25 septembre 1989 relatif à la réalisation d'acquisitions fon-

CARNET DU MONDE

Naissances

— **Amie CHASSAGNE-HAËCK** et **Michel HAËCK** ont la joie d'annoncer la naissance de **Claire**, le vendredi 22 septembre 1989, à Agen.

Villa du Rocher-Saint-Espirit, 47000 Agen.

— **Christiane et Christian HERMELIN** sont heureux d'annoncer la naissance de leurs petits-enfants,

Jules, chez

Jean-Marie HERMELIN, **Nathalie MAINGUY** et **Yvonne**,

Alice, chez

François-Xavier HERMELIN, et **Valérie GEOFFROY**, 34, rue de Turcy, 75018 Paris.

— **Catherine et Simon BOUANICH** sont heureux de faire part de la naissance de **Léa**, qui a eu lieu le 14 septembre 1989.

— **Hayet et Pierre MOLLARD**, **Loïc-Mathis**, sont heureux d'annoncer la naissance de

Lies-Paul, le 25 septembre 1989.

2, place de Séoul, 75014 Paris.

— **Marguerite HART**, a la joie d'annoncer la naissance de sa petite-fille

Sarah, le 16 septembre 1989, à Marseille.

chez **Françoise HART-KHOURBAZ** et **Lahouc KHOURBAZ**, 3, avenue Constant-Coquelin, 75007 Paris.

17, rue Henri, 13007 Marseille.

— **Suzanne et Jean BERGER** sont heureux de faire part de la naissance de

Thomas, Michel, Yvan, le 21 septembre 1989.

21, résidence des Champs, 31520 Ramonville.

Mariages

— **Frédéric EDELMANN** et **Caroline BAGROS** se sont mariés dans une relative intimité, le samedi 23 septembre 1989.

Décès

— **M. et M^{me} Jean Arthaud**, **Nicolas, Claire, Malvina et Roch**, **Benjamin**, **Frédérique, Sophie et Raphaëlle**, ont le chagrin d'avoir perdu leur père, grand-père et arrière-grand-père,

Lacien ARTHEAU, mort le 24 septembre 1989, dans sa quatre-vingt-onzième année.

L'inhumation a eu lieu à Michery (Yonne), dans l'intimité familiale.

32, boulevard Saint-Marcel, 75005 Paris.

— **Christiane Audibert**, **Catherine et Hubert Dujeud** et leurs enfants, **Claire, Stéphanie, Laurence et Hélène**, **Noëlle Audibert et François Magaud** et leurs enfants, **Thomas, Simon et Vincent**, **Pierre et Joëlle Audibert** et leurs enfants, **Laurent et Fabrice**, **François Audibert**, **Jacqueline et François Chetol**, leurs enfants et petits-enfants, **Odile Bouillouche**, ses enfants, beaux-enfants et petits-enfants, ont la tristesse d'annoncer le décès, à l'âge de soixante-sept ans, le 22 septembre 1989, de

Jean AUDIBERT, ingénieur en chef des mines, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre.

Il a été inhumé dans l'intimité à Montigny-sur-Loing.

9, square Alboni, 75016 Paris.

— **M. René Chapus**, **M. Paul-Emile Chapus**, **M. Catherine Chapus**, **M. et M^{me} Pascal Delagrègne**, **Les familles Marc Chapus, Maurice Chapus, Jean Chapus**, **M. et M^{me} François Desjourns**, **M. et M^{me} Daniel Laroche**, **Les familles Moreau et Orsat**, **M. et M^{me} Herbert Liorens**, **Les familles Pilet et Champouy**, ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri CHAPUS, avocat au barreau de Paris, survenu le 23 septembre 1989.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 28 septembre, à 8 h 30, en l'église Saint-Hippolyte d'Évry, Paris, 16, 66 bis, avenue Raymond-Poincaré.

58, rue de la Faisanderie, 75116 Paris.

— **Jean-Philippe Tam**, **Sa famille**, **Et ses nombreux amis**, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean Charles DEMACHY, survenu dans sa quatre-vingt-troisième année, à Paris.

La crémation aura lieu le lundi 2 octobre, à 15 h 30, dans le grand salon du Père-Lachaise.

— **M. Hervé GRANONE**, son épouse, **et Clément Barber**, **M. Bruno GRANONE**, son fils, **M. et M^{me} Antoine GRANONE**, ses parents, **M. et M^{me} Jean-Paul GRANONE**, ses frères, beaux-frères et leurs enfants, **Les familles Jacques Falgue**, **Albinoche, Belleville, Paquier, Jean-Paul Martin, Cheddi Songondo**, **Havouy**, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Hervé GRANONE, directeur d'UTA en République du Tchad, survenu le 19 septembre 1989, dans l'accident d'avion Brazzaville-Paris.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

26, rue Roumiz, 06000 Nice.

— **M. Henri-Ricq**, **Ses enfants**, **Ses petits-enfants**, **Et toute la famille**, ont le profond regret d'annoncer le décès de

M. André HUISMAN, agrégé de mathématiques, inspecteur honoraire de l'éducation nationale, chevalier de la Légion d'honneur, commandeur dans l'ordre des Palmes académiques.

L'office religieux a eu lieu dans l'intimité en l'église Saint-Vincent de Vieux-Boucau, le samedi 9 septembre 1989, à 14 heures.

Des prières sont souhaitées.

Avenue de la Palombière, 40480 Vieux-Boucau.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-95-03

— **Maisons-Laffitte**, Versailles, **Emmanuelle Rodde**, son épouse, **Marie et François Rodde**, ses parents, **Geneviève Locointe**, sa belle-sœur, **Tout sa famille et sa belle-famille**, ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Luc HEDDE, dans l'accident du DC-10 d'UTA, le 19 septembre 1989.

— **Paris**, Sofia.

M. Christine Kristeva, **M. et M^{me} Julia Kristeva-Joyaux**, **M. et M^{me} Ivanova Kristeva**, **M. Philippe Joyaux**, **M. David Joyaux**, **M. Octave Joyaux**, ont la douleur de faire part du décès de

M. Stéphan KRISTEV, survenu brutalement le 23 septembre 1989, en sa soixante-dix-septième année, à Sofia.

— **Ses époux**, **Sa famille**, **Ses amis**, ont la douleur de faire part du décès de

Dominique LAFON, survenu le 21 septembre 1989 et rappellent à votre souvenir son père

André LAFON (X 35), décédé en 1985.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Ambroise, Paris-11^e, le 29 septembre, à 15 h 30, suivie de l'inhumation au cimetière familial du Père-Lachaise.

— **M. Eugène Rinet**, **M. et M^{me} Annie Lussac**, **M. et M^{me} Sergio Lussac** et leurs enfants, **Sa famille**, ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges LUSTAC, née **Christiane Rinet**, survenu le 18 septembre 1989.

Les obsèques ont eu lieu à Pont-sur-Yonne, dans la stricte intimité.

— **M. Jacqueline Rosa**, **et ses enfants**, **Nicolas, Marie-Laurence et Stéphanie**, **M. et M^{me} Jacques Mabille**, **M. Michel Mabille** et ses enfants, **Carole, Isabelle et Fabienne**, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Carole MABILLE, leur mère et grand-mère, survenu à Sainte-Adresse (Seine-Martinique), le 21 septembre 1989, dans sa quatre-vingt-troisième année.

L'inhumation a eu lieu à Sainte-Adresse dans l'intimité familiale.

78, rue du Général-de-Gaulle, 76310 Sainte-Adresse.

— **M. et M^{me} Emile Morali**, **M. Brigitte Szekler**, **M. Olivier Morali**, ses enfants, son petit-fils, ont l'immense douleur de faire part du décès de

M. Mieczyslaw SZENKIER, née **Regina Biderman**, survenu trois semaines après celui de son mari.

Les obsèques ont eu lieu au cimetière de Paimon, le 26 septembre 1989.

Profondément touchés des marques d'affection et de sympathie témoignées dans cette cruelle épreuve, ils remercient vivement tous ceux qui les ont exprimés.

3, rue François-Poussard, 75116 Paris.

175, rue Saint-Charles, 75015 Paris.

— **Ses collègues**, **Ses amis de l'agence comptable centrale du Trésor**, ont la tristesse de faire part du décès de

Christian THÉRET, survenu le 24 septembre 1989, à l'âge de quarante-trois ans.

La levée du corps aura lieu à l'hôpital Broussais, le jeudi 28 septembre, à 9 h 15.

Une messe sera célébrée ultérieurement.

— **L'Association Gombault-Darnaud**, **L'Association l'Élan retrouvé**, **L'Institut de psychiatrie La Roche-Foucauld**, ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 20 septembre 1989, du

docteur Michel VALORY, psychiatre, psychomotricien.

Le service religieux a été célébré ce jour au temple de l'Étoile, à Paris.

— **M. et M^{me} Fernand Mathez**, née **Germaine Tribaudant**, son épouse, **M. et M^{me} Nicole Mathez**, **Philippe et Eric**, **M. et M^{me} Joël Mathez**, **Corinne, Agnès et Delphine**, **M. et M^{me} Guy Mathez**, **Julien et Lionel**, ses enfants et petits-enfants, **Et toute la famille**, ont la douleur de faire part du décès de

M. Fernand MATHEZ, ancien élève des écoles normales d'instituteurs d'Anzère (1923-1931) et de Versailles (1931-1932), ancien élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud (1932-1934), professeur à l'École primaire supérieure de Calais (1935-1942), professeur au lycée Henri-Martin de Saint-Quentin (1942-1972), survenu le 17 septembre, en son domicile, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

Le service religieux a été célébré en l'église Saint-Eusèbe d'Anzère, le 20 septembre.

« On n'enseigne pas ce que l'on sait, mais ce que l'on est. »

Jean Jaurès.

5, rue Marcelle-Berthelot, 89000 Auxerre.

9, rue de la Daubinière, 34300 Béziers.

30, rue des Clignans, 34000 Montpellier.

24, rue Saint-Gabriel, 31400 Toulouse.

— **Valérie Biah-Péret**, **Son mari**, **Ses enfants**, ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Pierre PÉRET, survenu le 19 septembre 1989, à Saint-Maurice-sur-Hyères.

L'incinération aura lieu le 29 septembre, à 14 heures, au crématorium du cimetière Sud au Mans.

Cot avis tient lieu de faire-part.

3, Ovington Street, SW3, 21A Londres.

— **M. et M^{me} Judith Vladimir Scob**, **M. et M^{me} Michel Scob** et leurs enfants, **M. et M^{me} Georges Aperghis** et leurs enfants, **M. et M^{me} André Scobeltzino** et leurs enfants, **Et toute la famille**, ont la douleur de faire part du décès de

M. Vladimir SCOB, architecte DPLG, leur époux, père, grand-père, arrière-grand-père, survenu le 19 septembre 1989, à Paris.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale au cimetière russe de Saint-Germain-des-Bois.

— **M. et M^{me} Emile Morali**, **M. Brigitte Szekler**, **M. Olivier Morali**, ses enfants, son petit-fils, ont l'immense douleur de faire part du décès de

M. Mieczyslaw SZENKIER, née **Regina Biderman**, survenu trois semaines après celui de son mari.

Les obsèques ont eu lieu au cimetière de Paimon, le 26 septembre 1989.

Profondément touchés des marques d'affection et de sympathie témoignées dans cette cruelle épreuve, ils remercient vivement tous ceux qui les ont exprimés.

3, rue François-Poussard, 75116 Paris.

175, rue Saint-Charles, 75015 Paris.

— **Ses collègues**, **Ses amis de l'agence comptable centrale du Trésor**, ont la tristesse de faire part du décès de

Christian THÉRET, survenu le 24 septembre 1989, à l'âge de quarante-trois ans.

La levée du corps aura lieu à l'hôpital Broussais, le jeudi 28 septembre, à 9 h 15.

Une messe sera célébrée ultérieurement.

— **L'Association Gombault-Darnaud**, **L'Association l'Élan retrouvé**, **L'Institut de psychiatrie La Roche-Foucauld**, ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 20 septembre 1989, du

docteur Michel VALORY, psychiatre, psychomotricien.

Le service religieux a été célébré ce jour au temple de l'Étoile, à Paris.

— **Nous apprenons le décès du général Robert VIAL**, dont les obsèques ont été célébrées, mardi 26 septembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Louis des Invalides, à Paris, et dont l'inhumation a eu lieu à Horta-en-Auge (Calvados).

[Né le 10 février 1915 à Orange (Vaucluse) et ancien élève de Saint-Cyr, Robert Vial participa, durant la seconde guerre mondiale, à la campagne de Tunisie, au débarquement en Corse, sur l'île d'Elbe et en Provence. Il est notamment chargé d'intégrer le maquis de la Haute-Maine au sein de la 1^{re} armée. Il part le 14 mai 1945 à la suite de graves blessures durant les combats. De 1946 à 1966, il est au service historique de l'armée et participe à l'enseignement militaire de Saint-Cyr et de l'École de guerre. Entre 1966 et 1969, il est détaché auprès du ministre de la France d'outre-mer afin d'organiser la formation de cadres militaires de pays africains et malgaches. De 1969 à 1974, il est instructeur au cours supérieur interarmées et dirige le Centre d'études de sociologie militaire. Titulaire de la Croix de guerre et de la Silver Star Medal, le général Robert Vial était grand officier de la Légion d'honneur.]

— **On nous prie d'annoncer le décès survenu le 25 septembre 1989, à Grasse (Alpes-Maritimes), dans sa quatre-vingt-quatrième année, de**

M. VIRARD-GAUCHOT, veuve de René Virard,

membre de la Société des gens de lettres, président fondateur du Prix Scarron.

Remerciements

— **Béatrice Badie**, son épouse, **Johanne et Jean-Claude Boniface**, **Alexandre Badie**, ses enfants, dans l'impossibilité de répondre individuellement aux nombreux témoignages de sympathie et aux marques d'estime à la mémoire de

Vincent BADIE, prient toutes les personnes qui se sont associées à leur désir de bien vouloir trouver ici l'expression de leur profonde gratitude.

— **M. Samuel Abendanan**, **M. Pierre Bensimon**, **Et toute leur famille**, très touchés des nombreuses marques d'affection qui leur ont été témoignées lors de la disparition de

Lectrice BENSIMON, remercient du fond du cœur tous ceux qui ont partagé leur peine.

— **M. et M^{me} Guy Delivet**, **Et toute sa famille**, très touchés des marques d'affection et de sympathie que vous leur avez témoignées lors du décès de

docteur Guy DELIVET, vous adressent leurs très sincères remerciements.

Anniversaires

— **Il y a deux ans, le 28 septembre 1987,**

Pierre-Guy GUITTA, vingt ans,

quittait subitement sa famille et ses amis.

Il nous manque terriblement.

Avis de messes

— **Une messe pour le repos de l'âme de**

M. Michel BRUGUIERE sera célébrée à Toulouse, le vendredi 29 septembre 1989, en l'église des Jacobins, à 18 heures.

— **Une messe sera célébrée le samedi 30 septembre 1989, à 16 heures, au couvent des dominicains, 222, rue du Faubourg-Saint-Honoré pour le**

Père Antoine-René MOTTE, décédé le 18 septembre.

De la part des Frères et Sœurs de l'ordre de Saint-Dominique. Et de sa famille.

— **Pour le repos de l'âme de**

Violette MOUSSIER, décédée le 21 juillet 1989 à La Croix-Valmer (Var), une messe sera célébrée en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue du Roale, à Neuilly, le vendredi 29 septembre, à 18 h 30.

Messes anniversaires

— **Pour le dixième anniversaire du rappel à Dieu de**

Louise Laure HERBEMONT, née **Christine-Eymard**, une messe sera célébrée à sa mémoire le samedi 30 septembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Dominique, 18, rue de la Tombe-Issoire, Paris-14^e.

Une fidèle pensée est demandée pour elle.

AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le mercredi 27 septembre à 0 heure et le jeudi 28 septembre à 6 heures.

Un puissant anticyclone centré sur les îles Britanniques continuera à dévier les perturbations atlantiques vers le Scandina-ve puis vers l'Allemagne. Toutefois, de l'air humide s'enfoncera sur les régions du Nord et du Nord-Est et y maintiendra un ciel nuageux.

D'autre part, la France sera balayée par des vents de nord, forts près de la Méditerranée, et les températures resteront assez fraîches.

Jeudi : nuageux sur le Nord et le Nord-Est, ensoleillé ailleurs.

De la Haute-Normandie au Nord-Pas-de-Calais jusqu'à l'Alsace et la Franche-Comté, la météo sera grise. Dans l'après-midi, de belles éclaircies se déve-

lopont au sud de la Seine. Plus au nord, on verra, tout au plus, quelques coins de ciel bleu.

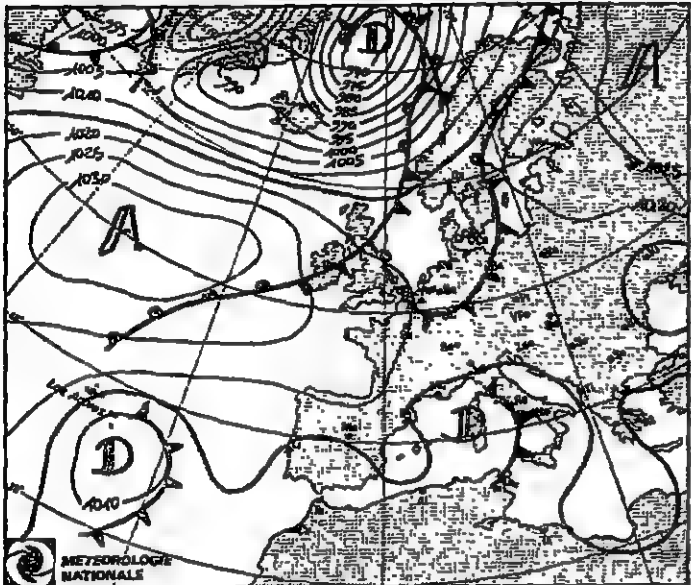
Sur le reste du pays, les passages nuageux seront de moindre importance et n'empêcheront pas le soleil de faire de larges apparitions.

En Corse, le temps sera plus variable et on risquera l'inverse en cours d'après-midi.

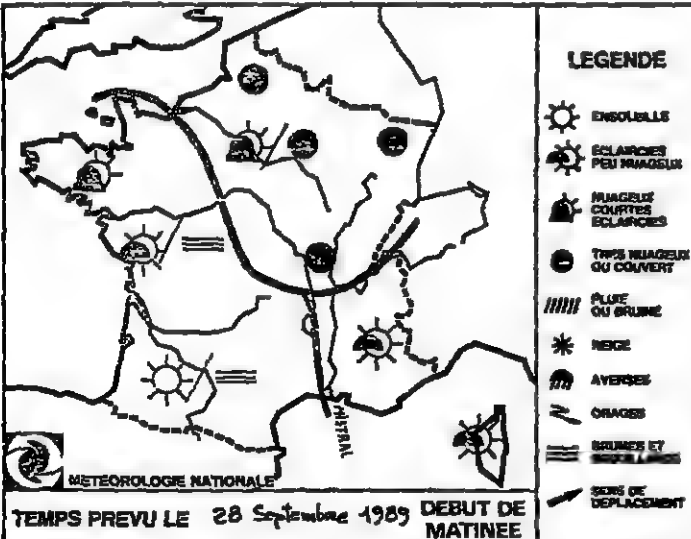
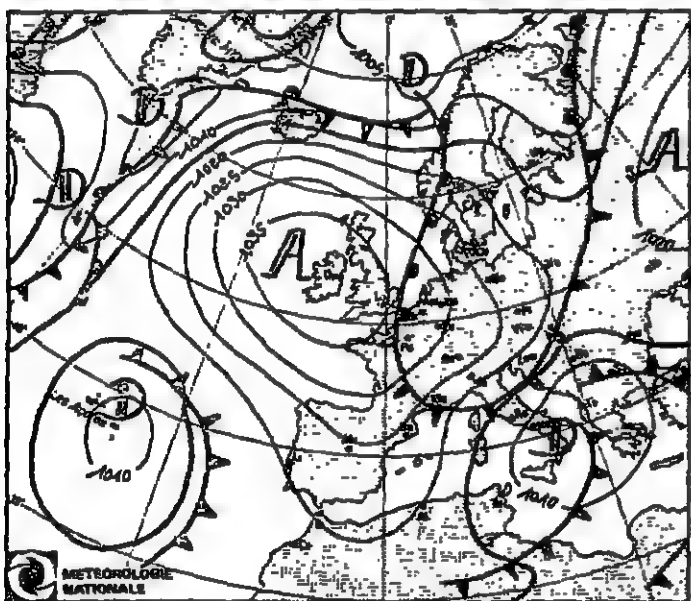
Les vents de nord seront en général modérés, mais, près de la Méditerranée, mistral et tramontane souffleront fort.

Les températures minimales seront comprises entre 8 et 10 degrés dans l'intérieur, entre 10 et 14 degrés près des côtes. Les maximales iront de 20 à 23 degrés sur les régions atlantiques et dans la Méditerranée, elles ne dépasseront pas de 15 à 18 degrés.

SITUATION LE 27 SEPTEMBRE 1989 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 29 SEPTEMBRE 1989 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé

la 26-9-1989 à 6 heures TU et le 27-9-1989 à 6 heures TU

12-29-1989 à 8 heures TU et du 17-2-1989 à 8 heures TU											
FRANCE				TOURS				LOS ANGELES			
AMBOISE	24	11	N	TOULOUSE	22	9	N	LIEGEBOURG	29	17	N
BARZAT	20	12	N	TOURNAI-AYER	21	10	N	MAGNY	30	18	N
BORDEAUX	24	10	N		-	-		MAGNY	30	18	N
BONJOUR	22	7	N	ÉTRANGER				MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	22	7	N	ALGER	30	19	N	MAGNY	36	28	N
CAEN	21	11	N	AMSTERDAM	19	6	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	17	13	N	ATLANTA	13	24	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	19	6	N	BARCELONE	26	16	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	19	6	N	BERLIN	24	11	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	20	11	N	BRAZILIA	19	8	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	20	11	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16	5	N	MAGNY	36	28	N
CHARENTAIS	24	12	N	CHARENTAIS	16						

ÉCONOMIE

SECTION C

22 Le conflit chez Peugeot
24 L'assemblée du FMI à Washington

25 Les péchés de jeunesse des Schtroumpfs
26 Le bâtiment cultive sa différence

29 Ile-de-France
30 Marchés financiers et Bourse

BILLET

Les risques du « vingt heures »

Jacques Chaban-Delmas en 1972, Jacques Calvet en 1989, après les hommes politiques, ce sont les patrons dont le *Canard enchaîné* publie les feuilles d'impôt. L'hebdomadaire s'est mis, à sa manière, dans le ton d'une époque qui consacre les entreprises et leurs dirigeants. Raison logique d'une médiatisation voulue et dument orchestrée par les entreprises elles-mêmes tout le long des années 80. Beaucoup de patrons doivent trembler à l'idée que certains de leurs salariés n'aillent rendre une petite visite à leur centre des impôts... La médiatisation du conflit a été immédiate. Peugeot, première entreprise privée de France ; la première à connaître des revendications salariales après le secteur public ; Mulhouse première grève depuis... 1972, M. Jacques Calvet premier manager de tous les classements, les ingrédients ont été réunis pour que les ouvriers alsaciens soient placés sous les projecteurs du « 20 heures » des télévisions, dès le premier soir. Ensuite, M. Calvet, qui a refusé d'ouvrir des négociations, est allé s'expliquer... sur Antenne 2. Les grandes entreprises sont devenues des entités publiques, leurs dirigeants des hommes publics. La question posée par cette grève — si médiatisée — est de savoir si elle ne marque pas la retombée de l'engouement pour l'entreprise. Qu'on le veuille ou non, Peugeot montre que beaucoup de sociétés privées, comme on l'avait vu hier à la SNCF, n'ont guère changé de méthodes sociales. Le paternalisme musqué, révisé soudain au 20 heures, choque : la cote d'amour vers l'entrepreneur héros des années 80 en prend un coup. Avec 5 800 F de salaire mensuel, c'est un sacré revers des « succès stories ».

Pour contrer l'OPA lancée par Sir James Goldsmith

BAT se mutile pour se défendre

Jimmy Goldsmith n'a pas encore gagné la guerre boursière qu'il oppose à BAT Industries, mais il vient de remporter la première bataille, celle des idées. Après deux mois et demi de siège, le conglomérat britannique a fait son deuil d'une politique de diversification et d'expansion vieille de dix ans et annonce un plan de restructuration qui rassemble fort au démentiel les propositions de Sir James, et que ce dernier s'est empressé d'approuver.

LONDRES

Pour contrer l'OPA de 135 milliards de francs de Hoylake Investments, BAT va se séparer de deux secteurs d'activité sur quatre, la distribution et le papier, pour ne garder que les plus profitables, tabac et assurances. Le président de BAT, M. Patrick Shuey, n'a rien laissé au hasard pour faire du nouveau groupe un rêve d'actions : bénéfices en hausse de 22% cette année, dividende majoré de 49%, introduction en Bourse au profit des porteurs actuels de secteur de vente par correspondance (Argus) et de la division papier, et achat de 10% des actions.

A la grande surprise de la City, Hoylake n'a pas perdu de temps pour revendiquer la paternité intellectuelle de cette stratégie et annoncer qu'elle l'approuvait à l'assemblée générale convoquée le 19 octobre. Hoylake a approuvé la décision de se démembrer et de réorienter ses activités autour de BAT, indique un communiqué qui conclut à dessein ce verbe « démembrer » par lequel Sir

James résume ses intentions depuis le début. Mais le financier ne se contenta pas de cette victoire morale. « Nous sommes les parents de ce plan, mais nous aurons préféré que le bébé naisse en un peu meilleure santé et plus doux », a-t-il déclaré au *Daily Telegraph*. Sans attendre, pour qu'il ne vende aussi le secteur assurances, dont la valeur boursière pâlira nécessairement dans un groupe tourné pour moitié vers le tabac ?

Vers une bataille boursière ?

Quoi qu'il fasse, M. Goldsmith joue désormais sur du velours. Les premiers mois de la bataille ne lui ont presque rien coûté et il pourra bénéficier du plan de BAT comme tous les autres actionnaires (il détient 1,25% du capital). S'il abandonne la partie, il pourra se poser en « sauveur » des petits actionnaires de BAT, comme il l'avait fait il y a quelques années lorsque Goodyear lui avait échappé grâce à une restructuration similaire (grand seigneur, il avait alors insisté pour que le fabricant de pneus lui rachète sa participation à un prix inférieur d'un demi-dollar par action à celui offert aux autres porteurs).

Il paraît cependant probable que Hoylake poursuivra ses démarches devant les autorités américaines pour obtenir les autorisations nécessaires à l'achat de la filiale d'assurances californienne de BAT, Farmers Group, que Sir James s'est engagé à revendre à Axa-Midi. En cas de feu vert des neuf États concernés, le *Times* prévoit bientôt le lancement d'une OPA sur BAT à tout moment, sans attendre le délai habituel d'un an.

C'est à cette décision de l'organisme de contrôle de la City que l'on doit sans doute l'annonce du plan de BAT. La perspective d'un siège sans fin de sa société a convaincu M. Patrick Shuey d'adopter une stratégie plus ambitieuse que la défense farouche de son bilan à laquelle il se livrait jusqu'ici.

En ne gardant que deux secteurs, mais qui réalisent 80% des bénéfices du groupe actuel, il a pris en compte les demandes des investisseurs institutionnels que la perspective d'un effondrement de l'action en cas de retrait de l'OPA de Hoylake rendent de plus en plus pressante. « Le plan présenté est bien préférable à celui de Hoylake car il laisse le contrôle aux actionnaires actuels », a commenté l'un d'eux, mardi, avec satisfaction.

Certains analystes notent également que BAT n'a rien renoncé à sa grande stratégie de conversion des bénéfices de tabac dans le secteur des services financiers. « Depuis dix ans, BAT a dépensé 7 milliards de livres en diversification, et la société ne veut aujourd'hui que 7 milliards de livres », avait accusé Sir James le 11 juillet dernier, une accusation qui reste valable puisque l'essentiel du patrimoine a été déposé pour acquiescer les assurances Allied Dunbar et Eagle Star en Grande-Bretagne, ainsi que Farmers Group.

La décision de conserver ce secteur promet peut-être une nouvelle bataille boursière, mais elle est peut-être aussi la garantie de l'indépendance de BAT si les États américains refusent d'entendre les arguments de MM. Claude Bébéar et Jimmy Goldsmith.

VINCENT BORD

La réorganisation du mouvement syndical japonais

Sohyo se dissout et rejoint Rengo

TOKYO

de notre correspondant

Sohyo (Conseil général des syndicats du Japon) a décidé de se dissoudre dans le cadre de la réorganisation en cours du mouvement syndical : une partie de ses quatre millions d'adhérents se joindront, en novembre, à la nouvelle organisation, plus modérée, Rengo. Cette réorganisation syndicale a des conséquences politiques. Sohyo avait été une base de soutien du Parti socialiste.

Avec la disparition de Sohyo, c'est aussi une page de l'histoire du mouvement ouvrier qui se tourne : Sohyo a marqué une époque où, contrairement à une idée reçue, les ouvriers japonais étaient loin d'être dociles et où le fameux consensus nippon n'était pas de mode. Ceux qui furent les dirigeants de ce syndicalisme militant, comme M. Kaoru Ota, qui dirigea Sohyo de 1959 à 1966, étaient absents de ce congrès de l'« ouverture », comme le disait un militant.

Pendant des années, depuis sa création en 1950, Sohyo, qui réunissait des adhérents du secteur public et de l'industrie lourde (sidérurgie, chimie), alors les moteurs de la croissance, fut la plus militante des organisations syndicales japonaises. C'est Sohyo

qui lança dans les années 60, début de la période de haute croissance, les fameuses « offensives de printemps » (*haruno*).

Bien que créé par l'occupant américain pour parachever l'écrasement de la confédération syndicale communiste Sanketsu Kaigi, qui avait dominé le mouvement ouvrier jusqu'à l'interdiction de la grève générale de 1947, Sohyo ne tarda pas à se radicaliser. Selon l'expression d'un expert américain de l'époque, « le point se mit en mouvement ». La confédération mena notamment les grandes luttes des années 50 : les « cent treize jours sans héris » (en sens où le combat fut unanime) des mineurs de Mikao en 1953, la grève des ouvriers du textile d'Omikami l'année suivante, les conflits de cent jours chez Nissan et de six mois à l'acier de Marusan. Sohyo participa également activement à la lutte — menée en vain — contre le renouvellement du traité de sécurité nippo-américain en 1960.

Tenant compte des profondes mutations engendrées par la politique de haute croissance économique qui allait se poursuivre du début des années 60 à la première crise pétrolière (1973), Sohyo lança la tactique des « offensives de printemps ».

PHILIPPE PONS
(Lire la suite page 24.)

INSOLITE

Train à grande lenteur

Pour sa mise en service, le TGV-Alentour à destination de Brest a été un peu moins rapide que prévu, lundi 25 septembre. Paris à 11 h 15 de la gare Montparnasse, les voyageurs sont arrivés à Brest... huit heures plus tard, au lieu des trois heures cinquante-neuf minutes prévues et des six heures nécessaires auparavant avec un train rapide.

A l'origine de cette « très grande lenteur » imprévue, un feu qui s'est déclaré dans les herbes sèches de talus à la sortie de la gare de Laval. Le

feu (ou l'eau pour l'éteindre) et l'électricité ne faisaient pas bon ménage, on a coupé le courant. En attendant, les voyageurs ont dû prendre un autocar pour Saint-Brieuc, puis un autocar pour rejoindre Brest. Le SNCF n'a pas de chance : déjà vendredi dernier un soir d'incendie dans un wagon, gare de l'Est, avait contraint à couper le courant dans toute la gare, ce qui avait entraîné des perturbations sur tout le trafic jusqu'au samedi matin.

La réunion de l'OPEP à Genève

L'Iran présente son plan

Alors que la discussion entre les pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), réunie à Genève, semblait bloquée, l'Iran a fait, mardi 26 septembre, une proposition de plan redistribuant les parts de marché mondial entre les États de l'OPEP.

GENÈVE

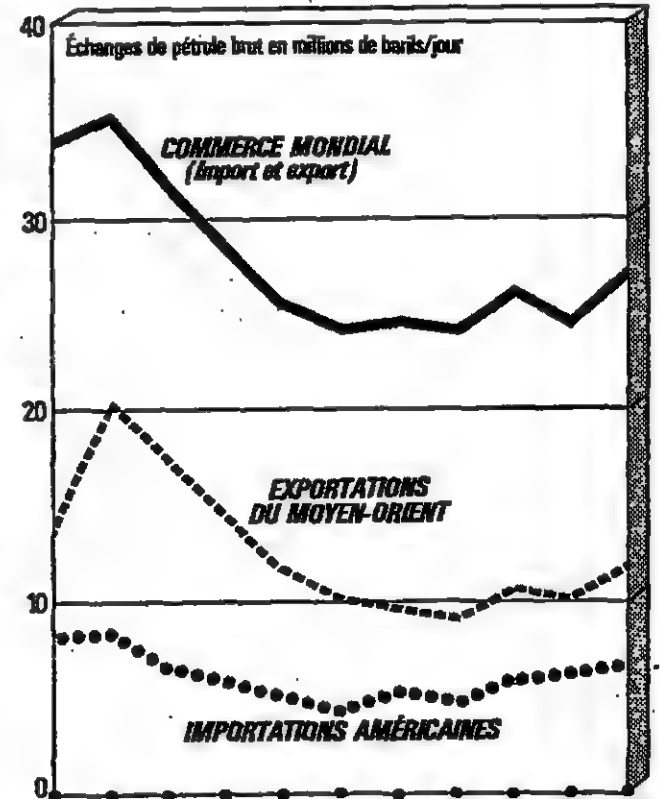
De notre envoyée spéciale

Après quatre jours de disputes stériles sur le niveau de production souhaitable d'ici la fin de l'année pour équilibrer le marché, le cartel des principaux exportateurs mondiaux de pétrole a enfin repris ses discussions mardi 25 septembre. Alors que les discussions s'enlisaient (le *Monde* du 25 septembre), l'Iran a proposé une solution qui pourrait, si elle est sérieusement étudiée, permettre à l'OPEP de redistribuer des parts de marché sur une base durable et de résoudre pour partie les problèmes de fond qui le déchirent depuis des mois, voire des années.

y a un an à plus de 22 millions actuellement. Sauf dans le golfe Persique, les capacités inexploitées au sein du cartel sont beaucoup moins importantes. De fait, nombreux sont les pays qui, comme l'Algérie, le Libye ou l'Indonésie, produisent d'ores et déjà quasiment à leur maximum. Déjà, toute nouvelle augmentation de la demande — donc du plafond — ne pourra être partagée pour l'essentiel qu'entre les plus gros producteurs, riverains du gîte Persique, où se trouvent les plus importantes réserves du globe.

C'est ce changement que l'Iran propose de faire entrer dans les faits. Au lieu de maintenir des parts théoriques de moins en moins respectées (certains sont déjà incapables de remplir leur quota, d'autres dépassent systématiquement le leur), la République islamique suggère de réduire la part relative des cinq pays d'ores et déjà proches de la pleine capacité : l'Algérie, Venezuela, Libye, Nigeria et l'Indonésie. En sens inverse, serait majorée la part de ceux qui excèdent structurellement leurs quotas

Reprise de la demande pétrolière mondiale



Déprimé par le second choc pétrolier de 1979 et la crise des pays industrialisés, le commerce mondial de l'or noir a connu près d'une décennie de déclin ou de stagnation. Le retour à la croissance et la stabilisation de la baisse des prix du pétrole ont relancé les échanges de façon sensible à partir de 1987.

Compte tenu de la complexité du sujet, il paraissait peu probable, mercredi matin, alors que les Iraniens reprenaient leurs débats, que cette solution puisse être immédiatement adoptée. Du moins l'aurait-elle été une piste de réflexion plus réaliste que les affrontements précédents sur l'indiscipline chronique du cartel.

Depuis qu'elle a été contrainte en mars 1983, sous la pression du marché, de plafonner sa production et de distribuer des quotas, pays par pays, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole n'a jamais réellement révisé la clé de répartition de ces quotas. Les aménagements, lorsqu'ils ont été faits, résultaient non de négociations sur le fond, mais de rapports de forces ; comme l'Irak il y a un an à l'Irak d'un quota égal à celui de l'Iran, annexé à ce dernier par les alliés de Bagdad.

Il est vrai que la faiblesse de la demande contraignait jusqu'ici la quasi-totalité des exportateurs à limiter leur production bien en deçà de leurs capacités. Il s'agissait de partager le sacrifice, de manière aussi équitable que possible, son de répartir la production en fonction des capacités et des besoins de chacun.

Depuis un peu plus d'un an, la situation a changé. La reprise du marché a permis au cartel d'augmenter progressivement sa production jusqu'à un niveau nettement plus confortable pour la plupart — de 18,5 millions de barils par jour il

actuels : Koweït, Émirats arabes unis, Gabon, Équateur et Qatar. Seule resterait inchangée la part des trois grands producteurs — Arabie Saoudite, Irak, Iran — qui assurent à eux seuls presque la moitié du total, et continueront donc à voir leurs quotas augmenter proportionnellement au plafond global.

Cette révision en profondeur des accords de l'OPEP, bien que conforme à l'évolution prévisible du marché, suscite de vives réactions au sein de la plupart des délégations, pour qui le quota a pris depuis quelques années une valeur quasi mythique, et qui redoutent en cas de déconvois et de nouveau développement de ne pouvoir ultérieurement négocier leur part du marché. Le Nigeria, dont le quota reste inférieur à la production réelle et qui dispose d'importantes capacités potentielles, serait particulièrement lésé par un tel arrangement. L'Irak, qui doit d'ici décembre développer de nouvelles capacités d'exportation et souhaite à terme voir sa part augmenter, risque aussi d'être évincé des réserves.

Bien que vivement intéressés, la plupart des pays membres restent donc mardi soir sur la réserve, soulignant qu'un tel projet mériterait une réflexion approfondie. « Il faudra au moins huit jours de négociations pour aboutir. Maintenons ou en novembre, lors de la prochaine conférence ordinaire », conclut un observateur.

VÉRONIQUE MAURIS

La meilleure façon

de penser à tout

était

de ne rien oublier

CODE CIVIL

Les codes Dalloz ont tout ce qu'on est en droit d'attendre d'un code Dalloz : une actualisation constante, une organisation méticuleuse, une présentation encore plus rationnelle. La solution de facilité en quelque sorte.

Dalloz — Les indispensables

ÉCONOMIE

Après les révélations du Canard Enchaîné et les incidents à la forge de Mulhouse

Le conflit entre M. Calvet et les salariés de Peugeot s'envenime

La publication par le « Canard Enchaîné », des feuilles d'impôt de M. Jacques Calvet, PDG de PSA, va-t-elle entraîner un sursaut de mobilisation à Mulhouse et Sochaux ? Ces informations, qui ont créé une vive émotion parmi les grévistes, interviennent alors qu'un certain assouplissement du conflit commençait à poindre. Mardi 26 septembre, les syndicats faisaient état d'un millier de grévistes à Mulhouse et de 1 500 à Sochaux dans chacune des deux équipes, des chiffres en léger repli par rapport à la veille. Dans le même temps, Peugeot qui a confirmé que la nouvelle 605 sera commercialisée à partir

du 2 octobre enregistre un regain de la production (mardi, l'usine de Sochaux tournait à 48 % de la normale et celle de Mulhouse à 67 %). C'est probablement cette impression d'effritement qui a incité un groupe d'une trentaine de non grévistes à tenter — mais en vain — de libérer par la force l'atelier de forge de Mulhouse. Mercredi 26 septembre, la direction observait dans la matinée un maintien du nombre de grévistes à Mulhouse et un léger recul à Sochaux.

Alors que les dirigeants des confédérations s'intéressent de plus en plus près au conflit Peu-

geot — M. Jean Bernard, président de la CFTC doit se rendre mercredi à Mulhouse et Sochaux, avant MM. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT, le 28 septembre et Jean Kesper, secrétaire général de la CFDT le 2 octobre — M. Jean-Pierre Soisson, ministre du Travail a réitéré mardi soir sur Antenne 2 son refus d'intervenir dans le bras de fer qui oppose M. Calvet et les grévistes. « Je n'ai aucun pouvoir pour inciter qui que ce soit à la négociation (...) je ne voudrais pas provoquer telle ou telle médiation, je n'interviendrais que lorsque les fils du dialogue seront renoués » a-t-il déclaré. Quant aux socialistes,

soixante lettres de licenciement adressées selon le ministre par Peugeot (dont vingt et un à des délégués du personnel), M. Soisson examinera « cas par cas la situation de ces travailleurs ». Enfin, selon un sondage réalisé auprès de cinq cents chefs d'entreprise et publié le 27 septembre par la Tribune de l'Expansion, 58,9 % des patrons considèrent que le PDG de Peugeot « doit négocier pour parvenir à un accord ». Néanmoins, 53,8 % de ces mêmes chefs d'entreprise jugent que M. Calvet a, jusqu'à présent, bien géré le conflit.

« C'est écoeurant »

L'article du Canard enchaîné, prouvant que leur PDG, Jacques Calvet, gagne trente-cinq fois le salaire d'un ouvrier, a révolté les grévistes de Peugeot (voir encadré). Une révélation qui ne peut que durcir le conflit.

MULHOUSE

de notre envoyée spéciale

Ils ont fait leurs calculs pendant la nuit. « Monsieur Calvet », leur PDG gagne plus de trente-cinq fois leur salaire : 180 000 F contre 5 000, parfois 5 500 F. « C'est écoeurant », disent-ils. « Ils ont redonné la boîte sur notre dos. Ils nous ont demandé de nous serrer la

La direction de Peugeot a décidé d'attaquer le Canard enchaîné en justice mais ça lui fait sourire. « Si c'est vrai pourquoi l'attaquer », demande un gréviste. « C'est justement parce que c'est vrai qu'ils ont peur », lui répond un autre. « En tout cas, nous, ça nous motive encore plus. D'ailleurs il y en a de nouveaux qui nous rejoignent. » Une vingtaine d'ouvriers de l'embouteillage sont en effet arrivés sur le parking aux alentours de

devant une autre avec un palan pour enlever les conteneurs, raconte l'un des grévistes qui occupent la forge. Nous, on reconstruisait derrière. On remettait des conteneurs avec un monte-charge aussi vite qu'ils les enlevaient. Le tout s'accompagnant d'insultes et de sifflets.

Boullons contre extincteurs

L'électricité a été coupée à plusieurs reprises pendant la nuit, plongeant l'ensemble de la forge dans la pénombre. Les « groupes de la direction » cognait alors sur les fenêtres qui assurent la ventilation de l'atelier et les grévistes répliquaient avec des extincteurs dont la mousse blanche était renvoyée sur les ETAM qui eux aussi ont fini par aller chercher des extincteurs. Les « groupes de la direction » ont également envoyé boullons et boulons pointus à travers l'atelier. Les grévistes eux jetaient des bouteilles d'huile derrière les barreaux de conteneurs.

« Ils nous harcèlent pour qu'on finisse par craquer », souligne un gréviste. « Ils veulent un nouveau Talbot Poissy ». Une allusion aux violents affrontements qui s'étaient déroulés à l'usine de Poissy en grève en janvier 1983. La rumeur ampli-

fié encore cette crainte du parallèle entre les deux grèves : certains murmuraient mardi que des agents de maîtrise de Poissy étaient arrivés la veille à Mulhouse pour « les achever ». « Ils faisaient sûrement partie du commando de 3 heures. Vers 3 h du matin une trentaine de voitures sont en effet venues se garer tous phares allumés sur le parking devant l'atelier, avec un monte-charge et un tracteur. Les ETAM tous munis de talkies-walkies sont restés là une demi-heure à observer le bâtiment, sans bouger. »

Lundi soir, la direction avait installé des haut-parleurs sur le bâtiment voisin de la forge. Ils ont fonctionné pendant la nuit. « On ne confisque pas la forge aux forgerons », pouvait-on entendre. « Vous n'êtes pas ici chez vous, sortez tranquillement. » « Ça ne nous rassurait pas », admettent les grévistes. « Surtout quand on était dans la nuit ». Les messages s'adressaient aussi aux ouvriers de la forge automobile qui travaillaient la vingtaine heures des grévistes, derrière une allée. Les haut-parleurs les « félicitaient » de leur travail et de leur confiance en la direction. Mercredi matin à la direction on affirmait que des groupes avaient effectivement, cette nuit, « un peu embêté » les grévistes.

ANNE CHEMIN

Plusieurs dizaines de licenciements à Mulhouse

MULHOUSE

de notre envoyée spéciale

A Mulhouse, la direction de Peugeot a nettement durci le ton envers les grévistes. Mardi 26 septembre, elle annonçait « plusieurs dizaines de licenciements » pour faute lourde. Les lettres qui ont été envoyées dans la journée de lundi annoncent aux grévistes l'engagement de la procédure et les conviennent pour un entretien préalable. Ces licenciements s'ajoutent aux cinq procédures engagées la semaine dernière contre des grévistes accusés d'avoir « entravé la liberté du travail des salariés en poste ». « Jusqu'à la fin de la

semaine dernière, le conflit était resté bon enfant, explique le porte-parole de la direction. Mais, lundi, avec l'occupation de la forge, le ton a changé : des locaux ont été occupés, des salariés chassés de leur lieu de travail ; nous avons réagi. »

La riposte est brutale : les syndicats estiment qu'une soixantaine de procédures ont déjà été engagées contre les grévistes. « Il s'agit d'une manœuvre d'intimidation, réplique Raymond Buchholzer, le responsable de la CFDT. Ils frappent fort pour nous décourager, mais nous savons que, souvent, ces procédures ne reposent sur rien. On le verra aux procédures. »

Les syndicats, qui ont contacté un avocat, ont décidé de défendre les dossiers « collectivement ». Pour le moment, ils rassemblent les lettres recommandées et, surtout, tentent de rassurer leurs camarades. « Aujourd'hui, explique un ouvrier de l'atelier de peinture, je suis d'obéissance. Lundi, au moment de l'occupation, j'ai aperçu mon camarade dans des groupes de « sécurité ». Il m'a vu circuler avec les grévistes. »

La direction, qui travaille avec quatre huissiers de justice chargés, dans les ateliers, de constater les « entraves à la liberté du travail », a, semble-t-il, également utilisé la photographie : lundi matin, alors que les grévistes envahissaient l'atelier de forge, plusieurs personnes, munies d'appareils photo, étaient surprises sur les passerelles par les délégués syndicaux.

Les responsables syndicaux répètent sans cesse à leurs camarades que ces licenciements n'ont rien de définitif. Mais les grévistes demeurent inquiets. Beaucoup craignent les photographies et, plus encore, les dénonciations des « ETAM », employés, techniciens et agents de maîtrise, qui ont permis d'établir les constats d'huissier. « C'est vrai, j'ai fait partie d'un groupe qui a bloqué la chaîne de montage, explique l'un d'eux, mais on a fait que défendre nos droits. C'est désespérant. On est obligé de faire des actions pour se faire entendre. »

A. C.

Les rémunérations des dirigeants d'entreprise

Si choquante que puisse paraître, pour un ouvrier de chez Peugeot, le montant de la rémunération de son patron et l'écart qui sépare sa feuille de paie de la sienne (de 1 à 30), le salaire de M. Jacques Calvet, rapporté au chiffre d'affaires et aux profits de l'établissement, et comparé à celui d'autres PDG dans le monde, peut être considéré comme... assez bas.

Aux États-Unis, champions, toutes catégories, un PDG est couramment payé entre 2 et 6 millions de francs, et sa rémunération, compte tenu des facilités pour souscription d'actions (Stock Options) peut atteindre 10 à 20 millions de dollars (65 à 130 millions de francs) comme celle de M. Lee Iacocca, président de Chrysler. En Europe, personne ne se vante, comme le fait tout PDG américain, de l'importance du salaire. Mais il ne l'a pas fait, sentant bien qu'après des OS, le raisonnement serait franchement accablant, avec des réactions du genre « Qui a fait ces bénéfices ? Nous ! ». La plus pliquant est qu'à l'heure de vérité d'Antenne 2, en octobre 1988, M. Calvet refusait de répondre à une question sur sa rémunération, justifiant en privé ce refus par son niveau « ridicule » comparé à celui de ses homologues. Il est exact qu'à sa nomination en 1982, il avait accepté un traitement relativement peu élevé, compte tenu de la situation critique du groupe.

En France, le débat sur les rémunérations et sur l'argent est toujours empreint de fautes de publicité, et, parfois, de justification. C'est de moins en moins vrai.

FRANÇOIS RENARD

Exigeant une augmentation de 1 500 F par mois

La CGT tente de faire monter la pression à la régie Renault

La grève chez Peugeot donne manifestement des idées à la CGT, qui tente depuis quelques jours de faire monter la pression à la régie Renault, et met en avant la même revendication : une augmentation de 1 500 francs.

Certes, le syndicat de M. Henri Krasucki avance ses pions prudemment et s'en tient, pour l'heure, à des arrêts de travail de deux heures. Cependant, ses mots d'ordre — qui ont été relayés par la CFDT — n'ont pas été lancés dans le vide. Les premiers débrayages ont été suivis le 21 septembre par un peu plus de 20 % des salariés de l'usine de Cléon (Seine-Maritime) et, mardi 26 septembre, la proportion atteignait 25 % (sur un total de 4 650 présents). Au Mans (Sarthe), la direction reconnaît le même jour plus de 1 800 grévistes, soit 40 % des effectifs (plus de 60 % selon la CGT). La production de ces deux usines de mécanique a été sensiblement perturbée. Mercredi 27 septembre, des arrêts de travail ne sont prévus qu'à Sandouville et à Flins.

A Billancourt et à Douai, aucune action n'est encore programmée. « Des initiatives sont en préparation partout. Cela risque d'aller en s'élargissant mais cela peut aussi prendre du temps. Nous ne devons pas — qui n'aime me suivre. » Nous

cherchons d'abord à nous appuyer sur les consultations que nous organisons », estime M. Jean-Louis Fournier, délégué syndical central CGT de la Régie. Cette offensive qui reste empreinte d'un certain attentisme (à Cléon, c'est le principe d'un débrayage de deux heures tous les deux jours qui a été retenu) s'inscrit aussi dans la perspective de la réunion du 31 octobre, au cours de laquelle l'ensemble d'un rattrapage salarial en fonction de la hausse des prix sera examinée entre les syndicats et la direction.

Pour sa part, la régie Renault constate que la vie contractuelle continue. Mardi 26 septembre, syndicats et direction ont normalement poursuivi leurs discussions sur l'accord d'entreprise (développement de carrière, formation) et la révision des classifications.

Le Monde
PUBLICITÉ
FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

Selon « le Canard enchaîné »

Le revenu mensuel de M. Calvet était de 185 312 francs en 1988

Le Canard enchaîné a publié, dans son édition du 27 septembre, des photocopies des feuilles d'impôt sur le revenu de M. Jacques Calvet pour les années 1986, 1987 et 1988. Selon l'hebdomadaire satirique, « ces documents montrent que de 1986 à 1988, le total des salaires de Calvet (plus les avantages en nature et indemnités journalières en cas de maladie) ont augmenté de 45,9 %. Au cours de la même période de deux ans, la rémunération moyenne des 185 000 salariés du groupe a

progressé, selon les propres déclarations de Peugeot, de 6,7 %. Soit près de sept fois moins que celle du patron. »

Selon le Canard enchaîné, le revenu mensuel de M. Calvet était de 1 788 171 francs nets en 1987 (148 847 francs), soit une augmentation de 17 % sur 1986. En 1988, le revenu mensuel de M. Calvet aurait augmenté, selon l'hebdomadaire, de 24 % pour atteindre 2 223 747 francs nets par mois.

ceinture pendant des années et tout ça pour le payer royalement. Les phrases sont courtes. Les visages fermés. Nul ne veut épiloguer des heures sur les révélations du Canard enchaîné. « C'est injuste, c'est tout », disent-ils simplement.

De bon matin, la CGT est venue distribuer des tracts sur lesquels le salaire de Jacques Calvet — et son augmentation — figurent en bonne place. Sans commentaires. La CGT se contente de souligner que le PDG « s'est octroyé royalement » plus de 45,9 % d'augmentation entre 1986 et 1988 alors que « son personnel, comme il dit », n'a été augmenté que d'à peine 4 %. Le tract passe de mains en mains, en silence. « De voir ça, ça me désole », lâche pourtant l'un d'eux. « C'est tout bêtement scandaleux. »

8 heures, vivement acclamés par les grévistes. De nouvelles recrues. Il était temps. Le mouvement avait fini par s'essouffler et les jours derniers beaucoup parlaient à mi-voix de reprendre le travail « un jour ». « Cela nous a fait chaud au cœur de les voir venir avec nous, expliquait un gréviste. Cela nous donne un peu plus de courage. »

D'autant que la nuit a été longue. Et difficile. Ils ont vécu « un sacré boum », disent-ils. Des ETAM — employés, techniciens, agents de maîtrise — sont venus les harceler toute la nuit autour de la forge pour les en déloger. Ils ont tenté à deux reprises de mettre à bas les murs de conteneurs élevés devant les quatre portes de l'atelier. « Ils faisaient du bruit en tapant sur les tôles à une porte et ils arrivaient ensuite

Les bons résultats du « Monde » en 1988 ont permis un net renforcement des fonds propres

Groupe « le Monde » : bilans consolidés au 31 décembre (en millions de francs)

Une erreur technique a rendu incompréhensible un des tableaux présentant les résultats du Monde en 1988 (le Monde du 23 septembre). Nous le publions à nouveau ci-dessous.

ACTIF	Net 1988		Net 1987	PASSIF	
	Net 1988	Net 1987		Net 1988	Net 1987
ACTIF IMMOBILISÉ				CAPITAUX PROPRES	
- Immobilisations incorporelles	24 275	26 970		- Capital de la SARL Le Monde	620
- Immobilisations corporelles	205 936	119 666		- Réserves consolidées	65 697
- Immobilisations financières	29 637	23 509		- Résultat consolidé	36 290
- Titres mis en équivalence	126	124			
Total de l'actif immobilisé	259 974	170 269		Total	102 607
					67 918
ACTIF CIRCULANT				Intérêts minoritaires	27 222
- Stocks et en-cours	8 385	7 793			
- Créances d'exploitation	262 796	237 383		Provisions pour risques et charges	43 345
- Autres créances	27 512	27 026			22 926
- Valeurs mobilières	101 434	102 798		PASSIF EXTERNE	
- Placement	32 502	8 937		- Dettes financières	142 431
- Comptes de régularisation	11 110	4 266		- Dettes d'exploitation	329 781
				- Autres dettes	1 610
Total de l'actif circulant	443 739	388 203		- Abattements à servir	56 592
				- Compte de régularisation	125
TOTAL DE L'ACTIF	703 713	558 472		Total	530 539
					436 954
				TOTAL DU PASSIF	703 713
					558 472

سكنا من الامل

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Avec le contrat de Dul-Hasti

L'industrie française devient l'un des grands partenaires de l'Inde

La signature définitive du contrat pour la construction, à Dul-Hasti, dans l'Etat de Jammu-et-Cachemire, d'un barrage et d'une centrale hydroélectrique, constitue une victoire importante pour la percée de l'industrie française en Inde.

Le site de Dul-Hasti se situe à une centaine de kilomètres au sud-est de Srinagar, dans une région difficile d'accès. Un barrage long de 186 mètres sera construit sur la rivière Chenab à environ 1 500 mètres d'altitude. Un tunnel d'amenée d'eau sera percé à travers la montagne sur une distance de dix kilomètres, jusqu'à proximité de l'usine hydroélectrique qui sera souterraine et entièrement automatisée. La puissance développée sera d'environ 390 mégawatts et permettra de pallier la carence énergétique de l'Etat du Cachemire.

Un don sec de 190 millions

NEW-DELHI
de notre correspondant

Une victoire « à l'arraché », puisque la lettre d'intention en faveur du consortium français dirigé par CGEB-Alsthom date de décembre 1986 et que, jusqu'en mai dernier, la partie indienne a laissé planer l'incertitude quant à un possible revirement en faveur du projet concurrent, celui du consortium austro-allemand dirigé par Biffinger-Berger. La part reparable de ce contrat s'élève à 2,600 milliards de francs (1) et l'ensemble du projet est d'environ 3,900 milliards (la part indienne représente environ 300 millions de francs). Dul-Hasti est le plus gros marché remporté par la France en Inde depuis la vente de dix-neuf Airbus en mars 1986 et, sans doute, le projet de génie civil le plus important obtenu par des entreprises françaises cette année.

Les pourparlers ont été longs et parfois épuisants (mais, en Inde, rien d'important ne se conclut sans un minimum de deux années de discussions). Surtout, il aura fallu des concessions financières particulièrement alléchantes de la part de CGEB-Alsthom et du Trésor pour que le projet français l'emporte.

L'accord signé entre CGEB-Alsthom et NHPC (l'autorité de tutelle indienne) prévoit que la réalisation de l'ouvrage sera étalée sur quatre ans et neuf mois. Alsthom précède que les travaux, qui nécessiteront la présence d'environ deux cent cinquante Français expatriés, procureront près de 2,5 millions d'heures de travail aux sociétés membres du consortium et à leurs sous-traitants. Alsthom est notamment associé à Dames (génie civil), Coyne-et-Bellier (ingénierie) et deux banques françaises, CCF et Paribas.

Le protocole financier comprend, notamment, ce que l'on appelle pudiquement un « don sec » de 190 millions de francs (7,3 %). L'ensemble des prêts atteint 46 %, ce qui correspond à un taux à la fois rarement atteint en Inde et rarement accordé par la France. Le Canada et l'Allemagne

fédérale, cependant, sont cotermis d'une co-construction aussi avantageuse. 38 % de l'enveloppe financière sont constitués par des prêts à 2 %, remboursables sur trente-trois ans après une période de grâce de dix ans.

Les négociations ont été particulièrement laborieuses dans la phase finale en raison de la difficulté à déterminer les responsabilités de chaque partenaire, s'agissant des risques inhérents au projet. Le tracé du tunnel devant relier le barrage à l'usine comporte, en effet, une zone indéterminée (longue d'environ 400 mètres), une « vallée fossile » où on ne peut mesurer avec exactitude les conditions géologiques. Le risque de rencontrer de grosses difficultés dans cette partie est donc réel et les Indiens voulaient que toute la responsabilité du percement du tunnel échoit à la partie française. L'accord finalement conclu indique que l'éventuel surcoût des travaux de la zone indéterminée sera supporté par l'Inde.

Le projet Dul-Hasti permet à la France de se placer, depuis le début de l'année, parmi les tout premiers partenaires économiques de l'Inde, s'agissant des grands contrats, alors qu'elle n'occupe traditionnellement qu'une place très modeste. Ce contrat s'ajoute, en effet, à plusieurs affaires conclues depuis le début de l'année et dont les plus importantes ont été signées par : Mérieux (fabrication de vaccins), pour 155 millions de francs ; Talcher (centrales thermiques), pour 541 millions ; GTM-Entreprise (pose de pipelines) pour 400 millions.

Frénésie commerciale et élection

Enfin, l'Inde a confirmé les douze options pour l'Airbus-A 320, soit un contrat d'environ 3,200 milliards de francs. Bref, le total des projets déjà signés par la France s'élève à environ 7,2 milliards de francs. Dans le passé, le « score » français ne dépassait pas 1 à 2 milliards de francs, notamment en 1987 et 1988, mais au cours des « gels » pour tous les partenaires étrangers de l'Inde, en partie à la suite des retombées du scandale Bofors, dans lequel des pots-de-vin auraient été versés à des hommes politiques indiens pour l'obtention d'un contrat d'armement avec la firme suédoise Bofors.

« L'ouverture » à laquelle on assiste depuis le début de l'année, et singulièrement depuis quelques mois, ne profite pas uniquement à la France.

L'Allemagne fédérale s'apprête à signer un contrat pour la construction d'une usine sidérurgique, clés en main, à Durgapur. La Grande-Bretagne devrait signer un contrat pour la réalisation d'une centrale thermique à Rihand (la société française Stein-Industrie est associée à ce projet, pour environ 1 milliard de francs), la Suède, enfin, est sur le point d'obtenir un contrat pour une usine hydroélectrique à Uri, au Cachemire.

Cette apparente frénésie commerciale du côté indien a une origine nettement pré-électorale. Il est d'ailleurs vraisemblable que, sans l'échéance — en décembre, en principe — des prochaines élections générales indiennes, les négociations pour Dul-Hasti se seraient poursuivies. Compte tenu de la situation tendue existant au Cachemire et de l'échec du chef-ministre de cet Etat, M. Farook Abdullah, pour améliorer l'image de marque du Parti du Congrès de M. Rajiv Gandhi, l'annonce d'une nette amélioration à long terme de la fourniture d'électricité ne peut que servir les intérêts électoraux du Congrès.

Il est vrai, d'autre part, que l'Inde souffre de difficultés chroniques, s'agissant de l'utilisation des prêts de la Banque mondiale, notamment en raison de l'inefficacité et de la lenteur de l'administration. Selon une estimation de l'Economic Time, les prêts non déboursés de la Banque mondiale en faveur de l'Inde atteindraient actuellement 12 milliards de dollars. Au moment où s'achève le 7^e plan (avril 1985 — mars 1990), les autorités indiennes s'efforcent de mettre les bouchées doubles pour respecter les objectifs fixés, d'autant que, dans un mois ou un mois et demi, toutes les décisions d'ordre économique seront « gelées » pour cause électorale. Enfin, les élections coûtent cher... Les hommes d'affaires étrangers soulignent l'interventionnisme grandissant des « intermédiaires » diligentés par le parti majoritaire. Aucun contrat avec une société étrangère n'est signé en Inde sans une « contribution politique », sans compter, évidemment, les commissions versées aux « agents » ou « sponsors » chargés d'espionner les concurrents. Le montant de ces contributions atteint 4 % à 5 % du marché. Dans certaines affaires très importantes, ce taux peut s'élever jusqu'à 6, 7, voire 8 %.

« Aujourd'hui, dit cet homme d'affaires européen, ce dernier du culte a beaucoup augmenté... »

LAURENT ZECCHINI

(1) Le projet avait fait l'objet de deux estimations financières : première, en francs, s'élevait à 2,5 milliards ; la seconde, finalement retenue, en yens, atteint l'équivalent de 2,6 milliards de francs.

Andorre et la CEE vont former une union douanière

La CEE et Andorre devraient conclure, d'ici à la fin de l'année, un accord portant sur la création d'une union douanière. Ce traité, négocié à l'initiative des Douze, risque d'être une source de difficultés pour la Principauté.

BRUXELLES

de notre correspondant

La négociation remet en cause plus de cent ans de pratique commerciale d'un minuscule territoire peuplé de 49 000 habitants. Les Andorrans ne demandaient qu'à continuer leur train-train traditionnel, mais la législation communautaire appelle le changement.

Au titre des accords avec Paris et Madrid conclus au siècle dernier, Andorre applique des régimes commerciaux différents à l'égard de la France et de l'Espagne mais aussi vis-à-vis des autres Etats membres de la CEE. Trois traitements distincts qui sont contraires à la politique extérieure commune des Douze.

L'acte d'adhésion de l'Espagne prévoyait que cette situation devait être « normalisée » dans un délai de deux ans après l'entrée de ce pays dans le Marché commun. L'échéance n'a pas été respectée. Aussi les responsables européens ont-ils décidé, au printemps dernier, d'accélérer le mouvement.

Une franchise plus élevée

Le projet est de faire appliquer par Andorre le tarif douanier de la CEE ; les produits industriels importés en provenance des pays tiers pourront circuler librement sur le territoire communautaire (libre pratique) tout en réduisant les risques de fraude. Encore que la capacité de la principauté — qui ne dispose même pas d'un aéroport — de faire du détournement de trafic à grande échelle paraît bien limitée.

Cette harmonisation des échanges commerciaux avec les Douze ne va pas sans poser de sérieux problèmes aux Andorrans. L'industrie locale produit des cigarettes, sous licences anglaises et américaines, à partir de tabac importé d'Asie et des Etats-Unis. Leur vente est soumise à une faible taxe à la consommation alors que celle perçue sur les cigarettes des Douze est très élevée, sauf pour les fabrications de la SEITA et de la

Tabacalera española, auxquelles il est appliqué un taux intermédiaire. Dans ces conditions, la CEE demande que la fiscalité sur le tabac soit aménagée de sorte que les exportations de tous ses pays membres supportent de moins fortes pénalisations. Reste à savoir si, face à une concurrence plus forte de l'industrie communautaire, les cinq manufactures de la principauté pourront demeurer viables.

L'autre grande difficulté pour les Andorrans est la volonté des Douze d'imposer des règles strictes pour les achats en franchise des touristes. En principe, il peut être importé des produits détaxés à concurrence d'une somme globale de 315 F (franchise pays tiers). En réalité, les douaniers français et espagnols se montrent le plus souvent bienveillants et les limitations d'achat sont régulièrement dépassées.

Aujourd'hui, il s'agit de fixer une franchise plus élevée, avec l'objectif, bien sûr, de la faire respecter, mais celle-ci ne devrait être, en tout état de cause, inférieure à ce qui est autorisé entre Etats membres (franchise CEE : 2 730 F). Cette facilité plus grande n'est qu'apparente pour les Andorrans, qui considèrent, au contraire, qu'elle dessert leurs intérêts.

A côté de cette opération de microchirurgie commerciale existe un véritable obstacle politique. L'Espagne, dont vingt-quatre mille ressortissants résident ou travaillent en Andorre, souhaite une harmonisation du régime social andorran sur les principes en vigueur dans la Communauté. Madrid demande que l'accès aux activités commerciales et aux professions libérales soit ouvert aux nationaux des Etats membres. Les Espagnols dénoncent aussi le système d'éligibilité aux conseils d'administration des mutuelles d'assurance sociale, qui réserve les postes aux seuls Andorrans.

Plus grave encore pour nombre de responsables européens — notamment pour l'Assemblée de Strasbourg, qui proteste à plusieurs reprises, — est le refus des autorités andorranes de reconnaître les droits syndicaux et d'association. Même si toutes ces « anomalies » dépassent le strict cadre de la négociation avec Bruxelles, il est difficile pour la principauté d'ignorer les pressions actuelles, singulièrement pour son coproprétaire français, M. François Mitterrand.

M. S.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EPARGNE MONDE

Capitalisation des revenus

Le conseil d'administration de la SICAV a décidé de proposer aux actionnaires d'adopter les nouvelles dispositions légales autorisant la capitalisation des produits de placement à revenus fixes.

A cette fin, une assemblée générale extraordinaire sera convoquée sur première convocation le 17 octobre 1989 et, à défaut du quorum requis, sur deuxième convocation le 25 octobre 1989.

Sous réserve de l'accord de l'assemblée générale extraordinaire, la SICAV Epargne Monde ne distribuera pas ces revenus qui seront capitalisés. Cette mesure s'appliquera pour la première fois à l'exercice clos le 29 décembre 1989.

Augmentation du montant maximum des frais de gestion
Le conseil d'administration, sous réserve de la décision de l'assemblée générale extraordinaire, a décidé de porter de 1 % à 2 % le montant maximum des frais de gestion à compter du 1^{er} janvier 1990.

EPARGNE J

Capitalisation des revenus

Le conseil d'administration de la SICAV a décidé de proposer aux actionnaires d'adopter les nouvelles dispositions légales autorisant la capitalisation des produits de placement à revenus fixes.

A cette fin, une assemblée générale extraordinaire sera convoquée sur première convocation le 17 octobre 1989 et, à défaut du quorum requis, sur deuxième convocation le 25 octobre 1989.

Sous réserve de l'accord de l'assemblée générale extraordinaire, la SICAV Epargne J ne distribuera pas ces revenus qui seront capitalisés. Cette mesure s'appliquera pour la première fois à l'exercice clos le 29 décembre 1989.

Changement de mode de comptabilisation des produits
Le conseil d'administration de la SICAV a décidé de profiter des dispositions de la loi de finances pour 1989 en optant pour la comptabilisation des produits encaissés au lieu de la comptabilisation des produits courus. Cette mesure prendra effet le 1^{er} octobre 1989, date d'ouverture du prochain exercice social.

EPARGNE 4

Changement de mode de comptabilisation des produits
Le conseil d'administration de la SICAV a décidé de profiter des dispositions de la loi de finances pour 1989 en optant pour la comptabilisation des produits encaissés au lieu de la comptabilisation des produits courus. Cette mesure prendra effet le 1^{er} octobre 1989, date d'ouverture du prochain exercice social.

GÉREZ VOTRE PORTEFEUILLE SUR MINUTEL

LE MONDE DE LA BOURSE

Pour suivre en direct l'évolution de chacune de vos valeurs et le montant global de votre portefeuille

BOURSE

36-15 RENIONDE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



An 30 juin 1989, le chiffre d'affaires consolidé du groupe SEP s'élève à 2 167 millions de francs, en progression de 34 % par rapport à la période correspondante de 1988.

Le chiffre d'affaires consolidé pour l'année 1989 devrait se situer aux environs de 4 300 millions de francs.

Le résultat semestriel consolidé avant impôt et participation des salariés s'élève à 48,3 millions de francs contre respectivement 159,3 millions de francs pour l'ensemble de l'exercice 1988 et 57,4 millions de francs au 30 juin 1988. Pour l'ensemble de l'année 1989, le résultat consolidé devrait marquer une progression de l'ordre de 20 % par rapport à 1988.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4339

RÉSULTATS SUR LES 6 PREMIERS MOIS 1989*

Le chiffre d'affaires, hormis les opérations de courtage, a progressé au cours de cette période de 13 %. Le résultat d'exploitation a dépassé de 6 % celui de l'an dernier à la même époque (3.455 Mds de Sek contre 3.267 Mds de Sek). Le bénéfice par action et le taux de rentabilité des capitaux investis progressent respectivement de 17 % et 17,4 %.

CHIFFRE D'AFFAIRES	RÉSULTATS AVANT PRODUITS FINANCIERS	BÉNÉFICE PAR ACTION EN SEK
45.759 89	46.548 89	3.203 88
		4.247 89
		24.70 88
		28.90 89

* en milliards de SEK. 1 SEK = environ 1 F.

ACTUALITÉS DU GROUPE

Voitures : Livraison de 208 000 voitures Volvo au premier semestre (205.000). Poids-lourds (camions) : 30.500 poids-lourds Volvo livrés pour la même période (28.700). Autobus/Autocars : Légère augmentation des livraisons. Moteurs marins et industriels : Forte demande de moteurs marins et industriels en Europe. Aéropostale : Progression des ventes destinées à l'aviation civile. Signature d'accords complémentaires avec Rolls Royce, Pratt et Whitney et Garrett. Agro-alimentaire : Ventes en baisse de 2 %, en raison de la liquidation des activités de courtage de poisson de la SSB Abba AB.

L'unité de notre Groupe s'appuie sur la reconnaissance de certaines valeurs ; la rentabilité est l'une d'entre-elles.

VOLVO

VOLVO FRANCE - 49, Avenue d'Iéna 75116 Paris

ÉCONOMIE

L'assemblée générale du FMI et de la Banque mondiale à Washington

M. Camdessus demande aux banques de participer aux efforts de réduction de la dette

A l'occasion de l'ouverture de l'Assemblée annuelle du Fonds monétaire international à Washington, mardi 26 septembre, M. Camdessus, directeur général, a demandé aux banques d'accroître leurs prêts aux pays endettés. M. Conable, le président de la Banque mondiale a dénoncé les dépenses militaires excessives des pays pauvres.

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

C'est un appel à la communauté bancaire internationale qu'a lancé M. Michel Camdessus, dans l'allocation qu'il a prononcée à l'occasion de l'ouverture de Washington de la quarante-quatrième Assemblée générale du FMI et de la Banque mondiale. « J'entends bien », a notamment déclaré du haut de la tribune le directeur général du FMI, « quand les banquiers nous disent que la réduction de la dette ne doit pas prendre une forme qui dissuade les banques d'accorder l'importance voulue aux apports d'argent frais. Ils ont absolument raison ». Mais si M. Camdessus est ainsi prêt à comprendre leurs préoccupations — et Dieu sait si elles entraînent les pieds pour donner corps aux accords déjà signés avec le Mexique et avec les Philippines et en négociation d'autres avec le Venezuela, le Costa-Rica, et demain le Maroc et d'autres pays), c'est pour mieux « souligner que ces prêts doivent être suffisamment élevés pour financer la croissance et les réformes économiques des pays débiteurs ».

Après tant et tant d'échecs essuyés dans la mise en application des programmes approuvés (et inspirés) par le Fonds pour réduire l'inflation et redresser la situation économique des pays surendettés, c'est un langage nouveau qu'on entend au Fonds monétaire. M. Camdessus a dénoncé les effets du « gradualisme » (méthode des

petits pas) qui caractérisait beaucoup des politiques préconisées antérieurement. Le mot de réforme du système monétaire international n'est plus jamais prononcé. M. Camdessus a toutefois, autant que cela lui est possible dans cette enceinte et à son poste, fait allusion à ce tabou en plaidant en faveur d'un « renforcement » du système du triple point de vue du « partage des responsabilités » de la « confiance » (il s'agit de donner aux négociants et aux investisseurs l'assurance que leurs décisions ne se trouveront pas faussées par des mouvements de taux de change n'ayant qu'un lointain rapport avec les données économiques fondamentales), et de la « liquidité ».

Le directeur général a terminé son exposé en parlant des « défis, parmi les plus difficiles pour les années 90 auxquels les pays à économie planifiée sont confrontés ». Ceux qui se sont engagés « dans un processus complexe et sans précédent de restructuration économique » devront s'attaquer « aux sources fondamentales de l'inflation, pas seulement à des symptômes ».

Les dépenses militaires excessives

Pour M. Barber Conable le monde a pendant les années 80, « appris une leçon amère : le développement économique est réversible et pendant la décennie les pays qui ont subi des revers ont été plus nombreux que ceux qui ont réussi ». Dans un passage remarquable, le président de la Banque mondiale s'est pris à l'énormité des dépenses militaires. « En tant que groupe, les pays à faible revenu allouent environ 20 % du budget de l'Etat à la défense ».

En ce qui concerne l'ensemble des pays en développement au milieu des années 80, le total de leur dépenses militaires « dépassait l'ensemble des dépenses qu'ils consacraient à la santé et à l'éducation ».

Un tiers des projets financés par la Banque mondiale comporte désormais un volet « environnement ». C'est là un sujet de prédilection pour la Banque mondiale : « nous devons avoir le courage », a dit M. Conable, « d'être des visionnaires, tout en nous en efforçant d'être des trésoriers prudents ».

Le même thème a aussi été abordé M. Pierre Bérégovoy. En conclusion de son allocution, le ministre français (qui avait d'abord parlé au nom des Etats membres de la CEE) a, au nom de la France, proposé à la Banque mondiale un programme spécial pour l'environnement auquel notre pays est prêt à consacrer 900 millions de francs sur trois ans. Le ministre de l'économie et des finances a aussi exprimé la « solidarité » de la France à l'égard de la Pologne et de la Hongrie, « convaincu de l'importance historique des évolutions actuelles ». Pour leur apporter notre soutien, « il convient d'utiliser tous les instruments qui sont à notre disposition : concours du FMI et de la Banque mondiale, coopération technique et coopération financière bilatérale, aide de la CEE et, s'agissant de la Pologne, réajustement de la dette au club de Paris ».

PAUL FABRA

Le Venezuela obtient un crédit relais de 600 millions de dollars. — Le Venezuela a obtenu mardi 26 septembre de ses quinze principales banques créancières un crédit relais de 600 millions de dollars (près de 4 milliards de francs) pour régler ses arriérés de paiement au titre des intérêts qui s'élèvent à 700 millions de dollars. La Banque centrale du Venezuela devrait apporter en plus 400 millions de dollars destinés à couvrir le montant total des intérêts (arriérés et nouveaux intérêts échus, qui dépassent le milliard de dollars). L'accord passé avec le consortium bancaire dirigé par la Chase Manhattan Bank devrait faciliter les négociations en cours sur la réduction de la dette commerciale évaluée à 21 milliards de dollars.

Sohyo se dissout et rejoint Rengo

Suite de la page 21.

Pour les dirigeants syndicaux de l'époque, il s'agissait d'obtenir le maximum d'avantages, salariaux en particulier, afin de pallier les faiblesses du mouvement ouvrier. La tactique consistait à concentrer les demandes des travailleurs organisés sur une période de temps limitée et là où le rapport de forces paraissait favorable. Bien qu'affaibli par la création en 1964 de la confédération Domei, qui opère un regroupement des syndicats du secteur privé, Sohyo demeurait le fer de lance des « offensives de printemps ».

Une tactique qui s'avéra payante tant que le « gâteau » à partager augmentait, mais qui allait s'émietter avec le ralentissement de la croissance à la suite de la crise pétrolière. Le shunto aboutit à une impasse à partir du moment où la survie de l'entreprise devint, logiquement, la préoccupation majeure des syndicats maison. La dernière grande offensive de grève de Sohyo fut le mouvement d'arrêt du travail de huit jours des cheminots en 1975, qui se solda par un échec cuisant. Depuis cette date, les augmentations de salaires n'ont jamais plus dépassé les limites fixées par le patronat.

Divisions en série

Les privatisations des années 80, notamment celles des chemins de fer, réduisent la base de Sohyo et conduisent à la réorganisation du monde ouvrier, qui sera achevée en novembre prochain avec la création du « nouveau Rengo » (Rengo est né en novembre 1987 comme

confédération des syndicats du secteur privé). Le nouveau Rengo constituera alors un mouvement unifié regroupant plus de huit millions d'adhérents sur les douze millions de salariés syndiqués (le taux de syndicalisation au Japon est de 27 % alors qu'il était de 55 % en 1949).

Cette réorganisation se traduit aussi par des divisions : les syndicats d'obédience communiste vont former leur propre confédération (Zenroren, Union nationale des syndicats, regroupant de un à deux millions d'adhérents) et la gauche du PSJ va faire de même (avec Zenrokyo, Conseil de liaison des syndicats). La conséquence la plus importante de ce réalignement sera la scission du syndicat des instituteurs (Nikkkyo, six cent mille adhérents), l'une des rares organisations encore militantes, qui lutte

notamment contre la réécriture systématique des manuels scolaires par le ministère de l'éducation, qu'elle dénonce comme un encouragement à une idéologie « néo-nationaliste ». Une partie du Nikkyo va rejoindre Rengo et une minorité (cent mille adhérents) formera un nouveau syndicat dans la mouvance communiste.

La réorganisation du mouvement syndical nippon s'opère selon trois lignes de force : démantèlement d'une confédération militante, exclusion des syndicats communistes, clairement victimes d'un ostracisme politique de la part de Rengo, et apparition d'une grande centrale regroupant essentiellement le secteur privé autour de demandes déjà qualifiées par le camp conservateur de « réalistes ». Sur le plan politique, Rengo pourrait favoriser, à terme, une unification des forces des socialistes et des sociaux-démocrates. C'est en tout cas son objectif.

PHILIPPE PONS

REPÈRES

PAIEMENTS COURANTS
Déficit toujours élevé
en Grande-Bretagne
en août

Le déficit de la balance des paiements courants de la Grande-Bretagne en données corrigées des variations saisonnières s'est élevé à 2 milliards de livres (2,1 milliards de francs environ) en août, l'un des plus mauvais résultats mensuels enregistrés au cours des dernières années. Déjà, en juillet, le déficit des paiements courants avait atteint 2,18 milliards de livres (chiffre révisé), et les observateurs redoutent désormais que le déficit atteigne 20 milliards de livres en 1989. La balance commerciale a cependant connu une légère amélioration entre juillet et août (son déficit a été ramené de 2,48 milliards de livres à 2,3 milliards) grâce à une diminution des importations.

SALAIRE OUVRIER
+ 0,9 %
au deuxième trimestre

Selon l'enquête trimestrielle du ministère du travail sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre au 1^{er} juillet, les salaires horaires ouvriers ont augmenté de 0,9 % au deuxième trimestre (contre 1,3 % au premier). Sur un an, du 1^{er} juillet 1988 au 1^{er} juillet 1989, la hausse des salaires ouvriers a été de 4 % soit une progression de pouvoir d'achat de 0,5 % en un an, le glissement des prix ayant été de 3,5 % sur la même période. En données corrigées des variations saisonnières, les effectifs salariés (hors secteur agricole) avec une augmentation de 0,1 % au deuxième trimestre 1989 sont en progression de 1,7 % sur les douze derniers mois.

Sept banques, un même programme pour le monde entier. C'est le Groupe Bancaire MPS.

L'avantage d'un groupe, c'est qu'il doit, pour se développer, valoriser et exploiter au mieux les différentes sociétés qui le composent. Et se doter d'une structure souple, capable d'évoluer rapidement. Une structure qui permette à chacune d'elles, dans le cadre d'un même programme, de tirer profit de ses particularités, et d'être parfaitement opérationnelle face aux demandes d'une clientèle très diversifiée. Le Groupe Bancaire MPS est bâti sur cette philosophie de groupe. Et sa croissance en Italie et dans le monde, le développement continu de ses activités, et la solidité de ses résultats financiers suffisent à prouver la justesse de ses choix. Monte dei Paschi di Siena, Banca Toscana, Credito Commerciale, Credito Lombardo, Banco Valdostano, Istituto Nazionale di Credito per il Lavoro Italiano all'Estero, Italian International Bank, sept banques de tailles et d'implantations différentes, aux stratégies de développement distinctes — mais engagées dans un même programme, avec les mêmes méthodes de travail, au sein d'un même groupe. Le Groupe Bancaire MPS est présent dans le monde à travers des filiales ou des représentations à New York, Londres, Paris, Francfort, Bruxelles, Moscou, Singapour, Le Caire, São Paulo, et, dès la fin 1989, à Madrid, Pékin et Tokyo.



VERS

Le Groupe Bancaire MPS est présent dans le monde à travers des filiales ou des représentations à New York, Londres, Paris, Francfort, Bruxelles, Moscou, Singapour, Le Caire, São Paulo, et, dès la fin 1989, à Madrid, Pékin et Tokyo.

Le Groupe Bancaire MPS est présent dans le monde à travers des filiales ou des représentations à New York, Londres, Paris, Francfort, Bruxelles, Moscou, Singapour, Le Caire, São Paulo, et, dès la fin 1989, à Madrid, Pékin et Tokyo.

مكتبة الادب

AFFAIRES

Le parc d'attractions lorrain lance une augmentation de capital

Les péchés de jeunesse du Big Bang Schtroumpfs

Les petits lutins bleus de Puyo, qui n'ont pas chômé depuis quatre ans, affrontent cette année leur plus rude défi depuis l'annonce de la construction du parc d'attractions près d'Hayange (Moselle). Big Bang Schtroumpfs n'atteindra pas en 1989 son seuil d'équilibre de 1,1 million de visiteurs. Avec 550 000 entrées fin août, Sorepark, société qui a construit le parc et le gère, vise le chiffre de 800 000.

METZ

de notre correspondant

Les Schtroumpfs ont commis un péché de jeunesse en visant haut (1,1 million de visiteurs), consciemment, afin de séduire les investisseurs. Ils sont déjà revenus à plus de réalisme. Mais un nouveau tour de vis sera nécessaire pour ramener le point d'équilibre au-dessus du million d'entrées.

Des embûches pour Astérix

Par Toutatis, les débits sont durs pour les parcs de loisirs. Presque en même temps que les Schtroumpfs, Astérix vient de faire ses comptes et de décider une augmentation de capital de 154 millions de francs. Même combat : la somme doit à la fois combler le déficit d'exploitation de cette année (environ 70 millions de francs, correspondant pour l'essentiel à des agios bancaires) et couvrir des investissements supplémentaires (nouveaux manèges pour enfants, restaurants) déjà engagés ou à venir.

Au-delà des difficultés de rodage et d'un démarrage un peu tardif (fin avril), on a sans doute calculé large, avec un point d'équilibre à 1,8 million d'entrées (déjà révisé en baisse) alors que le parc en a enregistré 1 277 000.

Il faudra sans doute réorienter le personnel (plus d'un millier de salariés cette année), qui va déjà être ramené à 170 personnes pendant l'intersaison, peut-être dès le 1^{er} octobre. Mais il a fallu aussi s'adapter à une fréquentation instable, concentrée sur les week-ends (350 000 personnes chaque fin de semaine). Si bien que le parc a dû parfois refuser du monde... On cherche aussi de nouvelles formules (par exemple des nouvelles) pour faciliter l'accès du parc aux touristes durant les mois d'été, notamment pour les étrangers, nettement moins nombreux qu'on ne l'espérait.

Astérix a en tout cas intérêt à trouver la formule de la potion magique avant l'ouverture d'EuroDisneyland...

M. Pierre Julien, le président de Sorepark, se défend : on a enregistré 40 000 entrées par jour cet été et même une pointe à 55 000 en août. Il invoque aussi les inévitables difficultés d'ouverture : « Mirapolis attendra seulement cette année le cap des 800 000, après trois années de fonctionnement », plaide-t-il. Et Walt Disney, le père fondateur, n'avait reçu que 1,2 million de personnes l'année de l'ouverture de son premier parc en Californie, près de Los Angeles.

Mais, pour faire face, les actionnaires du Big Bang Schtroumpfs sont invités à apporter une avance de fonds propre de 100 millions de francs, afin de combler le déficit d'exploitation 1989 (30 à 40 millions de francs), de régler les dettes travaux d'aménagement et de financer de nouveaux manèges. Une opération en deux temps : incorporation des pertes, puis augmentation de capital.

L'accord de principe donné par le conseil d'administration devait permettre de lutter contre les rumeurs. Assignés en justice par plusieurs entreprises inquiètes de ne pas être encore complètement payées, comme la société de travaux publics Demathieu et Bard, à qui elle devait 946 000 francs, Sorepark entend apporter la preuve de sa solvabilité : fournisseurs et salariés continueront à être payés régulièrement, assure M. Julien. Le déblocage tardif d'un prêt de 40 millions de francs attendu de la CECA n'avait, il est vrai, pas facilité ses relations avec les banques.

Cela avait aussi renforcé le climat des soupçons et des défiances, nombreux, y compris parmi les élus de la région, même s'ils ne s'expriment que par la voix. Au début, on a fait valoir que Big Bang ne venait jamais le jour ; aujourd'hui, certains évoquent plutôt la distance entre le projet et la tradition industrielle de la région. Il est vrai qu'il fait de l'ombre à d'autres équipements de la région : le complexe d'Amnéville par exemple, monté par la municipalité depuis quelques années et distant de quel-

ques kilomètres, à peine, doit faire face maintenant à un concurrent de poids.

Mais les problèmes ne sont pas seulement à l'extérieur. Pour s'adapter aux réalités, Big Bang Schtroumpfs va réduire de moitié le nombre de ses permanents (de 180 à 90) pendant l'hiver. L'annonce a entraîné une grève de vingt-quatre heures d'une partie du personnel, début septembre. Et la CFDT, tout en se défendant de « s'associer aux manœuvres schtroumpfs », a réclamé « des actes concrets pour les salariés, les statuts, la formation et la stabilité de l'emploi ».

80 % des visiteurs prêts à revenir

Pour y répondre, la direction de Sorepark souhaite réduire le nombre d'emplois à temps partiel — ce qui permettrait de compenser la faiblesse des salaires —, en développant la polyvalence, afin de mieux accueillir les visiteurs. On donnera une prime à ceux qui seront capables d'occuper deux, voire trois postes.

Pour cette tâche, les Schtroumpfs ont quand même reçu quelques encouragements. Ainsi, depuis l'ouverture, les dépenses de restaurant par visiteur ont doublé. Non que celui-ci ait plus faim qu'avant, mais parce que le service est plus rapide et mieux organisé... Une leçon.

Autre signe : 80 % des visiteurs se disent prêts à revenir. Pour les y encourager, les responsables de Sorepark sont en train de méditer sur les résultats des analyses de public faites cet été. Ainsi, 15 % des visiteurs sont des cadres ou exercent une profession libérale, et 8 % seulement des ouvriers. Mais il ne faudrait pas oublier ces derniers dans une réponse qui en compte plus de 40 %. D'autant que, parmi les attractions, ce sont les plus spectaculaires — le rivière des rapides ou le « coaster » (montagnes russes géantes de 1,2 kilomètre de long et 12 mètres de haut, avec des véhicules circulant à 110 km/heure) qui ont le plus de succès.

JEAN-LOUIS THIS

Le moral d'acier d'un marchand de fer

Après avoir traversé les années noires de la sidérurgie sans jamais perdre un centime, le groupe rémois PUM (Produits d'usines métallurgiques), premier négociant français de fer, compte sur la reprise actuelle pour accélérer sa diversification

REIMS

de notre envoyé spécial

« Leader depuis 1978, nous n'avons jamais été déstabilisés. Même au plus fort de la crise. » Avec 3 900 salariés, 2,6 millions de tonnes d'acier vendues en 1988, un chiffre d'affaires consolidé de 8,2 milliards de francs, Jean-Louis Benoist, directeur général de la société des Produits d'usines métallurgiques, se sait à la tête d'une véritable institution. Adossée depuis le début des années 60 au groupe sidérurgiste Cockerill-Sambre, qui en a pris totalement le contrôle en 1982, la PUM joue en catégorie « poids lourds » dans le monde des marchands de fer. Un monde qui n'est ouvert qu'en apparence. Les 750 sociétés qui la composent sont, pour la plupart, tombées au fil des ans et des retournements de conjoncture dans le giron de quelques grands métallurgistes de la Communauté.

Ces protecteurs y gagnent, en contrepartie, des débouchés garantis et une présence assurée sur tous les marchés européens. Union-Saciilor n'allie pas moins de quatre filiales de négoce : la SPLM pour les produits plats, Nozal pour les produits longs, Dato pour les aciers spéciaux, IMS pour les aciers très techniques. Le luxembourgeois Arbed peut compter sur Cofrafer et Hardy-Tortaux et... bientôt sur PUM à la suite de l'accord signé le 22 septembre avec Cockerill, l'allemand Thyssen sur Thyssen Aciers spéciaux.

L'arme au pied, le seul indépendant de poids, le groupe lyonnais Descours et Cabaud, résiste...

Pas question, en effet, de baisser la garde : la lutte est âpre entre négociants pour s'arroger les

favoris des industries utilisatrices d'acier, celles-là même dont les lignes de commande — trop faibles — ne peuvent être directement traitées par les Forges. « La demande d'acier est très atonisée, explique Jean-Louis Benoist. Sous-traitants de l'automobile, petites industries mécaniques, entrepreneurs de travaux publics et du bâtiment représentent une bonne moitié de notre chiffre d'affaires. Mais la facture moyenne porte rarement sur des commandes excédant les 150 tonnes. » Le négoce dépanne également des entreprises plus importantes qui désirent un acier immédiatement disponible pour couvrir des besoins ponctuels.

Opportunisme et rapidité

« Dans les deux cas, il ne faut pas être trop loin du client, avoir le bon produit en stock et pouvoir lui livrer immédiatement. Un bon marchand de fer, c'est avant tout un opportuniste. » La PUM, qui représente à elle seule 30 % de l'acier vendu par le négoce en France, excelle à ce petit jeu. Mais c'est le flair de son fondateur, Max Rousseau, qui lui a permis de négocier d'entrée un bon départ dans la course. Le concept de stations service acier ? C'est lui. Le « Bleu-Blanc-Rouge » de la sidérurgie a tissé au fil des ans une trame serrée de comptoirs de vente. Des comptoirs qui, dans son esprit, devaient être à l'usage de produits sidérurgiques ce que les pompes à essence sont à l'automobiliste. Au début des années 50, il ouvre son premier dépôt PUM à Betheny, dans la banlieue de Reims. L'affaire marche. Le réseau s'étend.

Avec voracité, précipitation parfois, la PUM avale. Sociétés de négoce régionales de petite comme de moyenne dimension tombent dans son escarcelle. Les acquisitions sont menées tambour battant ou à l'imitation. La cavalcade prend fin au début des années 80. Brutalement. La rationalisation du circuit de distribution, rendue nécessaire par la mauvaise conjoncture sidérurgique, coûte à la PUM près de 25 % de ses effectifs. Dans les soixante « points de vente acier » répartis sur l'ensemble du territoire, on sent le rattrapage.

« Priorité à la rentabilité sur la conquête des parts de marché. » Les barrières de Max Rousseau sont des gestionnaires, pas des aventuriers. Comme la plupart des autres négociants, la PUM entend profiter de l'embellie actuelle sur le marché de l'acier pour « refaire un peu de gras ». La période 1979-1987 a laissé des séquelles terribles dans le monde du négoce : ralentissement de

l'activité industrielle, difficultés des équipementiers automobiles, marasme du bâtiment travaux publics ont comprimé les besoins. Sévère, la bataille entre marchands de fer est devenue sauvage. Avalanche de remises, cascade de ventes au rabais, dumping à peine dissimulé, tous les moyens ont été employés pour séduire une demande désespérément anorexique.

L'emploi de la loi sur le crédit a permis de créer de la valeur ajoutée, d'être moins vulnérables. L'industrialisation du négociant, jugée aventureuse, a paradoxalement donné plus de souplesse à la PUM, accrue sa capacité de réaction, réduit ses stocks intermédiaires.

Un marché cyclique

« La ligne de laminage à froid nous a permis de traiter l'acier livré par les sidérurgistes au fil des prises de commande. » Ainsi dégrouté, l'acier a pu être immédiatement déroulé, découpé et cisailé dans ces unités de parachèvement qui, depuis Max Rousseau, font la spécificité du groupe. A Reims, la PUM est serene, sûre d'elle-même, satisfait. Trop peut-être ? 1988 a été douce pour le marchand de fer, apportant ses 590 millions de francs de bénéfice avant impôt. 1989 sonne déjà agréablement au timbre-casse. Mais le marché de l'acier n'est-il pas très cyclique, prompt au retournement ?

Pour ne plus être étreint à chaque effondrement de conjoncture, la PUM joue, plus ou moins activement, la carte de la diversification. D'abord dans les matières plastiques. Elle y est présente depuis 1975, mais entend donner dès cette année le coup de reins nécessaire pour étoffer son réseau (63 points de vente).

Ensuite, sur le marché des fournitures industrielles, en « fixant » les entrepreneurs de travaux publics qui figurent déjà dans son fichier acier. Dans les deux cas, elle provoque sur leurs terres des « grands fauves », les spécialistes comme Poliet. La PUM pourrait alors — plus tôt qu'elle ne le prévoit — être amenée à nouveau à croiser le fer...

CAROLINE MORINOT

NOMINATIONS

M. Léon Brezler passe chez Laurus et M. Claude Eric Pagin devient président de la Midland Bank. Après le rachat en mai dernier de la maison de couture Lanvin par la Midland Bank, M. Léon Brezler a décidé de quitter la présidence du directoire de cette banque pour se consacrer à son développement et à la réorganisation des activités de cette entreprise de produits de luxe. Grâce à la vente pour 260 millions de francs de l'immeuble qui possédait Lanvin place de l'Étoile à Paris, M. Brezler est parvenu à éliminer la totalité des dettes bancaires. Son projet de relance repose sur le renouveau de la création française.

A la tête de la Midland Bank, c'est M. Claude Eric Pagin, actuellement directeur général, qui remplace M. Brezler.

M. Pierre-Yves Soléil directeur général de La Vigilance.

M. Pierre-Yves Soléil a été nommé administrateur directeur général de La Vigilance, une des sociétés d'assurances françaises du groupe allemand Allianz. Il devrait ultérieurement prendre les mêmes fonctions dans les autres filiales françaises du groupe allemand et européen de l'assurance et pourrait être succédé à M. Serge Humelle comme PDG du groupe Allianz en France.

M. Soléil, X-Mines, âgé de cinquante-deux ans, a commencé sa carrière comme ingénieur chez Sud-Aviation à Toulouse avant de rejoindre le Crédit commercial de France où il occupait des fonctions de directeur de 1974 à 1978. C'est à cette date qu'il entre dans le monde de l'assurance en devenant directeur de la compagnie Abell-Vie, dont il est nommé directeur général adjoint en 1985. En février 1988, il devient directeur général des sociétés fran-

çaises des Assurances du groupe Paris AGP, et en juin président de la Paternelle RD et de la Paternelle-Vie. En novembre, il prend en charge le pôle Axa Assurances au sein du groupe Axa Mutuelle. En mai 1989, il abandonne ses fonctions chez Axa pour être conseiller à la présidence de la Compagnie du Midi, qu'il quitte pour rejoindre début septembre le groupe Allianz comme directeur général d'Allianz Ras Holding France.

M. Hervé Kemlin, trente-huit ans, vient de rejoindre Danlop France en tant que directeur du marketing et des ventes de la division pneumatiques. Avant de rejoindre cette filiale du groupe japonais Sumitomo Rubber Industries Ltd, M. Kemlin HEC (promotion 1973) a occupé différentes fonctions de responsable marketing au sein de groupes comme Casino et L'Oréal.

VERS UNE AMITIÉ MIEUX VÉCUE.

Un des traits les plus nobles de l'homme est son désir de mieux comprendre les peuples de cultures différentes et de partager avec eux. Par l'ouverture récente d'Europalia 89, les peuples de l'Europe et du Japon ont désormais le moyen de concrétiser cet objectif.

Organisé tous les deux ans pendant trois mois à Bruxelles et dans les villes de Belgique, Europalia est le plus grand festival artistique et culturel de l'Europe. Le Japon — le premier pays non européen à se voir accorder cet honneur — a été choisi cette année comme pays-thème.

Seiko Epson Corporation estime qu'Europalia constitue, pour les Européens comme pour les Japonais, une excellente occasion de mieux se connaître. En qualité d'entreprise internationale, nous favorisons l'ouverture d'esprit et la réflexion « trans-

frontières » qu'encourageant précisément les manifestations comme Europalia. Et c'est pourquoi nous organiserons, les 13 et 14 octobre, un symposium sur le thème « Japon et Europe: Contextes et perspectives en évolution ». Des professeurs, politiciens et journalistes de premier plan de l'Europe et du Japon, éminents dans leur discipline respective, y exposeront leurs vues sur l'avenir de la technologie et ses effets sur la culture et la société japonaises.

Seiko Epson invite les Européens de toutes nations à se joindre à Europalia 89 et nous formulons des vœux pour le succès de ce festival, auquel nous sommes fiers de participer.

Toute demande, relative au symposium, doit être adressée à: M. Giffoni E.C. Services Price Waterhouse 62, Boulevard de la Woluwe, B-1200 Bruxelles, Belgique. Tél: (32) (02) 773-14-06

Japon et Europe: Contextes et perspectives en évolution
— Comment les nouvelles cultures du Japon et de l'Europe peuvent-elles contribuer à la naissance d'une notion de culture mondiale?
Conférenciers prévus: Yoshitaka Murakami, Professeur, Université de Tokyo
Robert Chabal, Directeur, Direction science, technologie et industrie
Organisation de coopération et de développement économique «Sumitomo»
Professeur, Université Keio «Stimone Vell, Membre du parlement européen
«Eshun Hamaguchi, Professeur, Centre international de recherches pour études japonaises «Ronald Dora, Professeur, Collège impérial de science et de technologie (Imperial College of Science and Technology)
«Takeshi Umehara, Directeur général, Centre international de recherches pour études japonaises «V.P. Vande Walle, Professeur adjoint, Université Catholique de Louvain «Yoshitaka Masazawa, Editoriales, Nitron
«Kotaka Shinbun «Willy de Clercq, Membre du parlement européen «Guy de Jonckheere, Rédacteur, Affaires internationales Financial Times Helzig
Stadlmann, Rédacteur, Affaires économiques Frankfurter Allgemeine Zeitung
Session I: L'avenir de la civilisation technologique au Japon et en Europe
Session II: Facteurs sociaux et culturels sous-tendant la civilisation technologique au Japon
Session III: Questions futures, obstacles à surmonter
Date: 13 et 14 octobre 1989 11H00, Banquet Hall, Palais des Congrès, Bruxelles
ORGANISATION: Comité Belge Europalia, Université Catholique de Louvain

日本 EUROPALIA 89
JAPAN IN BELGIUM

EPSON®
SEIKO EPSON CORPORATION: Suwa-shi, Japan Tel: (81) (265) 58-1705

AFFAIRES

Le Carrefour international de la céramique de Limoges
De l'assiette à l'électronique

Sous le signe C 89, le Limousin accueille, du 25 au 29 septembre, le quatrième Carrefour international de la céramique. Cette manifestation annuelle, organisée en alternance à Stoke-on-Trent (Grande-Bretagne), à Munich (Allemagne fédérale) et à Limoges, rassemble des chercheurs, des universitaires et des industriels sous l'égide de la Société européenne de céramique. C'est aussi le Salon des fournisseurs de cette industrie : cent cinquante-six exposants sont venus de France, Grande-Bretagne, Espagne, Italie, RFA, Tunisie, Suède, Suisse, Danemark, États-Unis. Cinq mille visiteurs sont attendus durant ces cinq jours.

LIMOGES

de notre correspondant

Si, depuis le dix-huitième siècle, Limoges et le Limousin étaient en quelque sorte prédestinés à la porcelaine par les richesses locales en kaolin et en minéraux complémentaires, il n'en est plus aujourd'hui de rente de situation sur un marché mondial très dur. On entend parfois dire dans les milieux économiques régionaux que la porcelaine de Limoges est faite de kaolin anglais, par des ouvriers portugais, avec des décorations allemandes. On pourrait même ajouter qu'elle est cuite avec du gaz soviétique.

Seul autour restant pour la région, dans une période où les productions industrielles sont en effet partout de plus en plus déconcentrées des conditions géo-économiques qui les ont vues naître : le savoir-faire, la technicité de pointe et la capacité d'innovation, dont le carrefour C 89 est l'occasion de souligner l'efficacité.

De nouvelles productions d'avenir

La porcelaine de table, pour traditionnelle et atomisée qu'elle soit (deux mille huit cents salariés pour trente-cinq entreprises), n'est pas restée techniquement « ringarde » ; de la presse isostatique (pressage à chaud de la matière première en poudre) aux moules de résine céramique et à la CAO (conception assistée par ordinateur), elle s'est dotée de technologies très actuelles (le Monde du 5 octobre 1988).

De plus, la porcelaine de table n'est que la partie visible et célèbre d'une « nébuleuse » qui compte aussi les productions industrielles d'avenir. Par exemple KPCL (Kaolins et pâtes céramiques du Limousin), qui, à partir des matières premières traditionnelles, fabrique une pâte à porcelaine pour les manufacturiers limousins, mais qui exporte aussi dans le

monde entier ; ou encore les fabricants de fours, machines et équipements céramiques : Coudamy, Elmetherm, dont les activités à l'exportation atteignent 30 % du chiffre d'affaires ; les fournisseurs d'émaux et de chromes, généralement intégrés à des holdings européens - l'allemand Degussa ou le britannique Matthew-Beyrand, - mais dont les unités limougeaunes sont créatrices d'emplois.

Enfin, l'industrie de la céramique a littéralement explosé ; les traditionnels arts de la table sont devenus très minoritaires, dans une production qui englobe les composants électroniques, les matériaux thermo-mécaniques, les céramiques nucléaires, les biocéramiques (chirurgie, prothèse, arts dentaires), etc. Dans cette redistribution des cartes, une entreprise limousine a particulièrement réussi sa reconversion : Legrand SA (5,6 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1988), qui a, voici trente ans, abandonné la vaisselle pour la porcelaine électrique, est aujourd'hui devenu le numéro un mondial de l'appareillage basse tension.

Il emploie toujours, en Limousin, quelque cinq mille salariés, sur un total de douze mille cinq cents, sans compter la quarantaine d'entreprises filiales disséminées d'Amboise à Pau et des États-Unis à l'Iran. Des PME limousines l'ont suivi dans la voie de la diversification : HTI (matériaux frittés pour freins, pièces de frottement, noyaux céramiques pour l'industrie aéronautique), SOREVI (revêtements céramiques anti-usure et anti-corrosion) ou cristal (implants et prothèses orthopédiques).

Cette démarche est soutenue par le développement du potentiel de recherche régional. L'ENSCI (École nationale supérieure de céramique industrielle), décentralisée - non sans résistance - voici juste dix ans de Stèvres à Limoges, fait maintenant partie du paysage. Elle y a conforté l'UER de sciences, dont les laboratoires - associés au CNRS - ont également acquis une solide expérience de recherches appliquées. Le tout appuyé sur le CTC (Centre de transfert des technologies céramiques), fortement épaulé par le conseil régional et les collectivités locales. Le CCSTI (Centre de culture scientifique, technique et industriel) du Limousin mobilise une centaine de chercheurs, avec le soutien attentif de l'Antenne régionale de l'ANVAR (Agence pour la valorisation de la recherche). L'enjeu de ces diverses collaborations est de taille.

La céramique est un secteur industriel de 5 milliards de chiffre d'affaires en 1988, en progression de 6 % par rapport à 1987, et qui devrait, d'ici à l'an 2000, accélérer son rythme de croissance à 10 % l'an.

GEORGES CHATAIN

Le secteur du bâtiment cultive sa différence

EMPLOI-FORMATION

Pour le compte notamment du programme EVMS (emploi et valorisation des métiers du bâtiment), une équipe du Centre d'études et de recherche sur l'emploi et les qualifications (CEREQ) a réalisé une étude comparative sur les modes de fonctionnement et la formation en vigueur dans le secteur du bâtiment, en France aussi bien qu'en RFA, en Italie ou en Grande-Bretagne. Les enseignements sont édifiants.

Dans chaque pays, le secteur du bâtiment est considéré comme atypique et est organisé selon les méthodes spécifiques qu'il a, note d'entrée Mme Myrtille Campinos-Dubernet, l'un des auteurs de l'étude du CEREQ, cela ne signifie pas pour autant que toutes les caractéristiques soient communes à la profession, par-delà les frontières. Au contraire.

Derrière des constantes, telles qu'un poids à peu près équivalent en PNB, de l'ordre de 5 % à 10 %, et en pourcentage de la population active, également de l'ordre de 5 % à 10 %, les traits généraux sont accusés par des traditions nationales fortes. Ainsi, même mieux rémunérés en Allemagne ou en Grande-Bretagne que la moyenne des salariés, les « gars du bâtiment » ne bénéficient pas d'une meilleure réputation ou d'un statut social plus flatteur que les maçons italiens ou français. En RFA, on estime que le bâtiment est « un métier de deuxième choix ».

Le sérieux allemand et français

Pour faciliter l'analyse, le CEREQ retient deux couples avec, d'un côté, la France et la RFA, et de l'autre, l'Italie et la Grande-Bretagne, dont les comportements se rapprochent, tant pour la gestion de la profession au travers des ajustements d'effectifs, que pour les systèmes de production, plus sensibles aux évolutions technologiques pour les premiers que pour les seconds.

En Italie comme en Grande-Bretagne, avec beaucoup de nuances, fonctionne « le modèle professionnel concurrentiel », très dépendant du marché du travail. La formation des ouvriers y repose essentiellement sur l'apprentissage, toujours « sur le tas », où le diplôme compte moins que la reconnaissance d'une capacité professionnelle. On ne recherche pas la certification par un diplôme. L'absentéisme aux cours théoriques est admis et les connaissances assez peu contrôlées puisqu'on se borne à constater que « le temps a été accompli ».

Dans ce système, l'offre de formation est strictement liée à l'évolution des effectifs de la profession et épouse par conséquent les aléas du secteur d'activité avec une extrême rapidité. Ainsi, le nombre de places d'apprentis a chuté de 60 % sur les dix dernières années.

Ce qui aggrave le chômage des jeunes.

Mais des divergences existent aussi entre les deux pays. En Grande-Bretagne, l'apprentissage est le point de passage obligé pour accéder ensuite à des emplois qualifiés qui constitueront le « noyau dur » des salariés du secteur et qui sont définis de telle façon que les frontières entre les métiers peuvent être infranchissables. Du coup, les changements techniques deviennent difficiles, l'usage du bois par les coffreurs de béton pouvant, par exemple, être un sujet de conflit avec les charpentiers.

En Italie, en revanche, la structure familiale ou de voisinage permet de compenser les conséquences de la précarité pour les apprentis employés. Les entreprises sont organisées selon un certain compagnonnage qui renforce la solidarité, favorise l'intégration du jeune et assure le respect d'une forme de contrat moral, à la fois pour

l'emploi et pour la formation. Une pratique facilitée par le fait que les personnes qui exercent une activité de bâtiment se concentrent dans certaines localités ou régions, selon une vieille habitude de spécialisation.

En Allemagne fédérale et en France, le modèle est à dominante « éducative », là aussi avec des différences importantes entre les deux pays. Les contenus et les modalités de la formation professionnelle sont scrupuleusement suivis, et font l'objet soit d'un consensus entre partenaires sociaux (RFA), soit d'une volonté de l'État et de son système éducatif, professionnel (France). Ici, la formation ne se réduit pas à « apprendre en travaillant » et on a le souci de dépasser les besoins et les qualités immédiates réclamées par tel métier. Avec une base de formation générale, l'apprentissage vise autre chose que la simple adaptation et trouve sa sanction dans un diplôme.

Dans le système français, le rôle joué par l'école entraîne vers une « déconnexion » avec l'état du marché qui n'est pas sans poser des problèmes pour l'intégration professionnelle des jeunes en cas de crise. En revanche, le système allemand assure une meilleure adéquation entre la formation et l'évolution des entreprises. Il peut donc garantir, en principe, un emploi d'ouvrier qualifié mais, l'offre de fonctions dépendant de l'état du marché, il a fallu mettre au point un système de régulation en l'attente d'une entrée en apprentissage. Une loi fédérale rend obligatoire la fréquentation d'un établissement scolaire jusqu'à l'âge de dix-huit ans.

L'avance technique

Logiquement, les résultats ne sont pas les mêmes selon les pays, en raison même de ces disparités. Dans les grands groupes, les performances sont à peu près comparables, sauf pour la Grande-Bretagne où le corporatisme constitue un frein. Les capacités au changement technique sont particulièrement marquées en France, où le taux d'investissement est élevé et dépasse même ce qui se fait en RFA. Mais il reste que l'Allemagne et la France sont les pays qui ont le plus développé les outils nouveaux et qui, étant réceptifs à l'innovation technologique, se sont engagés dans la voie de la mécanisation.

Grâce à une pratique de salaires relativement élevés, les entreprises allemandes tentent de résister à la fuite de la main-d'œuvre qualifiée, alors que les entreprises françaises, qui, généralement, paient mal, ne parviennent pas à stopper l'exode des compétences. Les recrutements se font exclusivement parmi les plus diplômés et les non-diplômés, pour qui le bâtiment constitue un secteur d'insertion.

En Grande-Bretagne, où une telle fuite n'existe pas, les maux seraient assez graves. La formation connaît des fluctuations dues aux perspectives du marché, et l'effacement de l'offre a atteint, au plus fort de la crise, le niveau de... 1929. « Il y a une incapacité, pour ce système, d'anticiper l'évolution d'un métier », observe Mme Myrtille Campinos-Dubernet.

A terme, l'évolution pourrait cependant rapprocher des logiques opposées. La modalité interne, qui permettrait l'accession à des qualifications plus élevées, tend à perdre de son importance en Italie, en Grande-Bretagne et en France notamment. On y embauche maintenant des jeunes diplômés à l'équivalent de bac + 4, ce qui a pour effet de créer des chapes de béton au sommet et donc de faire naître des « systèmes bloquants ». Mais, pour autant, les habitudes du bâtiment ne changent pas sur l'essentiel : la profession considère toujours que « la tenue du gars sur le chantier » en dit plus long que sa formation initiale, pourtant jugée indispensable.

ALAIN LEBASE

Les flexibilités « archaïques »

Les différences, en matière de formation, se retrouvent dans l'organisation du secteur d'activité. Le bâtiment britannique ou italien pratique une flexibilité qualifiée d'« archaïque », car les variations sont absorbées par le développement des sous-traitants, voire dans le cas de la Grande-Bretagne par le recours aux équipes de tâcherons. A l'inverse, les bâtiments français et allemand, qui ont parfois la même tentation, utilisent d'autres moyens qui passent par une technicité plus forte et un processus de regroupement.

L'exemple de la Grande-Bretagne est caricatural. Depuis le début des années 70, les entreprises du secteur se désengagent de l'activité de production directe pour ne plus employer, actuellement, que 10 % de salariés.

Nouvelles sources de rigidité

Elles utilisent « les sous-traitants de main-d'œuvre pour l'embauche, la durée d'un chantier, d'équipes de tâcherons ayant le statut d'indépendants, ou même des salariés d'une entreprise fictive qui possède pour tout capital une adresse postale et un directeur », souligne Mme Myrtille Campinos-Dubernet. Réduites à un noyau, ces entreprises reportent les risques sur d'autres, qui supportent les charges sociales ou la fiscalité.

En Italie, les entreprises versent en même temps dans la promotion immobilière où, parce qu'elles sont constituées autour d'un seul corps de métier, elles ont tendance à pulvéiser, comme en Grande-Bretagne. L'écarter est tel que, sur un chantier de logements, il y aura jusqu'à quarante entreprises différentes,

là où en Allemagne et en France une vingtaine suffirait.

Cette évolution a pour double conséquence de compliquer les tâches de coordination et, tout à la fois, de nécessiter le retour à des techniques traditionnelles ou de permettre la diffusion de composants fabriqués industriellement. Alors que les Italiens tablent sur une polyvalence des ouvriers, les Britanniques, eux, renforcent la spécialisation qui introduit de « nouvelles sources de rigidité ». La souplesse que les premiers retrouvent se révèle inaccessible aux seconds, où chaque équipe d'intervenants en référence à sa hiérarchie sectorielle, au siège.

A l'inverse, les professionnels français et allemands ont privilégié une démarche industrielle qui se traduit le plus souvent par l'existence d'un bureau d'études technique. Les entreprises s'adaptent en développant une certaine polyvalence et stabilisent les effectifs d'une partie de leur main-d'œuvre, avec pour conséquence le vieillissement du personnel ouvrier.

« L'arrêt des recrutements pendant toute la période de déclin s'est traduit par une élévation très nette de l'âge moyen des ouvriers en France et en Allemagne facteur de rigidité ainsi qu'il contraste avec la jeunesse des équipes anglaises et italiennes », note le CEREQ. Si, en RFA comme en France, on accorde beaucoup d'importance à la formation professionnelle, la conception hiérarchique diffère entre les deux pays. En outre, les Allemands donnent un rôle commercial à la direction des travaux, alors que les Français refusent le mélange des genres.

A. L.

Pendant Apple Expo, tous les hommes ont la parole, mais chacun leur tour.

	11 H 00	13 H 00	14 H 00	14 H 30	15 H 00	16 H 00	16 H 30
MERCREDI 27 SEPTEMBRE	John Sculley : • Apple et l'intégration des médias	Présentation de Macintosh Portable et de Macintosh Ix	Programmation du « sur-mesure » avec HyperCard	Réseaux & Communication : Macintosh rend la communication transparente	Un noyau, des entreprises reportant les risques sur d'autres, qui supportent les charges sociales ou la fiscalité.	Apple et les gros systèmes : la convivialité joue la puissance	Les nouvelles directions de la PAO
JEUDI 28 SEPTEMBRE	Michael Spindler : • Transformations	Présentation de Macintosh Portable et de Macintosh Ix Apple et IBM : le courant passe	Programmation du « sur-mesure » avec HyperCard	Système Macintosh : stratégies et perspectives	Vidéo : Macintosh à la palette et aux commandes	Numeris : les Macintosh sont branchés	Conception et Design : le nouveau défi de Macintosh

Pour connaître le programme complet des conférences, venez à Apple Expo ou tapez 3614 code Apple.
Apple Expo est au CNIT/La Défense, du 27 au 30 septembre 1989.

Apple Expo

سكنا من الامم

CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • *Le Monde* • Süddeutsche Zeitung • CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT



YOUR CAREER IN EUROPE

EUROMANAGERS '89

November 14th and 15th, 89
Palais des Congrès - Brussels

In Europe, there are several millions young graduates and university-educated professionals aged between 22 - 30.

In December, 500 of these will be invited (accommodation and lunches paid) to participate in the Euromanagers '89 Forum-Congress dealing with the creation of a Euromanagers market. Senior Recruitment Managers from leading multinational enterprises will be attending the conference to meet graduates of high potential.

No matter your nationality, you could be one of the "happy 500" enjoying this expense paid experience if you:

- are seeking an international career
- are aged between 22 - 30
- have a university degree (or equivalent) in any subject or graduate during '90
- have a professional or educational experience abroad
- speak more than two languages (including English) fluently
- are geographically mobile

Would you like to be considered for this outstanding event?
We will send you an application form upon request until October 20.
Please write to: Mr. Hunt and Mr. Wajskop.

Euromanagers '89
79 avenue W. Churchill - 1180 Brussels - Belgium.
FAX (32-2) 523 82 80

The selection procedure will be operated in conjunction with MSL Europe, division of MSL Group International Ltd., worldwide recruitment consultants. Selected applicants will be informed at the end of November.

MSL EUROPE
President of the European Committee of the European Communities
President of the Economic and Social Committee of the European Communities
Secretary General of the Council
Director of National and European Development of Europe
and all
the world
Paris Market of Europe
the world
the world
the world

- COMMERZBANK
- RENAULT
- MSL Europe
- De Standaard
- Le Monde
- LE SOIR
- NRC • HANDELSBLAD
- Süddeutsche Zeitung
- Bank of America
- Barclays Bank
- Bank of Montreal
- Bozell
- Commerzbank
- Crédit Lyonnais
- Deutsche Bank
- Dresdner Bank
- Krupp
- L'Air Liquide
- Orion
- Paribas
- Stet
- Swissair
- Volvo

Thomas Cook Manager, Human Resources - Europe

Generous package London

Commercially minded H.R. professional with strong international experience to guide the development of businesses in Continental Europe. The role offers great scope, autonomy and challenge during a period of rapid growth.

THE COMPANY

- Leading international and financial services Group. Wholly owned subsidiary of the Midland Group.
- 8,500 staff. Highly profitable and expanding fast. Outlets in over 40 countries.
- New senior management team revitalising group, now focusing on strengthening position in Continental Europe.

THE POSITION

- Senior member of small management team dedicated to expanding the business in Europe, reporting to the European Director.
- Responsible for designing and implementing a coherent European human resources policy.
- Ensuring local adherence to Group practices, advising on European issues including labour law, compensation and benefits, labour mobility.

QUALIFICATIONS

- Resourceful, creative and committed graduate. H.R. professional, ideally trained with a respected multinational.
- Experience of working in mainland Europe or in an international practice essential. Exposure to acquisitions and new venture structuring beneficial. Used to working closely with line management.
- Good understanding of H.R. law and practice in Europe important. At least one European language desired.

THE REWARDS

- Good base salary and benefits. Rapidly expanding remit and excellent career prospects within Thomas Cook or the Midland Group.

Please reply in writing, enclosing full cv.
Reference H3612
54 Jermyn Street, London SW1Y 6LX

N.B. ELECTRO LTD
LONDON • 01-493 3383
BIRMINGHAM • 021-233 4656 • GLASGOW • 041-204 4334
SLOUGH • (0753) 694844 • HONG KONG • (HK) 5 237133

Le Monde INTERNATIONAL



Terminals et systèmes d'impression

Leader européen dans la fabrication de
SYSTEMES ET TERMINAUX D'IMPRESSION

Société en progression constante du CA depuis 10 ans avec un résultat net supérieur à 5 % depuis 6 ans, poursuit sa croissance en Extrême-Orient, IER recherche pour la zone Asie-Pacifique, son
responsable commercial
basé à SINGAPOUR

Sous l'autorité du Directeur Commercial Transport Aérien et Affaires Internationales, il aura pour fonction :

- de poursuivre et développer notre implantation déjà très importante en Extrême-Orient auprès de nos clients compagnies aériennes,
- de gérer et si besoin de développer notre bureau de SINGAPOUR,
- d'assurer la coordination commerciale et technique avec le Siège de Paris.

Ingénieur ou diplômé d'une grande école de commerce, il doit avoir une expérience d'au moins 5 ans, si possible dans la vente de matériel informatique. Anglais indispensable.

Grande disponibilité pour de nombreux déplacements.

Merci d'adresser votre Curriculum-Vitae, photo et prétentions accompagnés d'une lettre manuscrite, sous référence LM/ICS.2709, Service du Personnel - IER - 12, rue de Sébastopol - 92400 Courbevoie.

SEVEAU

Votre avenir au sérieux

Equipements pour les Industries graphiques

recherche pour
MICROCOLOR : Les Télécommandes d'encre de GRAPHIC MICROSYSTEMS INC. (Sunnyvale CALIFORNIE), un

DE ZONE

Responsable du développement du marché Européen (sauf GB), il étendra notre réseau d'agents exclusifs et mettra en place un système de tournées régulières en Europe avec suivi des agents, visites clients et OEM.

- Anglais courant impératif (langue de travail avec Graphic Microsystems) + si possible Allemand ou Espagnol.
- La connaissance des techniques de l'imprimerie est un atout.
- Poste basé à Paris avec déplacements très fréquents sur l'ensemble de l'Europe.

Recrutement rapide.

Env. lettre manuscrite + CV détaillé + photo à J.-M. TRINH
Rue des Roches - 27830 BROSVILLE - Tél. : (16) 32.34.38.44

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE FÉDÉRALE DE LAUSANNE

met au concours des postes de

PROFESSEUR DE PHYSIQUE EXPÉRIMENTALE

dans les domaines suivants :

- Physique des matériaux à propriétés électroniques,
- Physique des solides semi-cristallins,
- Physique des surfaces,
- Physique appliquée au domaine biomédical.

Début d'inscription :
30 novembre 1989.

Entrée en fonctions :
été ou automne 1990.

Les personnes intéressées voudront bien demander le dossier relatif à l'un ou l'autre de ces postes au :

Secrétariat général de l'École Polytechnique fédérale de Lausanne, CE-Écublens, CH 1015 Lausanne, Suisse.

ORGANISATION INTERNATIONALE

cherche

UN(E) LICENCIÉ(E) INTERPRÈTE DE LANGUE MATERNELLE FRANÇAISE À PARTIR DE L'ANGLAIS ET DE L'ALLEMAND

La connaissance passive de l'italien ou de l'espagnol est un atout supplémentaire.

Si vous remplissez ces conditions, envoyez votre c.v. détaillé avant le 13 octobre 1989 au plus tard à :

COPA / COGECA

23-25, rue de la Science, boîte 3
B - 1040 BRUXELLES

Pour de plus amples informations, téléphonez au : 22-2-230-39-45.
Monsieur BAMPIS ou extension 2203.

Groupe chimique réalisant 75% de ses activités à l'étranger recherche le

DIRECTEUR DE LA RÉGION ASIE

Basé à HONG-KONG

pour coordonner les diverses filiales d'Asie.

Ingénieur chimiste ou diplômé d'une Ecole de Commerce, le candidat a au minimum 5 à 10 ans d'expérience (notamment commerciale), et il parle couramment l'anglais.

Il devra faire ses preuves auparavant sur le terrain, auprès de nos clients.

Merci d'envoyer CV et prêt. s/éf 11305 à ORC
76, boulevard de la République - 92100 BOULOGNE.



There is a vacancy at the MATHEMATICS INSTITUTE of the UNIVERSITY of ZURICH for a

PROFESSOR IN GEOMETRY

to complement the existing areas of teaching and research. Applicants should be expert in a field such as Geometry, Topology, Global or Harmonic Analysis.

Applications, with curriculum vitae and list of publications, should reach the Dekanat der Philosophischen Fakultät II, Universität Zürich, Winterthurerstrasse 190, CH-8057 Zurich, Switzerland, before 30.11.1989.

Le Monde INTERNATIONAL

ENGINEERS & PROJECT ENGINEERS FOR CAR AND TRUCK VEHICLE ENGINEERING

MIRA - The Motor Industry Research Association is one of the world's leading vehicle research organisations. We are a highly successful commercial concern internationally recognised for our achievements and work in research, design, development and testing.

Our commitment to growth and on-going investments in new technology and other facilities provides a stimulating environment for our multi-disciplined teams of professionals.

You could join one of these teams if you are an enthusiastic graduate and/or Eur. Ing., who's keen to advance their career and broaden their expertise in any of the following areas:-

**Ride & Handling
Vehicle Dynamics
Vehicle Development
Component Engineering
Body/Chassis Engineering
Commercial Vehicle Design & Engineering**

We are keen to attract European candidates with good communication skills, a high level of self motivation and flexibility.

MIRA is based in the heart of England and enjoys a range of facilities which are second to none. They include purpose built laboratories, workshops and test track, covering 600 acres - the area offers excellent town and country housing, good schools and first class recreational amenities.

The above opportunities offer attractive salaries and benefits, good prospects and assistance with relocation expenses if applicable.

To apply, please write or telephone for an application form to:-

**Brian Short, Personnel Manager,
The Motor Industry Research Association,
Watling Street, Nuneaton,
Warwickshire CV10 0TL, England.
Telephone: (0203) 348541.**

The International Centre for Automotive Research and Development.

MIRA
The Motor Industry Research Association



Groupe bancaire international intensifiant ses actions de recouvrement dans divers pays francophones en développement souhaite adjoindre à ses banques

2 JURISTES EXPERIMENTES en recouvrement et contentieux.

Une formation de niveau maîtrise, 4 à 5 ans d'expérience réussie en procédure et action sur le terrain seront les atouts essentiels pour la réussite des candidats dans ces postes.

Rémunération et conditions de vie attractives pour des postes à pourvoir dans de grandes métropoles à l'étranger.

Adresser CV détaillé, photo et lettre de candidature sous réf. 1989/S à :

AMP - 2, rue Aristide Briand - 92300 LEVALLOIS-PERRET

(qui transmettra)

Le CHUV, Centre hospitalier universitaire vaudois, situé à Lausanne (Suisse), au bord du lac Léman, est un hôpital de 1 200 lits.

Pour compléter ses équipes de soins infirmiers dans les différents services de

**MÉDECINE et ses spécialités
PÉDIATRIE et CHIRURGIE PÉDIATRIQUE
GYNÉCOLOGIE et OBSTÉTRIQUE
CHIRURGIE et ses spécialités**

Il cherche des

INFIRMIER(ÈRE) D.E.

Si vous êtes :

- En possession d'un diplôme d'Infirmier(ère) ;
- Désireux(e) d'élargir votre champ d'activité ;
- Actif(ve) par le changement et le mouvement ;
- Agé(e) de moins de 30 ans (autorisation de séjour).

Vous trouverez dans nos services :

- Une activité variée, centrée sur la personnalisation des soins ;
- Un travail en équipe ;
- Des possibilités de logement ;
- Un restaurant d'entreprise ;
- Un salaire minimum de 7 salaires 3 400, brut par mois, adapté aux années d'expérience professionnelle ;
- Des indemnités pour les horaires de nuit et de dimanche.

Les engagements pourraient intervenir à partir du 1^{er} avril jusqu'en juillet 1990.

Envoyez à :

**COORDINATION DES SOINS INFIRMIERS
Mont-Palais 16 - CHUV
CH - 1011 LAUSANNE. Tél. : (01) 41/21/314-28-39**

En joignant une lettre de motivation, un curriculum vitae détaillé, copies de diplômes et certificats d'employeurs.

Délai de postulation : 30 septembre 1989.

Des entretiens de candidature seront organisés en France.

Vous serez renseigné(e) individuellement.

Agent, co-ordonnateur
Plus la venue de gestion
de trains et plaquettes de
trains d'origine anglaise et
courriel de ventilateurs de
fabrication américaine pour
aéronautique et avions de
d'usine dans toute l'Asie,
Europe et Moyen-Orient.
L'entretien immédiat.
Sonneur/convoyeur
du matériel automobile.
Les intéressés peuvent con-
sultier le site Internet : www.filmco.com
à Filmco, Ltd, rue de Santa-
Cristina, 254/4000 Porto-
Portugal. Tél. : 26951
Maurit P. Fax 362048.

FORMATION PROFESSIONNELLE

CADRES DEMANDEURS D'EMPLOI
OU EN CONGE INDIVIDUEL DE FORMATION

L'INSTITUT DE GESTION SOCIALE VOUS PROPOSE
2 stages de formation en Gestion du Personnel
de 7 mois 1/2, rémunérés :

**- MANAGEMENT ET
DEVELOPPEMENT
DES RESSOURCES
HUMAINES**

**- DIRECTION
DE PERSONNEL
ET FORMATION A
LA GESTION SOCIALE**

PARTICIPANTS: Etudes supérieures (Bac + 4) et/ou Expérience d'entreprise exigée.

DEBUT DES STAGES: Mi - octobre 1989

Frais de formation à la charge des stagiaires.

RECRUTEMENT IMMEDIAT

Merci de nous appeler au 47 57 31 41 - Poste 111 et 147

**IGS
GROUPE IGS**

DEMANDES D'EMPLOIS

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi

vous propose une sélection de collaborateurs :

- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

DIPLOMÉE SCIENCES POLITIQUES - Licenciée
3^e sociologie. Expérience management, ressources
humaines.

RECHERCHE : poste d'animatrice de formation vente
ou poste de chargée d'études stable. Anglais.
Expérience de free lance. Disponible de suite sur Paris.
Section BCO/IGS Cadres IV 1395).

ASSISTANTE DE DIRECTION - Formation
supérieure. Trilingue anglais, espagnol. Bonne culture
générale. 15 ans expérience significative de la fonction
(encadrement, gestion, organisation, suivi de clientèle,
bien introduite auprès des organismes institutionnels).
PROPOSE : son savoir-faire à dirigeant désirant
s'adjoindre une collaboratrice de haut niveau.
Rigoureuse, motivée, disponible, goût des
responsabilités. Poste basé à Paris.
(Section BCO/IGS 1396).

GRAPHISTE - Formation : National diploma in
design, G-B. Expérience : début, studio suisse.
Journaliste, maquettiste, magazines féminins, relation
publique d'une sif de photocomposition à Londres.
Direction du studio de création parisien d'un groupe
international d'édition pour la jeunesse. Directeur
artistique, publicité.

RECHERCHE : emploi à responsabilités presse,
édition à Londres ou Paris. (Section BCO/IGS 1397).

RESPONSABLE PÉDAGOGIQUE - Formation prof.
paritaire faisant partager par formation tous publics
salariés. Rompez aux négociations paritaires : branche
établissement, création cycles par fonctions avec
méthodes outils originaux. Animation journées
séminaires, forte créativité, volonté, efficacité, sens de
l'écoute, adaptable. (Section BCO/IGS 1398).

ASSISTANTE MARKETING - 28 ans, 3 ans de vente
composants électroniques (DUT électronique). Formation
marketing ADETEM-CHEMAS. Anglais courant (Dipl. Chambre de
commerce). Dynamique et organisée.

RECHERCHE : poste évolutif sur Paris. R.P. dans le secteur
industriel. (Section BCO/IGS 1399).

32 ans, DOCTEUR EN SCIENCES avec expérience dans la
recherche en neurobiologie.
RECHERCHE : poste basé Paris. R.P. ou province. (Section
BCO/IGS 1400).

J.F. 24 ans. - ESSEC 85, option marketing, maîtrise d'histoire
de l'art 88.

RECHERCHE : poste à responsabilités dans édition (art ou livres
d'enfants). Métier artistique, galerie d'art, librairie. Nombreux
stages dans divers secteurs qualités humaines, initiative, rigueur.
ETUDIANT : toutes propositions. (Section BCO/IGS 1401).

MAÎTRISE EN DROIT PRIVÉ - 3 ans expérience
professionnelle auprès d'un notaire et d'un conseil juridique.
RECHERCHE : stage ou poste chez avocat, conseil juridique ou
entreprise. (Section BCO/IGS 1402).

ANPE

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
Tél. : 42-85-44-40, poste 27.

Traducteur russe, anglais,
détaché, tous travaux pour per-
sonnel, ou entreprises. Rég.
Région-Alpes du personnel.
(10) 78-24-92-94 ou
(10) 78-25-22-11.

Chef comptable, H. 32 ans,
6 ans exp., réf. profes-
sionnelle très sérieuse, div.
DECS, rech. poste stable
Paris ou banlieue. Dispo-
nibilité immédiate. 47-22-63-27.

ASSISTANTE DENTAIRE
QUALIFIÉE, 10 ans exp.,
cherche emploi temps plein.
Paris ou banlieue Est.
Tél. 43-78-7-18, ap. 20 h.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION
40 ans, expérimentée.
ANCS 426
Recherche emploi.
Tél. : 43-82-06-02.

H. 26 a. agréé. Nidex.
maquette, dessin, expér.
PAO, ch. emploi partiel,
temp. ou définitif.
P. SAMAMA, 43-69-32-21.

J.F. 24 ans, mait. sc. éco-
nom. 8 mois de stage, rech.
poste de documentation ou
d'assistante d'études.
détachée.
Ecrire sous le n° 5 526
LE MONDE PUBLICITÉ
6, rue de Montmartry
75007 Paris.

Ingenieur indépendant.
Solidarité.

**QUALITÉ
FIABILITÉ**
pour contracter en entreprise.
Tél. : (1) 39-62-10-08.

ISNAR

International Service for National Agricultural Research

ISNAR is a member of the Consultative Group on International Agricultural Research. Its principal work is assisting governments of developing countries to strengthen their agricultural research systems. It collaborates with governments in developing countries in the improvement of their research policy, organization and management. It has active advisory service, research, and training programs. Staff are expected to contribute to all three programs.

Applications are invited for the following positions :

Senior Research Officer

Primary duties will be in the advisory services program in carrying out system reviews, planning, and implementation of system-building recommendations.

The successful candidate will have a doctorate or equivalent in an agricultural science or social science related to agriculture. He/she will have at least fifteen years of experience, with a significant period in developing countries, preferably in more than one region of the developing world. First-hand management experience in an agricultural research or educational institution is required. He/she will have proven ability to work research leaders and to function as part of a team. Excellent written English and fluency in either French or Spanish are required.

Senior Research Officer : Human Resource Management

The person will work with research leaders to analyse human resource issues, establish information systems for planning and management purposes, and make recommendations for improving recruitment, selection and evaluation procedures and compensation structures in agricultural research systems.

The successful candidate will have an advanced degree, preferably a doctorate or equivalent, in management, public administration, or a relevant social science. Experience in human resource management in developing countries, preferably in the agricultural sector, is essential, as is a proven ability for teamwork with research and development leaders. Excellent written and spoken English and fluency in French are essential, while knowledge of Spanish would be an asset.

Senior Research Officer, Training Coordinator

The Training Coordinator must have a proven ability to design and conduct practical management training, the ability to help agricultural scientists prepare experience-based training in research management, and expertise in training-materials development.

The successful candidate will have an advanced degree, preferably a doctorate or equivalent, in the management sciences, public administration or a social science, and ten to fifteen years of relevant professional experience. Experience in the agricultural sector in developing countries is essential. Excellent written and spoken English is required, and knowledge of French and Spanish would be an asset.

These positions will be based in The Hague, Netherlands, with frequent travel required. Salary and benefits will be comparable with other international organizations. Initial appointment will be for up to three years, renewable.

Please send letters of application with a copy of your curriculum vitae or resumé, including names, addresses and telephone numbers of three references to :

**Director General
International Service for National Agricultural Research
P.O. Box 93375
2509 AJ The Hague, The Netherlands
FAX (70) 819677.**

PARIS:

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 26 SEPTEMBRE

Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%
3576	C.A.E. 3% +	3775	3763	3775	---	1026	SAFIP	3775	3763	3775	---	77	Châtelain	83 40	84 10	84 10	---	0 84	
1297	B.A.P. T.P.	1210	1070	1070	---	1027	C.C.F. T.P.	1210	1070	1210	---	102	Echo Rio Milan	255	254	254	---	1 55	
1036	Thomson T.P.	1213	1213	1220	+ 0 58	1028	Thomson T.P.	1213	1213	1220	+ 0 58	103	De Beers	255 75	254	254	---	0 76	
1037	Renault T.P.	1175	1175	1175	---	1029	SAFIP	1175	1175	1175	---	104	Châtelain	222 75	222	222	---	0 89	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1030	SAFIP	1180	1180	1180	---	105	Châtelain	1210	1210	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1031	SAFIP	1180	1180	1180	---	106	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1032	SAFIP	1180	1180	1180	---	107	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1033	SAFIP	1180	1180	1180	---	108	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1034	SAFIP	1180	1180	1180	---	109	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1035	SAFIP	1180	1180	1180	---	110	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1036	SAFIP	1180	1180	1180	---	111	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1037	SAFIP	1180	1180	1180	---	112	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1038	SAFIP	1180	1180	1180	---	113	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1039	SAFIP	1180	1180	1180	---	114	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1040	SAFIP	1180	1180	1180	---	115	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1041	SAFIP	1180	1180	1180	---	116	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1042	SAFIP	1180	1180	1180	---	117	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1043	SAFIP	1180	1180	1180	---	118	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1044	SAFIP	1180	1180	1180	---	119	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1045	SAFIP	1180	1180	1180	---	120	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1046	SAFIP	1180	1180	1180	---	121	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1047	SAFIP	1180	1180	1180	---	122	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1048	SAFIP	1180	1180	1180	---	123	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1049	SAFIP	1180	1180	1180	---	124	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1050	SAFIP	1180	1180	1180	---	125	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1051	SAFIP	1180	1180	1180	---	126	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1052	SAFIP	1180	1180	1180	---	127	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1053	SAFIP	1180	1180	1180	---	128	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1054	SAFIP	1180	1180	1180	---	129	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1055	SAFIP	1180	1180	1180	---	130	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1056	SAFIP	1180	1180	1180	---	131	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1057	SAFIP	1180	1180	1180	---	132	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1058	SAFIP	1180	1180	1180	---	133	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1059	SAFIP	1180	1180	1180	---	134	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1060	SAFIP	1180	1180	1180	---	135	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1061	SAFIP	1180	1180	1180	---	136	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1062	SAFIP	1180	1180	1180	---	137	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1063	SAFIP	1180	1180	1180	---	138	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1064	SAFIP	1180	1180	1180	---	139	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1065	SAFIP	1180	1180	1180	---	140	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1066	SAFIP	1180	1180	1180	---	141	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1067	SAFIP	1180	1180	1180	---	142	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1068	SAFIP	1180	1180	1180	---	143	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1069	SAFIP	1180	1180	1180	---	144	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1070	SAFIP	1180	1180	1180	---	145	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1071	SAFIP	1180	1180	1180	---	146	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1072	SAFIP	1180	1180	1180	---	147	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1073	SAFIP	1180	1180	1180	---	148	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1074	SAFIP	1180	1180	1180	---	149	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1075	SAFIP	1180	1180	1180	---	150	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1076	SAFIP	1180	1180	1180	---	151	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1077	SAFIP	1180	1180	1180	---	152	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1078	SAFIP	1180	1180	1180	---	153	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1079	SAFIP	1180	1180	1180	---	154	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1080	SAFIP	1180	1180	1180	---	155	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1081	SAFIP	1180	1180	1180	---	156	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1082	SAFIP	1180	1180	1180	---	157	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1083	SAFIP	1180	1180	1180	---	158	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1084	SAFIP	1180	1180	1180	---	159	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1085	SAFIP	1180	1180	1180	---	160	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1086	SAFIP	1180	1180	1180	---	161	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1087	SAFIP	1180	1180	1180	---	162	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1088	SAFIP	1180	1180	1180	---	163	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1089	SAFIP	1180	1180	1180	---	164	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1090	SAFIP	1180	1180	1180	---	165	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1091	SAFIP	1180	1180	1180	---	166	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1092	SAFIP	1180	1180	1180	---	167	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1093	SAFIP	1180	1180	1180	---	168	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1094	SAFIP	1180	1180	1180	---	169	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1095	SAFIP	1180	1180	1180	---	170	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1096	SAFIP	1180	1180	1180	---	171	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1097	SAFIP	1180	1180	1180	---	172	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1098	SAFIP	1180	1180	1180	---	173	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1099	SAFIP	1180	1180	1180	---	174	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1100	SAFIP	1180	1180	1180	---	175	Châtelain	1211	1211	1211	---	0 88	
2020	Renault T.P.	1180	1180	1180	---	1101	SAFIP	1180	1180	1180	---	176	Châtelain	1211	1211	1211</			

Comptant (reflection)

[illegible]**SICAV** (selection)[illegible]

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Forcier	6284
Fongoré	6280

[illegible]

1230	SCAC	350	364
840	Small Business	505

1281	S.E.P. (M)	126	176	Patel	25	40	25 20
1282	S.E.P. (M)	126	182	Patel	436	430	
1283	Shank (M)	126	182	Patel	427	428	
1284	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1285	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1286	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1287	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1288	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1289	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1290	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1291	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1292	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1293	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1294	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1295	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1296	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1297	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1298	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1299	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1300	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1301	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1302	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1303	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1304	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1305	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1306	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1307	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1308	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1309	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1310	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1311	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1312	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1313	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1314	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1315	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1316	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1317	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1318	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1319	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1320	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1321	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1322	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1323	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1324	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1325	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1326	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1327	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1328	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1329	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1330	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1331	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1332	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1333	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1334	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1335	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1336	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1337	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1338	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1339	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1340	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1341	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1342	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1343	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1344	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1345	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1346	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1347	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1348	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1349	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1350	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1351	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1352	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1353	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1354	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1355	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1356	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1357	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1358	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1359	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1360	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1361	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1362	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1363	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1364	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1365	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1366	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1367	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1368	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1369	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1370	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1371	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1372	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1373	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1374	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1375	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1376	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1377	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1378	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1379	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1380	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1381	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1382	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1383	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1384	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1385	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1386	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1387	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1388	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1389	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1390	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1391	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1392	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1393	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1394	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1395	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1396	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1397	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1398	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1399	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1400	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1401	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1402	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1403	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1404	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1405	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1406	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1407	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1408	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1409	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1410	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1411	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1412	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1413	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1414	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1415	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1416	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1417	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1418	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1419	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1420	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1421	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1422	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1423	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1424	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1425	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1426	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1427	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1428	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1429	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1430	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1431	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1432	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1433	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1434	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1435	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1436	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1437	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1438	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1439	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1440	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1441	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1442	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1443	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1444	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1445	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1446	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1447	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1448	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1449	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1450	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1451	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1452	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1453	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1454	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1455	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1456	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1457	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1458	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1459	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1460	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1461	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1462	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1463	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1464	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1465	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1466	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1467	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1468	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1469	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1470	Shank (M)	126	182	Patel	774	771	
1471	Shank (M)	126</					

Cote des changes

[illegible]

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS par.	COURS 28/8		
Or fin 100 on barres	76550	76350	53 Drapeau	600
Or fin 100 on lingots	76750	76450	Maroc	770
Pièce Singapour (20 sh)	441	440	Hongkong	227
Pièce Indes (10 sh)	453	452	Malaisie britannique	240
Pièce Indes (20 sh)	637	640	Perle	321
Sucre	289	289	Porto Rico	220
Pièce de 20 dollars	2550	2536	Colombie N.Y.	153
Pièce de 10 dollars	1340	1340	Roche-Hongkong	1900
Pièce de 5 dollars	685	685	Saint-Paul	201
Pièce de 2 dollars	280	280	S.É. Indes	383
Pièce de 10 Roubles	490	458	Serv. Ec. Ind. V. Ind.	56 30
Or Londres	.....	.....	S. Indes	3024
Or Suisse	.....	.....	S. Indes de Hongk.	576
Or Hongkong	.....	.....	S. Indes de Hongk.	576
Argent Londres	.....	.....	Union Indienne	380
			Union	1440
				121 30

e : coupon échéance — e : o

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ● : prix précédent - ☆ : marché continu

Rebondissement dans l'affaire Carrefour du développement

Le retour du « vrai-faux » passeport et la fin du « secret défense »

Dans l'affaire du Carrefour du développement, serait-ce le moment du grand déballage ? Alors que les avocats de M. Christian Nucci, ancien ministre socialiste, contestent la régularité du vote parlementaire qui risque de le conduire en Haute Cour de justice (le Monde du 27 septembre), on apprend que

Révé par le *Canard enchaîné* du 27 septembre, la réponse de M. Joxe n'est, sur le fond, guère une surprise. Son décal — un an et demi après le retour de M. Joxe place Beauvau — surprend plus. Dans l'opposition, de 1986 à 1988, comme après sa seconde nomination au ministère de l'Intérieur, M. Joxe a toujours affirmé que, dans cette affaire, le « secret défense » invoqué pour entraver l'action de la justice couvrait en réalité un homme, M. Pasqua, et non pas un service, la direction de la surveillance des territoires (DST). Autrement dit : la confidentialité des missions de la DST ne risquait pas d'être menacée puisque la délivrance de ce « vrai-faux » passeport n'avait rien à voir avec le « secret défense » et relevait plutôt d'un acte partisan et illégitime.

Pour autant, M. Joxe ne s'empresse pas de démentir son

M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, vient de répondre au juge d'instruction parisien, M. Philippe Jeannin, chargé du dossier et, notamment, du sort de M. Yves Châlier, principal acteur de ce scandale politico-financier. Le ministre de l'Intérieur contredit

son prédécesseur : il faudra attendre une nouvelle requête du juge d'instruction ayant succédé à M. Jean-Pierre Michau dans ce dossier, en juillet dernier, pour que, après quelques hésitations, il lui réponde, il y a deux semaines. En ce sens, il s'agit plutôt d'une menace, qui pourrait être sans suite, que d'une véritable contre-attaque. L'affaire est connue dans ses moindres détails depuis maintenant trois ans. Après que le *Point* ait révélé que M. Châlier fuyait la justice française avec un vrai passeport sous la fausse identité d'Yves Navaro, la justice devait apprendre que ce document provenait d'un lot de passeports vierges remis à la DST. Chargé alors du dossier, M. Michau voulut entendre les responsables de ce service, notamment M. Bernard Gérard, alors et toujours directeur du contre-espionnage, mais il reçut une fin de

la position adoptée par son prédécesseur, M. Charles Pasqua, à propos d'un « vrai-faux » passeport remis en 1986 à M. Châlier, alors en fuite au Brésil : il n'y a pas de « secret défense » opposable à propos de ce document, affirme M. Joxe, autorisant ainsi le juge à poursuivre ses investigations

de M. Pasqua pour M. Châlier, mais ne bouge pas : M. Brut est promu et prolongé d'un an dans ses fonctions avant de prendre sa retraite tout dernièrement, où il s'occupera comme chef du service de sécurité à l'OCDE ; M. Gérard est toujours à la tête de la DST ; le « secret défense », raillé publiquement, est toujours valable officiellement.

Tel n'est plus le cas. M. Gérard va théoriquement pouvoir tout dire au juge sur l'ordre qui a permis d'établir « vrai-faux » passeport et « vrai-faux » permis de conduire à M. Châlier et sur la personne à laquelle ont été remis ces documents. Chemin de croix des hauts fonctionnaires : après avoir servi loyalement M. Pasqua, M. Gérard l'accablait-il avec le feu vert de M. Joxe ?

EDWY PLENEL

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Gagne-petit

Ce matin, je débarque au bar-tabac du coin. Je me fraye un passage jusqu'au comptoir : Maurice, un noir bien serré !... Il m'écoute pas, il parle. Paugot avec tous les gagne-petit, tous les lave-tôt du quartier. Et ça s'indigne, et ça se récrie : Ouais, c'est pas normal, il se fait trente-cinq fois plus que ses ouvriers. Calvet ! Il s'est offert une augmentation de 46 % en deux ans, franchement il manque pas d'air... N'importe quoi ! Moi, je leur ai dit :

— Réfléchissez ! S'il avait lâché le tiers du quart à ses ouvriers, ça aurait pesé sur la balance commerciale de l'entreprise. Alors que là, pour lui tout seul, deux cent millions par an, en ne versant pas un rond de dividende aux actionnaires et en bloquant les payes, ni vu ni connu, ce serait passé à l'as, si le *Canard* avait pas publié sa feuille d'impôt.

— Et tu trouves pas ça scandaleux ?

— Ah ! ça oui, par exemple ! D'ailleurs, il a réagi au quart de tour. Calvet. Quand il a senti ce pistolet braqué sur sa tempe, qu'il c'est qu'il a appelé ? Pas les syn-

dicats, non, ses avocats : Vous allez m'attaquer ces salopards de journalistes en justice pour atteinte aux droits et à la vie privée des gens. Il a bien raison. Faire étalage de son fric, c'est d'un vulgaire ! Il y a qu'un QS pour brander sa feuille de paye avec ses 5 300 F net sur tous les écrans de télé. Lui, ce qu'il touche, ça regarde personne, et surtout pas ceux qui se crèvent le cul pour qu'il puisse palper. Pas des masses, faut pas croire, comparé aux PDG de Chrysler, Mercedes Benz ou Toyota. Eux, ils gagnent bien plus que lui.

— Oui, mais leurs ouvriers aussi ! Ça fait toute la différence. Les mecs, chez Paugot, c'est pas avec leur patron qu'ils veulent rivaliser, c'est avec les travailleurs japonais ou allemands.

— Enfin, voyons, question salaires, le France c'est pas le Japon, c'est la Corée. Alors, déjà qu'à Séoul ils commencent à se foutre en grève, si ça continue à Mulhouse et à Sochaux, comment voulez-vous que les pays du tiers-monde puissent décoller ?

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

« 1939-1940 : l'année terrible », les réactions de nos lecteurs au feuilleton historique de Jean-Pierre Adéma... 2

Un geste de Berlin-Est

Les Allemands de l'Est réfugiés à l'ambassade de RFA à Prague pourront passer à l'Ouest s'ils renouvellent d'abord chez eux... 3

L'Assemblée générale de l'ONU

Le ministre soviétique des affaires étrangères s'est inquiété du « revanchisme » allemand à propos des citoyens de RDA qui passent en masse à l'Ouest... 6

Les incidents frontaliers entre le Kenya et la Somalie

Nairobi a tendance à voir des Libyens partout... 7

UDF : on calme le jeu

MM. Charles Millon et François Léonard s'efforcent d'apaiser les esprits après l'élection du premier à la tête du groupe UDF... 8

Journées parlementaires du PS

MM. Ricard, Delors et Mauroy, vedettes des rencontres. Un point de vue de Julien Dray : « Être ministre ou être de gauche ? »... 9

M. Lang pour le rock

Le ministre de la culture prend des mesures pour aider les jeunes groupes rock français... 18

Gymnastique rythmique et sportive

Christelle Sahuc est une autodidacte de la gymnastique rythmique et sportive. Agée de quatorze ans, cette jeune Française pourrait se distinguer lors des championnats du monde qui se déroulent en Yougoslavie... 18

CAMPUS

Universités : le dégel Est-Ouest

En faisant leur entrée dans la Conférence des recteurs européens, les universitaires des pays de l'Est ont manifesté leur désir de coopérer avec leurs homologues de l'Ouest... 15 à 17

SECTION C

La réunion de l'OPEP

L'Irak propose une nouvelle répartition des quotas de production... 21

Disparition d'un syndicat japonais

La plus grande centrale, proche du Parti socialiste, s'est dissoute pour se fonder dans de nouvelles organisations... 21

Les réunions monétaires de Washington

Tokyo souhaite devenir le deuxième contributeur du FMI. M. Camdessus a appelé les banques à participer aux efforts de réduction de la dette... 24

SECTION D

Guide arts et spectacles

I Want to Go Home, d'Alain Reinis. Feydeau à Marignac. Enretien avec Jules Feiffer. De Muz et Brüllard à Météo, le fi d'Ariane... 33 à 40

Services

Abonnements... 18
Carnet... 18
Marchés financiers... 30 et 31
Météorologie... 20
Mots croisés... 19
Radio-Télévision... 20
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LMI

An bureau confédéral de la CGT

La parité entre communiste et non communiste serait rompue

M. Joannès Galland, secrétaire de la CGT, où il est responsable des activités internationales, a été récemment adhérent au Parti communiste, rejoignant la fédération de Seine-Saint-Denis, selon des sources concordantes. Ce fait, en soi anodin, aurait une conséquence symboliquement importante : pour la première fois depuis 1947 (date de la dernière scission ayant donné naissance à FO), la parité entre non-communistes et communistes, qui suivait une règle non écrite et coutumière était toujours respectée au sein du bureau confédéral, se trouverait ainsi rompue.

Depuis le 43^e congrès de la CGT, fin mai 1989, le bureau confédéral — la plus haute instance de la centrale — comprend 16 membres : huit étaient au PCF (dont trois au bureau politique) et huit étaient considérés comme non communistes. Parmi ces huit, M. Galland, âgé de 55 ans et entré au bureau confédéral en 1975, était connu pour sa sensibilité chrétienne. Il avait cependant signé, lors de diverses élections politiques, des appels à voter pour le Parti communiste. En janvier 1980, il avait présenté à la commission exécutive de la centrale un rapport sur l'intervention soviétique en Afghanistan dans lequel il rappelait l'attachement de la CGT au principe de non ingérence dans les affaires intérieures d'un pays. Son rapport qui ne portait pas d'appréciation sur l'entrée des armées soviétiques avait provoqué l'abstention de la moitié des membres du bureau confédéral.

Mardi matin, ni la CGT ni M. Galland n'étaient en mesure de confirmer ou non cette information.

ISTH Institut privé des Sciences et Techniques Humaines depuis 1984
Pour vous aider à réussir à l'EXPERTISE COMPTABLE D.P.E.C.F.-D.E.C.F.
Toutes épreuves
SUCCÈS GARANTIS
• Examen comptable municipal 20 ans à mi-juin
• Stage intensif 1 mois - septembre
ISTH 83, av. d'Italie 75013 PARIS
TEL : 42.24.10.72
45.85.59.35

COPIES COULEURS
Canon LASER
COPIES DE PLANS
JUSQU'À 64 x 120 CM
RANK XEROX 2080 3080
P.A.O.
AVEC VENTURA
ET ÉDITION LASER
ETRAVE REPRO.
36, AV. DAUMESNIL - 42-47-21-32

Selon un sondage CSA pour « Readers's Digest Sélection »

Les Français n'aiment pas leur justice

Pour 76 % des Français, « la justice est chère », 96 % l'estiment « compliquée » et 95 % la trouvent « lente ». Ces chiffres, qui corroborent les conclusions d'enquêtes antérieures, sont dus à l'institut CSA qui a réalisé pour *Reader's Digest Sélection* un sondage sur l'opinion que les Français se font de leur système judiciaire (1).

Le réquisitoire est sévère mais n'épargne pas le garde des sceaux, M. Pierre Arpaillange, qui, dans un commentaire accompagnant ce sondage, rappelle son souci de faire bientôt de la justice « un vrai service public moderne ».

Un Français sur deux (48 % dans les deux cas) pense que « la justice n'est pas la même pour les personnes de ressources modestes que pour les autres » et qu'elle est « un univers bureaucratique impénétrable pour le citoyen ».

Les personnes interrogées approuvent à 62 % « ceux qui veulent se faire justice eux-mêmes », « quand on voit l'inefficacité de la justice envers les délinquants ».

Trois sur quatre (75 %) estiment que « les juges ne prennent pas assez en compte les problèmes et les intérêts des victimes » et près de la moitié (47 %) que les magistrats ne sont pas « indépendants du pouvoir politique ». Les mêmes magistrats sont jugés « courageux » par 77 % des Français et « intègres » par 58 % d'entre eux (25 %, ce qui est beaucoup, ne les croient pas intègres). Les Français se déclarent opposés, dans leur majorité (30 %), aux libérations conditionnelles ; 40 % y sont favorables jugeant que « c'est une bonne chose de [...] donner une nouvelle chance aux détenus qui ont une bonne conduite ».

Les dispositions, en cours de discussion au Parlement, du futur

BOURSE DE PARIS

Matinée du 27 septembre

Cible

La troisième séance de la semaine ressemble à s'y méprendre aux deux précédentes. Sur un marché calme, l'indice a instantanément s'inscrivait en recul de 0,21 % en fin de matinée après avoir perdu 0,32 % à l'ouverture. Les baisses étaient emmenées par Casino ADF (-3,3 %), Dumez (-2,6 %), Imétel (-2,5 %) et SCOA (-2,5 %). En hausse, ont noté : les Galeries Lafayette (+4,52 %), la SAT (+4,2 %) et Labinal (+3 %).

Le numéro de « Monde » daté 27 septembre 1989 a été tiré à 517 025 exemplaires

EXM **Exposition** **Macintosh**
L'édition française de MacUser (UK)

SPECIAL APPLE EXPO

150 LOGICIELS POUR MAC

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :

- Tout sur le Macintosh Portable
- Dossier : les scanners
- Les logiciels d'animation

LE N° 7 VIENT DE PARAÎTRE

ARTS • SPECTACLES



Adolph Green grimaçant en chef de bande dessinée.

JACQUES PRAYER/GAMMA

« I WANT TO GO HOME », D'ALAIN RESNAIS

Feydeau à Marienbad

C'était il y a peu. Dans la tiédeur alanguie de la lagune. *I Want to go Home*, d'Alain Resnais, était présenté à la 46^e Mostra de Venise. Seul film français en compétition. Dans la salle raisonnablement laide du Palazzo del cinema du Lido, pas seulement des invités, pas seulement des journalistes, des « abonnés » aussi, qui avaient acheté leur billet. Et que cet acte volontariste élevait à la noblesse de « vrai public ».

Dès les premières images, sans a priori, sans retenu, avec une sorte de fraîcheur saine, les rires caressèrent les travées. On voyait du Resnais, et on riait. A l'issue de la projection, la salle était toujours heureuse, et le démontra bruyamment, longuement, par

d'affectueux applaudissements. Le douzième long métrage d'Alain Resnais, parlant à 99 % anglais, avait remporté un reconfortant succès.

Certains comptes rendus du lendemain, la présence discrète du film au palmarès (Prix du scénario à Jules Feiffer), démontrèrent vite qu'une fois de plus ce n'était pas si simple et que celui qu'on appelait déjà en 1961 « l'auteur le plus controversé du cinéma français » allait diviser l'opinion.

Pendant le tournage, avec cet ineffable talent qu'il met à distiller de péremptories incertitudes, Alain Resnais déclarait qu'il ne savait pas « à quoi tout cela allait aboutir » (*le Monde* du 19 janvier), mais ajou-

taut : « J'aimerais que *I Want to go Home* soit une pochade. J'ai regardé la définition dans le dictionnaire : c'est une sorte de croquis en couleurs, exécuté en quelques coups de pinceau. A la différence de l'esquisse, la pochade constitue en elle-même un tableau. »

Tableau dont le personnage central est Joey Wellman (Adolph Green), un cartoonist américain vulnérable et désenchanté, « père » de Heppcat, vieux chat irascible qui lui ressemble, mais dont les planches ne sont plus publiées aux Etats-Unis que dans de rares journaux.

DANIELE HEYMANN.

(Lire la suite page 34)

Supplément au numéro 13893. Ne peut être vendu séparément.

CINÉMA

« Abyss », le vertige

36



Le sous-marin nucléaire a sombré dans une crevasse de l'océan. Dans l'écrasement de l'univers aquatique, Ed Harris et Mary Elizabeth Mastrantonio se retrouvent. Un alien qui prend la forme malléable d'un poisson de lumière joue les anges de la mort. Images mirifiques. Pour et fascination.

THÉÂTRE

Le drapeau noir de Klaus Grüber

38



Il y a une rue où le peuple s'agite. Il y a une fabrique de drapeaux où le peuple s'active. Il y a un appartement où Danton (André Marcon) et Julie (Dominique Reynaud) trouvent refuge tandis que s'emploient les coupeurs de tête. Il y a la mise en scène époustouflante de Klaus Grüber pour une *Mort de Danton* qui hantera longtemps les Amandiers de Nogent.

MUSIQUES

Philippe Hirschhorn en vedette américaine

39



Les interprètes ont parfois de drôles de carrières. Philippe Hirschhorn participe aux plus prestigieux festivals de musique de chambre, car les musiciens aiment jouer avec lui, et pourtant son nom reste désespérément inconnu du grand public et des éditeurs de disques. En jouant avec lui, Martha Argerich le 1^{er} octobre remédie à cette injustice.

Le Monde « Arts et spectacles » ne comporte aujourd'hui que huit pages au lieu de douze. Cette réduction de pagination est due à des contraintes techniques provisoires. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser.

SPECIAL
APPLE EXPO
150
LOGICIELS
pour
MAC

CINÉMA

ALAIN RESNAIS

De « Nuit et brouillard » à « Mélo »,

Succession de folles journées empruntant à la comédie musicale et à la bande dessinée, *Nuit et brouillard* écrit et réalisé en étroite collaboration avec le « cartoonist » Feiffer — nous l'avons rencontré — *I Want to go Home*, le dernier Resnais, est également peuplé, en sourdine ou forte, de réminiscences des œuvres passées : corps abstraits, voix désincarnées, comme dans *Hiroshima* ; longs couloirs à la *Marienbad*, château de fantaisie rappelant *La vie est un roman* ; et des scènes tout droit sorties du vaudeville, aussi débordantes de sentiments que celles de *Mélo*... Un film sur l'oubliée mémoire des hommes, en somme.

Par Jacques SICLIER.

TOUTE LA MÉMOIRE DU MONDE 1956

Les livres, les manuscrits, les écrits entassés à la Bibliothèque nationale représentent le savoir et la culture mais aussi la mémoire préservée des hommes et du monde. Conception : Remy Fontan. Mais Resnais, « client » de la Bibliothèque nationale, satisfait une vieille curiosité en pénétrant dans les couloirs de ce monde. La voix off du comédien Jacques Dumesnil ponctue, par le commentaire littéraire, les étapes d'une découverte. Si près de *Nuit et brouillard*, on parle d'un univers concentrationnaire de la culture. Il ne s'agit pas de cela : travelling avant et arrière orientent plutôt vers un registre fantasmagorique. Entre deux alignements de chaises, on s'enfonce déjà dans un couloir de palais baroque, prêt à l'année dernière à Marienbad.



NUIT ET BROUILLARD 1956

Resnais est déjà connu par des courts métrages sur l'art dans lesquels il a exploré des tableaux (de Van Gogh, de Gauguin, la *Guerrière de Flessard*) avec des mouvements d'appareil qui les pénètrent ou les baladent, des cadrages qui décapent l'espace pictural. *Nuit et brouillard* est commenté par le Comité d'histoire de la seconde guerre mondiale, pour le cinquantième anniversaire de la libération des camps de la mort. Resnais demande un texte à Jean Cayrol, écrivain romancé d'Orléansbourg. Ce texte, très littéraire, à la fois pamphlet et poème, s'associe d'une manière incantatoire aux images qui s'élevaient contre l'oubli. En couleurs, on voit ce qui reste alors des camps en voie d'effacement matériel ; noir et blanc, les documents irrécupérables des archives, les preuves, la mémoire qui ne doit pas être effacée. Les mouvements d'appareil deviennent, chez le réalisateur, une figure de style. Cet extraordinaire film court est retiré de la sélection officielle du Festival de Cannes 1956, pour ne pas offenser l'Allemagne de l'Ouest, dont l'ambassade a fait une démarche auprès du Quai d'Orsay. Malgré cet incident diplomatique, le film témoignera, encore et toujours.

HIROSHIMA MON AMOUR 1959



Le film le plus moderne et le plus révolutionnaire du cinéma français de l'époque est issu d'un projet de documentaire sur la bombe atomique, et ne se rattache pas à la « nouvelle vague ». Dès l'instant où Resnais a obtenu le *multimédia* de Marguerite Duras pour l'écriture du scénario et des dialogues, dès l'instant qu'il a choisi Emmanuel Bégin pour le rôle de la Française sans nom, « Elle », venue tourner au Japon un film sur la bombe atomique, il a su qu'il pourrait, non pas réaliser un long métrage sur la mémoire, mais peindre les images de la conscience sur un écran. Marguerite Duras était partie de l'impossibilité de faire un film sur Hiroshima, d'où la fameuse phrase dite à la femme par son amant japonais : « Tu n'as rien vu à Hiroshima ». Assise, hiératique et absente, abstraite même, sur une banquette à côté d'une vieille Japonaise, cette femme-là, en effet, n'a rien vu à Hiroshima que les apparences. Resnais, lui, a transpercé les apparences par ses mouvements d'appareil (la promenade à travers les couloirs de l'hôpital, le musée, les rues d'Hiroshima en 1959) qui les relient aux scènes du passé et aux images mentales venues de la conscience de la femme. Celle-ci, à Novera, dans sa jeunesse, a aimé un officier de l'armée allemande d'occupation. L'écriture cinématographique suit le double voie du travelling et du commentaire. Duras a inspiré Resnais. Elle va faire, par la suite, ses propres films.

L'ANNÉE DERNIÈRE À MARIENBAD 1961

Après Marguerite Duras, Alain Robbe-Grillet. Après Emmanuel Bégin, Delphine Seyrig, que sa voix de diva des brumes fait créature imaginaire, suspendue quelque part dans un univers inventé. A cause de la participation d'Alain Robbe-Grillet (scénario et dialogues), ce film paraît furieusement intellectuel et remporta à Paris un succès de snobisme. Comment ne pas voir qu'Alain Resnais, passionné de bandes dessinées, de romans populaires et des films « réalistes-fantastiques » de Feuilleton, a présenté des décors baroques, réels mais étranges (celui des châteaux de Navarre), des personnages sans nom, assez mystérieux que ceux des « ciné-romans » et provoqué un enlèvement, un enlèvement des « formes » du film par la mise en scène du réel que toute l'histoire (Giorgio Albertazzi) ? Surprenants travellings, phrases et mots chuchotés, répétés de manière incantatoire, c'est bien du pur Resnais. Et Delphine Seyrig est constamment métamorphosée au gré des fantasmes de l'homme créant un passé — peut-être faux — par sa propre parole. Seyrig, la voilà, dans un plan femme-oiseau épluchant en prose, elle, ce fantasme d'un viol. Ne dirait-on pas une bande dessinée des années 30 ?



MURIEL OU LE TEMPS D'UN RETOUR 1963

A nouveau Jean Cayrol (pour un scénario et des dialogues de fiction), à nouveau Delphine Seyrig, vieille, antienne en appartement à Boulogne-sur-mer. La ville, reconstruite après la guerre, n'a plus de passé, tout semble contemporain. Muriel, qu'on ne verra jamais, est le secret d'un garçon traumatisé par la guerre d'Algérie. C'est novembre 1962, et de cette guerre, on n'ose pas parler. Mais dans la cabane de Bernard, son beau-fils, Hélène, l'antienne va se pencher vers une preuve conservée de ce passé. Muriel, c'est le film superbe — même s'il n'a jamais eu de chance auprès du public — du temps arrêté, de la mémoire bloquée. Ces deux rassemblement des bribes de passé (vrai ou inventé comme dans *Marienbad*). Mémoires émettent : des séquences plus ou moins longues, des images brèves, des « flashs » jaillissant d'une manière impressionniste. Images mentales dans la réalité d'une époque.

Feydeau à Marienbad

(Suite de la page 41.)

Retiré à Cleveland, Joey est invité par une galerie parisienne où ses dessins vont être exposés. Ne parlant pas un mot de français, il traverse l'Atlantique en compagnie de sa maîtresse et assistante (Linda Lavin), dans le seul but de retrouver sa fille Elsie (Laura Benson), partie deux ans auparavant étudier Flaubert à la Sorbonne et qui n'a plus donné de ses nouvelles depuis.

Le grand bal de l'incommunicabilité peut s'ouvrir, la valse grise des rendez-vous manqués, chère à Resnais, commencer, mais sur un tempo de vaudeville endiablé. Bien entendu, Joey ne trouve pas Elsie, qui, sous prétexte de lui remettre sa thèse, recherche éperdument son maître et idole, le professeur au Collège de France Gérard Depardieu, qui, lui-même fan de Joey Wellman, le croise dans cette galerie où tout le monde l'ignore et l'invite à la campagne chez sa mère Micheline Presle, où Elsie va aboutir...

Malentendus, chassés-croisés, quiproquos, élan brisé contre les barrières du langage, le film démarre un peu pesamment dans une partie de ping-pong tournois-linguistique où alternativement les Français apparaissent tels que les voient les Américains — méfiants, inhospitaliers, arrogants, — et les Américains tels que les voient les Français — naïfs, superficiels, encombrants, posant des questions du genre : « Pourquoi en France les pièces de 10 francs qui sont petites valent davantage que les pièces de 5 francs plus grandes ? »

Ce qu'on ne comprend pas tout de suite, c'est que Resnais n'est pas en train de nous servir en hors-d'œuvre un mélo-mélo de poncifs, mais bien de nous entraîner dans l'univers mental de son héros Joey Wellman, le BD. De temps en temps d'ailleurs, au-dessus de la tête du voyageur égaré, éclatent des « bulles » d'où sa créature, le chat Heppcat, l'apostrope. Procédé de voix intérieure d'une rare efficacité.

Les BD, qu'il préfère appeler « histoires en images », fascinent Alain Resnais depuis toujours. Lors d'un Festival de la bande dessinée à Angoulême, il déclarait que Milton Caniff, par exemple, avait influencé jusqu'à la piste sonore de certains de ses

films, dont *Muriel*, l'encourageant à utiliser les voix off et en superposition, les enjambements de dialogues. Sollicitant déjà Bilal pour les décors de *La vie est un roman*, on l'affiche de *Mon oncle d'Amérique*, il va cette fois-ci plus loin, demandant le scénario de *I Want to Go Home* au dessinateur Jules Feiffer (*lire l'entretien ci-contre*).

Bon scénario, certes, mais manifestement vampirisé par le regard de Resnais, et qui prend toute sa force dès qu'on pénètre dans le magnifique décor principal, cette maison de campagne sans campagne, construite par Jacques Saulnier comme le palais de Marienbad, il y a vingt-huit ans. Cette maison labyrinthique, au luxe étincelant, pourrait s'approprier la description que Delphine Seyrig faisait, justement il y a vingt-huit ans, de ce palais de mille part, qui changea alors ce qu'on croyait savoir du cinéma : « Une fois de plus je m'avance, une fois de plus, le long de ces couloirs, à travers ces salons, ces galeries, dans cette construction d'un autre siècle... »

Dans cette construction d'un autre siècle se retrouvent donc tous les personnages de *I Want to Go Home*, au cours d'un bal masqué où bien sûr les masques tombent — référence obligée à la fête au château de la Règle du jeu, de Renoir (1). Des couples glissent, des portes claquent, Joey Wellman déguisé en Heppcat gémit « I want to go home », sa fille déguisée en canari s'épanche, Gérard Depardieu en Popeye donne un cours sur la BD et cultive toutes les dames qui passent à sa portée, un Tarzan replet, fou de jalousie, poursuit sa femme jusque sous les lits, un spectre solitaire lève son verre, c'est Feydeau à Marienbad ; c'est drôle, et tellement mélancolique. C'est soutenu par la musique dansante et distanciée de John Kander, compositeur de *Cabaret* et des chansons de Liza Minnelli dans le *New York, New York*, de Martin Scorsese.

Soutenu aussi par l'interprétation d'une troupe originale, attentive à donner poids et vie à des personnages volages, volatils comme des « bulles ». Les femmes, surtout Micheline Presle, hôtesse fantasque et faussement distraite, et Linda Lavin, d'une discrétion éclatante, sont remarquables. Gérard Depardieu

compose un réjouissant type de mufle, mi-intello, mi-camionneur, prenant carrément la relève de Maurice Chevalier pour ce qui est de l'américain parlé avec un irrésistible accent français. Il n'a qu'un seul défaut, il disparaît trop tôt, son rôle escamoté comme un lapin dans un chapeau.

On a un peu plus de mal à adopter Adolph Green, vétéran glorieux de Broadway, scénariste de *Chantons sous la pluie*, avec son sourire carré et cette façon de bonger comme s'il était dans un show dont on a coupé le son. Et puis soudain, ce vieux râleur désarmé, on se prend à l'aimer, à communiquer avec lui, comme le font finalement des villageois d'Ile-de-France, d'abord éberlées, dans une scène déconcertante. Pavane volontairement « ringarde », pour un genre défunt, la comédie musicale. Évocateur banlieusard d'*Un Américain à Paris*, sans Gene Kelly, sans Vincent Minnelli...

Scène-clé de ce *I Want to Go Home*, film irraisonnable où tout dérape, où Resnais, une fois encore, ne prend le parti d'aucun de ses personnages, qui sont tous tour à tour attendrissants ou insupportables, où le spectateur fait la loi, où l'auteur ne tranche pas. Référence à nouveau obligée à la Règle du jeu, qui portait à la perfection cette incomfortable et gratifiante ambiguïté.

I Want to Go Home, en effet, n'est pas un film « confortable », c'est un film vivifiant. De la pochade revendiquée par Resnais est née une comédie âpre et sentimentale, qui dit tant de choses sur ce qui ne peut se dire dans aucune langue connue, pas plus le français que l'américain, le patagon que l'esperanto : la lassitude des vieux amants, la feinte gaieté des Don Juan, l'échec grandiose du rôle de parent.

A la fin, une maison s'envole, papillon fou, rêve impossible. Promesse enfin tenue de légèreté, vengeance infiniment gracieuse de l'imaginaire sur la fade réalité.

DANIEL HEYMANN

(1) A lire : *L'Atelier d'Alain Resnais*, de François Thomas, une série d'entretiens réalisés sur le plateau de *I Want to Go Home* auprès des collaborateurs de Resnais (Flammarion).

Feiffer, le comics

Père fondateur, avec Harvey Kurtzman et Stan Lee, de la bande dessinée américaine moderne, Jules Feiffer est aussi homme de théâtre et scénariste de cinéma. Depuis longtemps, il avait en la personne d'Alain Resnais un admirateur passionné. Au croisement des routes du cinéaste et du cartoonist, *I Want to Go Home*, un film que le premier a réalisé sur le scénario du second.

JUSQU'à aujourd'hui, le chemin de Jules Feiffer n'était jamais passé par la France. Même s'il a influencé de manière déterminante Wolinski ou Brecher, même si son humour est de la famille de celui des idoles new-yorkaises — Woody Allen ou Paul Simon — personne chez nous, à part les lecteurs de Charlie Mensuel dans les années 70, ne connaît son style épuré et agressif, ses personnages malades d'angoisse, ses dialogues impeccables. Et qui avait remarqué son nom, comme scénariste, au générique de Ce plaisir qu'on dit charnel, de Mike Nichols ou Popeye de Robert Altman ?

Pourtant, Feiffer est un pilier de l'intelligentsia américaine : la bande qu'il dessine toutes les semaines depuis 1956 pour le Village Voice est reprise à travers tous les États-Unis et à l'étranger ; ses pièces sont les plus souvent des succès. Il vient d'en terminer une qui sera montée en octobre à Broadway et, au début de l'année prochaine, Mike Nichols mettra en scène la suivante. Retour de Venise, où il venait de recevoir le prix du meilleur scénario pour *I Want to Go Home*, il a raconté la rencontre improbable d'un cartoonist new-yorkais et d'un réalisateur français.

« Nous avions fait connaissance chez des amis communs, il y a une dizaine d'années. Et puis, un jour, il y a deux ou trois ans, il est venu chez moi et m'a dit qu'il disposait du financement pour réaliser un film en anglais et que, depuis toujours, il voulait travailler avec moi. Est-ce que ça m'intéressait ? Bien sûr, que ça m'intéressait.

CINÉMA

TRAVELLING ARRIÈRE

le fil d'Ariane

1963

SCIENCE-FICTION et thème du voyage dans le temps, sur un scénario de Jacques Sternberg. Resnais, ce n'est pas sa moindre qualité, connaît bien ses auteurs. La science, pour lui comme pour Jacques Sternberg, n'est que le tremplin de la fiction. La figure centrale est celle d'un docteur (Claude Rich) qui a reté son suicide et qui sert de cobaye à des chercheurs. On le met dans une sphère à remonter le temps, doublette comme un cocon, utérus maternel. Dans cette machine n'est prise place que des souvenirs. Elles sont revues. L'homme est ramené pour une reboute dans un passé qu'il voulait revivre, mais la machine se dérègle. Les souvenirs, les images mentales se répètent, rebâchant comme un disque usé. Dans tout ce qui, ensuite, revient en vrac, il n'y a plus de passé ni de présent mais l'éternité éphémère — c'est beau et effrayant — d'un être qui tente de se raccrocher à son obsession : une histoire d'amour. On a dit, avec raison, que ce film était la Recherche du temps perdu d'un cinéaste nommé Resnais.

1977

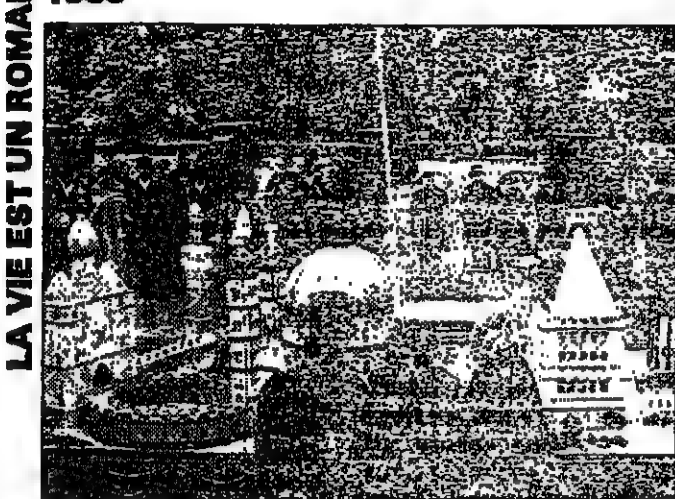
L'ÉVÉNEMENT, après plusieurs années d'absence et la déception de *Stavisky*. Sur un scénario de l'Anglais David Mercer (auteur de *Morgan* et de *Family Life*), Resnais réalise, en quelque sorte, ses *Fraises sauvages*. Un voyage mental qui rappelle par sa construction dramatique le film ancien d'Ingmar Bergman, mais qui s'enfonce entièrement et profondément dans l'imaginaire. Mince élément de réalité : dans la chambre d'une maison appelée Providence, un vieil homme, un écrivain à la veille de son soixante-dixième anniversaire (John Gielgud) se sent mourir et rêve à son dernier roman en manipulant des personnages qui sont ceux de sa propre famille tels qu'ils les voit ou veut les voir, au gré de ses émotions, de ses souvenirs, de ses associations d'idées. Le film est un puzzle dont les morceaux sont enchevêtrés, dont une partie du dessin se rassemble pour être aussitôt remplacée par d'autres fragments, sur lesquels le vieil homme médite, fait des essais. Démarche, il peut jeter un coup d'œil furtif dans un miroir reflétant un fragment de lui-même, tout en contemplant et manipulant le portrait d'un des personnages réels. Y a-t-il jamais eu de méditation sur la création, littéraire et cinématographique ?



1980

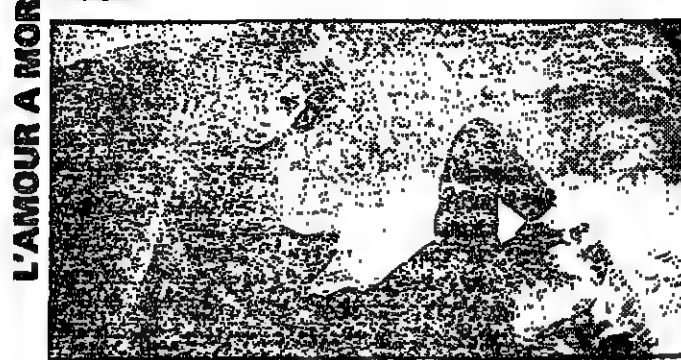
MON ONCLE D'AMÉRIQUE Surprise : pour la première fois, Resnais travaille avec un scénariste de cinéma professionnel (Jean Gruault) et non avec un écrivain. De plus, il s'appuie, avec humour, sur les travaux d'un biologiste, le professeur Henri Laborit, pour exposer une thèse scientifique sur le déterminisme des comportements, à côté de personnages privés, cette fois, d'images mentales : deux hommes et une femme qui n'étaient pas destinés à se rencontrer mais qui, pourtant, se rencontrent, les racontent, l'un après l'autre, leurs souvenirs d'enfance, et le récit prend, ensuite, la forme chronologique. Et, pourtant, l'imaginaire de manivelle s'avère : avec les extraits de films français représentant les scènes de l'enfance, avec l'île bretonne où un enfant fit des bandes dessinées évoquant le mythe d'un héros d'Amérique — avec le métier de comédienne de la femme (Nicole Garcia), avec les fragments d'autodestruction qui mènent l'un des hommes (Depardieu) en paysan catholique jusqu'à l'industrie. Avec, dans les images finales, les travellings sur des maisons en ruine et en démolition dans les rues de New-York. Paysages de désolation étrange, d'un autre monde.

1983



Un scénario, de Jean Gruault à nouveau, pour des variations sur le temps et l'imaginaire, ce qui ne surprendra mais qui, pourtant, a surpris : Resnais met de l'humour dans ce qui n'est d'abord un conte philosophique. Tout le film est déjà inscrit dans la maquette de « Chateau du bonheur » néo-classique, néo-baroque, néo-oriental qu'un aristocrate néo-géomètre (Ruggero Rimondi) présente à ses invités en 1914. Le projet — le rêve — mettra du temps à se réaliser et, en 1922, le chateau inspiré de la maquette éditoriale un colloque de chercheurs organisés sur le thème « Éducation de l'imaginaire ». Comme si l'imaginaire pouvait s'éduquer ! Là aussi, la mise en scène suit la chronologie mais des enfants qui semblent jouer dans un film de 1958 (littérature et décor pour le temps du rêve) traversent le temps du conte néo-géomètre et sont reproduits les ciné-romans de l'époque du muet, et le temps moderne qui est la représentation ironique, et très « bonde désolée », du quotidien. Et si Resnais avait raconté, là, ses propres tentatives de créateur ?

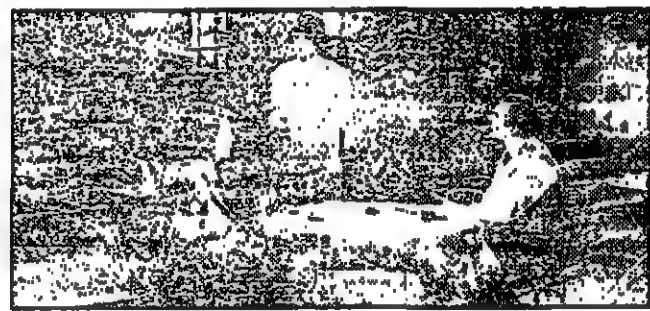
1984



Troisième film — splendide et inattendu — avec Jean Gruault. Quatre interprètes de la Vie est un roman, Sabine Azéma, Fanny Ardant, Pierre Arditi, André Dussolier. Un récit chronologique (il faut bien s'y faire !) l'espace du CinémaScope, les paysages du Gard, des couleurs chaudes pour les intérieurs mais peu de lumière, peu de clarté. Quelque chose se tait dans les ténèbres de ces plans bleus foncés où pleuvent des particules blanches, plans de ponctuations visuelles et sonores (la musique est de Hanz-Werner Henz, comme dans *Baruch*), étapes d'un drame métaphysique. Film sur la déperdition, a dit Resnais. Film-mystère et chant profond dans l'approche vertigineuse de domaines spirituels inexplorés.

1986

Resnais adaptant lui-même, pour la film, une pièce de Henry Bernstein datant de 1929, c'est le monde à l'envers ! Car on ne peut se raccrocher ici à une thématique du cinéaste ou à ses figures de style. Le film revendique ses origines théâtrales par la mise en scène d'une couverture de programme façon « art déco », les bruits d'une salle qui se remplit, la sonorité, le rideau rouge de la scène et les trois coups avant le lever de rideau. Décor d'étude, on ne pouvait moins faire. Le jardin du pavillon de Montrouge s'ouvre sur un ciel de toile peinte. Le pavillon lui-même semble planté sur un plateau. Mais quel texte étonnant pour dire la passion, le jeu de la passion dans la petite bourgeoisie, le monde « artiste » ! Et quelle fluidité de la mise en scène ! Sabine Azéma, André Dussolier, Pierre Arditi et Fanny Ardant échangent, ici, le voyage avec Resnais commencé dans *La Vie est un roman*.



le « comics » de situation

— Venant d'Alain Resnais, cette proposition ne vous a pas surpris ?

— Ça m'a stupéfié. Bien sûr, je connaissais son affection pour les comics américains et les dessinateurs. Mais, d'après les conversations que nous avions pu avoir, je me serais plutôt attendu qu'il s'intéresse à des gens comme Stan Lee, le dessinateur de *Spider-Man*, les gens de l'école Marvel, plus qu'à un genre de satire sociale que je pratique. Mais il m'a dit qu'il admirait mon travail, particulièrement un roman que j'ai écrit il y a quelques années, *Ackroyd*, et que personne n'a jamais lu, à part lui. Quand il m'a dit ça, je ne pouvais plus rien lui refuser. Il m'a expliqué que nous avions simplement besoin du point de départ pour une histoire, afin qu'on me paie mon voyage à Paris, et que, une fois là-bas, on discuterait sérieusement. J'ai proposé une vague idée, à peine le début d'une histoire, que Marin Karmitz, le producteur, a trouvée intéressante. Nous avons passé deux semaines à Paris, ma femme, ma fille et moi. Je passais tous mes après-midi avec Resnais. Je proposais des idées, qu'il trouvait bonnes ou mauvaises, et peu à peu, au bout de ces deux semaines, nous avons accumulé suffisamment de matériel pour que je puisse rentrer chez moi et me mettre à écrire. Ce que j'ai fait. Je suis arrivé à une version que je lui ai envoyée, il m'a répondu qu'il la trouvait très intéressante, m'a fait venir à Paris et m'a tout fait réécrire. Et ça s'est passé comme ça, en allées et venues entre Paris et New-York. C'était très agréable, nos rapports dans le travail étaient à la fois très intenses et très cordiaux. Le film parle des malentendus entre Français et Américains, mais, alors que je ne parle pas un mot de français et que son anglais est limité — même s'il sait très clairement exprimer ce qu'il veut ou ne veut pas — il n'y a eu aucun malentendu entre nous.

— Avec Robert Altman, vous aviez travaillé selon une méthode tout à fait différente.

— La comparaison est tout à l'avantage d'Alain Resnais, dans la mesure où je préfère que le réalisateur tourne le scénario que j'ai écrit plutôt que de le réinventer au fur et à mesure du tournage, ce qui est le cas d'Altman, spécialement quand le scénariste

n'est pas sur le plateau. J'ai eu une chance relative avec *Popeye*. Tant que je suis resté, il a tourné mon scénario, le jour où je suis rentré chez moi, il l'a jeté aux orbes. Resnais ne voulait pas de moi sur le plateau, il m'a dit qu'il n'aimait pas travailler en présence du scénariste, mais il a réalisé le film que j'ai écrit. Bien sûr, il y a des changements, des coupures, mais c'est aussi proche du texte qu'un scénariste peut l'espérer. D'une grande loyauté à l'idée de départ. A Venise, j'ai découvert un mélange bizarre, c'est autant son film que le mien. Sans aucun doute possible, on retrouve l'atmosphère et le discours d'un Resnais, ce qu'on ne pourrait pas imaginer à la lecture d'un scénario. C'est une association très étrange. A Venise, le public et les critiques ont aimé, mais je ne sais vraiment pas si les Français ou les Américains vont marcher.

— Avez-vous eu votre mot à dire dans la distribution des rôles, particulièrement celui d'Adolph Green ?

— C'est Resnais qui a choisi Adolph. Le premier jour de notre collaboration, quand j'ai suggéré que le personnage soit un dessinateur de comics, il m'a demandé si je connaissais le travail d'Adolph Green qui était un ami de longue date, nous appartenions à la même association d'auteurs de théâtre new-yorkais. Comme ça, j'ai pu écrire pour quelqu'un, ce qui m'a relativement simplifié le travail pour le personnage de Joey Wellman. Ce n'est pas Adolph, mais j'ai utilisé ses traits de caractère, son style, pour inventer le personnage. En revanche, c'est moi qui ai eu l'idée de Depardieu.

— Vous êtes-vous inspiré d'un auteur de comics en particulier ?

— Non, mais j'ai grandi en lisant des comics (d'autre part Feiffer a fait ses débuts dans l'atelier de Will Eisner, l'auteur du *Spirit*). J'ai participé à des conventions d'auteurs de comics, et j'ai construit le personnage à partir de tous les auteurs que j'ai rencontrés, qui étaient des gens très chaleureux et pratiquement illettrés, ce qui ne les empêchait pas de réussir. Wellman est de cette race, sa fille part en France pour devenir une intellectuelle et elle est atterrée quand

elle découvre que Depardieu, l'exégète de Flaubert — au début j'avais pensé à Stendhal et Resnais m'a dit que Flaubert serait plus parlant pour les Français — est également un expert en bandes dessinées et un grand admirateur de son père. Ce que Hitchcock aurait appelé le *McGuffin*, le moteur de l'histoire.

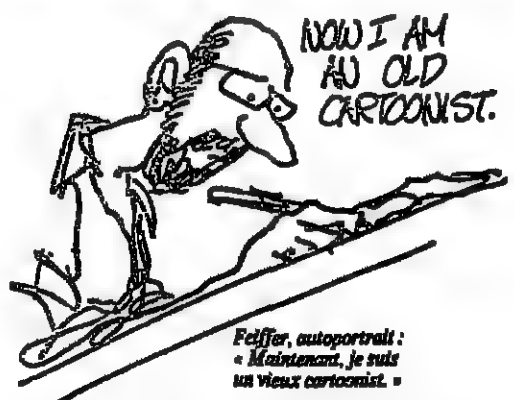
— Vous même n'avez jamais souffert du mépris dont les Américains accablent les cartoonists ?

— Dès que j'ai commencé mon propre strip, en 1956, les gens m'ont pris tellement au sérieux qu'ils m'ont refusé le nom de cartoonist. Dans ce pays, si l'on utilise la bande dessinée ou le dessin d'humour comme forme d'expression, et que les gens tiennent quand même à vous prendre au sérieux, ils refusent de vous appeler cartoonist, ils emploient des termes comme éditorialiste graphique ou dessinateur-dramaturge. J'en ai souvent discuté avec David Levine, le merveilleux caricaturiste de la *New York Review of Books*, et il a le même problème. Nous vivons dans un pays où même nos fans nous regardent de haut. Même s'ils adorent notre travail, ils sont affligés à l'idée d'admirer un cartoonist.

— Avez-vous commencé à écrire pour le théâtre afin d'échapper à cette condescendance ?

— C'est plutôt le contraire. Dans les années 60, j'ai connu un tel succès que je me suis aperçu qu'on me comprenait trop facilement. Je me suis lancé dans le théâtre pour me mettre mon public à dos. Et de ce point de vue, *Little Murders*, ma première pièce, a été un succès complet : les critiques l'ont détestée, elle n'a tenu que quelques jours sur Broadway et il a fallu que la Royal Shakespeare Company la monte à Londres pour qu'elle puisse revenir à New-York. Mais je me suis mis au théâtre parce que la bande dessinée m'ennuyait, qu'elle ne stimulait plus personne, ni moi ni mes lecteurs. Et le théâtre a réveillé mon appétit pour les comics, m'a rendu meilleur dessinateur. Les allées et venues entre le théâtre et la bande dessinée, sans parler des scénarios, me permettent de continuer les comics sans m'ennuyer.

— Quand vous écrivez un livre ou une pièce, c'est une œuvre de Feiffer. En revanche, pour un scénario, l'œuvre finale sera celle du metteur en scène.



— Ce que je fais au théâtre, je le fais pour moi. Les considérations financières sont secondaires. Bien sûr, je suis ravi si la pièce marche et si je gagne de l'argent, j'ai une famille à nourrir. Mais je suis mu par le désir d'accomplir quelque chose sur un sujet particulier. Personne n'écrit de films pour ce genre de raisons. On écrit un scénario parce qu'on est payé, bien payé, pour le faire. Ensuite on essaie de le faire du mieux qu'on le peut. Et dans mon cas, depuis *Ce plaisir qu'on dit charnel*, je me suis aperçu qu'on me payait très bien pour écrire des scénarios que l'on ne tournait pas. Je signe un contrat pour un scénario, et les commanditaires s'aperçoivent que ce n'était pas ce qu'ils voulaient. Ou alors, quand le studio est satisfait, la plupart des bons réalisateurs américains ne voudront pas toucher à mon scénario parce qu'il menace leur statut d'auteur, on sentira trop ma patte. C'est également vrai des réalisateurs européens à succès. En fait, ils voudraient que les scénaristes soient leurs sténographes, qu'ils couchent sur le papier leurs idées, leurs personnages, leurs poursuites en voitures, leur batailles rangées, tout ce qu'ils ont dans la tête.

— Pourtant, on ne fait pas plus auteur que Resnais.

— Oui, mais Alain Resnais, quelles qu'aient été ses raisons, voulait construire un film sur sa sensibilité autant que sur la sienne. C'est très rare chez les réalisateurs américains. A ma connaissance, Mike Nichols est sans doute le seul à ne pas vouloir que sa personnalité domine le film. Il aime travailler avec les scénaristes, c'est peut-être parce qu'il vient du théâtre. Pour Resnais, je ne sais toujours pas ce qui l'a poussé, mais j'en suis très heureux.

Propos recueillis par THOMAS SOTINEL

CINÉMA

« ABYSS », DE JAMES CAMERON

La peur du bel inconnu

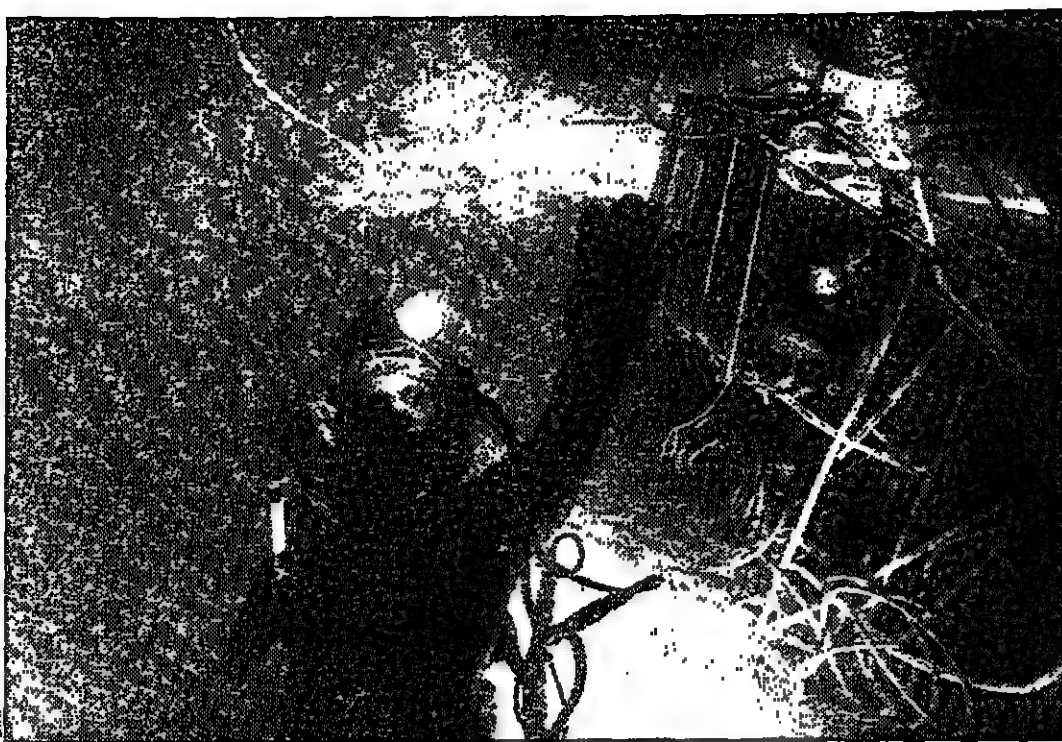
Quand une créature mystérieuse et protéiforme surgit, la technologie la plus sophistiquée ne peut rien contre la peur la plus primitive.

DANS les grands fonds, la mer est vertigineusement sombre. Dans le sous-marin nucléaire *Montana* qui patrouille du côté des Caraïbes, elle n'est repérable que sur les écrans d'appareils extrêmement complexes. A la tête du *Montana*, un capitaine aux yeux clairs, Ed Harris, règne sur des militaires mal embouchés, cependant habitués à se supporter dans un espace clos. Un sous-marin nucléaire est une sorte de bastion hermétique, plus autonome encore que le vaisseau spatial qui emmenait Sigourney Weaver et son équipe d'hommes à la recherche de l'alien...

Après *Alien 2*, où les humains se trouvaient piégés à l'intérieur du ventre de la bête, James Cameron a écrit et réalisé *Abyss*, d'après une histoire dont il avait eu l'idée à dix-sept ans après avoir vu les films du commandant Cousteau, décidément le Français le plus important pour les Américains. Plus exactement, Cameron a préparé plusieurs projets, et celui-ci a été retenu par la Fox. C'est un fait, il est toujours attiré, fasciné, par les mystères de l'océan.

Le radar du sous-marin *Montana* traque une cible sans pouvoir l'identifier. Une cible qui avance à une vitesse impossible, et pourtant... Et tout de suite, c'est le crash. Quelqu'un a vu ou cru voir un éclat de lumière. On ne sait pas, on ne sait rien, sinon que ce bastion hermétique, soudain vulnérable, se fracasse, et que la mer n'est plus seulement une suite de signes sur des écrans. Elle déferle, aveugle et toute-puissante. En quelques minutes, le sous-marin se noie, sombre au fond d'un gouffre, il n'en existe pas de plus profond sur toute la planète. A la surface de la mer, une tempête empêche les autorités militaires de repérer l'épave et d'en sortir l'équipage à temps. Il ne reste plus qu'à prendre contact avec une plate-forme expérimentale installée à quelques kilomètres...

L'affaire se complique car l'ingénieur qui dirige la plate-forme est une femme, l'ex-femme d'Ed Harris, Mary Elizabeth Mastrantonio. Une emmerdeuse, pensent et disent les militaires, pas vraiment heureuse de



La fascination du cosmos remplacée par celle des grands fonds.

la voir arriver, bien qu'elle risque sa vie et celle de sa propre équipe pour les aider à se sortir du piège.

« Une abyss est un lieu obscur, glacial, où le soleil ne pénètre jamais... Un territoire dangereux, virtuellement inexploré, et qui dans le film a aussi une signification symbolique », écrit James Cameron qui, comme la plupart de ceux qui manipulent l'épouvante, a le visage lisse d'un bon jeune sportif. *Abyss* ou le *Vertige des profondeurs* est un film, au sens littéral, fantastique. Non seulement pour la magnificence de ses images insolites — il a été tourné en grande partie sous l'eau, — mais pour le talent avec lequel James Cameron met en contact des personnes humaines ultrarationnelles par nature et par fonction avec une présence indéniable et impossible. Car là encore, il y a un *alien*, et c'est lui qui a provoqué la catastrophe. Mais ce n'est plus une bête immonde qui surgit et se modèle aux corps qu'elle absorbe. Il est beau.

« C'est un poisson comme il en existe réellement dans les grands fonds, transparent, phosphorescent, dit James Cameron. C'est une forme sans rien d'effrayant, sauf qu'elle ne correspond à rien de connu. Instable comme la lumière, elle se métamorphose, reflète les sentiments de ceux qui la regardent. Quand Ed Harris l'aperçoit pour la première fois, il se croit perdu et voit en elle l'ange de la mort. J'ai parlé à des gens qui sont passés par un état de mort, tous m'ont cité des visions lumineuses, sans pouvoir préciser ce qu'ils ont vu. La forme qui apparaît à Ed Harris est douce, gracieuse, car, selon moi, il est prêt à accepter sereinement la fin inévitable. »

On pourrait penser que cet *alien* naît simplement d'hallucinations provoquées par la peur, par la situation d'enfermement. Son intérêt est d'être à la fois fantasmagorique et d'exister par lui-même, dans son monde qui n'a rien de commun avec celui des humains. Alors le contact ne pourra pas se faire. Par

la faute d'un militaire stressé, impatient (Michael Biehn, le chevalier blanc opposé au robot Schwarzenegger dans *Terminator*), qui pense le blesser et, en tout cas, le chasse ?

« Michael Biehn a réagi en homme formé à attaquer pour se protéger avant qu'il soit trop tard, et personne ne peut dire s'il a eu tort ou raison », dit James Cameron. L'accuser de « rejeter l'autre » serait aller un peu vite. Il raconte un comportement que l'on rencontre au-dehors et en soi. Le comportement d'un individu, pas celui des militaires.

« Dans ce genre de films, il est important que chaque personnage ait une personnalité bien définie, avec une part d'irrationnel bien contrôlée, et une cohérence psychologique. Chacun doit être aussi crédible que dans une comédie. Sinon, on a affaire à des symboles, et on ne peut plus faire croire à l'histoire. »

Le spectateur s'identifie aux acteurs noyés, isolés dans un milieu froid, épouvantable, tellement différent de la surface que l'on connaît si bien, et qui est synonyme de vacances, de plaisir physique, de bien-être. Finalement, après le succès du *Grand Bleu* en France, il semble que la fascination vienne des grands fonds plus que du cosmos.

Sauf dans les *space operas*, on sait que les formes de vie du cosmos sont minimes et primitives. On sait en revanche que les grands fonds sont réellement peuplés d'êtres fabuleux qui datent de la préhistoire et sont nos ancêtres. L'*alien* d'*Abyss* est tout à la fois miroir, réceptacle, présence plus inquiétante encore que les profondeurs du gouffre et les rocs sous-marins. Sa force vient de ce qu'on le voit peu et qu'il se modifie. Il détruit les habitudes, les certitudes.

RAISON INFAILLIBLE CONTRE PRÉSENCE IRRÉELLE

Ces militaires, ces ingénieurs, qui luttent contre les éléments et tentent de résoudre des problèmes technologiques, qui ont bâti leur existence sur la raison infaillible, sont déséquilibrés par cette présence irrationnelle autant que par l'urgence des solutions à trouver. A un moment, Mary Elizabeth Mastrantonio se trouve prise dans l'eau avec Ed Harris. Ils ont un seul casque pour deux. Elle calcule : il va pouvoir nager plus vite qu'elle et, dans le temps qu'il mettra pour rejoindre la plate-forme, elle sombrera dans le coma, mais, dit-elle, on pourra la ranimer.

« La scène est importante parce que ce même Ed Harris, prêt à mourir tranquillement, se bat comme une bête contre la mort de son ex-femme. D'abord il essaie, en vain, la technologie. Puis le bouche à bouche, comme un acte d'amour désespéré. Enfin, pendant toute la scène, se souvenant seulement de ce qu'elle est, il lui donne de grandes gifles qui la font réagir. Ils ont été mariés, il connaît ses motivations, la place dans sa personnalité de la colère et du défi. »

« Elle est intéressante, plus complexe que Sigourney Weaver dans *Alien*. Elle a du caractère, c'est une guerrière. Elle doit prouver sa valeur dans un monde d'hommes. J'admire les gens, femmes ou hommes, qui se battent jusqu'au bout pour ce qu'ils croient. Elle est de cette sorte-là. Si elle n'avait pas besoin d'agressivité pour s'imposer, elle pourrait se montrer douce. »

« La direction d'acteurs n'a pas posé de problèmes particuliers. Ceux-ci ont répété sous l'eau pendant deux semaines, pas même tous les jours, pour s'habituer. Pendant le tournage, l'équipe et moi sommes restés en bas dix ou onze heures, et eux environ trois heures. On ne craignait pas tant la claustrophobie que la fatigue. Nous faisons en sorte que tout soit prêt pour leur arrivée. Dans des conditions inhabituelles de travail, ils ont été amenés à exercer davantage leur imagination. Au fond, c'est plus facile que dans un environnement banal. »

« Dans la scène où il tente de faire revivre Mary Elizabeth Mastrantonio, Ed Harris était seul avec la caméra, sans sa partenaire ni personne pour répondre à son jeu, à son regard. Seulement la caméra. C'était vraiment difficile. Une seule prise a suffi. Habituellement, je préfère en faire cinq ou six car à chaque fois les acteurs veulent affiner, trouvent quelque chose, un détail, un geste. Mais je ne crois pas à l'efficacité de l'improvisation, sinon exceptionnellement. »

Quand on voit les films de Cameron, en particulier *Abyss*, stupéfiant échafaudage de fantasmagories, de décors, de tracages, de simulations, de réalité découpée, on voit bien que le cinéaste ne peut se fier au hasard. « *Abyss* a été le plus grand défi de ma carrière, a déclaré sa productrice, qui est également son épouse. Nous avons dû affronter chaque jour des problèmes inédits et accomplir chaque jour des miracles. »

Abyss a quelque chose de miraculeux. Il précipite dans la terreur émerveillée, tient en haleine par une intrigue romanesque, avant de se terminer par un clin d'œil à *Rançonnements* du troisième type. Un vrai beau film.

COLETTE GODARD.

PRÉSENTATION, CLOTURE DU FESTIVAL DE CANNES 1989

V.O. : UGC BIARRITZ PRESTIGE - FORUM HORIZON - UGC ODEON - LE GRAND ACTION
UGC ROTONDE MONTMARTRE - 14 JUILLET BEAUGRENELLE
V.F. : PARAMOUNT OPERA - REX - UGC MONTMARTRE - UGC LYON BASTILLE - UGC Gobelins - MISTRAL
UGC CONVENTION - PATHE CLICHY - GAMBETTA

Périphérie : FRANÇAIS ENGHEN - ARTEL MARNE-LA-VALLÉE - ARTEL ROSNY - ARTEL CRETEIL - VELIZY II
PARINORD AULNAY - CARREFOUR PANTIN - FLANADES SARCELLES - ROXANNE VERSAILLES - PATHE BELLE EPINE THAIS
4 TEMPS LA DEFENSE - ESPACE EVRY

JANE FONDA GREGORY PECK JIMMY SMITS

OLD GRINGO

COLUMBIA FILMS PRÉSENTE UNE PRODUCTION FONDA FILMS UN FILM DE LUIS PUEZCO
AVEC JANE FONDA GREGORY PECK JIMMY SMITS DANS "LE VIEUX GRINGO" (OLD GRINGO)
MUSIQUE DE LEE HOLDRIEDGE CRÉATEUR DE COSTUMES ENRICO SABBATINI DÉCORATEURS DE PRODUCTION STUART WURTZEL ET BRUNO RUBIO
DIRECTEUR DE LA PHOTOGRAPHIE FELIX MONTI PRODUCTEUR EXÉCUTIF DAVID WISNIEVITZ BASÉ SUR "GRINGO VIEJO" DE CARLOS FUENTES
SCÉNARIO DE AIDA BORTNIK ET LUIS PUEZCO PRODUIT PAR LOS BONFIGLIO RÉALISÉ PAR LUIS PUEZCO

THÉÂTRE

SPECTACLES NOUVEAUX

L'Amante anglaise
de Margaret Duras,
mise en scène
de Claude Rigny,
avec Madeleine Renaud,
Pierre Dux
et Michèle Lonsdale.

Le théâtre du Rond-Point reprend l'un des grands classiques de son répertoire, créé il y a plus de vingt ans. A l'affiche pour cette reprise, Pierre Dux, Michel Lonsdale et bien sûr Madeleine Renaud, qui retrouve là l'un des auteurs de chevet et aussi l'un de ses meilleurs personnages, celui d'une criminelle passée à la question.

Théâtre Renaud-Barrault, 15, rue de la Légion d'honneur, 75001 Paris. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-56-06-50. Durée : 2 h 15. De 60 F à 120 F.

Le Destin glorieux de maréchal Napoléon
de Tchaïkovski U Tam'el,
mise en scène
de Gabriel Garran.

Création mondiale d'une pièce de Tchaïkovski U Tam'el, que nous avions découvert avec ce qui est devenu un grand succès de la scène : le *Bal de Nîmes*. Gabriel Garran persiste dans son entreprise de faire mieux connaître le poète et romancier congolais en s'attaquant cette fois-ci à son chef-d'œuvre. Il nous propose une nouvelle fois une distribution tout couleurs. Rien d'étonnant à cela, le spectacle étant placé sous le patronage de la Fondation Danielle Mitterrand dans le cadre de « Couleurs du monde ».

Grande Halle de La Villette (salle Boris-Vian), 211, av. Jean-Jaurès, 75019 Paris. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-48-77-22. Durée : 2 h 30. De 70 F à 120 F.

Dom Juan

de Molière,
mise en scène
de Marcel Maréchal,
avec Pierre Arditi
et Marcel Mouchet.

Où l'on retrouve à Paris un spectacle créé avec succès l'an passé à La Criée, Théâtre national de Marseille, autour de son metteur en scène, Marcel Maréchal, qui compose un savoureux Sganarelle tandis que Pierre Arditi s'attaque avec courage au rôle le plus difficile écrit par Molière. Jean-Paul Borde et Hubert Gignoux, aux deux extrêmes de la palette des âges, ajoutent par leur talent à l'intérêt de ce spectacle.

Maison de la culture, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. A partir du 27 septembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 48-31-11-45. Durée : 2 h 45. De 60 F à 110 F.

Eclats

de Catherine Anne,
mise en scène
de l'auteur,
avec Marie Carré,
Nathalie Richard
et Hélène Alexandrine.

La nouvelle pièce d'une jeune femme, auteur et metteur en scène, dont on attendait mieux. *Eclats* dit en deux heures et demie tous les poisons de la mélancolie, de l'égoïsme, le rôle des trois quarts d'heure seraient suivis aux spectateurs du dernier Festival d'Avignon, restés perplexes.

Paris-Villette, 211, av. Jean-Jaurès, 19. A partir du 28 septembre. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 42-74-22-77. Durée : 2 heures. De 60 F à 120 F.

La mer est trop loin

de Jean-Gabriel Nordmann,
mise en scène
de l'auteur,
avec Françoise Bergé.

Un auteur d'aujourd'hui, qui est aussi comédien et metteur en scène, servi par une



ALAIN BAUDRY/PROSCENIUM

excellente comédienne, Françoise Bergé, qui a décidé de prendre ses quartiers d'hiver au Théâtre 13. C'est à la fois courageux — car c'est un drôle d'exercice — et bien venu, tant ce petit théâtre d'allure ingrate nous propose, à l'initiative de Jacques Bailion, son directeur artistique, de bonnes choses. Ici, une journée entière au pied d'une terrasse en pierre dans un pays chaud.

Théâtre 13, 24, rue Daviel, 19. A partir du 3 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 46-58-16-30. 70 F et 100 F.

Cléopâtre

de Sophocle,
mise en scène
de Jean-Pierre Vincent,
avec Aurélien Recoing
et Evelyn Dik.

Reprise à Nanterre de l'un des événements les plus controversés du dernier Festival d'Avignon. La traduction de Bernard Charvet a surpris par ses transpositions modernistes. Le décor et les costumes de Jean-Paul Chambas, anachroniques, ont fait l'objet de nombreuses polémiques, comme

la mise en scène de Jean-Pierre Vincent, qu'on a connu plus inspiré. *Cléopâtre* en costume de ville, Créon pour charcutier à La Villette. Jockeys entravés par une robe curieusement inspirée, c'est un choix. A vous de juger.

Théâtre des Ammandiers, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. A partir du 3 octobre. Les mardi, jeudi et samedi à 21 heures. Tél. : 47-21-19-51. De 90 F à 120 F.

Tout sur le bruit

d'après les Aventures d'Henry Dickson de Jean Ray, par Grand Magasin.

Ce petit spectacle d'une jeune compagnie qui nous avait bien plu jusqu'à nous avoir laissé pendant lors du dernier Festival d'Avignon.

Inspiré par les romans fantastiques, dans tous les sens du terme, de Jean Ray (*Henry Dickson*), il était d'une telle naïveté, d'une telle imperfection, d'une telle innocence, que nous avions choisi de ne pas parler. De belles gaudes d'acteurs pourtant, une gestuelle soignée et un premier quart d'heure attendrissant. C'est tout sur *Tout sur le bruit*.

Maison de la Légion d'honneur, 5, rue de la Légion d'honneur, 93000 St-Denis. A partir du 3 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 42-43-17-17. Durée : 1 heure. De 80 F et 100 F.

Un fil à la patte

de Georges Feytaud,
mise en scène
de Pierre Mondy,
avec Christian Clavier,
Jacques Villard,
Sabine Huppert
et Martin Lamotte.

Distribution éblouissante pour la nouvelle création d'un sommet du rire français. Les portes vont claquer : certainement l'éclat de rire le plus sûr de la rentrée sur les boulevards.

Palais-Royal, 38, rue Montpensier, 1^{er}. A partir du 3 octobre. Du mardi au vendredi à 20 h 45. Le samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 h 30. dimanche à 15 heures. Tél. : 42-97-55-51. De 25 F à 200 F.

Les Victimes

de Jacques-Marie Boutet, dit Monvel,
mise en scène
de Pierre-Marc Mouchet.

Pour célébrer à sa façon le Bicentenaire, Jean-Louis Martin-Barthe, directeur du Théâtre des pays de Nord, a décidé de monter cette année six pièces de la Révolution. Voici un texte de Monvel, mélodrame d'avant le mélodrame, gentiment antécédent et proche du roman noir anglais.

Cité internationale universitaire, 21, bd Jourdan, 14. A partir du 3 octobre. Le mardi à 20 h 30. Tél. : 46-58-58-08. Durée : 1 h 45. De 35 F à 100 F.

SÉLECTION

Amour pour amour

de William Congreve,
mise en scène
d'André Stojer,
avec Catherine Salviat.

Ce spectacle avait surpris l'an passé par la richesse du langage et l'habileté d'un auteur irlandais de la fin du dix-septième siècle dont les dialogues ciselés entraient ainsi au répertoire du Français.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1^{er}. Le 28 septembre et le 1^{er} octobre. 20 h 30 les 4, 8, 10, 13, 15, 18, 22 et 27 octobre. Tél. : 40-15-00-15. Durée : 3 heures. De 40 F à 190 F.

L'Avenir

de Molière,
mise en scène
de Jacques Mauclair.

Voilà un spectacle créé par un homme de cœur qui, après les honneurs des « molières » au printemps dernier, a été joué tout l'été en compagnie du public parisien. Une vision très « soixante-dix » d'un grand classique du répertoire.

Mardi, 37, rue Vois, 8. Du mardi au samedi à 20 h 45. Tél. : 42-43-17-17. Durée : 2 heures. De 80 F et 100 F.

L'Avenir

de Molière,
mise en scène
de Jean-Paul Roncolini,
avec Michel Amont,
Françoise Seigner.

Il y a des mises en scène qui ne vieillissent pas, comme celle de Jean-Paul Roncolini, qui a poussé le cap des vingt ans sans une ride. D'autant que Michel Amont a eu le temps de méditer les affaires de sa condition et de s'inscrire à fond le regard de Marianne. La richesse aide-elle à mieux vieillir ?

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1^{er}. Les 27 et 28 septembre et le 2 octobre. 20 h 30 les 8, 11, 15, 18, 19, 25 et 29 octobre. Tél. : 40-15-00-15. Durée : 2 h 45. De 40 F à 180 F.

Buffo

de Howard Eaton,
mise en scène
de l'auteur,
avec l'auteur.

Bien qu'il soit docteur en psychologie, clown et romancier, Howard Eaton est resté un enfant. *Cot American* de trente-neuf ans installé en France nous propose aujourd'hui, après nous avoir donné son *Quand j'avais cinq ans je m'ai tué*, un *Buffo* musicien, acrobate et magicien. Au gros cœur.

Parade, 6, rue des Vignes, 18. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 42-55-64-44. Durée : 1 h 10. De 30 F à 120 F.

La Célestine

de Fernando de Rojas,
mise en scène
d'Antoine Vitez,
avec Lambert Wilson
et Jeanne Moreau.

Reprise à Paris du spectacle inaugural du dernier Festival

Un homme qui n'a pas eu d'enfance, un enfant qui n'a pas voulu vieillir. Valet et maître, Dom Juan et Sganarelle, qui reprend son spectacle à la maison de la culture de Bobigny. Il est Sganarelle, Pierre Arditi est Dom Juan.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 16. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 47-47-61-61. Durée : 2 h 50. De 50 F à 130 F.

La Machine

de Jean Cocteau,
mise en scène
de Jean-Marie,
avec Françoise Fabian,
Catherine Sifol
et Olivier Bruchon.

Le mythe d'Œdipe sera et très corrigé par Jean Cocteau, mis en scène par son disciple Jean-Marie, qui l'on retrouvera bientôt à Nanterre pour *Hernani*, et joué par Françoise Fabian, qui doit être une très belle Jocaste.

Espace Pierre-Curie, 1-3, av. Gabriel, 8. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 42-66-26-75. Durée : 2 h 30. De 120 F à 260 F.

Les Meilleurs Amis

de Hugh Walpole,
mise en scène
de Jean-Marie,
avec Edwige Fenech,
Guy Tréjan
et Henri Virlogeux.

Un fabuleux trio d'acteurs qui n'a malheureusement pas inspiré un metteur en scène anglais indigne de lui et d'un texte convenable qui réunit trois personnages ayant existé : une abbéesse intriguée par l'excitante Edwige Fenech, le directeur du musée de Cambridge, Guy Tréjan, et l'auteur dramatique et dramaturge d'aujourd'hui Henri Virlogeux.

Comédie des Champs-Élysées, 15, av. Montaigne, 8. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 47-20-08-24. Durée : 2 heures. De 90 F à 250 F.

Moi, Feuerbach

de Tancrède Doré,
mise en scène
de Stéphane Melleg,
avec Robert Huret.

Le texte ardu d'un dramaturge allemand dont Patrice Chéreau avait présenté un superbe *Teller*, Feuerbach est un comédien qui veut retrouver et son art et sa vie après plusieurs années d'intermède. Un rôle difficile pour un de nos comédiens les plus habiles.

La Bruyère, 5, rue La Bruyère, 8. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-74-76-58. Durée : 1 h 50. De 50 F à 180 F.

Monsieur Songe

de Robert Pinget,
mise en scène
de Jacques Ségur,
avec Nadia Berthoin,
Sylvie Genty,
Jacques Bouquet
et Jacques Ségur.

Voilà peut-être le meilleur exemple actuel d'un théâtre de qualité défendu par des

15 heures. Tél. : 48-74-47-38. De 25 F à 150 F.

L'Ultime

de Sacha Guitry,
mise en scène
de Jean-Luc Moreau,
avec Jean-Claude Braly
et Corine Le Poulain.

Brinly sur la scène du beau théâtre qu'il dirige en tant tout ce qui peut redonner un peu de lustre au Boulevard parisien. Il a choisi un allié de choix avec Sacha Guitry, dont il est peut-être le seul à pouvoir revendiquer aujourd'hui la droiture et aussi la méchanceté.

Bouffes parisiens, 4, rue Montigny, 2. Du mardi au samedi à 20 h 45. Le samedi à 18 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 42-56-06-50. Durée : 2 h 15. De 60 F à 230 F.

Leprieux-chasseur

de Jérôme Deschamps,
mise en scène
de Jérôme Deschamps.

Coucou ! revoilà ce drôle de lapin qui a fait s'écrouler la grande salle du Théâtre de Chaillot à la fin de la saison dernière. L'humour tourmenté de Jérôme Deschamps et ses amants puis, une cuisine dégingolée, une salle de restaurant transformée en champ — chant ? — de bataille et le va-et-vient du public de part et d'autre d'un mur des jubulations.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 16. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 47-47-61-61. Durée : 2 h 50. De 50 F à 130 F.

La Machine

de Jean Cocteau,
mise en scène
de Jean-Marie,
avec Françoise Fabian,
Catherine Sifol
et Olivier Bruchon.

Le mythe d'Œdipe sera et très corrigé par Jean Cocteau, mis en scène par son disciple Jean-Marie, qui l'on retrouvera bientôt à Nanterre pour *Hernani*, et joué par Françoise Fabian, qui doit être une très belle Jocaste.

Espace Pierre-Curie, 1-3, av. Gabriel, 8. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 42-66-26-75. Durée : 2 h 30. De 120 F à 260 F.

Les Parisiens

de Pascal Rambert,
mise en scène
de l'auteur.

Version abrégée d'une pièce et d'un spectacle fleuves nés de l'imagination et de l'acharnement d'un jeune auteur et metteur en scène. Au centre de la distribution, Jean-Paul Roussillon, énorme et formidable, reçoit un été ses enfants, leurs amis, pour une sarabande — de jeunes — souvent maladroite, toujours amusante, de toute façon à découvrir.

Théâtre d'Aubervilliers Groupe Tsa, 2, rue Edmond-Poisson, 93000 Aubervilliers. Du mardi au samedi à 20 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 48-34-67-67. Durée : 3 heures. De 90 F à 120 F.

La Poste

d'Albert Camus,
mise en scène
d'adaptations de Francis Huster,
avec Francis Huster.

Qui d'autre que Francis Huster aurait imaginé, osé et réalisé de se présenter seul sur la scène d'un grand théâtre pour donner la vie à un très beau roman d'Albert Camus ? La nouvelle performance de la tradition des plaques.

Porte-Saint-Martin, 16, bd Saint-Martin, 10. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-05-00-22. Durée : 1 h 40. De 90 F à 200 F.

Une saison au Congo

d' Aimé Césaire,
mise en scène
de Mahomet Moukoko.

Retrouvailles avec l'un de nos plus grands poètes et témoins de l'histoire contemporaine après l'hommage juste et passionnant rendu par le dernier Festival d'Avignon. Ici, un spectacle créé lors du festival de Fort-de-France, à la Martinique, autour de la vie tragique et héroïque du leader du mouvement nationaliste congolais Patrice Lumumba, en forme de fresque épique.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Blaise-Desgros, 20. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-66-43-60. Durée : 2 h 45. 100 F et 130 F.

La sélection théâtrale a été établie par Olivier Schmitt.

THEATRE RENAUD BARRAULT

A PARTIR DU 10 OCTOBRE

LE CHEMIN SOLITAIRE

DE ARTHUR SCHNITZLER

ADAPTATION MICHEL BUTEL

AVEC ANDRE DUSSOLLIER DIDIER FLAMAND
LAURENT GREVILL ALISON HORNUS
JEROME NICOLIN BULLE OGIER
DIDIER SANDRE EDITH SCOB

MISE EN SCENE LUC BONDY

DECOR RICHARD PEDUZZI

COSTUMES JACQUES SCHMIDT EMMANUEL PEDUZZI

CO-REPRÉSENTATION SPECTACLES LUMINOUS SPECTACLES ALAP FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS ET NANTIERRE-MANDRES

42.56.60.70

سكس من التحليل

MUSIQUES

DÉCOUVERTES DE LA SEMAINE

Mozart
Mozart KV 409
Concerto pour piano et orchestre n° 22
41^e Symphonie « Jupiter »
Elizabeth Lenz (piano), English Chamber Orchestra, Sir Colin Davis (direction).
La découverte ne sera ni l'English Chamber Orchestra, dont les interprétations mozartiennes sont justement célèbres, ni Colin Davis, qui mène une carrière aussi belle que discrète depuis bientôt trente ans, mais Elizabeth Lenz, l'une des rares pianistes-musiciennes de l'école russe contemporaine.
Le 28. Châtelet, théâtre musical de Paris, 21 heures. Tél. : 40-22-22-40. De 50 F à 275 F.

Schubert
Sonate pour violon et piano n° 2 op. 121
Frank
Sonate pour violon et piano en la mineur
Philippe Hirschhorn (violin), Martin Argüch (piano).
Martha Argerich est une star. Philippe Hirschhorn un excellent violoniste à la carrière sans aucun doute trop effacée. Alors Martha Argerich joue avec lui pour que

le public partage son admiration.
Le 1^{er} octobre, Théâtre de la Ville, 21 heures. Tél. : 42-55-40-70. 80 F.

Woolf
Symphonie n° 1 op. 40
Sonate pour piano-forte et harpe op. 28
Sonate pour piano-forte op. 89
Concerto pour piano et orchestre n° 3 op. 52
Laura Colladant (piano-forte), Mariella Hardman (harpe anglaise), The Hanover Band.
Inconnu au bataillon des dictionnaires de musique, Joseph Woolf (Salzbourg 1173, Londres 1812) a été l'élève de Leopold Mozart et du frère de Haydn, avant de devenir un ami intime de Mozart. Ses sonates pour piano exhumées récemment par Laura Colladant (un disque compact Adda) annoncent Schubert et Beethoven : harmonies savoureuses, demi-teintes réveuses. Elles valent bien mieux que l'oubli que la postérité leur avait réservé.
Le 2 octobre, Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 46-53-05-07. De 70 F à 100 F.



na part, de celle de Saint-Saëns (musique de chambre) des liens secrets, une couleur harmonique, des contours mélodiques, une ambiance festive, un goût pour l'humour que l'on retrouve assombrés dans l'œuvre d'Ernest Chausson. Le mérite d'un programme tel que celui-ci est de nous le rappeler. Et accessoirement de l'avoir confié à des interprètes inspirés.
Lauréat, abbaye de Royaumont, 20 h 45. Tél. : 30-35-30-16. Location Fondation Royaumont, FNAC, Pöstel. De 70 F à 90 F.

des œuvres rares de Pleyel, Jadin, Haydn, Boccherini, Dussek, le 3 octobre. Il y a dix ans, une telle qualité de programmation était une exception ; aujourd'hui, elle devient la règle.
Le 30. Cathédrale Notre-Dame, 20 h 45. Tél. : 22-20-22-42. De 70 F à 130 F.

Les deux
Beethoven
Sonates pour piano n° 12 op. 26, 21 op. 53
Beethoven-Liszt
Transcription de la 4^e Symphonie op. 80
Alois Pflügl (piano).
Le plus spirituel, fin, délicat et tendre des pianistes de l'heure dans un programme admirable, fin, délicat et tendre. Deux heures de pure poésie.
Le 28. Châtelet des Jacobins, 21 heures. Tél. : 61-23-32-00. De 50 F à 100 F.

Frank Wright et Sunny Murray, Dave Barrell et Milford Graves, Don Cherry et Miles Davis, s'il n'avait pas rencontré Linda Sharrock ni formé le Power Trio (avec Bill Laswell et Stu Martin), s'il n'avait un talent particulier pour s'acquiescer avec les plus étranges des poètes de la liberté - mais avec des si, on définit le free jazz. - Sonny Sharrock n'en serait pas là où il en est. Où exactement ? On le saura au New Morning.

New Morning, les 3 et 4, à 21 h 30. Tél. : 46-23-51-41. De 80 à 120 F.

CHANSON

Francis Cabrel
Il a trouvé le point d'équilibre entre ses racines musicales et son imagination, entre le rock et la romance. Nous sommes en 1989 et Cabrel est devenu un artiste solide et chaleureux qui, après un bel album, donne son meilleur spectacle à ce jour.
Les 27, 28, 29 et 30 septembre et le 3 octobre, 20 h 30. Zénith : le 1^{er} octobre, 17 heures. Zénith. Tél. : 43-06-60-00. Location Fnac, 148 F.

Troyes
Nuits de Champagne
Le thème retenu pour l'édition 1989 du festival champenois - la voix humaine - permet toutes les fantaisies de programmation : de la voix juvénile de la Mano Negra à celle cannoise de Charles Tostet. De la respectable Teresa Berganza au voyou chevronné Higelin. Avec aussi, et pourquoi pas ?, Lavilliers, Steve Beresford, le groupe hongrois Bratsch et Arthur H.
Du 27 septembre au 1^{er} octobre, à Troyes. Tél. : 22-73-76-47. De 50 F à 140 F.

Mike Scott (contre) était le chef d'un groupe de rock héroïque mais sympathique. Et puis il a fait prendre un virage à 180 degrés aux Waterboys, direction racines celtiques. Ils ont réussi un album brillant, sincère et concis. La reconversion de l'année.
Le 30. Café de la Danse, 20 h 30. Tél. : 46-06-57-22. De 80 F à 100 F.

Hoodoo Gurus
The Prunes
Mask
The Primal Scream
Bref festival en une soirée pour aller d'Irlande avec les Prunes (autofélicite, avant le départ de leur leader Gavin Friday Virgin Prunes) à l'Angleterre des Jesus Jones. Entre-temps on aura deux déjeuners : l'un tout petit, vers la France, avec Mask, l'autre jusqu'aux antipodes avec les Australiens de Hoodoo Gurus. L'album de ces derniers, rock solide et mélodique, vaut d'être écouté et l'on peut raisonnablement espérer qu'ils valent d'être vus.

ROCK

Heróis Do Mar et Miler He Dada
Petite initiation à la scène portugaise : les premiers - Heróis Do Mar - sont des vétérans du rock lusophone, les seconds - Miler He Dada - en sont les jeunes espoirs. A découvrir, dans la perspective du grand marché unique.
Le 30. Café de la Danse, 20 h 30. Tél. : 46-06-57-22. De 80 F à 100 F.

SÉLECTION

Mercredi 27
Fauré
Pelléas et Mélisande suite d'orchestre op. 80
Ravel
Concerto pour piano et orchestre en sol majeur
Beethoven
5^e Symphonie op. 67
Philippe Entremont (piano), Orchestre national de France, Jeffrey Tate (direction).
Jeffrey Tate vient d'être nommé premier chef invité de l'Orchestre national de France : une bonne nouvelle.
Châtelet, Théâtre musical de Paris, 21 heures. Tél. : 40-22-22-40. De 50 F à 275 F.

Jeudi 28
Bach
Fugues chorales et fugues BWV 803
Suite anglaise BWV 806
Prélude et fugue BWV 546
Couperin
Pavane
Rameau
Suite en sol mineur
Trevor Pinnock (clavier).
Chef d'orchestre fondateur de l'ensemble The English Concert, claviériste, Trevor Pinnock met beaucoup d'élégance et de verve dans tout ce qu'il touche. Son jeu n'est ni austère (école Leclair) ni fou (tendance Reinhardt Goebel), il est vivant, dansant, captivant.
Auditorium des Halles, 19 heures. Tél. : 40-22-22-40. 130 F.

Vendredi 29
Fauré
La Bonne Chanson, version pour soprano, clarinette et piano
Chausson
La Chanson perpétuelle pour soprano, corne et piano
Schubert
Quintet avec piano
Scriabin
Sonate pour violon et piano n° 1
Rachel Yvner (soprano), Régis Pasquier, Laurent Coussé (corne), Tamas Adamopoulos (clavier), Xavier Gumpel (clavier), Marc Marder (contrebasse), Bruno Combe (piano).
Il existe entre la musique de Schubert, celle de Fauré et

RÉGIONS

Ambrassery
Scarlett
La Passion selon saint Jean
Mazzocchi
Trois histoires secrètes
Locatelli
Symphonie pour deux violons, solo et basse
Marie Christiane Kiehr (soprano), Andreas Scholl (alto), Gerd Türk (basse), Ulrich Weidinger (clarinette), Ensemble 415 de Genève.
Bach joue solo et direction.
La voix n'est pas un instrument insaisissable. René Jacobs se tourne de plus en plus vers la direction d'orchestre. Une reconversion réussie, si l'on en juge par les disques qu'il a récemment enregistrés. Son programme est un modèle d'intelligence.
Le 30. Abbaye, 20 h 30. Tél. : 74-34-00-70. De 50 F à 220 F.

Leos
Gossec
Requiem
Mozart
Miserere KV 477
Jennifer Smith (soprano), Howard Crook (ténor), Peter Kay (basse), Orchestre Concerto Köln, Chœur de la Chapelle royale, Philippe Herreweghe (direction).
Un nouveau festival de musique, mais celui-ci part sur les chapeaux de roues. Programmes, interprètes, sont plus que parfaits. Pour commencer : Philippe Herreweghe dans le Requiem de Gossec, puis le pianofortiste Andreas Scholl et le Quatuor Les Adieux dans

JAZZ

Michel Portal et Mino Cinelu
Sans conteste l'événement de la rentrée. Portal fait l'ouverture de toutes les grandes manifestations. Le signe ne trompe pas. Il s'est imposé. Il reste pourtant capable de tout, comme s'il débutait. Et l'on espère son enregistrement (très attendu) du Concerto pour clarinette de Mozart. Avec Portal, à Tremblay-la-Gonnesse (le 29), Mino Cinelu, trente-deux ans, beau et (il faut croire) bon percussionniste, puisque l'on demande, depuis son départ pour New-York, il y a dix ans, Portal, Miles Davis, Weather Report, Sting, Peter Gabriel, Herbie Hancock, etc. Ensemble, mais en quartet cette fois, ils seront le 30 à l'Auditorium des Halles.

Tremblay-la-Gonnesse. Centre culturel Louis-Aragon, le 29, à 21 heures. Tél. : 46-02-70-40. 80 F et 70 F. Location : 3 FNAC, Virgin Magasins. Auditorium des Halles, le 30, à 19 heures. Tél. : 40-22-22-40. 100 F.

Alain Peco
Gitan, interprète couvert de titres, Hongrois mythique, quinquagénaire superbe, Alain Peco est un contre-bassiste d'exception. On ne

Saint-Germain
des Beaux-Arts

RODIN CESAR

HUIT ŒUVRES MAJEURES
28 SEPTEMBRE - 30 OCTOBRE

GALERIE VALLOIS - GEORGES-PHILIPPE VALLOIS
41, RUE DE SEINE, 75006 PARIS - TEL.: (1) 43 29 50 55

ARELIS
TAPISSERIES
CONTEMPORAINES

27 sep. 15 oct.

Cité Internationale
des Arts
18, rue de l'Hôtel
de Ville 75004 Paris

GALERIE CLAUDE BERNARD
7-9, rue des Beaux-Arts 75006 Paris
Tél.: (1) 43 26 97 07

GENEVIEVE ASSE

Vernissage le 27 septembre de 17 h à 20 h
du 27 septembre au 10 novembre

NOUVELLES
EXPOSITIONS

Le calendrier des expositions paraît désormais dans le Monde du jeudi (daté vendredi), soit le lendemain de notre supplément Arts-spectacles.

Eva Aeppli

L'œuvre d'une étrange artiste suisse, qui dessine au fusain des figures venues des ténèbres, brode des tableaux symboliques, conçoit des groupes de personnages en tissu tombés de la Lune, consulte les astres et les tarots. Une rétrospective.

Centre culturel suisse, 32, rue des Franco-Bourgeois, Paris, 3^e. Tél : 42-71-44-50. Tous les jours sauf lundi et mardi de 13 h à 19 h. Du 29 septembre au 26 novembre.

Archéologie de la France, trente ans de découvertes

Pour bien commencer l'année de l'archéologie, une grosse exposition que l'on préparait depuis cinq ans et qui mobilise tous les étages des galeries nationales du Grand Palais. On 3000 objets choisis parmi des millions de vestiges trouvés depuis les années 50 à travers l'Hexagone vont nous rappeler notre histoire, du paléolithique aux temps modernes.

Grand Palais, galeries nationales, av. W.-Chautau, 24, Clémenceau, Paris, 8^e. Tél : 42-59-54-10. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 22 h, mercredi jusqu'à 22 h. Du 30 septembre au 31 décembre, 32 F, sem. : 21 F.

Fers

De Gonzalez à Tony Cragg en passant par Calder, Caro, Chillida, Judd, Picasso, Stankiewicz, Takis et bien d'autres, une démonstration convaincante de l'usage du fer comme matériau d'œuvre noble parfois, de la sculpture au vingtième siècle.

JGM Galerie, 3 bis, rue Jacques-Cœur, Paris, 6^e. Tél : 42-26-12-05. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h à 19 h et de 14 h 30 à 19 h. Du 29 septembre au 10 novembre.

« Je suis le cablier » : les carnets de Picasso

Voir notre photo légendée. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, Paris, 1^{er}. Tél : 42-50-32-14. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 19 h, dimanche de 11 h à 18 h. Du 28 septembre au 31 décembre, 20 F.

Jesù-Potter Witkin

« Mon travail reflète l'insatiable de la vie », déclare Witkin, cet opérateur américain de cinquante ans, venu à la

photographie après avoir vu la tête d'une petite fille décapitée rouler à ses pieds dans la rue. Spectacle de foire, tableaux mythiques ou rituel féichiste, son œuvre sulfureuse, macabre et provocante vient d'un autre monde. C'est l'événement photographique de la rentrée.

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris, 16^e. Tél : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h. Du 28 septembre au 20 novembre, 25 F (entrée du musée).

Becmont-du-Lac

Toni Grand Le Centre d'art contemporain de Vassivière prend tournure et, cet automne, inaugure la tour conique du bâtiment conçu par l'architecte Aldo Rossi. Avec une demi-douzaine de sculptures de Toni Grand, réalisées depuis 1974.

Centre d'art contemporain de Vassivière, 16, de Vassivière, 87120. Tél : 56-69-27-27. De 14 heures à 18 h 30 les vendredis, samedis et dimanches. Du 28 septembre au 29 octobre.

Saint-Etienne

Jochen Gerz Au Musée de Saint-Etienne on s'intéresse depuis longtemps à cet artiste allemand fixé à Paris, dont l'audience depuis quelques années s'est beaucoup accrue, bien que Gerz ne corresponde pas à l'image convenue du peintre d'expression germanique en vogue dans les années 80. C'est plutôt un conceptuel qui confronte froidement des images photographiques et des textes dont l'absence de rapport engendre inquiétude et insécurité.

Musée d'art moderne, La Terrasse, 42000. Tél : 77-93-55-58. De 10 heures à 19 heures, le mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé le mardi. Du 29 septembre au 14 novembre.

SÉLECTION

Alfred Courmes

Vingt-cinq peintures, dont six des années 20 et 30, et quelques dessins d'un artiste insoumis, dont les images provocantes ne manquent pas de sel.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, 4^e étage, place Georges-Pompidou, Paris, 4^e. Tél : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de



THE PAGE GALLERY

12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 22 octobre.

Daniel Dezeuze

Sans être une rétrospective, l'exposition, qui vient de Villeneuve-d'Ascq, réunit un important ensemble d'œuvres réalisées entre 1965 et 1989. On Daniel Dezeuze, un ancien de Support/Surface, se montre toujours préoccupé par des problèmes d'espace, de perception des choses, de densité et de vide.

Centre national des arts plastiques, 11, rue Berryer, Paris, 8^e. Tél : 45-63-90-55. Tous les jours sauf mardi de 11 h à 19 h. Jusqu'au 29 octobre, 10 F.

Les Bretons et Dieu

Conçue par les musées d'ethnologie de Bretagne et déjà présentée dans la plupart d'entre eux, cette exposition, faite de nombreux documents, objets, photographies et estampes, montre l'histoire mêlée du religieux et des mentalités du seizième siècle à nos jours ; et des pratiques parfois fort éloignées du catholicisme officiel.

Musée national des arts et traditions populaires, 6, av. de Mahatma-Gandhi, Paris, 10^e. Tél : 40-47-80-00. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 17 h 15. Jusqu'au 31 décembre, 14 F (prix d'entrée du musée), 5 F dim.

L'Europe des grands maîtres

Signés Manet, Boccioni, Mondrian, Kandinsky, Magritte, Bacon, Hartung, Jori, Mathieu ou Belyaev, des œuvres choisies dans la période de jeunesse de cent trente artistes des douze pays de la Communauté européenne. Un accrochage de choses un peu rares sur lesquelles on a parfois du mal à mettre un nom.

Musée Jacquemart-André, 198, bd Haussmann, Paris, 8^e. Tél : 46-62-39-94. Tous les jours de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 12 novembre, 35 F.

Magnelli

En 1988, après Florence, la ville natale du peintre, Avignon célébrait, au Palais des Papes, le centenaire Magnelli, un « classique du vingtième siècle » auquel le Centre Georges-Pompidou a décidé de consacrer un important catalogue. C'est à l'occasion de sa publication, et pour les « fêtes d'automne » de la mairie du cinquième arrondissement, qu'a lieu l'exposition de la chapelle de la Sorbonne.

Chapelle de la Sorbonne, place de la Sorbonne, Paris, 5^e. Tous les jours de 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 29 octobre.

René-Jacques

Fasciné par la capitale, cet apogée de la netteté,

membre du groupe des XV, hante les pavés des rues de jour comme de nuit. Péri d'ombres et de mystères, c'est le Paris des années 30 décrit par Fargue et Carco, ou celui des films de Grémillon et de René Clair que ses photographies rappellent. L'exposition en propose cent vingt.

Bibliothèque historique de la Ville de Paris, hôtel de Lamoignon, 24, rue Pavée, Paris, 4^e. Tél : 42-74-44-44. Tous les jours sauf dimanche et jours fériés de 10 h à 18 h. Jusqu'au 28 octobre, 15 F.

Serge Feret

On avait un peu oublié cet artiste d'origine russe qui fut très lié à Apollinaire. C'est donc une bonne idée de présenter un choix de ses œuvres, en particulier de la période cubiste. Une bonne idée aussi de saisir cette occasion pour évoquer la revue Les Soirées de Paris, que dirigeait le poète.

Galerie Michèle Heyraud, 79, rue Quincampoix, Paris, 3^e. Tél : 49-87-32-36. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 h à 13 h et de 14 h à 19 h. Jusqu'au 21 octobre.

RÉGIONS

Als

« Reverdy à cent ans »

Pour fêter le centenaire de la naissance du poète,

Leur tour des musées des États-Unis et d'Europe achevé, les carnets de dessins de Picasso sont, enfin, exposés à Paris. Ils forment le Journal de bord de l'artiste, qui y raconte au crayon et à l'encre ses recherches. Passionnant, et d'une inventivité à effrayer le plus blasé des amateurs.

heures et de 14 heures à 19 heures. Octobre : de 8 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, fermé le mardi. Novembre : de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures, fermé le mardi.

Colmar

Hartung

Une exposition consacrée aux années de jeunesse du peintre, à sa découverte, au début des années 20, des maîtres du passé tels Rembrandt, Hals et Goya, qu'il interprète librement dans le même temps qu'il entreprend ses premières recherches abstraites.

Musée d'Unterlinden, 1, place d'Unterlinden, 68000. Tél : 83-42-59-23. De 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 octobre.

Grenoble

Helmut Federle

Quelques grandes compositions fondées sur la droite, les horizontales, les verticales et les plans peints en jaune et gris d'un Suisse de quarante-cinq ans, très fortement marqué par les découvertes des pionniers de l'abstraction. Un « néo-géo » ?

Musée des beaux-arts, Place du Vercors, 38000. Tél : 76-54-09-82. Jusqu'au 20 novembre.

Nancy

La vie en France autour de 1789

Tout ce qui a été peint pendant la Révolution est loin d'en être la conséquence. Ce qui a été peint pendant la Révolution ne relève pas toujours de profonds bouleversements. A preuve l'exposition nancéenne, qui réunit quantité d'œuvres de petits maîtres, pastoraux et scènes intimistes.

Musée des beaux-arts, 5, place Stanislas, 54004. Tél : 83-37-63-01. De 10 h 30 à 18 heures. Fermé le lundi matin et le mardi.

Nantes

Soulagès

Quarante ans de peinture forte, sombre, de plus en plus monumentale, de plus en plus noire. Cette rétrospective, qui a déjà été présentée à Kassel et à Valence, coïncide avec l'ouverture des salles d'art contemporain du Musée des beaux-arts de Nantes, désormais un des plus beaux qui soient.

Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000. Tél : 40-74-53-24. De 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 h 45, le dimanche de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 1^{er} octobre.

Nice

Gilotto

Ser un triptyque spécialement conçu par Dion-Bouton, cet opérateur local, contemporain de Nègre, enregistre la

mutation du paysage du bord de mer et tient la chronique des grands et petits événements. Pour son plaisir personnel, il réalise aussi d'étonnantes natures mortes qui le rapprochent de Weston et de Capomigro. Cette rétrospective Gilotto est un des temps forts du « Septembre de la photo » nicoise.

« Septembre de la photo », Mission du patrimoine, 85, promenade des Angéles, 06000. Jusqu'au 30 septembre.

Plozézel-Pontreux

Henri Luriers

Le beau château de la Roche-Jagu accueille une rétrospective du sculpteur Henri Luriers, artiste originaire du Trégor, très inspiré par le littoral breton, ses épreuves et ses casiers, dans ses constructions de bois et de métal maintenues en équilibre instable.

Château de la Roche-Jagu, 22280. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 31 octobre.

Strasbourg

Les bâtisseurs de cathédrales

Comment ont été construites les cathédrales ? L'exposition, la première jamais consacrée au sujet, le fait comprendre. Elle réunit des colonnades montrant les chantiers, des traités techniques, des outils de maçons et de tailleurs de pierre, des reliquaires en forme d'église. Et un ensemble exceptionnel de très grands dessins d'architecture du treizième au quinzième siècle.

Auditorium Domini, 1, rue du Vieux-Marché-sous-Poissons, 67000. Tél : 86-32-48-65. De 11 heures à 18 heures, le mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé le mardi.

Villeneuve-d'Ascq

Profil d'une collection

Le Musée d'art moderne de Villeneuve-d'Ascq expose ses collections, dont on ne sait pas tout, en partie pour des raisons de place. De la donation Maspero, à laquelle le musée doit son existence, on peut voir, par exemple, un ensemble inédit de quinze gravures sur bois de Derrida. Les acquisitions récentes d'œuvres contemporaines y sont aussi largement représentées.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59600. Tél : 20-05-42-48. Jusqu'au 19 novembre.

La sélection Arts a été établie par : Geneviève Breuerette et Patrick Rogiers.

GALERIES D'ART ET ANTIQUAIRES proposent

Chefs-d'œuvre de l'art moderne

Exposition du 27 au 30 septembre de 10 h à 19 h

Avenue Maignon, faubourg Saint-Hippolyte et rue de Miramont

27 septembre - 28 octobre

Kounellis

Galerie Lelong

13, rue de Téhéran, Paris 8

27 septembre - 28 octobre

Coplans

Galerie Lelong

14, rue de Téhéran, Paris 8

L'ESPACE PIERRE CARDIN présente les œuvres du peintre

ISHIGOOKA

Exposition

29 Septembre - 13 Octobre 1989

3, avenue Gabriel 75008 PARIS

Tél. 42.66.17.30

Tous les jours de 11 à 19 heures sauf Samedi et Dimanche

avec le Concours de galerie taménaga

TOKYO OSAKA PARIS